

MÉMOIRES

SUR

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

DE NAPOLÉON

JUSQU'A L'AGE DE VINGT-TROIS ANS.





Poissy. — Typographie Arbieu.

A Mr Le Receveur Multedo, en témoignage de mon estime et de mon amitié
L'Abbé Nasica

MÉMOIRES

SUR

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

DE NAPOLÉON

JUSQU'A L'AGE DE VINGT-TROIS ANS;

PRÉCÉDÉS

D'UNE NOTICE HISTORIQUE SUR SON PÈRE,

PAR T. NASICA,

Conseiller à la Cour d'Appel de Bastia, Chevalier de la Légion d'Honneur ;

DÉDIÉS

A S. A. I. LE PRINCE-PRÉSIDENT,

Par l'abbé Nasica.



Non sine Dis animosus infans.
Hor. l. III, o. 4.

PARIS
LEDOYEN, ÉDITEUR-LIBRAIRE,
PALAIS-ROYAL, GALERIE D'ORLÉANS, 31.

1852.

A SON ALTESSE IMPÉRIALE,

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE.

MONSEIGNEUR,

J'AI L'HONNEUR DE DÉPOSER A VOS PIEDS
CE LIVRE,
DONT VOUS AVEZ DAIGNÉ ACCEPTER LA DÉDICACE.
AU MOMENT OÙ L'EMPEREUR MOURAIT, A SAINTE-HÉLÈNE,
ET OÙ SON AUGUSTE FAMILLE ERRAIT DANS L'EXIL,
UNE MAIN PIEUSE
RECUEILLAIT, AUTOUR DE SON BERCEAU, CES SOUVENIRS INTIMES,
QUI SERONT LA LÉGENDE DES TEMPS A VENIR.
CES MÉMOIRES DEVAIENT ÊTRE DÉDIÉS A VOUS,
PRINCE ;
A VOUS QUI ÊTES LE DIGNE HÉRITIER DE NAPOLÉON
ET QUI AVEZ SU VOUS INSPIRER
DE SON GÉNIE,
POUR LE SALUT DE LA FRANCE ET DU MONDE.

L'ABBÉ NASICA.

L'auteur écrivit les *Mémoires* qu'on va lire, de 1821 à 1829, pendant qu'il était juge d'instruction, à Ajaccio. Sa modestie habituelle l'a seule empêché de les faire imprimer de son vivant; et c'est pour me conformer à ses intentions ainsi que dans un intérêt historique que je les livre aujourd'hui à la publicité.

Décédé à Bastia, le 3 décembre 1850, après plus de trente ans de magistrature, il est descendu dans la tombe accompagné de l'estime et des regrets de ses concitoyens. Sa vie et sa mort ont été celles du juste.

Je n'en dirai pas davantage. On comprendra aisément le motif qui m'arrête. Le conseiller Nasica était mon oncle, mon bienfaiteur, mon guide, mon père. Hélas! une mort prématurée l'a enlevé à sa famille et à ses amis! Que les hommes graves et éloquents qui, le jour de ses funérailles, ont pris la parole, pour rendre témoignage de son mérite, en proclamant hautement des détails biographiques qu'il ne

m'est pas permis de répéter, trouvent ici l'expression sincère de ma vive gratitude ! (1)

Cet ouvrage, fruit consciencieux des travaux de l'auteur a été édité par mes soins tel qu'il est sorti de sa plume, sans retranchements, sans additions. Puisse-t-il honorer sa mémoire.

Puisse-t-il servir à démontrer de plus en plus tout ce qu'il y a de providentiel dans ce grand Nom, dans cette grande Famille dont Dieu a fait choix pour la gloire de la France et le salut de la société.

L'Abbé NASICA.

Paris, ce 15 avril 1852.

(1) Parmi les discours prononcés dans cette circonstance, cinq ont été imprimés. Ce sont ceux de Messieurs Casale, président de chambre à la cour d'appel de Bastia, Viale et Gavini, conseillers, Casabianca, substitut, et Arrighi, bâtonnier de l'ordre des avocats, près la même cour.

Note de l'Éditeur.

PRÉFACE.

Le nom de Bonaparte n'est pas aussi moderne en Corse qu'on l'a prétendu. Muratori, dans ses *Antiquités d'Italie* (1), rapporte une donation faite, en 407, par les seigneurs *Otto Domenico* et *Guidone de Conti*, à l'abbé de Saint-Mamiliano de l'île de Monte-Christo, dans laquelle un Bonaparte figure comme témoin. L'acte ayant été passé à Mariana, ancienne ville de la Corse, il est hors de doute que le Bonaparte dont il s'agit était un habitant de l'île. Il est également certain que c'était un personnage fort distingué et fort connu, puisqu'on le qualifie de *Messer*, titre qu'on n'accordait

(1) Tome deuxième.

qu'aux nobles et à ceux qui étaient revêtus d'un caractère public.

Cette donation, dont Muratori lui-même ne garantit pas la date, est sans doute beaucoup plus récente ; mais, elle doit toujours être assez ancienne pour constater que la famille Bonaparte florissait en Corse depuis plusieurs siècles.

Quoi qu'il en soit, mon but n'est pas d'aller chercher dans la nuit des temps la généalogie de cette illustre famille. Je veux laisser intact ce champ de conjectures et de combinaisons où quelques savants se sont jetés.

J'en ai connu, en effet, qui prétendaient que les Bonaparte sont d'origine grecque et qu'ils descendent des Empereurs de Constantinople. Il est possible qu'ils aient raison, et je n'entends pas infirmer la véracité de généalogies qui leur ont coûté tant de veilles ; mais je trouve qu'ils ont pris des soins superflus. La famille qui a donné au monde un homme tel que l'Empereur Napoléon peut se passer d'être grande par ses aïeux (2).

(2) Cependant, pour satisfaire la curiosité de quelques-uns de mes lecteurs, j'ai dressé, d'après un ancien manuscrit assez intéressant que M. Santini a bien voulu me communiquer, mais dont je ne puis garantir l'authenticité, un arbre généalogique de la famille Bonaparte qui sera imprimé à la fin de ce livre avec des notes explicatives.

Note de l'éditeur.—On trouvera aussi de très-précieux détails dans

Fonctionnaire public depuis longtemps dans la ville qui a été le berceau du plus grand capitaine du monde, j'ai voulu consacrer le peu de loisir que j'avais à m'enquérir des circonstances qui ont précédé, secondé son élévation, aplani peut-être le chemin qui l'a conduit à un si haut degré de gloire et de puissance. J'ai vu dans ce but plusieurs des compagnons d'enfance de Napoléon; plusieurs de ses anciens amis et de ses anciens adversaires politiques; j'ai consulté des vieillards; j'ai recueilli des uns et des autres avec le plus grand soin tous les détails, tous les documents possibles sur l'état primitif de sa famille et sur ce qu'il avait dit, fait ou écrit de plus remarquable pendant les vingt-trois premières années de sa vie; j'ai fouillé dans les papiers des particuliers; j'ai compulsé les archives publiques, et, après avoir tout confronté, tout épuré, mis à l'écart quelques anecdotes

la savante dissertation sur la généalogie de la famille Bonaparte faite par le prince Napoléon-Louis, que la mort a si cruellement moissonné à la fleur de l'âge, et qui était frère du Prince-Président, Louis-Napoléon Bonaparte. On y verra que, depuis le XIIe jusqu'au XVe siècle, des personnages de la plus haute distinction, issus de cette antique et illustre famille, ont figuré très-honorablement dans plusieurs histoires de l'Italie. (Voyez, dans le Choix de chroniques et mémoires sur l'histoire de France, XVIe siècle, à la page 11, par J. A. C. Buchon, édition de Paris, 1836, la préface de la traduction de l'histoire du sac de Rome, par le prince Napoléon-Louis Bonaparte.)

douteuses ou insignifiantes, j'ai coordonné sur un plan régulier le fruit de mes recherches.

Je ne me suis d'abord livré à ce travail que par une curiosité trop naturelle chez tous ceux qu'un motif quelconque amène dans ce pays ; mais, voyant que mon séjour s'y prolongeait au delà de mon attente, j'ai pensé que je pouvais l'utiliser au profit de l'histoire, en rédigeant les *Mémoires* que je destine au public. Cette pensée me souriait d'autant plus que les renseignements précieux que j'avais recueillis étaient presque entièrement inconnus. Le manteau impérial, les rayons qui partaient du trône ont dérobé aux yeux de l'Europe étonnée les premiers pas et les premiers faits de l'homme admirable qui a dominé de si haut son siècle.

Les commencements des grands hommes ont été souvent entourés de nuages ; autrefois le mystère qui enveloppait leur origine contribuait à les rendre plus majestueux et en quelque sorte à les diviniser. Ils brillaient comme le soleil au milieu du jour; cela suffisait à l'admiration, à la vénération du monde. Mais aujourd'hui l'esprit d'observation et d'analyse qui s'attache à tout est plus exigeant et veut, autant qu'il lui est possible, remonter des effets aux causes. Pour nos penseurs modernes, rien n'est insignifiant dans la vie d'un génie extraordinaire ; ils en étu-

dient toutes les phases et cherchent à découvrir dans les jeux de l'enfant les batailles futures du grand capitaine. C'est surtout pour ceux qui aiment ainsi à approfondir jusque dans leur germe les grandes destinées historiques que j'écris ces *Mémoires*.

Toute l'Europe a vu l'Empereur le front ceint de l'auréole de sa gloire ; moi, je vais montrer l'enfant corse prenant des canons pour jouets, souriant à l'éclat des épées et créant des bataillons enfantins, en attendant ceux de sa vieille garde.

Je vais montrer l'adolescent commençant à exercer sur les hommes cet irrésistible empire qui n'appartient qu'aux profonds politiques et aux cœurs hardis ; se formant, dans une ville aux habitudes italiennes, un parti dont il se fait le chef, et assurant à ce parti une supériorité décidée au moyen d'une bravoure que rien n'effraie et de combinaisons audacieuses qui se sont reproduites plus tard dans sa vie d'Empereur.

Je vais montrer le jeune officier d'artillerie étudiant les sites où s'étaient livrées quelques-unes des plus célèbres batailles de la Corse et se rendant compte des manœuvres stratégiques qui avaient donné ou enlevé la victoire. On verra le conquérant futur lever le plan de ces positions mémorables et même de quelques forteresses qui n'ont plus pour garnison que l'hirondelle ou les oiseaux de mer, et déterminer, avec ce



coup d'œil rapide qui ne le trompa jamais, le nombre d'hommes nécessaires pour repousser l'ennemi.

On le verra, commandant d'un bataillon de gardes nationales soldées, instruire ses hommes avec un zèle infatigable; les former à la carrière des armes par une discipline tout à la fois rigide et paternelle; leur inspirer les plus nobles sentiments de probité, de patriotisme, d'honneur, de courage, et s'arracher des bras de sa mère pour voler à leur secours, en exposant sa vie.

On le verra persécuté dans sa position, menacé maintes fois dans son existence; toujours intrépide dans les dangers, toujours actif, studieux, inébranlable dans ses résolutions, généreux dans ses sentiments, et, malgré l'hostilité des circonstances, toujours attaché à la grande nation, où il avait fait ses études et à laquelle il avait voué une affection sans bornes.

Enfin, on le verra déployer pour la première fois ses talents militaires dans l'expédition de Sardaigne, dont une trahison mystérieuse empêcha le succès, et, proscrit de son pays avec sa famille, partir pour le continent où l'attendait une couronne. C'est là que ce récit s'arrête; l'univers entier connaît le reste de cette merveilleuse histoire.

Bien des écrits ont paru sur les premières années de Napoléon et sur sa famille; mais tous, jusqu'à présent, ne contiennent que des faits controuvés ou défigurés, pour la plupart

dénués de toute vraisemblance. Pour les habitants de la Corse et surtout d'Ajaccio, ces récits tiennent du roman. Cela s'explique : les écrivains du continent, manquant de renseignements locaux, ont pu, en général sans s'en douter, suivre les entraînements de la haine ou de l'enthousiasme. Placé plus avantageusement pour recueillir les documents et les vérifier, je tiens à honneur d'exposer la vérité sans alliage.

Ces *Mémoires* sont écrits en conscience. On les imprimera, quand je ne serai plus. Le public trouvera dans cette détermination un gage certain de mon impartialité : les morts ne craignent pas les vivants et ne font la cour à personne.

Ajaccio, 1829.



NOTICE

SUR

LA VIE DE CHARLES BONAPARTE,

PÈRE DE NAPOLÉON.

I

Charles Bonaparte et sa famille avant la conquête de la Corse par les Français (1769).

Charles. — Ses études. — Ses mœurs. — Son mariage. — Son voyage à Rome. — Son retour ; sa visite et sa promesse à Paoli. — Son séjour à Cortè. — Un de ses discours. — Sa retraite sur le Mont-Rotondo. — Son retour à Ajaccio. — Dangers de sa femme. — Il veut suivre Paoli dans son exil.

Les Bonaparte étaient considérés comme une des familles les plus distinguées d'Ajaccio à l'époque où Charles Bonaparte, père de Napoléon, attira sur lui l'attention de ses concitoyens par ses qualités morales et par ses talents. Né en 1746, il commença ses études à Cortè et se fit remarquer par son intelligence, sa

modestie et son amour du travail. Privée de tout établissement scientifique par les Génois, dont l'esprit ombrageux redoutait les effets de l'éducation sur un peuple qui supportait déjà si impatiemment leur joug, la Corse envoyait les plus nobles de ses enfants faire leurs études en Italie. La proximité de la ville de Pise, et peut-être aussi la sympathie douloureuse que font naître entre les peuples des infortunes qui se ressemblent, attiraient les Corses vers l'Université célèbre qu'y avait fondée Côme de Médicis. Pise était alors l'Athènes de la péninsule italienne. Comme la célèbre ville grecque, elle gisait à demi-morte sous ses marbres, au milieu des restes magnifiques d'une grandeur qui n'était plus. La fameuse république de Pise, qui avait subjugué la Sardaigne, pris Carthage, et enlevé Palerme aux Sarrasins, qui avait défait des armées royales en bataille rangée, et envoyé une flotte de quarante vaisseaux au secours d'Amaury, roi de Jérusalem; Pise enfin, qui avait fait longtemps avec succès la guerre aux Génois, ces ennemis mortels et détestés des Corses, avait fini par être vendue et livrée. Les Pisans avaient tellement pris à cœur la perte de leur liberté qu'ils s'étaient expatriés de colere; aussi cette pauvre cité se trouvait-elle si dépeu-

plée, à l'époque dont nous parlons, que l'herbe croissait dans ses larges rues. Tel était à peu près le sort que la Corse avait eu elle-même à subir.

C'est donc à Pise que Charles Bonaparte fut envoyé pour terminer ses études. Il trouva sur les bords de l'Arno l'élite de la jeunesse corse, jeunesse impétueuse et fière qui sympathisait avec celle de Pise et qui avait acquis, au contact des douces mœurs italiennes, ce poli d'urbanité qu'on ne trouve pas aisément dans les montagnes.

Ces pauvres insulaires, forcément économes, vivaient de peu dans une ville où tout était à bon marché, et quelquefois éprouvaient, malgré cela, des moments de gêne. Mais lorsque les *galions* de quelque étudiant arrivaient, comme disait plaisamment l'Empereur en parlant des quelques cent francs que Junot recevait de sa famille, l'heureux possesseur du petit trésor se hâtait d'en faire part à ceux qui attendaient encore cette pluie d'or qui devait venir des rives de la Corse, et Charles Bonaparte n'était pas de caractère à se poser en exception à la règle. Au contraire, il ouvrait si largement sa bourse à ses condisciples dans l'embarras, qu'il s'acquit bientôt l'estime et l'amitié de cette jeunesse studieuse et désintéressée qui serrait

ses rangs sur la terre de l'étranger. A leur retour du continent, les amis de Charles, disséminés sur tous les points de l'île, le vantaient comme un savant distingué, un ami généreux, un étudiant modèle, et jetaient ainsi les premières bases de sa réputation naissante.

Sa famille, heureuse du bien qu'elle en entendait dire, ne regardait pas aux sacrifices qu'elle faisait pour l'entretenir sur le continent, quoique ces sacrifices fussent onéreux dans une île qui a toujours été fort pauvre en numéraire.

Lorsque Charles Bonaparte eut terminé son droit, il fit ses dispositions pour retourner dans sa patrie. De l'embouchure de l'Arno, et tandis que les molles brises de la Toscane l'embaumaient encore du parfum de leurs orangers, il la découvrit au loin sous la forme d'un rocher nu, dont la cime blanchie de neige se dessinait sur l'azur profond de la Méditerranée. Le jeune Corse, qui avait quelquefois sacrifié aux Muses, dut alors éprouver ce sentiment si louable et si naturel qui faisait dire au fils d'Ulysse : « Dans mon Ithaque, il n'y a que des rochers, « des bruyères, des terres arides, et pourtant mon « cœur la préfère aux plus riches plaines de la Grèce. »

Précédé de sa bonne renommée, regardé comme

l'honneur de sa famille et l'espoir de sa patrie, Charles reçut de ses concitoyens un accueil empressé. Son éloquence, son patriotisme, ses manières nobles et simples achevèrent de lui concilier les cœurs. Enfin, l'estime dont on l'entourait devint si générale qu'elle fixa les regards de Paoli, qui voulut que le jeune Bonaparte lui fût présenté.

Paoli, dont la mémoire est encore adorée des Corses, était alors à l'apogée de sa puissance et régnait de fait sur ce peuple qu'on disait si difficile à gouverner. Fils de Giacinto Paoli qui avait commandé les Corses dans les dernières guerres contre les Génois, frère de Clément Paoli, l'homme le plus brave de son temps et l'un des premiers magistrats de l'île, Pascal Paoli avait été proclamé général de la Corse et rappelé de Naples, où il servait avec distinction. Courageux, éclairé, politique habile, mettant toute sa gloire à sauver sa patrie et à la rendre heureuse, il marchait noblement vers ce grand but. Après avoir battu les Génois, il avait profité du calme qui suivit sa victoire pour réorganiser la justice et faire fleurir l'agriculture. Investi par la nation d'un pouvoir absolu, il l'avait balancé lui-même en créant un conseil suprême composé d'hommes

très capables, et, au-dessus de ce conseil, il avait établi un syndicat chargé de surveiller tous les magistrats de l'île sans faire d'exception pour lui. Afin d'occuper Gênes de ses propres affaires, il avait armé en course des bâtiments légers qui poursuivaient le long des côtes de la Ligurie les navires marchands de la république. Ces corsaires, par des prises heureuses qu'ils ramenaient en Corse, faisaient reparaître l'argent dans ce pays que des siècles de guerre avaient épuisé. Paoli battait monnaie, fondait une Université, créait des imprimeries, et, chose qui ne s'était jamais vue, on eut alors un journal en Corse. Paoli, quoique partisan rigide des mœurs austères et simples de sa nation, voulut la distraire un instant des graves préoccupations de la guerre, en donnant des fêtes auxquelles il conviait les personnes les plus éminentes de l'île; il se faisait ainsi une sorte de cour, et ce luxe inusité enchantait les Corses.

C'est à cette époque que Charles Bonaparte, encore fort jeune, lui fut présenté. Le général, qui se connaissait en hommes et qui cherchait à s'entourer de gens de cœur, le traita avec tant d'égards que Charles conçut pour lui un vif attachement, une admiration sincère qu'il

conserva jusqu'au tombeau. Si l'état de sa fortune le lui eût permis, il fût resté auprès du général; mais sa famille exigea qu'il utilisât dans sa ville natale les connaissances qu'il avait acquises en Italie, et il devint bientôt un des premiers avocats d'Ajaccio.

Les talents et les qualités de Charles Bonaparte lui permettaient d'aspirer aux plus hauts partis, et sa famille, dont il était l'unique espoir, eût vivement désiré qu'il fît un mariage opulent. Charles n'entra pas dans ces vues et ne consulta que son cœur, en enlevant à l'admiration passionnée de toute la jeunesse de la ville, mademoiselle Letizia Ramolino, qui était d'une rare beauté, et qui, à peine âgée de quatorze ans, possédait tous les charmes de son sexe (1).

La première année de son mariage ne fut marquée que par un événement bien triste : il perdit son premier enfant. L'année suivante, il voulut mettre à exécution un projet qu'il avait conçu pendant son séjour à Pise; il partit pour Rome afin de visiter la patrie des Scipions,

(1) Il est positif que le mariage de Charles fut célébré en 1764; mais les registres de cette année ayant été perdus, il est impossible d'en désigner le jour et le mois. — On sait que l'épouse n'était âgée que de 14 ans, et qu'elle était née le 24 août 1750.

des Césars, et de se perfectionner dans la science si difficile des lois anciennes.

Il y passa une année scolaire et revint en Corse peu satisfait de Rome et des Romains.

Il débarqua à Bastia, et, en traversant l'île pour se rendre à Ajaccio, il voulut voir Paoli qui était alors à l'abbaye de Rostino, dont le général aimait le séjour parce qu'il était né pour ainsi dire à l'ombre de son clocher. Le jeune voyageur traversa Pontenovo qui devait être le dernier champ de bataille de l'indépendance, gravit la montagne du village de Pastoreccia où était née la mère du général et dont quelques bois d'oliviers faisaient partie de son patrimoine. Sur le versant opposé, il découvrit bientôt, dans le petit hameau de la Stretta dépendant de la commune de Morosaglia, la maison paternelle de Paoli qu'entouraient des châtaigniers gigantesques et qu'accompagnait une petite chapelle dédiée à la Madone. Non loin de cette modeste maison du chef de la Corse, s'élevait le superbe monastère des Franciscains où se rendait Charles. Lorsqu'il demanda Paoli, on l'introduisit dans son salon en le priant d'attendre, le général étant enfermé dans son cabinet où il s'occupait de quelques dépêches importantes qu'il allait faire partir pour

l'Italie. « Je reviendrai quand il sera visible, » dit le jeune Corse qui se mit en devoir de se retirer. Mais à ce moment la porte du cabinet s'ouvre, et Paoli paraissant sur le seuil s'écrie : « C'est toi, Charles? Je t'ai bien « reconnu ; viens donc que je t'embrasse. » Et, sans écouter les excuses du voyageur qui craignait de le déranger : « Tu n'es pas de trop ici, dit-il en le fai- « sant entrer dans son cabinet ; au contraire, tu ar- « rives de l'Italie et j'ai besoin de savoir ce qui s'y « passe ; viens donc. » Il le garda toute la journée, le fit souper avec lui, et ne lui laissa reprendre sa route que le lendemain, après lui avoir fait promettre de quitter Ajaccio pour s'établir à Cortè, ville centrale, où le général avait fixé le siége de son gouvernement.

Cette promesse que Charles Bonaparte voulut tenir souleva une petite tempête au sein de sa famille. Madame Bonaparte, dont les parents habitaient la ville maritime qu'il fallait quitter, refusa d'abord d'échanger les brumes de la côte, et surtout le doux parfum des orangers d'Ajaccio, pour l'air vif et pur des montagnes, alléguant pour gagner sa cause toutes les raisons que put lui suggérer sa logique de dix-sept ans. Mais quelque

touchantes que fussent les prières d'une femme aimée et d'un oncle vénéré à l'égal d'un père, elles ne pouvaient balancer dans le cœur d'un Corse l'influence irrésistible de Paoli; Charles se rendit seul à Cortè conformément à sa promesse, et sa jeune femme ne tarda pas à l'y rejoindre.

A Cortè, Charles se révéla sous un nouveau jour: à son économie primitive succéda l'amour du faste et de la dépense; ses relations s'étendirent sur toute l'île, où il s'acquit bientôt une grande popularité, et il se posa en homme politique. Son caractère ardent, son éloquence passionnée, son instruction et sa connaissance des lois le firent rechercher par les principaux personnages de l'État. Il était admis dans la confidence de tous les secrets de la nation; ses avis étaient écoutés, et, sans avoir de place ostensible dans le gouvernement, il exerçait une véritable influence sur la conduite des affaires.

Cependant la situation de la Corse devint bientôt très-alarmante. Dès l'an 1764, les Français, appelés par la république de Gênes, étaient débarqués en Corse sous les ordres du comte de Marbeuf et s'étaient mis en possession des lieux que les Génois possédaient encore sur le littoral. Cette occupation française avait

inquiété Paoli; mais, déguisant habilement ses alarmes, il était demeuré en bons termes avec les nouvelles garnisons, tout en continuant de faire la guerre aux Génois. Pendant près de quatre ans, les Français se bornèrent au simple rôle de spectateurs. Mais ensuite la république de Gênes, à bout d'efforts, céda au roi de France ses prétendus droits sur cette île, à condition qu'elle pourrait la reprendre, après la conquête, en payant les frais de l'expédition.

Lorsque cette effrayante nouvelle arriva aux oreilles des Corses, un cri de fureur s'éleva d'un bout de l'île à l'autre. Paoli, qui n'osait assumer la responsabilité d'une guerre si périlleuse, convoqua les députés des communes à Corte afin de connaître, disait-il, le vœu de la nation.

Charles Bonaparte assista à cette consulte extraordinaire, et, après le discours de Paoli qui en était le président, il prit la parole et s'exprima en ces termes :

« Vaillante jeunesse corse,

« Toutes les nations qui ont aspiré à la conquête de « la liberté ont été exposées aux grandes vicissitudes « qui déterminent le triomphe des peuples. Il y en a « eu de moins vaillantes, de moins puissantes que nous ;

« cependant à force de constance elles ont atteint le « grand but qu'elles se proposaient.

« Si le désir suffisait pour obtenir la liberté, tout le « monde serait libre : mais il faut pour cela une vertu « persévérante, supérieure à tous les obstacles, qui ne se « nourrit point d'apparence, mais de réalité. Cette vertu, « il n'est que trop vrai, se trouve rarement parmi les « hommes; aussi ceux qui la possèdent sont-ils consi- « dérés comme des demi-dieux.

« Les droits et la condition d'un peuple libre sont « trop inappréciables pour qu'on puisse en parler « d'une manière digne de leur importance. Je me « borne donc à vous rappeler qu'ils excitent l'envie « et l'admiration des plus grands hommes de l'uni- « vers.

« Je voudrais me tromper, mais je crois que la plu- « part de ceux qui se préparent à nous attaquer ne veu- « lent qu'effacer de la carte une nation qui, ayant le « cœur plus grand que sa fortune, semble reprocher « à l'Europe son insouciance, et lui rendre plus sen- « sible la honte de s'endormir au bruit de ses « chaînes.

« Vaillante jeunesse, voici le moment décisif. Si

« nous ne triomphons de la tempête qui nous menace, « c'en est fait tout à la fois de notre nom et de notre « gloire. En vain aurions-nous montré jusqu'ici des « sentiments d'héroïsme; en vain nos pères auraient « combattu pour la liberté et nous l'auraient transmise « au prix de leur sang: tout serait perdu... Mais non! « ombres honorées de tant de braves, qui siégez au « temple immortel de la gloire, ne craignez pas d'avoir « à rougir : vos enfants ont hérité de votre courage et « de vos vertus. Ils sont inébranlables dans la résolu- « tion de suivre votre exemple; ils seront libres, ou « ils sauront mourir!

« Si nous en croyons nos ennemis, nous aurons à « combattre les troupes françaises. Nous ne pouvons « nous persuader que le roi très-chrétien, qui a été « médiateur entre nous et les Génois, qui connaît la « justice de nos griefs, veuille maintenant épouser la « querelle de la République pour exterminer un peu- « ple qui a toujours espéré dans sa puissante protection. « Mais enfin, s'il est arrêté dans le livre des destins que « le plus grand monarque du monde doive se mesurer « avec le plus petit peuple de la terre, nous ne pouvons « qu'en être fiers. Nous sommes, dans ce cas, cer-

« tains de vivre avec honneur ou de mourir avec « gloire.

« Quant à ceux qui manquent de courage pour af- « fronter le trépas, qu'ils ne s'inquiètent point ; ce n'est « pas à eux que l'on parle : c'est aux hommes de cœur, « c'est aux vrais braves. Oui, jeunes Corses, c'est à « vous que la patrie s'adresse ; c'est à vous de vous « montrer dignes de vous-mêmes, dignes du nom que « vous portez.

« On prétend que des armées étrangères viennent « courir les chances de la guerre, pour protéger les « intérêts et soutenir les injustes prétentions de la Ré- « publique ; et nous, qui combattons pour nos propres « intérêts, pour nos personnes, pour nos enfants ; « nous qui avons le nom et la gloire de nos pères à « défendre, pourrions-nous balancer un moment à « exposer notre vie ?

« Chacun est persuadé, valeureuse jeunesse, que « votre courage ne vous permettrait pas de survivre à « la perte de la liberté. Surpassez donc par votre « promptitude l'attente générale, et apprenez à nos « ennemis qu'il n'est pas si aisé d'accomplir leurs cri- « minels desseins.

« Vivez heureux pour la patrie et pour vous-mê-
« mes (1). »

Ce discours électrisa l'assemblée et l'entraîna, par un mouvement unanime et spontané, à accepter la guerre contre la France.

Il arriva ce qui était facile à prévoir : accablés par le nombre, n'ayant pas même d'artillerie pour pouvoir défendre avec des chances de succès leurs gros villages ainsi que les défilés de leurs montagnes, les Corses furent vaincus ; mais ils ne le furent pas sans gloire. Ils disputèrent leur île hameau à hameau, rocher à rocher, tuant aux Français le plus de monde qu'il était possible avec leurs misérables munitions ; enlevant quelquefois des régiments entiers et forçant, à l'affaire de Borgo, une grosse garnison française à capituler ; ils firent enfin, sous les ordres de Clément Paoli, l'Achille de cette courte et sanglante Iliade, de vrais prodiges de valeur. Les Français ne revenaient pas de leur étonnement en se voyant aux prises avec ces hommes

(1) Ce discours est attribué par l'abbé Cambiaggi à un jeune élève de l'université de Corte ; mais les renseignements qu'on lui a donnés sur cet article ne sont pas plus exacts que tant d'autres dont il a fait usage. (*Voy.*, pour le texte italien, l'*Appendice*, n° 1.)

qui, éprouvés par des siècles de lutte et quoiqu'étrangers aux leçons de la stratégie, connaissaient parfaitement toutes les ruses de la guerre. Ces patriotes intrépides, après avoir invoqué à genoux Dieu et la sainte Vierge, s'élançaient contre eux au bruit de leurs conques marines, en poussant des cris aigus, et visaient avec une si terrible justesse qu'une foule d'officiers de marque tombaient sous les balles de leurs carabines. C'était quelque chose de touchant que l'abnégation héroïque de ce pauvre peuple qui, manquant de tout, hors de courage, pour se défendre, n'avait pas même d'ambulances pour recueillir ses blessés (1).

Charles Bonaparte avait payé de sa personne dans cette guerre de l'indépendance. Après la défaite de Pontenovo, qui frappa au cœur la nationalité insulaire, il fut d'avis de tenter encore la fortune des combats. On pouvait en effet continuer à opposer une vive résistance aux troupes d'invasion. Il n'était pas difficile de rallier à Cortè les débris des patriotes. Dans cette ville

(1) Un officier français, confondu de voir des troupes se battre sans ambulances et sans chirurgiens, disait un jour à un insulaire : Que faites-vous quand vous êtes blessés? — Nous mourons, répondit le Corse.

et dans les pièves des alentours, on brûlait de reprendre l'offensive, et le comte de Vaux se trouvait constamment harcelé par d'infatigables tirailleurs. Dans la Balagne, on luttait avec énergie contre de Lucker et le marquis d'Arcambal qui avaient plus de quatre mille hommes sous leurs ordres. Jacques-Pierre Abbatucci, Jules Foata, le curé de Guagno, et d'autres chefs aussi intelligents que braves tenaient vigoureusement en échec, dans le pays d'outre-monts, les nombreux soldats que commandait Narbonne. Tout n'était donc pas perdu pour la Corse : tant de ressources, habilement employées, devaient au moins en retarder la conquête. Telle était l'opinion de Charles; mais Paoli appréciait autrement l'état des choses. Dans sa sagesse, il crut devoir épargner de nouveaux malheurs à ses concitoyens : il prit la douloureuse résolution de cesser la lutte et de s'éloigner.

Dès lors, le projet de défendre Corte fut abandonné; et quand on apprit que les Français s'avançaient pour s'en emparer, une foule de familles de distinction, qui s'étaient réunies dans ce dernier sanctuaire de la liberté, se réfugièrent sur le Mont-Rotondo, dont la cime atteint la région des neiges éternelles.

Charles Bonaparte et sa jeune femme, alors enceinte de Napoléon, étaient parmi ces fugitifs. Après avoir franchi les montagnes boisées de pins qui sont posées en contre-forts aux flancs du Rotondo, il fallut gravir encore des sentiers étroits et rocailleux pour arriver au terme du voyage.

Lorsqu'on eut atteint les plateaux élevés de cette montagne haute et nue, d'où l'on découvre la mer Méditerranée, les côtes de Sardaigne, et, dans un éloignement vaporeux, les rivages de l'Italie et même de la France, les femmes s'abritèrent sous quelques roches avancées; les soldats de l'indépendance se groupèrent un peu plus loin, et agitèrent les questions douloureuses que soulevait la situation du moment : fallait-il mourir les armes à la main, ou quitter leur île natale? Mourir, oui; mais les femmes, mais les enfants!... Oh! si l'ange tutélaire de la Corse leur eût dit en désignant tour à tour la France et l'Italie : Voilà l'empire, voilà le royaume d'un de ces enfants qui causent vos alarmes; le vainqueur futur de l'Europe est sur cette montagne, où vous pleurez l'asservissement de votre patrie; la défaite qui vous désole entrait dans les vues de la Providence : sans elle vous ne pour-

riez pas vous vanter d'avoir mis au monde Napoléon.

Et ils accusaient Dieu de les avoir abandonnés. L'impatience humaine ne laissera-t-elle donc jamais à la Providence le temps de mûrir ses desseins? Il est vrai que les folles colères de l'homme ne l'émeuvent pas !

Ces fiers patriotes étaient tous décidés à ne pas sortir de la triste alternative qui faisait depuis vingt-quatre heures le sujet de leur délibération. Mais le comte de Vaux fut assez habile pour les porter à changer d'avis. Le lendemain de son entrée à Cortè, ayant à cœur de hâter la complète pacification de la Corse, il détacha, en parlementaires, ses aides de camp auprès d'eux, et les fit prier de lui envoyer une députation pour s'entendre avec lui.

La députation fut aussitôt formée. Charles Bonaparte en faisait partie (1). Le général reçut avec beaucoup d'égards ceux qui la composaient, et leur dit que l'île

(1) Voici, d'après M. Renucci, les noms de plusieurs membres de cette députation : Charles Bonaparte et Nicolas-Louis Paravisini d'Ajaccio, Laurent et Damien Giubega de Calvi, Dominique Arrighi de Speloncato, Jean-Thomas Arrighi et Jean-Thomas Boerio de Cortè et Thomas Cervoni de Soveria. (*Voy.* Renucci, *Storia di Corsica,*

entière était soumise et que Paoli et son frère venaient de la quitter. Il leur tint du reste un langage si conciliant, si rassurant sur les intentions de la France, « qui allait être avec la Corse une seule nation, » qu'ils acceptèrent, pour eux et pour leurs compagnons, les sauf-conduits offerts par le comte, et chacun rentra dans ses foyers.

Cependant Charles Bonaparte, en retournant à Ajaccio avec sa famille, voulut éviter autant que possible la rencontre des troupes françaises qui occupaient la route de Vizzavona, et suivit celle de Niolo, Vico et Cinarca. Il fallut à madame Bonaparte son tempérament robuste et toute la trempe de son caractère pour ne pas succomber aux fatigues d'un voyage si long et si pénible. Elle dut marcher plus d'une demi-journée à pied, par des chemins détournés, tenant presque toujours sur ses bras son enfant Joseph qui était né à Cortè l'année précédente (1) et ne voulait pas la quitter. Au passage du

T. Ier. Voyez aussi — pour la plupart des autres faits qui concernent la Corse et que M. le conseiller Nasica, ne pouvant pas sortir du cadre de son travail, n'a qu'énoncés dans ce chapitre, — Pompei, *État actuel de la Corse*, et Giacobi, *Histoire de la Corse*, T. II.)

(*Note de l'Éditeur.*)

(1) Le 8 janvier 1768.

Liamone, elle faillit se noyer : son cheval perdit pied et fut entraîné par le courant. Son mari et les pâtres que l'abbé Acquaviva leur avait donnés pour guides, épouvantés du péril qu'elle courait, se jetèrent à la nage pour la sauver, en lui criant de se laisser tomber dans la rivière. Mais la courageuse jeune femme s'affermit au contraire sur sa selle et dirigea si habilement son cheval qu'elle parvint à gagner la rive opposée. La Providence veillait déjà sur Napoléon !

Paoli, quoi qu'en eût dit le comte de Vaux, n'avait pas encore quitté la Corse. Il se trouvait alors à quelques pas de Porto-Vecchio, et se préparait à partir pour la Toscane avec son frère et plusieurs autres patriotes, sur deux navires anglais que l'amiral Smittoy avait mis à sa disposition (1). Charles s'était également proposé de le suivre ; mais il ajourna l'exécution de ce louable projet, dans le but de reconduire sa femme et son enfant au sein de sa famille.

Le lendemain de son arrivée à Ajaccio, il se disposa à partir pour le rejoindre et pour partager avec lui toutes

(1) Le comte de Vaux s'était emparé de Corte dans les derniers jours du mois de mai (1769), et Paoli ne quitta l'île que le 13 juin suivant.

les souffrances de l'exil. Son oncle, l'archidiacre Lucien Bonaparte, et sa femme le conjurèrent les larmes aux yeux de ne pas les abandonner dans une circonstance si périlleuse, de différer encore du moins son départ pour voir quelle direction on donnerait aux affaires, lui promettant de l'accompagner si les Français voulaient abuser de la victoire. Charles ne put résister aux prières d'un oncle pour lequel il avait le respect d'un fils; il se laissa toucher par les larmes de son épouse qu'il chérissait de tout son cœur.

II

Charles Bonaparte depuis la conquête de l'île de Corse jusqu'à sa mort (1784).

Charles, assesseur. — Une de ses chansons. — Ses relations avec Marbœuf. — On lui donne des bourses pour ses enfants. — Succession Odone. — Charles nommé député. — Il conduit Napoléon à Brienne. — Une lettre de recommandation pour la reine. — Service qu'il rend à Marbœuf. — Sa maladie. — Il rentre en Corse. — Charles contrarié pour la succession Odone. — Il part pour Paris. — Il meurt à Montpellier. — Son mémoire. — Deux lettres de Napoléon. — Madame Bonaparte. — L'Archidiacre.

Fiers et impétueux sur le champ de bataille, les Français sont magnanimes et indulgents après la victoire. Satisfaits d'avoir vaincu des ennemis dignes sous tant de rapports de se mesurer avec eux, ils accordèrent une amnistie ample et loyale à tous ceux qui ne refusèrent pas de se soumettre à la nouvelle domination.

La politique ombrageuse et cruelle de Gênes avait soigneusement exclu les Corses de tous les emplois de leur pays (1); la politique sage et généreuse de la France voulut obtenir le concours des plus notables de l'île en les y appelant. Charles Bonaparte entre autres fut nommé assesseur à la justice royale d'Ajaccio. Il hésita d'abord à accepter cette place par suite d'une répugnance patriotique; mais les sollicitations de ses amis et de ses parents prévalurent.

Cependant la frayeur de la domination française se dissipait de jour en jour. Les illusions de l'indépendance nationale s'évanouissaient avec le temps; le sentiment de la liberté se refroidissait dans les cœurs; le joug de l'étranger paraissait s'adoucir insensiblement par l'habitude de le porter, par l'impuissance de le secouer et par la grandeur du nom de la France. Charles pourtant en gémissait au fond de son âme; il voyait avec peine la résignation trop facile de ses concitoyens. Dans un moment de dégoût et de noble indignation, il com-

(1) Cette exclusion oppressive et humiliante, contre laquelle ne cessera de réclamer tout peuple qui a le sentiment de ses droits et de sa dignité, était une des nombreuses injustices que les Corses reprochaient sans cesse à la tyrannie des Génois.

posa la chanson satirique *Pastorella infida sei*, où Paoli, sous l'allégorie d'un berger, se plaint amèrement de la Corse, comme d'une maîtresse infidèle. La jeunesse de l'île apprit la chanson et resta française (1).

En dépit de ses regrets cachés et de son amitié constante pour Paoli, Charles se concilia l'estime des Français. Le comte de Marbœuf surtout le traita toujours avec une bienveillance toute particulière. Ses talents, ses manières, sa position sociale et la haute réputation dont il jouissait lui valurent cette flatteuse distinction. Charles ne pouvait pas être insensible à tant d'égards; il paya de retour le gouverneur français. On a pris texte de cette liaison pour répandre les calomnies les plus absurdes : un simple rapprochement de dates suffit pour en faire justice.

Charles Bonaparte, qui aimait le luxe et la représen-

(1) Je tiens ce fait de M. Ramolino dont l'obligeance et l'excellente mémoire m'ont beaucoup aidé à coordonner ce travail; mais il ne m'a pas été possible de me procurer cette chanson. — Pour donner un faible aperçu du talent poétique de Charles Bonaparte, je reproduis un sonnet qu'il composa à l'occasion du mariage de M. de Marbœuf et qui m'a été fourni avec beaucoup d'autres renseignements précieux par M. Moselli, son condisciple à Rome et son ami en Corse. (*Voy. l'Appendice*, n° 2.)

tation, dépensait parfois au delà de ses revenus. Cependant sa famille devenait chaque jour plus nombreuse, et, comme s'il en pressentait déjà la grandeur future, il se proposait de donner une éducation soignée à tous ses enfants. Prêt à s'imposer tous les sacrifices possibles pour atteindre un but si légitime et si sage, il songeait sérieusement à envoyer, dans des établissements d'instruction publique, l'aîné et le cadet de ses fils qui étaient assez avancés en âge pour commencer régulièrement leurs classes. Ce fut alors que Marbœuf voulut lui donner une preuve certaine de l'attachement qu'il lui avait voué. Il lui suggéra l'idée de faire des démarches afin d'obtenir les bourses du gouvernement pour Joseph et pour Napoléon. Il appuya lui-même fortement sa demande et les bourses furent accordées (1).

Charles avait toujours espéré pouvoir améliorer sa

(1) Joseph d'abord fut placé dans le séminaire d'Autun. L'année suivante, Napoléon fut envoyé à l'école militaire de Brienne. Plus tard, lorsque Charles Bonaparte était député de la noblesse à Paris, on lui donna une troisième bourse dans l'école royale de Metz. Cette dernière était destinée à Joseph, qui fut remplacé par Lucien au séminaire d'Autun.

fortune par la revendication de la succession Odone, qui lui était dévolue et dont on avait injustement disposé en faveur des Jésuites. Il avait fait plusieurs réclamations, du temps de Paoli ; mais toujours sans succès. Après la conquête de l'île, qui entraîna l'expulsion des Jésuites, ces biens furent affectés à l'instruction publique. Charles renouvela ses réclamations qui ne furent pas plus heureuses. Comme il l'a dit lui-même, il continuait à s'épuiser en *démarches inutiles.*

En 1777, Charles fut nommé député de la noblesse pour aller à Paris. Il passa par Florence, où il obtint une lettre du grand-duc Léopold pour la reine de France, sa sœur (1). Cette recommandation lui valut l'honneur d'être admis à la cour et un libre accès au ministère. Monseigneur Santini, qui, par son rang, aurait dû conduire la députation corse, se trouva en seconde ligne. Il eut le bon esprit de ne pas s'en fâcher.

(1) Charles avait été nommé le 8 juin 1777 député de la noblesse, avec Mgr Santini pour le clergé, et Paul Casabianca pour le tiers état ; mais cette députation ne fut appelée à Paris que vers la fin de 1778. Elle revint en Corse dans le printemps de 1779, comme il résulte du compte rendu aux états de la Corse, le 26 mai de la même année.

Charles profita de la faveur dont il jouissait pour faire de nouvelles démarches au sujet de la succession Odone. Il présenta au ministère de la guerre un mémoire détaillé sur les droits qu'il avait à cette succession. Des ordres précis furent donnés ; il aurait obtenu enfin la justice qu'il réclamait depuis longtemps, sans les difficultés que lui suscitèrent en Corse quelques fonctionnaires intéressés personnellement à faire éliminer sa demande.

Dans cet intervalle, les premiers symptômes de la maladie qui devait conduire au tombeau Charles Bonaparte se déclarèrent. Il se rendit à Montpellier pour consulter la faculté de médecine et revint à Paris mieux portant ; ce qui lui fit croire qu'il était sauvé. Vaine espérance qui devait être bientôt détruite !

Ce fut pareillement à cette époque que Charles acquit de nouveaux titres à la bienveillance du comte de Marbœuf. Des mésintelligences existaient entre ce dernier et le comte de Narbonne. Les Corses, dont la destinée se ressentira toujours des caprices, des haines, et des vengeances mutuelles de leurs chefs, étaient partagés en deux factions ; car ils ignoraient alors, comme ils semblent l'ignorer encore aujourd'hui, que ce qu'ils ont

de mieux à faire, c'est de demeurer étrangers aux démêlés de leurs gouvernants, d'avoir autant de respect pour les lois, que de mépris pour ceux qui les foulent aux pieds et les font servir à leurs mauvaises passions.

Les choses en étaient au point que la cour jugea à propos de rappeler l'un des deux; mais elle aurait voulu rappeler celui qui avait le plus de torts à se reprocher, et qui, dans tous les cas, était le moins agréable aux Corses. Charles fut consulté, et le rappel de Narbonne arrêté. En cela Charles ne fut que l'interprète des sentiments bien prononcés de ses commettants, qui tous, ou presque tous, préféraient les manières affables, insinuantes et populaires de Marbœuf, aux manières franches, loyales si l'on veut, mais rudes, et hautaines de Narbonne.

Cependant, si celui-ci avait un faible parti en Corse, il en avait en revanche un bien puissant à la cour : Marbœuf, qui le savait, s'attendait à lui être sacrifié. Victorieux, il sentit toute l'étendue de l'obligation qu'il avait à celui qui le faisait triompher d'un rival aussi redoutable. La famille Marbœuf lui fut dès ce moment très-attachée, et trouva plus d'une fois l'occasion de lui être agréable.

L'archevêque de Lyon lui écrivit pour le remercier de ce qu'il avait fait en faveur de son oncle et lui envoya en même temps une lettre de recommandation pour M. de Brienne, sachant qu'il avait un de ses enfants à l'école militaire de Brienne. Cette recommandation fut très-utile à Napoléon, puisque la famille Brienne eut pour lui un attachement tout particulier : elle ne contribua pas peu à le faire remarquer de bonne heure aux inspecteurs, qui tous les ans visitaient l'école.

Les relations de la famille Bonaparte avec la famille Marbœuf furent dès lors plus intimes, plus amicales. Ceux qui ne voient les choses que de loin, ou se soucient fort peu de les voir de près, font remonter cette intimité à une époque à laquelle ces deux familles ne se connaissaient nullement, et se trouvaient d'ailleurs, par leurs positions respectives, placées dans des rangs opposés. Napoléon lui-même disait dans son exil sur le rocher de Sainte-Hélène, que c'était *de cette époque que datait la bienveillance des familles Marbœuf et Brienne envers les enfants Bonaparte.*

Charles fut obligé de rentrer en Corse plus tôt qu'il n'aurait désiré, la maladie dont il était atteint faisant

des progrès effrayants sous le ciel de Paris. Les médecins, qu'il consulta pour la seconde fois, lui conseillèrent de rentrer au plus vite chez lui; l'air natal pouvait seul lui apporter quelque soulagement. Il ramena avec lui Joseph, qui était placé dans le séminaire d'Autun, et pour lequel il venait d'obtenir une place à l'école militaire de Metz. Napoléon, qui l'attendait à Brienne, en fut d'abord désolé; mais il ne s'en plaignit point et fut au contraire satisfait du prompt retour de son père à Ajaccio, dès qu'il sut que l'état de sa santé l'avait empêché de venir le voir à Brienne, comme il le lui avait promis.

Quoique Charles fût après son retour lié plus que jamais avec le comte de Marbœuf, aussi puissant alors en Corse qu'il l'était à la cour, il ne cessa d'éprouver des désagréments de la part des créatures du comte de Narbonne, qui ne pouvaient lui pardonner la préférence qu'il avait accordée au premier. Ils lui suscitaient toute sorte de difficultés pour le faire échouer dans la revendication des biens de la succession Odone. Ils étaient d'autant plus à craindre, qu'étant du continent, ils avaient tous des patrons à Paris, qui les soutenaient en dépit des réclamations les plus vives et les plus fondées.

Voyant enfin qu'il ne pouvait pas venir à bout de surmonter les obstacles qu'une chicane déloyale élevait sans cesse contre lui, il se détermina, pour en finir, à demander à bail emphytéotique une portion des biens de la succession Odone. Cette demande parut d'abord déjouer les intrigues et les cabales de ses ennemis; mais elle fut bientôt paralysée par les retards que la mauvaise volonté mit à en régler la redevance.

Toutes ces tracasseries déterminèrent Charles à partir pour Paris, et à porter lui-même ses réclamations au ministère, au pied du trône, s'il le fallait. La traversée fut pénible, sa maladie s'éveilla tout à coup, s'annonçant avec des symptômes alarmants. Il fut obligé de s'arrêter à Montpellier, mais il se hâta, quoique dangereusement malade, d'adresser au ministère un mémoire contenant ses griefs. Ce mémoire, fait pour ainsi dire au lit de mort, ne sera pas tout à fait indifférent pour ceux qui attachent un certain intérêt à connaître le père de Napoléon (1).

(1) C'est aussi M. Muselli qui m'a remis ce mémoire, écrit de la main de Charles. Il disait le tenir de l'archidiacre Bonaparte.

MÉMOIRE

Pour régler la redevance du bail emphytéotique de la campagne dite les Milelli, *et la maison* la Badine, *appartenant autrefois aux Jésuites d'Ajaccio en Corse.*

MONSEIGNEUR,

« Charles de Buonaparte, d'Ajaccio en Corse, a l'honneur de vous représenter qu'ayant été prévenu par une lettre de l'Intendance du 12 novembre dernier qu'il vous avait plu d'ordonner une expertise des biens ci-dessus demandés par le suppliant en bail emphytéotique, il attendait d'en être instruit par le sieur Souiris, économe sequestre, et subdélégué de monsieur l'Intendant; mais voyant que, malgré les ordres reçus, le sieur Souiris observait le plus profond silence pour conserver le plus longtemps possible la possession et jouissance des biens dont il se regarde comme propriétaire depuis tant d'années, il prit le parti de lui présenter une requête de la teneur suivante :

A monsieur Souiris, *économe des biens de l'Instruction publique, et subdélégué de la juridiction d'Ajaccio.*

Monsieur,

« Charles de Buonaparte a l'honneur de vous repré-
« senter que, depuis l'année 1779, il présenta un mé-
« moire au Ministre de la guerre, en lui exposant qu'il
« était le seul héritier de Virginie Odone, que la dite
« Virginie, ses enfants, et héritiers étaient appelés à la
« succession de Pierre Odone son père, qui par son tes-
« tament avait substitué tous ses biens à la dite Virginie,
« sa fille, et à ses enfants, au cas que Paul Emile son fils
« vint à mourir sans enfants, ou que les enfants nés du
« dit Paul Emile mourussent eux-mêmes sans laisser
« de postérité; que le cas prévu par le testament était
« arrivé; que Paul François Odone, méconnaissant le
« droit de la nature, enivré d'un faux principe de re-
« ligion, avait donné aux jésuites d'Ajaccio les biens
« grevés de la dite substitution fidéi-commissaire, dé-
« volus de toute justice à la famille Buonaparte.

« Que la prise de possession faite par les Jésuites dé-
« notait assez les biens considérables dont la dite famille
« avait été privée; que l'Instruction publique était à la
« vérité censée propriétaire des dits biens, mais que
« l'utilité d'une pareille destination ne pouvait pas
« couvrir le vice de son titre.

« Que, pour éviter les suites toujours funestes d'un
« procès en justice réglée vis-à-vis des économes qui
« plaideraient aux frais de l'Instruction, il s'était borné
« à demander une indemnité proportionnée à sa priva-
« tion, justifiée par les titres qu'il avait produits.

« Que monseigneur le prince de Montbarey avait
« renvoyé la requête et les titres aux commissaires du
« roi en Corse, et qu'après trois années de débats avec
« l'économe général, le suppliant, pour voir la fin de
« ses démarches, s'était restreint, du consentement de
« monsieur l'Intendant, à demander la préférence d'un
« bail emphytéotique de la campagne dite *les Milelli*, et
« de la maison *la Badine*, moyennant une légère rede-
« vance.

« Que monsieur l'Intendant, en 1782, avait formé
« son rapport, et que finalement il vous avait plu,
« Monseigneur, d'accorder au suppliant, par préfé-

« rence, le bail emphytéotique des biens dont il s'agit, « vous réservant d'en fixer la redevance après en « avoir reconnu la valeur. Que le remontrant vous « avait réitéré ses instances pour obtenir la jouissance « provisoire, afin de procéder aux réparations urgentes, « mais que monsieur le changeur subdélégué général « venait de lui faire part qu'il vous avait plu de décider « qu'il était plus expédient de le mettre en possession « desdits biens, que d'en accorder la jouissance provi- « soire; que vous aviez autorisé à cet effet monsieur « l'Intendant à faire procéder à l'estimation, le char- « geant de faire terminer cette opération le plus promp- « tement possible.

« Qu'il paraissait nécessaire de faire procéder par des « experts publics à l'estimation des biens-fonds, en « faisant détailler leur état, soit par rapport aux deux « maisons délabrées et menaçant ruine, soit par rap- « port à la campagne, qui était exposée aux incursions « des bestiaux et remplie de makis de toutes parts; « comme aussi de faire procéder à la liquidation des « fruits et revenus, année commune, déduction faite « des frais de culture et entretien, qui absorbent la « meilleure partie du revenu. »

« D'avoir égard au défaut du moulin à huile de la dite « campagne, qui a été aliéné et qui occasionnera une « dépense de deux mille livres pour en faire venir un « de Marseille, comme aussi que les maisons sont pres- « que sans portes, sans fenêtres, sans planchers, et sans « crépissage.

« Qu'il était nécessaire, eu égard à la situation des « biens, d'achever cette opération le plus promptement « possible, pour mettre le suppliant à portée de recueillir « le fruit de la justice que vous aviez eu la bonté, « Monseigneur, de lui rendre et qu'il espérait obte- « nir complète au moyen d'une redevance légère et « proportionnée aux privations dont sa famille avait été « la victime.

« Finalement, il le priait de joindre la requête au « procès-verbal d'expertise, pour qu'il pût en pren- « dre une copie légale et en faire part au minis- « tère. »

« Que cette requête, Monseigneur, au lieu de produire l'effet qu'on en devait attendre, décida le sieur Souiris à s'acharner plus fortement contre le suppliant, qui s'est épuisé en démarches inutiles pour parvenir à faire exécuter votre volonté.

« Qu'enfin les experts nommés, le sieur Souiris, jouant le rôle de juge et partie, ne voulut point des experts publics, mais il nomma le médecin Greque, son intime ami, auquel il délivra une instruction secrète sur la manière dont on devait rédiger l'expertise, afin de n'être jamais d'accord.

« Que les experts n'ayant pas été d'accord, le suppliant laissa au sieur Souirls le choix du troisième, pourvu qu'il fût pris parmi les gens du métier; mais il répondit qu'il fallait en écrire à Bastia au subdélégué général. Cette réponse de Bastia ne venait jamais, et, à force de réclamations, le sieur changeur nomma pour troisième le sieur Frère, géomètre du terrier, absent d'Ajaccio.

« Le suppliant, voyant alors qu'il était joué de toute part, se décida à s'embarquer pour venir à Paris se jeter à vos pieds, et il a eu le malheur de tomber malade dans la traversée de mer, et d'être obligé de s'arrêter à Montpellier pour le rétablissement de sa santé.

« Il s'est efforcé de vous adresser le présent mémoire, parce qu'il est persuadé qu'aussitôt qu'on aura su qu'il est tombé malade, on fera achever l'opération au

gré du sieur Souiris, qui espère que les biens finiront par lui être adjugés, si on règle une redevance au delà du produit. »

Ce mémoire produisit son effet. Le ministre ordonna que l'exposant fût mis en possession des biens réclamés; mais Charles n'existait plus, lorsque cet ordre fut mis à exécution par ses ennemis : il était mort à Montpellier (1) d'un squirre à l'estomac, cause de ses souffrances depuis plusieurs années.

Joseph, que Charles avait amené avec lui pour le conduire à Metz, fut le seul qui l'assista dans ses derniers moments. Son beau-frère, l'abbé Fesch, accouru à son secours du séminaire d'Aix, n'arriva que pour pleurer avec Joseph sur son cercueil. Pendant son agonie, Charles appelait souvent Napoléon, son fils, le conjurant d'aller à son secours avec *sa grande épée*.

Après lui avoir rendu les derniers devoirs, Fesch revint à Aix, Joseph rentra en Corse (2). Napoléon

(1) Dans le courant du mois de février 1785 (*Voy. l'Appendice*, n° 3).

(2) Joseph partit quelque temps après pour Pise, où il fit son cours de droit.

reçut la fatale nouvelle à Paris, où il avait été transféré par les inspecteurs, qui avaient apprécié de bonne heure ses talents et son génie. Lorsque sa douleur fut un peu calmée, il écrivit à son oncle, l'archidiacre Lucien, et à sa mère les deux lettres suivantes :

« Paris, le 28 mars 1785.

« MON CHER ONCLE,

« Il serait inutile de vous exprimer combien j'ai été sensible au malheur qui vient de nous arriver. Nous avons perdu en lui un père, et Dieu sait quel était ce père! Sa tendresse, son attachement; hélas! tout nous désignait en lui le soutien de notre jeunesse. Vous avez perdu en lui un neveu obéissant, reconnaissant... ah! mieux que moi vous sentez combien il vous aimait. La patrie même, j'ose le dire, a perdu par sa mort un citoyen zélé, éclairé, et désintéressé. Cette dignité dont il a été plusieurs fois honoré marque assez la confiance qu'avaient en lui ses concitoyens. Et cependant le ciel l'a fait mourir, en quel endroit? à cent lieues de son pays,

dans une contrée étrangère, indifférente à son existence, éloigné de ce qu'il avait de plus précieux. Un fils, il est vrai, l'a assisté dans ce moment terrible ; ce dut être pour lui une consolation bien grande, mais certainement pas comparable à la triste joie qu'il aurait éprouvée s'il avait terminé sa carrière dans sa maison, près de son épouse et au sein de sa famille. Mais l'Être suprême ne l'a pas ainsi permis : sa volonté est immuable, lui seul peut nous consoler. Hélas ! du moins, s'il nous a privés de ce que nous avions de plus cher, il nous a encore laissé les personnes qui seules peuvent le remplacer.

« Daignez donc nous tenir lieu du père que nous avons perdu. Notre attachement, notre reconnaissance, seront proportionnés à un service si grand. Je finis en vous souhaitant une santé semblable à la mienne.

« Votre très-humble et très-obéissant serviteur

« et neveu,

« Napoleone de Buonaparte. »

« Paris le 20 mars 1785.

« MA CHÈRE MÈRE,

« C'est aujourd'hui, que le temps a un peu calmé les premiers transports de ma douleur, que je m'empresse de vous témoigner la reconnaissance que m'inspirent les bontés que vous avez toujours eues pour nous. Consolez-vous, ma chère mère ; les circonstances l'exigent. Nous redoublerons nos soins et notre reconnaissance, et heureux si nous pouvons, par notre obéissance, vous dédommager un peu de l'inestimable perte d'un époux chéri. Je termine, ma chère mère; ma douleur me l'ordonne, en vous priant de calmer la vôtre. Ma santé est parfaite et je prie tous les jours que le ciel vous en gratifie d'une semblable. Présentez mes respects à *Zia Geltrude, Minana Saveria, Minana Fesch*, etc.

« *P. S.* La reine de France est accouchée d'un prince,

nommé le duc de Normandie, le 27 de mars, à 7 heures du soir.

« Votre très-humble et affectionné fils,

« Napoleone de Buonaparte (1). »

Charles méritait bien les regrets de son fils; il emportait ceux de ses concitoyens et de tous ceux qui l'avaient connu. Il était bon patriote, bon époux, excellent père, loyal, franc et sincère ami. Il ne laissait pas à ses enfants une grande fortune, mais il leur léguait en revanche une réputation pure et intacte. Sa passion pour la dépense avait sans doute un peu dérangé ses affaires; mais elle ne l'avait pas ruiné comme on a osé le dire.

Madame Bonaparte sentit plus que personne la perte qu'elle avait faite. Sa douleur fut extrême; cependant

(1) Les deux lettres qu'on vient de lire sont écrites sur la même feuille de papier, qui porte cette adresse : *A Monsieur de Buonaparte, archidiacre de la cathédrale d'Ajaccio en Corse, à Ajaccio par Antibes.* — Malgré cette adresse, on ne voit aucune marque indiquant que l'envoi en ait été fait par la poste.

elle n'oublia pas qu'elle était mère d'une nombreuse famille, qu'elle se devait tout entière à ses enfants. Ses larmes coulèrent longtemps, mais son parti fut bientôt pris. Quoique à la fleur de l'âge, elle avait donné le jour à treize enfants, dont cinq garçons et trois filles avaient survécu. Jérôme était encore au berceau.

Le monde n'eut plus de charmes pour elle; le souvenir de son époux et l'éducation de ses enfants remplirent toute son existence. Elle vécut dans la retraite et n'eut d'autres soins que le rétablissement de ses affaires domestiques. Son guide, son appui, son soutien, c'était l'archidiacre Bonaparte, son oncle. Ce respectable vieillard s'était dessaisi depuis plusieurs années de l'administration des affaires de la famille pour se livrer entièrement à son ministère; mais, dans une telle conjoncture, il n'hésita pas à en reprendre le fardeau. La maison Bonaparte ne tarda pas à se ressentir de l'habileté de la main qui la dirigeait.

Une bonne partie de la fortune de la famille Bonaparte se composait de gros et menu bétail; l'autre de vignes, enclos et maisons. Les colons, les bergers, les locataires furent mandés; l'archidiacre prit connaissance de tout et rétablit le plus grand ordre dans ces affaires.

Madame Bonaparte trouva dans les soins affectueux de son oncle un adoucissement à ses chagrins. La mort, qui avait empoisonné sa vie en moissonnant trop tôt celle de son mari, respecta aussi longtemps qu'il fallait les jours de son mentor. Lorsqu'il descendit dans la tombe (1), ses larmes coulèrent de nouveau, son cœur saigna encore, mais ses enfants étaient en âge, sa situation de fortune singulièrement améliorée : elle se résigna, et attendit.

(1) Le 16 octobre 1792.

MÉMOIRES

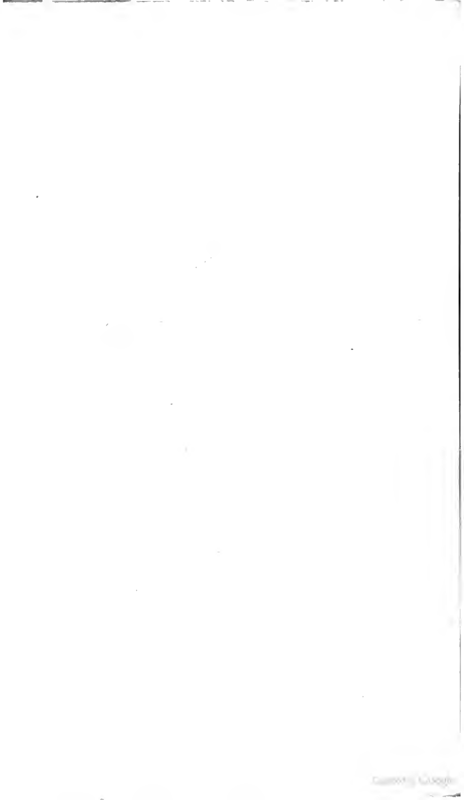
SUR

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE

DE NAPOLÉON

JUSQU'A L'AGE DE 23 ANS.

Non sine Dîs animosus infans.
(Hor., liv. iii, O. 4.)



CHAPITRE I.

Napoléon jusqu'à son entrée à Brienne.

—

Naissance de Napoléon.—Circonstances.—Sa première enfance.—Sa nourrice. — Sa grand'mère. — Il reçoit le baptême. — Son parrain, sa marraine.—Circonstances.—Sa passion pour les militaires.—Il se fâche contre un grenadier. — Ses promenades militaires. — Querelle des enfants. — Napoléon part pour Brienne.

Napoléon naquit à Ajaccio le 15 août 1769, vers les 11 heures du matin. Sa mère était à l'église lorsqu'elle sentit les premières atteintes. Elle sortit précipitamment, courut s'enfermer dans sa chambre; mais elle n'y était pas plutôt arrivée qu'elle accoucha heureusement. Sa belle-sœur, Gertrude, qui l'avait sui-

vie, servit de sage-femme en attendant qu'on en eût trouvé une.

L'enfant, qui en s'échappant du sein de sa mère avait jeté des cris perçants, devint doux et tranquille aussitôt qu'il fut emmaillotté. Il montra le même caractère pendant les deux premières années de son enfance. Depuis lors il devint colère, emporté et d'une obstination extraordinaire. Dès qu'il avait demandé ou refusé quelque chose, il n'y avait pas moyen de le faire changer d'avis. La résistance l'irritait, les menaces l'excitaient au lieu de l'intimider. Il fallait commencer par le satisfaire et puis lui parler doucement raison en le caressant : c'était le seul moyen d'obtenir quelque chose de lui.

Sa nourrice ne pouvait souffrir que personne le contrariât. Sa grand'mère, qui s'avisait quelquefois de vouloir le corriger, avait des scènes avec elle. « Allez prier le bon Dieu, disait la nourrice ; ne vous mêlez pas de mon petit ; cela ne vous regarde pas. »

Napoléon touchait à sa deuxième année, et n'avait pas encore été soumis à la cérémonie du baptême. Il le reçut le 21 juillet 1771 en même temps que sa sœur, Marie-Anne, née le 14 du même mois, et décédée peu

de temps après. Il voulut se tenir agenouillé pendant que le prêtre prononçait sur lui les prières d'usage; son parrain (Laurent Giubega) et sa marraine Gertrude (sa tante) en firent autant par ses instances. C'est que madame Bonaparte, vrai type de la mère chrétienne, lui faisait sucer avec le lait les premiers principes de la religion catholique. Pendant qu'on baptisait sa sœur, il garda un silence respectueux, jusqu'à ce que le prêtre voulut lui verser de l'eau bénite sur la tête : « Non, non, s'écriait-il, ne la mouillez pas : » il s'élança comme pour le retenir, mais l'eau avait déjà coulé. Il se fâcha contre le prêtre, contre la marraine, contre tous ceux qui assistaient au baptême.

A l'âge de trois ans, il commença à apprendre l'alphabet. Il faisait des progrès rapides, mais la passion pour les jeux d'enfant, les tambours, les fusils, les épées, etc., etc., l'emportait sur l'étude. Rien ne pouvait l'arrêter lorsqu'il entendait les soldats passer dans la rue. Si sa nourrice n'était pas prompte à le conduire, il ne s'en mettait pas en peine; il s'armait de son petit fusil, ceignait son épée, et courait se placer hardiment dans les rangs. Les officiers lui faisaient toutes sortes de caresses, les soldats étaient charmés de le voir suivre

avec soin leurs évolutions, se placer à leur tête, et balbutier quelques mots de commandement. C'était l'enfant chéri de la garnison. Il voulait des moustaches, des plumets sur son chapeau, des éperons, des épaulettes, des sabres, des tambours, des fusils, et même des canons. Si parfois il ne voulait pas lire, ou se refusait à quelque chose, il suffisait de lui promettre l'un de ces objets pour qu'il fît tout ce qu'on désirait de lui.

Il ne pouvait pas concevoir pourquoi il n'avait pas de moustaches. Il en était chagrin. Il demandait aux grenadiers comment ils s'y prenaient pour en avoir de si belles. Un sergent le conduisit un jour au quartier, lui appliqua une superbe moustache, et le ramena tout joyeux à la maison. Son père s'en amusa beaucoup. Lorsque le sous-officier voulut se retirer, il demanda un louis à sa mère pour lui en faire cadeau : on lui donna six francs. Comme le sergent refusait : « Acceptez-les, camarade, dit-il, vous boirez à ma santé. »

Un jour que, selon son ordinaire, il s'était mêlé aux exercices des soldats sur le champ de manœuvre, un grenadier fit semblant de se fâcher contre lui. « Petit « bonhomme, lui dit-il, marchez vite ou je vous colle

« sur ma giberne. » L'enfant le regarda de travers et continua comme auparavant. — « Vous faites le crâne! » Il ne dit mot. Aussitôt l'instant du repos venu, il s'approche du grenadier et lui dit : — « Monsieur, vous m'avez manqué. — Et puis? — Vous m'en rendrez raison. — De quelle manière? — En tirant le sabre avec moi. — Je le veux bien. » Napoléon ôte son habit, tire son petit sabre et se met en garde. Le grenadier, de son côté, tire en riant son sabre du fourreau. Napoléon fond impétueusement sur lui. Le grenadier recule, comme s'il eût eu peur. En ce moment les officiers, qui aperçoivent cette scène accourent, lui font des compliments sur sa bravoure, affectent de donner tort au grenadier, menacent de le mettre en prison. — « Eh non! laissez-nous nous battre. — Mais vous êtes officier; un officier ne se bat jamais avec un soldat. — Puisque j'ai un sabre, c'est pour m'en servir contre ceux qui m'offensent. » On eut toutes les peines du monde à le calmer. Son père, qui passait par là, fut enchanté de le trouver le sabre à la main; il plaisanta sur ses goûts guerriers et dit en riant : « Vous me gâtez cet enfant, messieurs, et vous m'obligerez à en faire un soldat. »

Les officiers ne négligeaient rien de tout ce qui pouvait

flatter sa petite vanité. Les soldats étaient heureux lorsqu'ils pouvaient l'avoir parmi eux. Ils avaient pour lui une prédilection toute particulière, et il les payait de retour.

La première enfance de Napoléon n'est remarquable que par cette passion immodérée pour les amusements militaires. Son âme y était tout entière. Ce n'était qu'en sécondant ce penchant que l'on pouvait lui faire apprendre tout ce que l'on voulait, car il ne lui fallait que la volonté pour réussir en tout.

Sa mère connaissait son faible et le mettait à profit : avec une promesse ou une louange donnée à propos, elle lui faisait passer une journée entière enfermé dans une chambre, occupé à apprendre par cœur son catéchisme, des noms, des verbes, des règles, etc. On lui avait fait un grand et un petit uniforme d'officier ; on avait garni sa chambre de tout ce qui pouvait frapper et satisfaire sa fantaisie. Un petit canon était la seule pièce qui manquât à son arsenal ; c'était depuis quelque temps l'objet de tous ses vœux : on trouva moyen de lui en procurer un de fonte avec son affût (1). Dès lors commencèrent les

(1) Ce canon a été volé chez M. Ramolino, en 1825 ou en 1826. Il était encore dans le même état que lorsque Napoléon s'en servait.

promenades militaires dans la ville. Tous les enfants furent enrégimentés. Les uns étaient attelés à la prolonge, les autres marchaient en colonne derrière la pièce, ayant Napoléon à leur tête, le sabre nu à la main, la mèche allumée. Tantôt une place était attaquée, emportée à l'assaut, tantôt défendue et sauvée. Les hommes prenaient plaisir à voir toutes ces manœuvres et jouissaient en secret de l'esprit guerrier qui gagnait les enfants.

Une vieille rivalité existait depuis des siècles entre les habitants du faubourg et ceux de la ville. Les enfants en héritaient pour ainsi dire de leurs pères et en devenaient de tout temps les coryphées.

Dans les classes, dans les rues, aux promenades, il y avait toujours quelque défi ; mais, à des époques déterminées, on guerroyait en masse, on se bâttait à coups de pierres (1). Assez souvent le sang coulait de part et d'autre. C'était une habitude que les pères pardonnaient aux fils, lors même qu'ils ne l'approuvaient pas. La raison en était toute simple : à leur âge ils en avaient fait autant (2).

(1) On guerroyait ordinairement en avril et septembre. Depuis la démolition des remparts, cette rivalité n'existe plus.

(2) Celle rivalité et cet usage existent dans presque tous les vil-

Ceux du faubourg étaient en plus grand nombre ; ordinairement plus adroits et plus exercés à la lutte. L'avantage leur demeurait presque toujours. Ceux de la ville placèrent Napoléon à leur tête, dans l'espoir qu'il ferait jouer l'artillerie contre leurs adversaires ; mais il s'y refusa, parce qu'il lui paraissait honteux de se battre avec d'autres armes que celles de ses ennemis. Cependant il garda le commandement et la direction de ses camarades, quoiqu'il y en eût de plus âgés que lui.

Napoléon s'aperçut dans les premières escarmouches que les *Borghigiani* (ceux du faubourg) étaient plus forts que les Ajacciens, en nombre, en adresse et en courage. Il eut recours à la ruse. Quelquefois il attaquait à la tête d'une partie des siens, puis battait en retraite, attirait les poursuivants dans une embuscade, faisait tout à coup volte-face, et les mettait en déroute. Tantôt il les faisait attaquer brusquement par derrière et sur les flancs, pendant qu'il faisait en tête une charge vigoureuse ; tantôt il s'emparait d'une position avanta-

lages de l'île, surtout dans ceux qui se composent de plusieurs hameaux.

geuse, y faisait faire une grande provision de pierres, envoyait le défi aux *Borghigiani*, qui, accoutumés à vaincre, ne pouvaient souffrir qu'on les provoquât. Ils attaquaient en désespérés, faisaient des prodiges de valeur, mais la position restait aux Ajacciens; ils étaient forcés de se retirer honteux et maltraités.

Le moral des Ajacciens s'était relevé depuis que le jeune Napoléon était à leur tête. La bravoure revenait avec la confiance.

Les *Borghigiani* auraient voulu oublier les échecs reçus pendant la campagne d'avril et se dissimuler la supériorité qu'avaient acquise leurs adversaires; mais la ville avait retenti de leurs défaites: les Ajacciens en étaient très-orgueilleux; ceux-là en étaient au désespoir. La pensée des *Borghigiani* se portait avec une espèce de complaisance sur le mois de septembre. Cette seconde campagne devait effacer la honte du mois d'avril et leur faire ressaisir l'avantage.

En attendant, les Ajacciens célébraient leurs victoires par des promenades militaires et des salves d'artillerie. C'étaient autant de coups de poignard portés au cœur des *Borghigiani*. De là de nouveaux défis, des combats sur les places, dans les rues, partout où l'on se rencontrait.

Le mois de septembre approchait enfin. De chaque côté on s'apprêtait à courir les chances d'une nouvelle lutte. Napoléon, toujours à la tête des Ajacciens, avait médité dans l'intervalle un nouveau plan de campagne. Il avait pensé à porter le champ de bataille du côté des *salines*, afin de mettre les siens dans la nécessité de vaincre par l'impossibilité de prendre la fuite, comme ils avaient coutume de le faire lorsqu'ils combattaient du côté de la place *Diamant.*

La première quinzaine du mois d'août fut employée par les Ajacciens à ramasser des pierres. Le soir ils les embarquaient sur des nacelles pour aller les enfouir dans le sable qui est sur le rivage de la mer du côté des *salines*, où il était fort difficile d'en trouver. Napoléon avait formé le plan d'attirer les *Borghigiani* sur la grève, où, manquant de pierres, ils auraient été accablés par les siens qui savaient où en prendre. Il voulait suppléer au nombre par les ruses, par les manœuvres, par des coups inattendus. Le génie, qui, en changeant la tactique de la guerre, devait frapper le monde d'étonnement et d'admiration, s'annonçait dès l'âge de huit ans.

Ce furent cette passion pour la milice et cette adresse

pour tous les exercices militaires qui déterminèrent son père à lui procurer une place à l'école de Brienne. Marbœuf, comme il a été dit, lui prêta son appui et ne tarda pas à la lui faire accorder. Charles en reçut l'avis dans le mois d'août 1778 et partit vers la fin du mois avec Napoléon (1).

(1) Il résulterait cependant des registres de l'école militaire de Brienne que Napoléon n'y est entré que le 23 avril 1779 (*Histoire de Napoléon*, par M. Alexandre Dumas, pages 2 et 6).

CHAPITRE II.

Napoléon à Brienne, à Paris, à Valence, en Corse, jusqu'à la révolution de 1789.

Napoléon à Brienne. — On veut lui faire subir le sort des nouveaux venus. — Il met bientôt un terme aux mauvaises plaisanteries. — On le punit. — Sa réponse au maître de quartier. — Le père Patrault. — Le portrait du duc de Choiseul. — Progrès de Napoléon. — Bienveillance de la maison de Brienne. — Une lettre de Napoléon. — De Kéralio. — De Regnault. — Napoléon à Paris. — Ses nominations de cadet gentilhomme et de lieutenant. — Il va à Valence. — Demazzis. — Il concourt à l'Académie de Lyon. — Il travaille à l'histoire de la Corse. — L'abbé Raynal. — Napoléon dirige l'éducation de ses frères et sœurs. — Anecdote sur la bombe. — Cabinet de Milelli. — Le chêne antique.

En entrant à l'école militaire de Brienne, Napoléon sentit promptement qu'une vie nouvelle commençait pour lui. Aux soins affectueux de ses parents succédait une discipline sévère ; au tendre sourire de sa mère, la physionomie dure et sombre des professeurs, qui, à l'exception d'un seul, ne savaient guère tempérer

l'exercice de leur autorité par la douceur et la bienveillance des manières. D'un autre côté, ses condisciples, loin de se prêter aux habitudes de supériorité et de commandement qu'il avait contractées à Ajaccio avec les enfants de cette ville, voulurent le faire passer par les petites avanies auxquelles les anciens avaient coutume de soumettre les nouveaux venus. Mais, si son cœur eut à souffrir des procédés de ses maîtres, sa fierté naturelle se révolta contre la tyrannie de ses camarades et mit bientôt un terme à leurs mauvaises plaisanteries. Dès les premiers jours, il repoussa à coups de règle deux de ses condisciples, qui, dans la classe, voulaient s'amuser à ses dépens. On le mit aux arrêts pendant trois jours. Ensuite le maître de quartier lui fit une semonce. — « Si à l'avenir, lui dit-il, vous n'êtes « pas sage, on vous mettra en prison. » — « Eh bien ! « Monsieur, vous pouvez m'y mettre dès à présent, car « je suis décidé à me faire justice de quiconque s'avi- « sera de plaisanter sur moi. » — « Mais personne ne « vous plaisantera. » — « Alors, Monsieur, je vous ré- « ponds de moi. » Le père Patrault, qui était présent, fut étonné de trouver dans un enfant de son âge tant d'énergie et tant d'aplomb.

La première fois que Napoléon aperçut dans une des salles de l'école le portrait du duc de Choiseul, il s'approcha d'un air sombre du tableau et dit tout haut du ton de la menace : « Tu me rendras compte un jour du « sang que tu as fait couler dans ma patrie et des « libertés que tu nous as ôtées. » Puis, se tournant vers quelques élèves stupéfaits de cette apostrophe, il ajouta avec dédain : « qu'il était honteux de garder à « Brienne le portrait d'un homme tel que le duc de « Choiseul. »

Cette incartade patriotique fut bientôt connue des professeurs et les indisposa contre le jeune Corse, au caractère impétueux et indompté, qui ne ressemblait en rien à ses condisciples. Le père Patrault seul devina, dès lors, le génie qui se cachait sous cette rude écorce. Il étudia cet enfant à l'âme inflexible, et se prit pour lui d'une affection qui ne se démentit jamais.

Les progrès du jeune insulaire furent bientôt remarqués à l'école. Son aptitude au travail, son adresse étonnante aux exercices militaires le firent souvent proposer pour modèle à tous les élèves de sa classe. Rien ne le rebutait, rien ne lui semblait difficile ; son esprit juste et pénétrant saisissait vite et retenait avec ténacité.

Le binôme de Newton, les logarithmes, le calcul différentiel, intégral, l'hypothénuse, etc., étaient parfaitement compris par Napoléon, dès la première démonstration, au grand étonnement des professeurs et des élèves. A en juger par la grande facilité qu'il avait à apprendre les théorèmes qu'on lui démontrait, et à résoudre les problèmes qu'on lui proposait, on aurait dit qu'il avait plusieurs années de mathématiques. Il faisait des progrès rapides dans les sciences; ses facultés intellectuelles, en se développant, anticipaient sur l'âge. En moins de quatre ans, il était le premier élève de l'école de Brienne. Pichegru, qui était alors son répétiteur, s'étonnait des progrès immenses que le jeune élève faisait tous les jours. Bientôt, il ne fut plus question que de lui dans l'école.

La recommandation de l'archevêque de Lyon à la famille de Brienne l'aida à conquérir l'intérêt de ses maîtres. Tous les dimanches, elle l'envoyait chercher, et engageait en même temps un des professeurs à aller dîner chez elle avec lui. La bienveillance de la maison de Brienne, alors très-puissante, lui valut aussi celle de toute l'école. Autant il avait essuyé de mauvais traitements au commencement, autant il éprouvait alors de bons procé-

dés. Tous rivalisaient de complaisance envers lui. Cependant celui qui lui inspirait le plus d'estime, le plus d'attachement, c'était le père Patrault. C'était le seul qui jouît de toute sa confiance, le seul à qui il dévoilât le fond de son âme.

Par la lettre suivante, on verra quelle était l'estime qu'il avait pour ce professeur, et quelles étaient ses idées et ses occupations à l'âge de dix à onze ans.

« Mon cher père,

« Votre lettre (1), comme vous pensez bien, ne m'a pas fait beaucoup de plaisir; mais la raison et les intérêts de votre santé et de la famille, qui me sont fort chers, m'ont fait louer votre prompt retour en Corse et m'ont consolé tout à fait. D'ailleurs, étant assuré de la continuation de vos bontés et de votre attachement et empressement à me faire sortir et seconder en ce qui peut me faire plaisir, comment ne serais-je pas bien aise et content?

(1) L'original de cette lettre se trouve entre les mains de M. Braccini, d'Ajaccio, qui a bien voulu me le communiquer.

Au reste je m'empresse de vous demander des nouvelles des effets que les eaux ont fait sur votre santé et de vous assurer de mon respectueux attachement et de mon éternelle reconnaissance.

« Je suis charmé que Joseph soit venu en Corse avec vous, pourvu qu'il soit ici le 1er de novembre, un an environ de cette époque. Joseph peut venir ici parce que le père Patrault, mon maître de mathématiques que vous connaissez, ne partira point. En conséquence monsieur le principal m'a chargé de vous assurer qu'il sera très-bien reçu ici et qu'en toute sûreté il peut venir. Le père Patrault est un excellent maître de mathématiques, et il m'a assuré particulièrement qu'il s'en chargerait avec plaisir; et si mon frère veut travailler, nous pourrons aller ensemble à l'examen d'artillerie. Vous n'aurez aucune démarche à faire pour moi, puisque je suis élève simplement. Il faudrait en faire pour Joseph; mais puisque vous avez une lettre pour lui, tout est dit. Ainsi, mon cher père, j'espère que vous préfèrerez le placer à Brienne plutôt qu'à Metz, par plusieurs raisons.

1° Parce que cela sera une consolation pour Joseph, Lucien et moi;

« 2° Parce que vous serez obligé d'écrire au principal

de Metz, ce qui retardera encore puisqu'il vous faudra attendre sa réponse ;

« 3° Il n'est pas ordinaire à Metz d'apprendre ce qu'il faut que Joseph sache pour l'examen, en 6 mois ; en conséquence, comme mon frère ne sait rien en mathématiques, on le mettrait avec des enfants, ce qui le dégoûterait. Ces raisons et beaucoup d'autres doivent vous engager à l'envoyer ici ; d'autant plus qu'il sera mieux. Ainsi j'espère qu'avant la fin d'octobre j'embrasserai Joseph. Du reste il peut fort bien ne partir de Corse que le 26 ou 27 d'octobre, pour être ici le 12 ou 13 novembre prochain.

Je vous prie de me faire passer Boswel (*Histoire de Corse*) avec d'autres histoires ou mémoires touchant ce royaume. Vous n'avez rien à craindre ; j'en aurai soin et les rapporterai en Corse avec moi, quand j'y viendrai, fût-ce dans 6 ans.

« Adieu, mon cher père : Chevalier vous embrasse de tout son cœur. Il travaille fort bien, il a fort bien su à l'exercice public. Monsieur l'inspecteur sera ici le 15 ou le 16 au plus tard de ce mois, c'est-à-dire dans 3 jours. Aussitôt qu'il sera parti, je vous manderai ce qu'il m'a dit. Présentez mes respects à *Minana Saveria*, *Zia Gel-*

trude, *Zio Nicolino*, *Zia Touta*, etc. Mes compliments à *Minana Francesca*, *Santo*, *Giovanna*, *Orazio* : je vous prie d'avoir soin d'eux. Donnez-moi de leurs nouvelles et dites-moi s'ils sont à leur aise. Je finis en vous souhaitant une aussi bonne santé que la mienne.

« Votre très-humble et très-obéissant, T. C. et fils

« DE BUONAPARTE, l'arrière-cadet (1). »

Napoléon resta environ six ans à Brienne, où il devint non-seulement le premier élève, mais encore l'enfant chéri du collége.

Lorsque de Keralio manifesta, en 1782, l'intention de le faire appeler à l'école militaire de Paris, tous les professeurs s'y opposèrent sous différents prétextes. L'inspecteur n'eut point égard aux observations qu'on lui fit, et le porta dans ses notes. Cependant il n'eut pas le temps d'accomplir ses desseins. La mort l'enleva trop tôt à sa famille et à sa patrie. S'il eût vécu jusqu'à l'em-

(1) Cette lettre n'a point d'adresse parce que la feuille est écrite jusqu'au bout. Elle doit avoir été mise sous enveloppe.

pire, il aurait pu s'enorgueillir avec raison d'avoir été l'un des premiers à pressentir dans un enfant le plus grand génie du siècle.

M. de Regnault, appelé au poste de M. de Keralio, eut le bon esprit de suivre les intentions de son devancier : Napoléon fut appelé à Paris.

Le jeune élève continua à mériter l'estime de ses chefs, à faire l'admiration de ses professeurs. Tout était original en lui jusqu'à ses défauts. Il pensait et s'exprimait en philosophe : ses idées frappaient par leur nouveauté, par leur justesse ; ses conceptions étaient vastes et sublimes ; ses réflexions savantes et profondes. La théorie, comme la tactique militaire, était, à son avis, surannée, trop au-dessous des lumières et des connaissances du temps. C'était un échafaudage confus, qui devait s'écrouler au premier choc : une nouvelle méthode était indispensable ; le premier qui en saurait proposer une ne pouvait pas manquer de faire époque. Il regrettait de ne pouvoir dissiper l'erreur des siècles, mais, en ce moment, il était trop jeune pour se bercer d'un pareil espoir. Il se bornait donc à soumettre à ses professeurs les objections que lui fournissaient ses méditations sur l'histoire et sur

l'art de la guerre. Personne ne savait mieux que lui exalter les exploits des anciens, ni en relever les fautes. Il ne tarda pas à obtenir une nouvelle marque de la bienveillance royale: on lui donna une place de Cadet-Gentilhomme, ce qui lui aplanissait déjà le chemin à une place d'officier.

L'année suivante, il obtint la charge de lieutenant en second dans une compagnie de bombardiers du régiment de La Fère. — Si l'on aime à jeter les yeux sur ces deux nominations, les voici (1) :

« [434] *A monsieur le marquis de Timbrune, inspecteur général de mes écoles royales militaires.*

« Monsieur de Timbrune,

« Ayant donné à Napoléone de Buonaparte, né le « 15 août 1769, une place de Cadet-Gentilhomme dans « la compagnie des Cadets-Gentilshommes établie en « mon école royale militaire ;

(1) Le texte original de ces deux pièces se trouve entre les mains de M. Braccini. Il en est de même de plusieurs autres lettres de Napoléon qu'on trouvera dans la suite.

« Je vous écris cette lettre pour vous dire que vous « ayez à le recevoir et faire reconnaître en la dite « place de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra; et « la présente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il « vous ait, monsieur le marquis de Timbrune, en sa « sainte garde.

« Écrit à Versailles, le 22 octobre 1784.

« Louis. »

« Le maréchal de Ségur. »

A monsieur le chevalier de Lance, *brigadier d'infanterie, colonel du régiment de la Fère de mon corps royal de l'artillerie, et, en son absence, à celui qui commande la compagnie des bombardiers d'Autun.*

(*A Napoléone de Buonaparte.*)

Monsieur le chevalier de Lance,

« Ayant donné à Napoléone de Buonaparte la charge « de lieutenant en second de la compagnie de bom-

« bardiers d'Autun du régiment de la Fère de mon
« corps royal de l'artillerie ;

« Je vous écris cette lettre pour vous dire que vous « ayez à le recevoir et faire reconnaître en ladite charge « de tous ceux et ainsi qu'il appartiendra ; et la pré- « sente n'étant pour autre fin, je prie Dieu qu'il vous « ait, monsieur le chevalier de Lance, en sa sainte « garde.

« Écrit à Saint-Cloud, le 1er septembre 1785.

« Louis. »

« Le maréchal de Ségur. »

Au moment de partir pour sa destination, il reçut ordre de se rendre à Valence, ce qu'il fit promptement. Ce fut pendant son séjour dans cette ville qu'il médita sérieusement sur l'art de la guerre. Toujours enfermé dans sa chambre, toujours occupé, il roulait dans sa tête des projets, des plans gigantesques. Il travaillait pendant plusieurs heures du jour à ébaucher ses idées sur le papier, ou, comme il disait lui-même, *ses rêveries :* puis il déchirait tout, s'habillait, allait se

promener tout seul, ou avec son cher Demazzis, celui de ses camarades qui lui était le plus attaché. L'Académie de Lyon proposa un prix sur cette question donnée par l'abbé Raynal : *Quels sont les principes et les sentiments qu'on doit le plus recommander pour rendre l'homme heureux?* Napoléon, qui avait la conscience de ses forces, que rien ne rebutait, puisque rien n'était audessus de son génie, traita cette difficile et importante question: Il remporta le prix en gardant l'anonyme.

Ce fut pareillement pendant son séjour à Valence que Napoléon travailla à l'histoire de son pays. Il avait conçu ce projet dès son séjour à Brienne, mais jusque-là il n'avait pas eu le temps de s'en occuper. Ayant alors achevé ses études, se trouvant en garnison dans une ville où il n'avait rien à faire, il revint naturellement à ses premières idées. Son père avait négligé de lui envoyer à Brienne les livres qu'il avait demandés. Comme il venait alors tous les ans passer quelques mois à Ajaccio, il les emporta avec lui, dès son premier voyage, mais non sans quelque opposition de la part de son oncle, l'archidiacre Bonaparte, qui regardait ces livres comme des ouvrages rares et précieux, surtout pour un Corse.

Frappé du long esclavage de sa patrie, vivement contristé à la lecture des maux qu'avaient endurés nos pères, Napoléon sentait chaque jour augmenter sa haine contre les tyrans : sa sensibilité s'échauffait, son imagination exaltée peignait les faits, les abus avec des traits de feu. L'abbé Raynal, auquel il soumit son travail, lui donna beaucoup d'éloges, et lui conseilla de le publier.

Napoléon avait à cœur l'éducation de ses frères et de ses sœurs; il prenait toute sorte d'intérêt à ce qu'ils en reçussent une complète, comme s'il eût eu le pressentiment de son élévation future. Il recommanda Lucien à Joseph, et se chargea lui-même de l'éducation de Louis. En 1786, il l'emmena à Valence, où il ne négligea rien pour l'élever militairement. En lui donnant toutes les notions nécessaires à la profession des armes, il avait soin de l'accoutumer en même temps à une discipline exacte et sévère.

L'élève, avec des talents supérieurs, n'entrait pas dans les vues militaires de son frère. Il témoignait plus de goût pour la littérature et pour les beaux-arts, ce qui contrariait beaucoup les projets de Napoléon, qui aurait voulu voir tous ses frères dans l'armée, dès leur jeunesse.

Joseph, doué d'un esprit juste et solide, avait endossé la robe; Lucien, avec le feu et la vivacité du talent, n'était pas façonné pour l'état militaire; Jérôme était encore enfant : on ne pouvait porter sur lui aucun jugement. Néanmoins Napoléon ne se rebutait pas; il continuait l'éducation de Louis, comme Joseph continuait celle de Lucien.

Lorsqu'il venait en Corse, et il y venait tous les ans, il prenait aussitôt la tutelle de la famille, sans se mêler des finances, dont la direction était dévolue à son oncle, l'archidiacre Bonaparte; il veillait à ce que ses frères et ses sœurs s'acquittassent exactement de leurs tâches respectives. Joseph, quoiqu'il fût l'aîné, n'était pas moins soumis que les autres à sa censure; il ne jouissait d'autres priviléges que de n'être pas mis aux arrêts, lorsqu'il était en faute. Lucien, Louis, Jérôme gardaient ces arrêts, simples ou forcés, selon les sujets de plainte qu'il avait contre eux. Quant à ses sœurs, elles se croyaient sévèrement punies, lorsqu'il ne les approuvait pas.

Madame Bonaparte, très-austère et très-réservée dans l'éducation de ses enfants, s'en déchargeait sur Napoléon, toutes les fois qu'il arrivait à Ajaccio. On aurait

dit qu'on était dans un collége ou dans un couvent. La prière, le sommeil, l'étude, les repas, les divertissements, la promenade, tout était calculé, mesuré. La plus grande harmonie, un amour tendre et sincère régnait entre tous les membres de la famille. Elle était alors le modèle de la ville, comme elle en a été par la suite l'ornement et la gloire.

Un jour, pendant que Napoléon était à Ajaccio, les officiers d'artillerie voulurent faire l'essai d'un gros mortier qui venait d'arriver du continent. La curiosité, avait attiré une foule nombreuse; Napoléon n'avait pas été des derniers à se rendre sur les lieux : il était en habit bourgeois.

Les officiers, les artilleurs s'épuisaient en efforts inutiles pour faire arriver la bombe sur un point marqué à *Aspreto* (1). Napoléon s'aperçut de suite que ni les uns, ni les autres ne connaissaient leur métier et dit à ceux qui étaient avec lui : « Ils n'en feront rien. » Enfin, les officiers remarquèrent qu'il désapprouvait leur méthode, et, croyant l'humilier tout en paraissant vouloir lui faire honneur : « Monsieur, lui dirent-ils, vous avez l'air de

(1) Côteau en face de la citadelle d'Ajaccio.

« vous moquer de nous ; voudriez-vous nous donner un « échantillon de votre savoir-faire ? — Je suis bien loin, « répartit Napoléon, de vouloir me moquer de vous ; « mais je vous avoue que je n'approuve pas votre mé- « thode. — Eh bien, répliqua l'un d'entre eux avec « humeur, veuillez nous apprendre la vôtre. — Pourvu « que cela ne vous fâche pas, j'essaierai. — Point du « tout, au contraire. »

Napoléon mesura de l'œil la distance qui le séparait *d'Aspreto*, chargea lui-même le mortier et y mit le feu. La bombe tomba juste. On le pria de répéter l'épreuve ; il y consentit : par trois fois consécutives, il mit la bombe au but marqué. Les officiers lui adressèrent des excuses, le public fit retentir la citadelle d'applaudissements mérités.

L'archidiacre était le dépositaire de l'argent de la famille. Il était économe, mais pourtant sans avarice. Quoique Napoléon possédât toute son affection, lorsqu'il s'agissait d'argent, il se montrait un peu difficile. Ce n'était qu'après lui avoir rendu un compte exact de l'emploi de son traitement, de la pension que la famille lui faisait, et lui avoir démontré l'utilité ou la nécessité des sommes qu'il demandait que Napoléon pouvait es-

pérer de les obtenir; alors même, il n'était pas sûr d'avoir surmonté les obstacles. Dans tous les cas, il devait s'attendre à des sorties contre la prodigalité de son père, à l'énumération des dettes qu'il avait laissées et qui, disait-il, n'étaient pas encore soldées. Sur cet article Napoléon savait bien à quoi s'en tenir. Les dettes n'étaient pas si nombreuses que l'archidiacre se plaisait à le dire, puisque toutes avaient été acquittées l'année même du décès de Charles. Néanmoins il écoutait avec patience, comme il disait lui-même, le refrain accoutumé de son oncle. Au bout du compte, il parvenait à obtenir ce qu'il demandait.

Du reste Napoléon chérissait beaucoup son oncle, et lui portait un attachement vraiment filial. Il savait que ce vénérable vieillard avait à cœur, plus que personne, la prospérité de la famille; aussi il était toujours prêt à lui en témoigner sa gratitude par une déférence et un respect sans bornes, et il exigeait que ses frères et ses sœurs se conduisissent envers lui avec les mêmes égards.

Les réparations que l'on faisait à la campagne de Milelli absorbaient une bonne partie du revenu de la famille Bonaparte. Cette campagne, qu'après de longues

tergiversations on lui avait enfin concédée en 1786, était entièrement délabrée.

Pour en tirer quelque revenu, il fallait y dépenser beaucoup d'argent. L'archidiacre, qui n'avait pas une grande confiance dans la stabilité du gouvernement, considérait comme perdues les sommes qu'il y employait.

Napoléon, au contraire, prenait le plus vif intérêt à l'amélioration de cette terre. Il y passait une partie de son temps, lorsqu'il venait en Corse. Quand il voulait se livrer tout entier à l'étude, il se retirait à Milelli. Là, il était libre d'écrire, de réfléchir tant qu'il voulait sans crainte d'être interrompu.

Quelquefois heureux de s'asseoir à l'ombre d'un chêne antique (1), qui avait vu passer bien des siècles, il se livrait aux rêves de son imagination. Il s'entretenait avec son oncle l'archidiacre, assis à ses côtés, de l'histoire des temps anciens; il en parcourait les périodes, en jugeait les événements, en admirait la gloire, finissant toujours par conclure que le talent, le génie, ne sont rien s'ils ne viennent à propos; que les grands

(1) Ces lignes sont tracées à l'ombre de ce même chêne-vert qui semble né avec le monde et ne devoir périr qu'avec lui.



hommes sont les résultats des grands événements qui arrivent dans l'ordre de la providence divine; que tout est transitoire dans ce bas monde; que la vertu, quoique souvent méconnue des hommes, est seule inébranlable au milieu de la mer orageuse de la vie.

Mécontent du présent, il s'élançait dans l'avenir, qui se présentait à sa pensée gros d'événements. Comme du sommet d'une montagne, il promenait ses regards sur un vaste horizon. Il voyait les nuages se former dans le lointain, la foudre, qui, sans gronder encore, les sillonnait et préparait l'orage. Le sang bouillonnait alors dans ses veines, son âme tout en feu jouissait des approches de la tempête et l'appelait de ses vœux. La campagne de Milelli était pour lui un lieu de délices; il s'y plaisait plus que partout ailleurs. L'archidiacre se trouvait ainsi obligé de la faire exploiter malgré lui, et même, disait-il, au détriment de ses intérêts.

CHAPITRE III.

Napoléon jusqu'au mois de février 1791.

Connaissances de Napoléon en politique. — Son jugement sur Louis XVI et sur la révolution. — La prise de la Bastille. — Ajaccio imite Paris. — Le général Barrin. — Gaffori à Ajaccio. — Adresse à la Constituante. — Napoléon embrasse le parti de la révolution.— Municipalités. — Jean-Jérôme Levie. — Le comte Ferri-Pisani. — Joseph, officier municipal. — Conti. — Pò. — La garde nationale. — Peraldi, colonel. — Maximes de Napoléon. — Paoli; ses projets. — Masseria. — Paoli à Paris. — Emeute d'Ajaccio. — Anecdote. — Madame Bonaparte. — Madame Souiris. — Napoléon fait un mémoire. — Joseph. — Ferri-Pisani. — Paoli en Corse. — Le clergé. — L'abbé Recco. — Trentacosie. — Une réponse de Joseph. — Une autre de Napoléon. — Assemblée d'Orezza.—Paoli et Napoléon. — Joseph.—Fesch.— Napoléon à la tribune.—Pozzo-di-Borgo.—Joseph, président. — Pronostic de Paoli sur Napoléon. — Club d'Ajaccio. — Lettre au comte Buttafuoco.

Malgré son extrême jeunesse, Napoléon suivait de près les affaires politiques et financières du royaume. Il connaissait la situation de la France en 1789, comme

s'il eût passé toute sa vie dans l'administration. Il avait des idées arrêtées sur tout ce qui pouvait avoir trait au gouvernement. Louis XVI était un excellent roi, mais ce n'était pas le roi que demandait l'époque. Dans un autre temps il aurait fait le bonheur de ses peuples mais alors il n'était pas à la hauteur de sa position. Nous en étions au point où il fallait tout accorder ou tout refuser : les demi-mesures, les demi-réformes étaient insuffisantes. Il fallait conduire et dominer. Le roi, avec des dispositions excellentes, manquait de cette fermeté inébranlable, de cette volonté souveraine qui étaient indispensables pour établir le règne de la loi ou consolider l'ancien système. Engagé dans une fausse route, il n'avait ni le courage de l'abandonner, ni la force de la parcourir jusqu'au bout. La France, la monarchie étaient sur un volcan ; il n'était personne, parmi les grands, qui pût ou sût les en tirer.

Calonne avait creusé, sous une surface agréable, un abîme qui menaçait d'engloutir, avec la fortune publique, celle des particuliers. Les emprunts s'étaient élevés en quelques années à plus d'un milliard et demi, le déficit annuel à cent-quarante millions. L'effroi avait saisi la nation, l'alarme était au camp de la monarchie

désabusée. Depuis deux ans, les deux colosses étaient en présence, se regardaient, se toisaient avec une défiance mutuelle.

Brienne était insuffisant pour les concilier. Il s'était épuisé en démarches inutiles. Ses coups d'État contre les parlements avaient aigri et soulevé l'opinion contre lui. Il était tombé, après avoir compromis l'autorité.

Necker revenait trop tard pour calmer les esprits, pour dissiper les appréhensions, pour arrêter le mouvement imprimé à une grande nation. Il n'avait d'autre choix et ne pouvait avoir d'autre mérite que celui de le diriger; mais il était douteux qu'il sût le faire.

Sieyes, qui venait de publier une brochure sur le tiers état, était le seul qui, de l'avis de Napoléon, pût sauver la monarchie et l'État. C'était le seul qui eût des idées justes, parce qu'il avait beaucoup médité sur la nature des gouvernements et sur les institutions des peuples.

Telles étaient les idées de Napoléon à son retour de Valence, au mois de juillet 1789. Son oncle, comme tous ceux qui l'approchaient, l'écoutait avidement, lorsqu'il parlait politique ou rapprochait les événements consignés dans l'histoire.

La précision, la clarté de ses idées, la profondeur de ses raisonnements, prouvaient que rien n'était nouveau pour lui. Il était parfaitement au niveau de son époque.

Un jour que son oncle lui demanda ce qu'il pensait de la révolution, qui s'annonçait avec tant de bruit, il répondit : « Qu'une lutte formidable était déjà engagée entre la philosophie et les préjugés, entre les idées nouvelles et les vieilles habitudes ; qu'il était impossible d'en prévoir l'issue ; mais qu'on pouvait raisonnablement assurer, qu'après de longs débats, la loi remplacerait l'arbitraire, l'égalité le privilége. »

La nouvelle de la prise de la Bastille (14 juillet), et des événements qui s'en suivirent, n'arriva en Corse que dans les premiers jours du mois d'août. L'île en général ne répondit pas à l'appel du continent ; elle garda d'abord une attitude calme, silencieuse, au milieu de la combustion générale. La ville d'Ajaccio fut la seule qui s'empressa de partager l'élan du peuple français et de marcher sur les traces de la ville de Paris. La garde nationale commença aussitôt à s'organiser; on arbora la cocarde aux trois couleurs; un comité fut créé pour être l'organe du peuple.

Napoléon, qui était à la fois le tribun, l'orateur, le no-

vateur de la ville, ne négligeait rien de tout ce qui pouvait augmenter l'enthousiasme et servir la cause de la régénération sociale. A Ajaccio, il remua, il électrisa tout avec son infatigable activité.

Le comité fit un appel énergique aux communes, aux patriotes de l'intérieur; mais presque tous gardèrent un morne silence. Cependant les habitants de la montagne, sans partager encore les innovations de la capitale, s'éveillaient en sursaut aux premiers cris de la nouvelle liberté. Les souvenirs de ce qu'ils étaient jadis les enivraient; le sentiment de leur bravoure, de leur fierté naturelle, revenait avec l'espoir de leur ancienne indépendance. Les beaux jours de Paoli étaient regrettés alors plus que jamais. Le nuage qui portait la foudre s'élevait déjà sur l'horizon.

Le général Barrin, alors commandant de l'île, effrayé des mouvements d'Ajaccio, et craignant le progrès des idées nouvelles, détacha Gaffori pour étouffer un élan qui, à son avis, pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Sous l'égide d'un nom illustre et cher aux Corses, on espéra pouvoir empêcher, ou du moins retarder, dans l'île, la révolution qui venait de s'accomplir sur le continent.

Gaffori, bon gré, mal gré, se chargea de cette mission odieuse. Il n'en fallut pas davantage pour qu'il perdît tout d'un coup l'héritage de popularité qu'il tenait de ses aïeux. Nul n'est plus ombrageux que le peuple; il accorde, il retire sa confiance avec une égale facilité. Docile, prodigue de louanges quand on sert sa cause, il devient soupçonneux, difficile et intraitable, si l'on contrarie ses penchants.

Gaffori qui, sous l'auréole de la gloire paternelle, s'était flatté que l'île entière se lèverait à sa voix pour marcher contre Ajaccio, se trouva cruellement désabusé lorsqu'il voulut essayer son influence. Les patriotes, qui n'avaient pas répondu à l'appel des Ajacciens, ne répondirent pas davantage à celui de cet étrange coryphée du pouvoir. La prudence les avait faits circonspects, l'indignation les rendit inaccessibles.

Gaffori partit enfin pour sa mission, le cœur navré de voir s'évanouir la confiance et la popularité qu'il ambitionnait. Il ne rencontra sur sa route que des visages tristes et abattus. On aurait dit qu'après vingt ans de deuil public il allait enterrer à Ajaccio la liberté insulaire qui avait été noyée dans des flots de sang à Pontenovo.

Dans les premiers jours d'octobre, il se présenta aux

portes d'Ajaccio; il y fut reçu par une foule morne et silencieuse. Il s'était avancé à petites journées, dans l'espoir de recruter du monde et imposer à la faction démocratique; mais il s'était bercé d'un vain espoir. A peine fut-il introduit dans la ville, qu'une terreur panique s'empara de lui. Il craignit qu'un accueil aussi dédaigneux, aussi improbateur, ne fût l'avant-coureur de la vengeance publique.

Il descendit chez Baciocchi, plus tard prince de Lucques et de Piombino, qui lui offrit, dans une circonstance aussi critique, une généreuse hospitalité. Il s'y tint enfermé pendant trois jours, au bout desquels il partit, après avoir vainement sondé les esprits, emportant le repentir de sa mission, la conscience de sa défaite et tout saisi lui-même de la crainte qu'il avait voulu inspirer.

Le refus des patriotes, l'activité des démocrates et la contenance des Ajacciens avaient renversé ses plans, et abattu son courage. Pendant son séjour, ou plutôt sa détention volontaire dans la maison Baciocchi, les habitants s'assemblèrent dans l'église de Saint-François. Après de longues et mûres réflexions sur la situation du continent et de l'île, des hommes et des choses, on résolut d'attendre encore pour organiser définitivement la

municipalité et la garde nationale. On jugea prudent de demeurer dans l'expectative et de prendre conseil des événements. Une adresse à l'assemblée constituante, rédigée par les frères Bonaparte (Napoléon et Joseph), fut signée avant de lever la séance. Après avoir félicité l'assemblée de son courage et de sa constance; après avoir applaudi à sa sagesse et lui avoir manifesté le désir qu'on avait de la voir poursuivre sans relâche la grande œuvre de la régénération française, on lui exposait des griefs contre l'administration et on demandait que la Corse fut déclarée partie intégrante de la France.

La Corse était bien digne de cet honneur. L'asile généreux qu'elle avait accordé à la liberté expirante, fugitive de l'Europe; la longue défense qu'elle avait opposée aux tyrans qui la poursuivaient; le sang et les larmes qu'elle avait versés sur son tombeau; les vifs regrets qu'elle conservait encore de sa perte étaient autant de titres pour l'associer à la destinée d'une grande nation, qui, après une longue léthargie, se réveillait enfin.

Napoléon retourna à Valence dans le mois de novembre. Il trouva les esprits inquiets, agités. Les partis étaient en présence: d'un côté, les privilégiés; de

l'autre, le peuple. L'un voulait tout obtenir, les autres ne voulaient rien accorder. L'arène était ouverte; tous s'y précipitaient en aveugles, sans consulter leurs forces, sans mesurer l'étendue du danger, sans en calculer les chances, ni les résultats. Il avait laissé la France vieille, affaissée sous le poids de la féodalité, il la retrouvait rajeunie, retrempée, énergique, dès le début de sa nouvelle carrière : à la place de l'espérance il trouvait la réalité. En moins de cinq mois, la face du continent était changée complétement.

Les préjugés, les vieilles habitudes avaient été ébranlées. Le souffle de la liberté, en épurant, en vivifiant l'atmosphère politique, donnait enfin un énergique essor au moral de la nation. Mais l'anarchie, avec tous ses fléaux, marchait à côté des institutions récentes, menaçant à tout instant de les dévorer. A chaque pas, de chaque côté, on voyait un abîme. Le choix était difficile, mais celui de Napoléon fut bientôt fait. Il se rangea du côté de la révolution.

Les troubles du Languedoc et de la Bretagne, à l'occasion de la nouvelle division du royaume, les oppositions des parlements, les tentatives enfin de Mounier dans le Dauphiné, grâces aux soins de Napoléon,

n'eurent aucune prise sur les officiers d'artillerie alors à Valence.

Napoléon revint en Corse au moment où l'on devait organiser les municipalités et les autres branches du gouvernement. Il ne voulut rien pour lui; mais il se donna du mouvement pour faire nommer son frère officier municipal. Il désirait le voir initié au pouvoir. Les concurrents étaient nombreux, car les municipalités s'étaient emparées du gouvernement, et placées dans une position fort élevée : tout, dans la nation, relevait de l'autorité municipale.

Joseph rencontra beaucoup d'obstacles; il n'aurait même pas réussi, sans l'énergie et l'activité de son frère. Celui-ci mit en œuvre tout le crédit que ses talents lui avaient donné dans la ville. Jean-Jérôme Levie et ses nombreux parents, qui exerçaient tous une espèce de patronage dans le faubourg, se déclarèrent pour lui. Le comte Ferri-Pisani, alors fort jeune, mais dont les beaux talents et les rares qualités avaient conquis un grand ascendant sur les patriotes du faubourg, se déclara pareillement pour Joseph, dont il était l'ami et le compagnon.

Joseph eut plus de suffrages qu'il n'espérait; mais

il n'en faillit pas moins être exclu. On lui opposa son âge, qui n'était pas celui que la loi exigeait pour être nommé officier municipal. Conti et Pô, qui étaient pour les Bonaparte, parèrent ce coup avec une rare habileté. Joseph était né à Cortè ; son acte de naissance se trouvait, par conséquent, aux archives de cette ancienne capitale de la Corse. On ne pouvait donc le présenter avant quelques jours. Conti et Pô dirent qu'il était de notoriété publique que Joseph avait l'âge requis pour être officier municipal; ils proposèrent à l'assemblée de délibérer sur ce point : la délibération fut favorable.

Les opposants ne s'en tinrent pas là : ils firent venir de Cortè l'acte de naissance, renouvelèrent, devant les autorités compétentes, leurs réclamations. On vit alors dans l'opiniâtreté de cette opposition plus d'intérêt personnel que d'esprit public. Tout le monde savait que Joseph arrivait aux affaires avec des qualités et des talents supérieurs. On fit la sourde oreille.

La garde nationale fut organisée presqu'en même temps que la municipalité. Napoléon, tout en donnant l'impulsion à ce mouvement et en exerçant une in-

fluence décisive dans cette organisation, ne réserva rien pour lui. Il voulait faire nommer colonel Jean-Jérôme Levie, homme d'un patriotisme à toute épreuve ; mais celui-ci s'en excusa sur son grand âge. Le choix tomba alors sur Marius Peraldi, homme riche, qui venait d'embrasser tout récemment le parti de la révolution. Peraldi n'était pas l'ami de la famille Bonaparte ; néanmoins Napoléon ne le contraria point, quoiqu'il eût pu aisément le faire. Il aimait à voir le parti national se recruter tous les jours ; il sentait, d'un autre côté, qu'il ne fallait pas froisser ses concitoyens dans leur amour-propre, ni dans leur vanité. Quant à lui, pleinement satisfait d'être simple soldat, il s'acquittait de ses devoirs avec la plus scrupuleuse exactitude.

C'était un plaisir pour lui que de donner l'exemple de l'obéissance. Il montait et descendait la garde à la porte de son colonel, avec lequel pourtant il n'était pas bien. Mais son devoir, l'amour de la patrie, devaient l'emporter sur toute autre considération, sur tout intérêt personnel. Profondément pénétré de ces principes, il les proclamait hautement par ses paroles et par ses actes. Son exemple entraîna tout le monde à monter la garde

tour à tour à la porte du colonel. Il y eut cependant deux ou trois gardes nationaux des plus notables d'Ajaccio, qui ne voulurent pas descendre jusqu'au rôle de factionnaire à la porte d'un homme qu'ils ne pouvaient pas s'accoutumer à regarder comme leur supérieur. Ils préférèrent quitter la ville et se retirer à Mezzana. On voulait sévir contre eux; mais Napoléon s'y opposa. Il disait qu'il fallait donner à tous le temps d'acquérir de l'expérience.

La révolution qui venait de s'opérer en France avait porté une forte atteinte au système politique de l'Europe. En déblayant les décombres de la féodalité, elle avait miné les bases des vieilles monarchies, qui pouvaient s'écrouler au premier choc. Mais si les rois effrayés craignaient pour leur autorité, les peuples se livraient avec confiance à l'espoir d'un meilleur avenir.

Paoli, le martyr de la liberté, sentit qu'il pouvait être encore utile à ses concitoyens. Il aurait été heureux de leur sacrifier le reste de ses jours. — « *Dulce et decorum est pro patria mori.* » — Dans son exil il pleurait encore sur le sort de sa patrie. Il espéra de la générosité de la Constituante l'abandon de l'île, conquise par la force contre le droit des gens, au mépris

de cette loyauté si naturelle à la nation française. Sa grande âme rêva pour un moment l'indépendance de la Corse et s'abandonna tout entière à l'enthousiasme de son patriotisme. Il fit un mémoire où, après avoir exposé et flétri la conduite tortueuse du duc de Choiseul, il réclamait la nationalité de son pays.

Masseria, qui, par sa constance dans l'adversité et par sa fidélité à la cause commune, avait acquis une certaine réputation, fut chargé de porter le mémoire à Paris. Le mauvais temps l'ayant retenu vingt-quatre heures à Douvres, il n'arriva à Paris que le 1er décembre 1789, précisément vingt-quatre heures après que Saliceti et Mirabeau avaient fait déclarer la Corse partie intégrante de la France. Le mémoire de la ville d'Ajaccio, appuyé par la nouvelle de l'émeute survenue à Bastia au moment de la formation de la garde nationale, avait été couronné de succès (1). Dieu sait quelle

(1) Ce furent les trois capitaines de la garde nationale de Bastia, Jean-Baptiste Galeazzini, Paul Murati et Jean-Baptiste Guasco, qui s'empressèrent de transmettre à l'Assemblée la nouvelle de l'émeute dont il est question dans ce passage. Ils demandèrent en même temps, eux aussi, que la Corse fût déclarée partie intégrante de la France. (*Note de l'Éditeur.*)

aurait été la destinée de la Corse, de la France, de l'Europe, si le mémoire de Paoli était arrivé à temps à la tribune de la Constituante ! L'éloquence de Mirabeau pouvait lui en faire accepter les idées; la Corse abandonnée à elle-même, Napoléon eût probablement manqué à son siècle en manquant à la France.

Quoique affligé de cet incident, Paoli ne désespéra pas de sa patrie. Appelé à Paris presque aussitôt, il s'y rendit, dans l'espoir de trouver un peuple formé, propre à recevoir des institutions libérales, un gouvernement prêt à les accorder. Mais quel ne fut pas son étonnement, lorsqu'il vit la France déchirée par les factions, agitée par le froissement des intérêts particuliers, personnels, locaux; le torrent populaire franchissant toutes les digues; le pouvoir discrédité et accordant à regret ce qu'il ne pouvait pas refuser; l'anarchie prête à dévorer le bien comme le mal!

Le fils aîné de la liberté ne pouvait pas manquer d'être fêté, honoré par une nation qui se proclamait libre. Sa gloire, ses longues infortunes avaient retenti dans toute l'Europe; il arrivait à Paris précédé par soixante ans de vertu, par une réputation colossale dignement méritée. Les grands, le peuple, la cour, l'as-

semblée, tous ambitionnaient son suffrage ; mais il ne l'accorda ni aux uns, ni aux autres. Peu satisfait des principes, mécontent des faits, il se défia des hommes et des choses.

Le rappel de Paoli fut appris par les Corses avec une véritable joie. Les patriotes, jusqu'alors engourdis, coururent aux armes. Celui qui les avait conduits dans cent combats, qui les avait fait triompher de la tyrannie génoise, qui avait arboré et fait respecter le pavillon national, celui qu'ils avaient tant invoqué quittait enfin la terre d'exil. L'espoir, l'enthousiasme revenaient avec lui. Par un mouvement spontané, les patriotes de toutes les classes s'assemblèrent; des députés choisis furent envoyés à Paris pour le complimenter, au nom de la patrie reconnaissante.

Sur ces entrefaites, une assemblée avait été convoquée à Orezza pour organiser le département et les districts; mais les nouveaux troubles, qui dans l'intervalle eurent lieu à Bastia, en paralysèrent les opérations. On ne prit que des mesures provisoires, et on ajourna l'organisation définitive après le retour de Paoli qu'on annonçait comme très-prochain. En effet, il ne tarda pas à quitter la capitale, pour rentrer au milieu de

ses concitoyens, qui l'en sollicitaient de tous leurs vœux et regardaient son retour comme le présage de jours meilleurs.

Lorsqu'on eut appris qu'il s'était mis en route, on nomma une seconde députation pour le recevoir à Marseille. Joseph, alors officier municipal, en faisait partie. Les députés de la ville d'Ajaccio avaient été nommés par l'influence de Napoléon. Ils firent voile le 24 juin 1790.

Le lendemain, le peuple, fatigué d'une administration qui s'épuisait en efforts inutiles pour entraver la marche de la révolution, brisa la chaîne qu'il ne pouvait plus porter. Indigné qu'on voulût méconnaître la toute-puissance de la municipalité, qu'on osât lui résister, il jugea que, pour la faire respecter, pour lui assurer l'obéissance il était indispensable d'employer la force.

Un prétendu abus d'autorité de la part de la justice royale d'Ajaccio mit le comble au mécontentement général et fournit imprudemment l'occasion de rompre la digue qui arrêtait encore en partie le torrent populaire. Les habitants, comme s'ils eussent reçu le mot d'ordre, coururent en armes sur la place ; des cris

d'alarme retentirent dans toute la ville et y répandirent l'épouvante.

Napoléon, averti par le bruit, par les cris de la foule, quitte son cabinet, s'arme d'un fusil, se précipite dans la rue, en pantoufles, en veste, sans chapeau. Le peuple l'entoure, le prend pour chef. Dans les circonstances périlleuses, toutes les petites vanités, toutes les basses jalousies se taisent : c'est alors qu'on sent le besoin de se confier à des mains habiles, qu'on avoue sa propre insuffisance, qu'on proclame le mérite éclatant de la supériorité. Tout cède alors à la nécessité de sa propre conservation; tout est aisément immolé au triomphe de la cause commune.

Napoléon fut entraîné malgré lui par l'élan, par le mouvement général. Il prit la direction du peuple qu'il ne dépendait plus de lui de refuser.

On constitua prisonniers de Raquine, juge royal; Souiris, subdélégué; Cadenol, ingénieur des ponts et chaussées; Descamps, directeur de l'hôpital militaire; Lajaille, major d'artillerie. Ils furent conduits sur-le-champ au couvent des capucins, et mis sous la sauvegarde de la loi et de l'honneur.

Des sentinelles furent placées à toutes les issues du

couvent, soit pour empêcher les prisonniers de s'évader, soit pour les garantir contre toute attaque ultérieure (1). Napoléon, en consentant à leur enlever le pouvoir, avait suivi l'impulsion de son courage; mais il voulut les soustraire à la vengeance publique, et en cela il suivit les nobles inspirations de son caractère. Son cœur magnanime, qui se raidissait contre les dangers, s'ouvrait tout entier au malheur des vaincus.

Malgré l'effervescence générale et l'appareil des armes, tout s'était passé tranquillement. On revenait en ville pour délibérer d'une manière plus calme, plus légale sur le sort des prisonniers; mais les parents des femmes Raquine et Souiris se présentèrent, armés de pied en cap, pour se faire rendre raison de leur arrestation.

(1) L'enthousiasme avait tellement gagné la populace qu'un certain Antoine Costa, connu sous le nom de *Camonchino*, faillit tuer son père pour l'avoir soupçonné d'intelligence avec les prisonniers. Voici le fait; il mérite d'être connu : Camonchino montait la garde à l'une des issues du couvent; sa consigne portait de ne laisser sortir, ni entrer personne. Son père se présente, demande à entrer; il lui répond qu'il ne peut le permettre sans forfaire à l'honneur, sans trahir la confiance qu'on a placée en lui. Le père s'obstine, il veut entrer; le fils le repousse d'abord avec douceur, avec respect; mais voyant qu'il ne peut pas venir à bout de l'en empêcher, il lui porte un coup de hache, et le renverse dangereusement blessé.

Le moment, pas plus que le procédé, n'était propre à une explication paisible; aussi les fusils furent couchés en joue dès les premiers mots. Un grand carnage allait infailliblement s'en suivre, lorsque madame Bonaparte, d'un côté, informée du danger imminent où se trouvait son fils, madame Souiris, de l'autre, avertie du danger de ses parents, accoururent, se jetèrent au milieu des deux partis et arrêtèrent la mort prête à partir de mille bras. Ces deux anges de paix conjurèrent l'orage, calmèrent les esprits.

La municipalité jugea à propos de justifier sa conduite par un manifeste; Napoléon en fut le rédacteur. On le publia dans les deux langues. La version italienne est attribuée par les uns à Joseph, par les autres, avec plus de raison, au comte Ferri-Pisani. Voici ce manifeste (1) :

(1) *Voy.*, pour la version, l'*Appendice*, n° 4.

MANIFESTE

DU CORPS MUNICIPAL DE LA VILLE D'AJACCIO.

« Le palladium de la liberté des nations est l'opinion publique; les princes, les magistrats sont humiliés de ses censures, glorifiés de ses louanges : dédaignée quelquefois par des hommes puissants, elle ne le fut jamais impunément. L'exemple du plus despotique des gouvernements, qui succombe sous ses traits; celui de l'auguste assemblée, qui, par ses seuls efforts, triomphe des préjugés et des tyrans, doit faire trembler ceux qui, se fondant sur les efforts d'une faction, l'ont méprisée sans ménagement et n'ont paru vouloir se justifier que pour l'outrager.

« Notre ville, qui de tout temps donna l'exemple du patriotisme le plus désintéressé, qui fut la première à reconnaître les vertus et la sagesse du grand homme qui nous conduisit si rapidement à la liberté; notre ville, si maltraitée par l'administration qui nous a dé-

solés vingt années; notre ville, séduite par l'intrigue, a pu donner dans des écarts capables d'indisposer l'opinion publique.

« Les actes répréhensibles d'un petit nombre de personnes séduites par les partisans de l'ancienne administration, ayant été dénaturés par ces derniers, ont pu faire douter un instant de nos sentiments. C'est pourquoi les légitimes représentants du peuple ont résolu d'esquisser, avec cette franchise qui convient à leur dignité, la série des événements qui se sont succédés depuis le mois d'août.

« Vous ignoriez encore, chers compatriotes, l'heureuse révolution qui s'opérait snr le continent, et nous avions déjà organisé nos gardes nationales, et arboré la cocarde pour le soutien de la constitution.

« Vous étiez encore soumis aux abus de l'administration, aujourd'hui si bien appréciée, et un comité légalement choisi était ici l'organe du peuple.

« Si l'on eût imité notre exemple, si la tardive révolution de Bastia se fût opérée alors, l'union eût été facile, aucun obstacle ne s'y serait opposé, et ces projets enfantés dans les ténèbres de la cabale, repro-

duits sous tant de faces différentes par les chefs de l'administration si intéressée à notre avilissement, ou eussent été anéantis dans leur naissance, ou même se seraient dissipés avant que de naître. Nous n'eussions pas vu ses partisans s'unir, se correspondre, prodiguer l'or et le mensonge pour séduire, gagner, souffler la division, faire partout des prosélytes et créer dans notre sein, à la honte du nom corse, un corps d'aristocrates. Nous n'eussions pas vu le fils d'un grand patriote prêcher partout le despotisme, usurper sur ses pouvoirs, désarmer les citoyens, convoquer des assemblées, parcourir les Pièves à la tête de ses troupes et marcher sur les traces des Narbonne et des Sionville; nous eussions alors agi comme l'on a supposé que nous avions agi; maîtres de toute l'île, unis, armés, nous eussions attendu avec une contenance fière les décrets de l'assemblée nationale; nous les eussions accueillis parce qu'ils nous rendent la liberté; nous les eussions refusés si le parti royal eût dominé, ou si, au lieu d'une assemblée nationale, la France n'eût eu que des états généraux; nous eussions appelé ce grand homme, l'objet de notre enthousiasme, que 40,000 baïonnettes et des circonstances malheureuses ont pu

seules nous arracher; nous lui essions dit : « Toi, le « seul homme en qui la Corse ait confiance, reprends le « gouvernail d'un navire que tu sus si bien conduire ; « notre amour, inaltérable comme tes vertus, s'est « accru par tes malheurs ; des brigands nous ont com- « mandé... notre terre est jonchée de leurs victimes ; « mais il n'ont pu nous avilir ; parais, nous sommes « encore dignes de toi. » Voilà comment aurait dû se conduire le département de Corse ; voilà comment il se fût conduit si Bastia eût imité Ajaccio, et si les deux capitales de concert n'eussent laissé aucun asile à nos ennemis. Il en fut autrement : Bastia et le reste de la Corse restèrent ensevelis dans le silence ; tous les efforts de la cabale, dont les moteurs étaient à Paris, se tournèrent contre nous ; l'on résista longtemps, mais enfin il fallut succomber ; la garde nationale cessa son service et fut anéantie sous le poids des préjugés de toute espèce ; la multitude, agitée par des tiraillements contraires, était dans une incertitude qui la rendait propre à recevoir toutes le impressions, lorsque M. Gaffori y arriva pour y déployer toute la pompe de la force militaire. Ses discours, sa conduite furent d'un satellite de la tyrannie ils surprirent les patriotes qui, pressen-

tant qu'on machinait quelque chose contre la cause commune, se réunirent pour adresser à l'assemblée nationale le premier mémoire qui contenait, et nos plaintes contre l'administration sous laquelle nous gémissions, et nos vœux. Dans cet état de choses, nos frères de Bastia brisèrent en cent morceaux la chaîne dont on prétendait nous envelopper; les esprits étaient prévenus, le parti lié, la cabale trop puissante et trop appuyée pour que nous pussions participer à leur mouvement.

« La municipalité s'organisa enfin, et tout le monde rendit hommage à la sagesse du législateur; la trame, tissue avec tant d'art par l'intérêt, fortifiée par l'ignorance, ne put plus résister aux élans du patriotisme, au sentiment inné dans un cœur corse pour la liberté, dès le moment que l'on permît au peuple de voir qu'on l'aidait à dissiper les nuages qui obscurcissaient la vérité : la Constitution est devenue alors l'objet des sollicitudes de tous.

« Nous avons sans doute, vigoureusement secondés par le conseil général, contribué, autant qu'il est en nous, à cette heureuse révolution; nous avons éclairé nos concitoyens et leur avons fait éviter les piéges tendus à

leur simplicité; c'est le plus essentiel de nos devoirs, le plus cher à nos cœurs.

« Nous eûmes des obstacles de toute espèce à vaincre; d'abord il fallut accoutumer à nous respecter libres ceux qui nous avaient méprisés esclaves; nous employâmes la force de la loi contre l'arrogance, l'orgueil, et les préjugés; on devint plus humble, on s'accoutuma, quoique en frémissant, à respecter le magistrat, représentant du peuple, et à lui obéir.

« L'état du pays, en deçà des monts, demandait que l'on prît quelques résolutions : on en assembla les communes; mais, dans le sein de nos patriotes de la montagne, à notre grand chagrin, nous ne nous vîmes pas en sûreté contre l'influence maligne de l'exécrable cabale; l'on fomenta toute espèce de projet, pour faire naître la désunion entre les deux parties de l'île; ce fut surtout à l'idée d'établir un comité d'en deçà des monts que s'arrêtèrent les mêmes personnes qui s'étaient opposées à toute espèce de nouveauté lorsqu'on pouvait espérer de nous tenir dans la léthargie.

« Mais la ville d'Ajaccio para ce coup, funeste dans ses conséquences, et sacrifia la vanité d'être capitale au bien de la chose publique.

« M. l'abbé Peretti, député, envoya un imprimé incendiaire et séditieux dans ses fins, absurde dans ses moyens, dernier effort, mais effort vanté de l'aristocratie expirante; tout le monde en fut indigné. Le chapitre, pénétré des vrais principes de l'Évangile, le rejeta avec indignation; le conseil général de la commune le condamna à être brûlé, et, dans son adresse à l'Assemblée nationale, se plaignit avec force de MM. Buttafuoco et Peretti, qui l'avaient signé.

« Les ennemis de la Constitution obligés au silence, leurs intrigues dissipées, l'on ne tarda pas à sentir la nécessité de la garde nationale; les classes du peuple, les dernières par leur fortune, mais qui n'en son pas les moins zélées pour la patrie, furent les premières à donner l'exemple; nous vîmes avec une sincère joie ces heureux effets des lumières et du bon esprit.

« Pour combler nos souhaits, il ne nous restait plus qu'à désirer de voir promptement ultimer la constitution et de revoir le père de notre liberté. Nous étions intimement convaincus qu'à son aspect les méchants changeraient, ou qu'ils cacheraient, sous les replis de leur cœur, leurs projets pernicieux et leur fiel détestable, lorsque le vendredi, 25 juin 1790, le peuple

8.

s'émeut, prend les armes et constitue prisonniers MM. de Raquine juge royal, Cadenol ingénieur aux ponts et chaussées, Lajaille major d'artillerie, Souiris subdélégué, Descamps directeur de l'hôpital militaire.

« Nous vous laissons à penser les perplexités qui durent nous agiter ; d'un côté, nous voyions des citoyens que l'opinion accusait et désignait depuis longtemps comme les fauteurs de l'aristocratie ; mais nous les voyions enlevés par la force et sans que la décision du magistrat eût été rendue. Nous voyions une conspiration générale : des citoyens de toutes les classes, riches, pauvres étaient unis. C'était une raison bien puissante, elle pouvait légitimer toute démarche ; mais les suites que nous avions à craindre, les accidents qui pouvaient arriver étaient faits pour inquiéter au plus haut point ceux que la loi a chargés de veiller à la sûreté publique. Tout s'est passé cependant avec tranquillité ; l'ordre et la résolution caractérisèrent toutes les démarches de cette journée ; les prisonniers ont été transférés au couvent des capucins et immédiatement nous les primes sous la protection de la loi.

« Outre les raisons qui depuis longtemps indisposaient l'opinion publique contre les détenus, il en exis-

tait de momentanées, d'accidentielles, qui ont échauffé le peuple et renouvelé des plaintes que leur humiliation lui faisait oublier.

« M. Cadenol, chargé de la construction du pont d'Ucciani, a semé dans ce village la division, en parlant et en agissant contre la constitution; depuis quelque temps il cherchait à s'évader, comme il est constant par le passe-port qu'il vint nous demander; il avait en garde les papiers, matériaux, ferrements et autres ustensiles; il était donc sous plusieurs rapports important à la Piève que l'on s'assurât de sa personne; en conséquence les diverses municipalités de Celavo s'unirent pour nous présenter un mémoire à cet effet. Dans le même moment il se rendait coupable d'infraction réitérée au règlement de police: il obligea le corps municipal à lui infliger la prison.

« M. de Raquine, dont tout le monde connaît l'ineptie et contre qui, depuis 1778, la juridiction n'a cessé de se plaindre, jusqu'à proposer de lui abonner ses appointements pourvu qu'il se retirât; M. de Raquine, sans procès, sans interrogatoire, sans sentence légale, par une fantaisie, seule explicable par son caractère, le mit en liberté; le corps municipal lui fit représenter

l'inconséquence de sa démarche et prit des renseignements sur les motifs qui l'avaient porté à une détermination si erronée; mais M. de Raquine répondit au député, en lui fermant la porte au nez. Tout ceci, répandu dans le public, accrut le mécontentement tant de fois manifesté contre ce magistrat; l'on courut aux armes, persuadé qu'il n'y avait plus d'autre alternative, ou de soutenir avec vigueur, et par tous les moyens, l'honneur et le respect dû aux représentants du peuple, ou de les voir avilis par toute espèce d'outrage.

« M. de Lajaille, major d'artillerie en résidence, était accusé de propos révoltants auxquels sa conduite, pendant qu'on transférait les prisonniers, ne donna que trop de créance : nous eûmes bien de la peine à empêcher qu'on ne se portât contre lui aux dernières extrémités.

« Quant à M. Souiris, trop intéressé à la conservation de l'ancienne administration, puisqu'il réunissait neuf emplois sur sa tête, il avait été, dès le mois d'août, l'objet des réclamations du peuple; on l'accusait alors d'avoir coopéré à la perte du livre rouge, et il paraît que ses justifications n'ont pas fait dans le public l'impression qu'il en attendait: quelques retards dans la promul-

gation du décret sur la gabelle du sel ont achevé d'indigner les esprits.

« Ce décret, enregistré à Bastia le 3 mai, ne l'était pas encore ici le 20 juin. Sachant qu'ailleurs l'on vendait publiquement le sel, on permit aux négociants d'en aller chercher, leur assurant la vente libre; ce que ayant vu, les administrateurs affichèrent précipitamment cet édit sans en donner avis au corps municipal. Comme il n'avait été affiché que le mardi; l'on se disait : « Est-il possible que ce décret ait été six semaines à parvenir de Bastia à Ajaccio? » Dans la supposition la plus favorable, il ne pouvait être arrivé que par la poste du samedi, et il n'a été affiché que le mardi, tandis que le lundi est un des jours de la semaine où la vente de cette denrée est la plus considérable; c'est en raisonnant de cette manière que le public accusait M. Souiris de concussion.

« Le peuple satisfait, tout le monde rentra chez lui et l'ordre succéda rapidement. Pendant toute la durée de cette affaire, M. de la Férandière nous sollicita de publier la loi martiale, sollicitation à laquelle nous étions bien loin d'adhérer.

« M. de la Férandière, qui sans doute croyait être

au temps où dans notre infortuné pays la puissance militaire faisait trembler sous le poids de son autorité, la nuit du vendredi assembla un conseil de guerre, où l'on proposa d'arracher par la force les prisonniers mis sous la sauve-garde de la municipalité; l'on tenta tous les moyens pour entraîner la troupe dans une coupable rébellion; mais le patriotisme éclairé des sous-officiers garantit et la ville et la garnison des malheurs qui eussent succédé à une démarche irrégulière. Un jeune sergent, qui s'est principalement distingué par son zèle à soutenir les décrets de l'Assemblée nationale dans ce conseil de guerre, a mérité notre reconnaissance. Vous verrez, chers compatriotes, avec indignation, se tenir des conseils de guerre où l'on discute sur notre sort; ils ne peuvent être autrement dénommés que d'infâmes complots contre la loi, que de principes d'une rébellion dangereuse dans ses conséquences.

« Dans ce nouvel état de choses, il n'était plus possible que MM. de Raquine et de Lajaille restassent parmi nous : le premier, outre ses méfaits, est absolument dépourvu de capacité; nous l'avons engagé à s'en aller. La même résolution aurait été prise pour M. de Lajaille, mais nous crûmes devoir céder à MM. les of-

ficiers et sous-officiers de la garnison, qui vinrent nous solliciter de le livrer à leur garde : l'orateur, qui était le même sergent qui avait su si bien défendre nos droits, n'influa pas peu sur notre décision ; cependant, craignant que le peuple ne fût mécontent et ne trouvât déplacée une indulgence, dont il ne voyait pas le motif, le corps municipal s'assembla, et acquiesça, quoique avec peine, aux résolutions prises.

« Quant à M. Cadenol, nous avons convoqué les municipalités de la Piève de Celavo pour entendre leur résolution et leurs griefs.

« M. Souiris a d'abord été transféré à la citadelle : depuis, faisant observer au peuple que les griefs dont il était accusé étaient de nature à pouvoir se poursuivre tranquillement, lors du rétablissement de l'ordre et de l'organisation du département, nous l'avons rendu à sa famille.

« Tel est, compatriotes, l'exposé que nous avions à mettre sous vos yeux. C'est dans ces moments où des hommes orgueilleux et vendus à la tyrannie s'efforcent d'obscurcir la vérité et d'accréditer des rumeurs qui favorisent leurs projets criminels, qu'il est du devoir des citoyens de les dissiper : que leurs intrigues, que

leurs mensonges tournent à leur détriment : que la nation réunie leur fasse connaître leur faiblesse. Hélas! serons-nous joués par quelques ambitieux, par quelques hommes corrompus? Leur masque imposteur vous tromperait-il?

« Les cendres des patriotes sont quelquefois profanées; des familles qui se sont illustrées par de grands sacrifices sont tout d'un coup déshonorées par les indignes actions d'un fils, d'un frère, d'un neveu : c'est alors que ces grands hommes demandent à la patrie, au nom de leur vertu, de les venger de ces indignes descendants; c'est le plus doux encens qu'on puisse brûler sur leur tombe.

« Chers compatriotes, permettez, dans l'effusion de notre cœur, une réflexion dont nous sommes pénétrés : jetez un coup d'œil sur notre infortuné pays; hélas! nu, dépouillé, dépeuplé, arrosé du sang de ses martyrs, nous le voyons jonché des hommes qui, dans leur exaltation, sacrifièrent tout à l'acquisition de la liberté. Jetez un coup d'œil sur nos annales, vous y verrez perpétuellement un peuple luttant avec enthousiasme contre les efforts étrangers, être toujours vaincu par sa désunion, trahi par ses fils : nous trouverons-nous donc

encore dans la même position ? Nous, que l'on appelle les précurseurs de la liberté, nous laisserons-nous impunément trahir par ceux qui vivent au milieu de nous, par ces âmes basses, qui furent les premières à se jeter dans les bras des Français, lorsque cette illustre nation ne pouvait au plus que nous offrir un bout de la chaîne où elle était violentée ? par ces âmes basses, qui ont prospéré dans l'avilissement universel et qui aujourd'hui détestent une Constitution, qui nous rend à nous, nous permet de vivre sans rougir, nous restitue enfin cet homme créé pour la consolation commune ?.... Non, non ; qu'ils tremblent : le moment où leur complot sera dévoilé s'avance ; que leur châtiment cimente la régénération de notre infortunée patrie.

« Signés, conforme à l'original : TAVERA.

BUONAPARTE.

GUITERA.

SEBASTIANO COLONNA.

ROBAGLIA.

FRASSETO.

CONTI.

MEURON.

LEVIE, MAIRE.

RECCO, Procureur de la commune. »

Paoli débarqua à Maginajo le 14 juillet 1790, jour de l'anniversaire de la prise de la Bastille. Cette circonstance ajouta à l'enthousiasme général. On considéra comme un beau présage le retour du martyr de la liberté sur le sol sacré de la Corse, après vingt ans d'exil, dans un jour qui avait vu tomber le premier rempart du despotisme.

Bastia le reçut avec les démonstrations d'une joie exaltée, mais respectueuse. Les habitants de l'intérieur accouraient en foule pour revoir le sauveur de la patrie. Il était obligé de se montrer souvent pour satisfaire aux désirs empressés de ses anciens compagnons d'armes. Il recevait des adresses patriotiques de tous les points de l'île. Ajaccio ne pouvait pas manquer de lui adresser l'expression de ses sentiments. Napoléon fut chargé de cette adresse, qui fut digne de lui et du héros qui en était l'objet.

Cependant les tendances assez nettement dessinées de l'assemblée constituante; les décrets qu'elle avait portés contre les priviléges de toutes sortes, et surtout ceux qui abolissaient les vœux religieux et mettaient les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, avaient jeté l'alarme dans tout le clergé du royaume.

Les prêtres de la Corse furent naturellement portés à partager les craintes communes. Mais tous n'acceptèrent pas l'épreuve avec résignation.

Les frères Bonaparte ne négligeaient rien de ce qui pouvait tranquilliser les consciences alarmées. Ils étaient connus pour partisans de la révolution et ne s'en cachaient pas. Leur éducation toute libérale, leurs moyens personnels, leur séjour en France, leurs traditions de famille, tout, en un mot, avait contribué à leur faire embrasser avec enthousiasme ces idées d'affranchissement et de régénération qui rémuaient alors si puissamment les esprits; tout leur donnait la volonté et le courage pour les soutenir et pour les propager.

Vers la fin du mois de juillet, Napoléon et Joseph se promenaient un jour sur la place d'*Olmo*. Un prêtre du nom de Recco conçoit le projet de les intimider. Il rassemble plusieurs personnes de la lie du peuple, les harangue, les électrise, les somme, au nom du ciel, de la religion, de le suivre « contre les apostats de la foi chrétienne. »

Ces sortes de gens, ordinairement peu inquiets de l'intérieur de leurs consciences, mais excessivement jaloux de leur religion, cèdent aveuglément à l'impul-

sion qu'ils reçoivent. L'abbé Recco est bientôt environné, suivi par une foule nombreuse qu'il excite à venger, dit-il, l'Église offensée.

On aperçoit de loin ce cortége effrayant que la curiosité, la surprise augmentent à chaque instant. On se regarde, on s'interroge mutuellement, on cherche à en deviner la cause, lorsque l'abbé Recco, à la tête de cette multitude en délire, arrive sur la place en criant : « Mort aux jacobins ! » Il se dirige vers les frères Bonaparte et leur adresse en même temps des paroles véhémentes.

Surpris à l'improviste, les frères Bonaparte sentirent tout le danger de leur position ; néanmoins, sans se déconcerter, ils repoussèrent avec mépris les apostrophes de l'abbé Recco.

Conti et Po, qui se trouvaient à quelques pas de là, se jetèrent au milieu de la foule, pour l'engager à ne commettre aucune violence. Jean-Jérôme Levie accourut sur les lieux, se plaça entre la foule et les frères Bonaparte, reprochant à l'abbé Recco d'avoir égaré le peuple et réprimandant tous ceux qui le suivaient. Son influence, le respect qu'on lui portait, l'estime qu'on avait pour les deux frères, leur contenance fière et

assurée, les exhortations adroites de Conti et de Pò, firent échouer le plan de l'abbé Recco. La foule s'écoula dans tous les sens.

Au milieu de ce mouvement, un certain Trentacoste se plaça au devant de Joseph, un pistolet à la main, et menaça de mort quiconque se permettrait la moindre voie de fait contre les frères Bonaparte. Cette menace dans la bouche d'un homme, qui avait déjà une triste célébrité, qui, d'ailleurs, en pareil cas, ne manquait jamais à sa parole, ne contribua pas peu à dissiper l'émeute. Les frères Bonaparte lui en tinrent compte plus tard. Ils le firent nommer inspecteur des eaux et forêts, au grand étonnement de tous ceux qui ignoraient ce fait. Quelqu'un en ayant un jour témoigné sa surprise à Joseph, celui-ci répondit « que la reconnaissance est une vertu qui oublie les mauvaises qualités, pour ne tenir compte que des bonnes. »

Le lendemain Napoléon, armé de son sabre, voulut se promener tout seul en long et en large dans la ville. On lui fit observer que cela était inprudent, on offrit de l'accompagner. « Il est des circonstances, dit-il, dans lesquelles la plus grande de toutes les imprudences, c'est de paraître avoir peur, lorsque surtout on ne

craint rien. » Le soir il alla jusqu'à la chapelle des grecs ne voulant être accompagné de personne.

Bientôt une nouvelle assemblée fut convoquée à Orezza. Joseph et l'abbé Fesch s'y rendirent en leur qualité d'électeurs ; Napoléon les accompagna pour voir son héros et l'intérieur de l'île.

Paoli était alors à Rostino ; il les reçut avec cette même bienveillance qu'il avait témoignée autrefois à Charles. Les grands hommes ne tardent guère à se connaître et à s'entendre. Napoléon trouva que Paoli soutenait bien la haute renommée qu'il s'était acquise ; Paoli démêla dans le jeune Napoléon, dès le premier entretien, quelque chose d'extraordinaire. Il le combla d'attentions et lui donna une lettre pour un patriote de Pastoreccia d'Orezza (1).

Porteur d'une lettre de Paoli, Napoléon et les siens ne pouvaient manquer d'être bien reçus. Ils furent cordialement accueillis, fêtés par leur hôte, qui était un homme simple, sincère, possédant toutes les vertus hospitalières qui sont naturelles aux Corses.

Paoli, ayant été proclamé à l'unanimité président de

(1) Selon les uns, Serpentini ; Campana, selon les autres.

l'Assemblée, ne put se dispenser d'y assister. On alla le chercher à Rostino ; on le conduisit en triomphe à la salle des séances. Ce fut alors qu'on vit les orateurs se disputer l'honneur de la tribune. La présence de leur général ranimait le courage des vieux patriotes ; elle échauffait l'imagination des jeunes gens.

Napoléon était admis aux réunions préparatoires ; il harangua deux fois les électeurs. Mais étant peu versé dans la langue italienne et n'ayant pas encore assez d'habitude pour parler en public, ses premiers débuts ne furent pas brillants. Il s'en aperçut : il réclama l'indulgence de ses auditeurs. Son extrême jeunesse et son embarras disposèrent promptement en sa faveur. Il ne tarda pas à se relever : son style devint plus facile et prit en même temps la teinte de son caractère ; sa diction fut plus noble et plus pure ; sa physionomie s'éclaira et ses mouvements oratoires devinrent plus éloquents. L'auditoire, qui, au commencement, avait à peine accordé son indulgence, finit par être séduit et entraîné autant par le coloris des images que par la justesse des raisonnements. Des applaudissements prolongés marquèrent la satisfaction générale; tout le monde s'empressa de le complimenter. Pozzo-di-Borgo, fort jeune

lui aussi, mais accoutumé au barreau, plus versé dans la langue italienne, fut le seul qui pût se flatter d'avoir aussi bien parlé que Napoléon. Ces deux jeunes hommes, dont les talents devaient successivement contribuer à changer la face de l'Europe, se disputaient alors les honneurs de la tribune.

Lorsque, pour la seconde fois, Napoléon demanda la parole, il fut accueilli par de flatteuses acclamations. Il répondit parfaitement à l'idée qu'on s'était formée de lui. L'assemblée aurait désiré le voir parmi les concurrents aux emplois civils; mais sa carrière militaire, plus conforme à ses penchants, lui souriait davantage. Il remercia ceux qui lui en parlèrent et les engagea à lui témoigner leur bienveillance dans la personne de son frère qui désirait être nommé président du district d'Ajaccio. Pendant la session tenue par l'assemblée, Napoléon courait les villages des alentours; il dépensait considérablement, car l'argent n'était point son idole. L'orphelin, le fils, la veuve d'un patriote, le vieillard, qui avait combattu pour la cause de la liberté, avaient part à ses largesses comme à ses affections. Il aimait à voir les jeunes gens tirer à la cible et s'accoutumer ainsi au maniement des armes dont l'exercice

était presque perdue pour les Corses. Il ouvrait sa bourse, à celui qui ajustait le mieux. Joseph ayant été nommé président du district d'Ajaccio et l'assemblée étant dissoute, on alla prendre congé de Paoli qui leur dit à chacun des choses fort obligeantes. Lorsqu'ils se furent retirés, il s'écria : « Ce jeune homme (Napoléon) fera du chemin : il ne lui manque que l'occasion pour être un homme de Plutarque. »

Quelques jours après, Paoli ayant eu occasion de voir celui qui avait logé Napoléon, lui dit : « Je t'ai « donné bien de l'embarras, cette fois-ci. — Non, Ex- « cellence (1), vous ne me gênerez jamais, quand vous « m'offrirez l'occasion de vous témoigner l'estime, l'at- « tachement que j'ai pour votre personne. Cependant je « dois vous dire, ajouta l'hôte, que le jeune Bonaparte « m'a causé plus de soucis, plus de gêne que son « frère et son oncle. Il a couru les montagnes, les vil- « lages, les vallons... Je pense qu'il a arpenté toute la « Piève (canton). Il a failli faire renchérir le papier à

(1) Titre que les vieux patriotes donnaient à Paoli et que l'habitude a donné ensuite aux généraux qui ont eu le commandement de l'île.

« Orezza : il en a tant griffonné, tant brûlé, tant dé-
« chiré qu'on aura peine, je crois, à en trouver au-
« jourd'hui. En peu de jours, il a métamorphosé nos
« jeunes gens. On ne parle plus que de liberté et de
« patriotisme... Ils sont tous des savants ! Ce jeune
« homme a beaucoup de talent, trop de science, mais...
« —Achève?—Les savants sont ordinairement fous. »
— Paoli se prit à rire. — « Mon ami, tu as mal jugé
« ton homme. — Je ne veux pas dire, Excellence, qu'il
« soit un fou... — Oh ! plût à Dieu, continua Paoli,
« que la Corse comptât beaucoup d'enfants comme le
« jeune Bonaparte ! Nous serions bientôt les maîtres
« du monde. — Puis, se tournant vers ceux qui l'en-
« touraient. — Je ne sais pas ce qui agit sur mon esprit,
« mais j'ai un pressentiment que ce jeune homme
« fera parler de lui. »

Un club fut bientôt organisé à Ajaccio ; il prit le nom de Club Patriotique. La révolution eut alors dans l'île un centre et un foyer. On s'assemblait, on discutait, on jugeait ; on s'encourageait mutuellement, bien souvent sans se comprendre. L'enthousiasme de la liberté gagnait les esprits plus ou moins ; la nouveauté plaisait à tous.

L'opinion publique se formait; elle partait du club patriotique. Le blâme, la louange, la crainte, l'assurance en partaient également. Du sein de ce club, on intimidait la faction aristocratique et on maîtrisait le parti national : on se servait de ce parti comme de point d'appui contre le pouvoir, de levier pour remuer les masses.

Napoléon en était l'âme, l'orateur né. Lorsqu'il n'y assistait pas, la séance était froide. Si l'on proposait ou si l'on discutait une question difficile, tous les regards cherchaient dans la salle celui qui, d'un seul mot, levait les doutes, fixait les incertitudes, aplanissait tous les obstacles. Sa présence animait et rassurait les esprits, parce qu'elle garantissait les bonnes résolutions, et que l'on savait qu'un patriotisme ardent et éclairé dictait ses paroles.

Le comte Buttafuoco, député de la noblesse, était un de ceux qui se dépouillait à regret des immunités attachés à son ordre.

Il se récriait contre la faction démocratique, il s'agitait, se débattait dans tous les sens pour empêcher la révolution de pénétrer dans l'île. Il se répandait en invectives contre les idées nouvelles. Il aurait voulu ca-

cher à ses compatriotes la lumière qui envahissait l'Europe (1).

Les Corses aimaient naturellement les rois de France, parce qu'ils en avaient reçu des bienfaits ; mais accoutumés à l'égalité, ils étaient choqués des priviléges. Buttafuoco, qui aurait voulu les soutenir, devait nécessairement encourir leur mécontentement.

Le souvenir de sa mission à Versailles en 1767 et 1768, et celui des marchés honteux qu'on lui avait imputés dans le temps, achevèrent de soulever l'opinion contre lui.

Il fut brûlé en effigie dans presque tous les villages de l'île. A Ajaccio surtout, la manifestation eut lieu avec un appareil lugubre et imposant.

Napoléon, dont les instincts libéraux étaient alors surexcités jusqu'à cet enthousiasme que ni les fatigues, ni les dangers ne sont capables de rebuter, éleva une voix courageuse contre ce député qu'il croyait déloyal.

(1) Peut-être le faisait-il de bonne foi, dans des intentions louables ; peut-être a-t-on eu tort de le soupçonner.

On doit à la vérité d'ajouter que le comte Buttafuoco avait d'excellentes qualités.

Le lecteur ne sera peut-être pas fâché de trouver ici la lettre qu'il lui adressa et dont l'impression fut votée par le club Patriotique.

LETTRE

De M. Buonaparte *à M.* Matteo Buttafuoco, *député de la Corse à l'Assemblée nationale.*

Monsieur,

« Depuis Bonifacio jusqu'au Cap Corse, depuis Ajaccio jusqu'à Bastia, ce n'est qu'un chorus d'imprécations contre vous. Vos amis se cachent, vos parents vous désavouent, et le sage lui-même, qui ne se laisse jamais maîtriser par l'opinion populaire, est entraîné cette fois par l'effervescence générale.

« Qu'avez-vous donc fait? Quels sont donc les délits qui peuvent justifier une indignation si universelle, un abandon si complet? C'est, Monsieur, ce que je vais rechercher, en m'éclairant de vos lumières.

« L'histoire de votre vie, depuis au moins que vous vous êtes lancé sur le théâtre des affaires, est connue.

Les principaux traits en sont tracés ici en caractères de sang. Cependant, il est des détails plus ignorés; je pourrais alors me tromper, mais je compte sur votre indulgence et sur vos renseignements.

« Entré au service de France, vous revintes voir vos parents : vous trouvâtes les tyrans abattus, le gouvernement national établi, et les Corses, maîtrisés par les grands sentiments, concourant à l'envi, par des sacrifices journaliers, à la prospérité de la chose publique. Vous ne vous laissâtes pas séduire par la fermentation générale : loin de là, vous ne vîtes qu'avec pitié ce bavardage de patrie, de liberté, d'indépendance, de constitution, dont on avait boursouflé jusqu'à nos derniers paysans. Une profonde méditation vous avait dès lors appris à apprécier ces sentiments factices qui ne se soutiennent qu'au détriment commun. Dans le fait, le paysan doit travailler et non pas faire le héros, si l'on veut qu'il ne meure pas de faim, qu'il élève sa famille, qu'il respecte l'autorité. Quant aux personnes appelées par leur rang et leur fortune au commandement, il n'est pas possible qu'elles soient longtemps assez dupes pour sacrifier à une chimère leurs commodités, leur considération et qu'elles s'abaissent à courti-

ser un savetier, pour faire les Brutus. Cependant, comme il entrait dans vos projets de captiver M. Paoli, vous dûtes dissimuler. M. Paoli était le centre de tous les mouvements du corps politique; nous ne lui refuserons pas du talent, même un certain génie : il avait en peu de temps mis les affaires de l'île sur un bon pied; il avait fondé une université où, la première fois peut-être depuis la création, l'on enseignait dans nos montagnes les sciences utiles au développement de notre raison ; il avait établi une fonderie, des moulins à poudre, des fortifications, qui augmentaient les moyens de défense ; il avait ouvert des ports qui, encourageant le commerce, perfectionnaient l'agriculture; il avait créé une marine qui protégeait nos communications, en nuisant extrêmement aux ennemis. Tous ces établissements dans leur naissance n'étaient que le présage de ce qu'il eût fait un jour. L'union, la paix, la liberté étaient les avant-coureurs de la prospérité nationale, si toutefois un gouvernement mal organisé, fondé sur de fausses bases, n'eût été un présage encore plus certain des malheurs, où la nation serait tombée.

« Le rêve de Paoli était de faire le Solon; mais il

avait mal copié son modèle. Il avait tout mis entre les mains du peuple ou de ses représentants, de sorte que l'on ne pouvait exister qu'en lui plaisant. Étrange erreur, qui soumet à un brutal, à un mercenaire, l'homme qui, par son éducation, l'illustration de sa naissance, sa fortune, est seul fait pour gouverner. A la longue, un bouleversement de raison si palpable ne peut manquer d'entraîner la ruine et la dissolution du corps politique, après l'avoir tourmenté par tous les genres de maux.

« Vous réussîtes à souhait. M. Paoli, sans cesse entouré d'enthousiastes ou de têtes exaltées, ne s'imagina pas que l'on pût avoir une autre passion que le fanatisme de la liberté et de l'indépendance. Vous trouvant de certaines connaissances de la France, il ne daigna pas observer, de plus près que vos paroles, les principes de votre morale. Il vous fit nommer pour traiter à Versailles de l'accommodement qui s'entamait sous la médiation de ce cabinet. M. de Choiseul vous vit et vous connut. Les âmes d'une certaine trempe sont d'abord appréciées. Bientôt, au lieu du représentant d'un peuple libre, vous vous transformâtes en commis d'un satrape; vous lui communiquâtes les instructions, les projets, les secrets du cabinet de Corté.

« Cette conduite, qu'ici l'on trouve basse et atroce, me paraît à moi toute simple ; mais c'est qu'en toute espèce d'affaires, il s'agit de s'entendre et de raisonner avec sang-froid.

« La prude juge la coquette et en est persiflée ; c'est en peu de mots votre histoire.

« L'homme à principes vous juge au pire, mais vous ne croyez pas à l'homme à principes. Le vulgaire, toujours séduit par de vertueux démagogues, ne peut être apprécié par vous, qui ne croyez pas à la vertu. Il n'est permis de vous condamner que par vos principes, comme un criminel par les lois ; mais ceux qui en connaissent le raffinement ne trouvent dans votre conduite rien que de très-simple : cela revient donc à ce que nous avons dit que, dans toute espèce d'affaires, il faut d'abord s'entendre , et puis raisonner avec calme. Vous avez d'ailleurs par-devers vous une sous-défense non moins victorieuse, car vous n'aspirez pas à la réputation de Caton ou de Catinat : il vous suffit d'être comme un certain monde ; et dans ce certain monde il est convenu que celui qui peut avoir de l'argent et qui n'en profite pas, est un nigaud ; car l'argent procure tous les plaisirs des sens, et les plaisirs des sens sont

les seuls estimables : or, M. de Choiseul, qui était très-libéral, ne vous permettait pas de lui résister, lorsque surtout votre ridicule patrie vous payait de vos services, selon sa plaisante coutume, par l'honneur de la servir.

« Le traité de Compiègne conclu, M. de Chauvelin et vingt-quatre bataillons débarquèrent sur nos rivages. M. de Choiseul, à qui la célérité de l'expédition importait grandement, avait des inquiétudes que dans ses épanchements il ne pouvait vous dissimuler. Vous lui suggérâtes de vous y envoyer avec quelques millions. Comme Philippe prenait les villes avec sa mule, vous lui promîtes de tout soumettre sans obstacles..... Aussitôt dit, aussitôt fait ; et vous voici repassant la mer, jetant le masque, l'or et le brevet à la main, entamant des négociations avec ceux que vous jugeâtes les plus faciles.

« N'imaginant pas qu'un Corse pût se préférer à la patrie, le Cabinet Corse vous avait chargé de ses intérêts. N'imaginant pas, de votre côté, qu'un homme pût ne pas préférer l'argent et soi à la patrie, vous vous vendîtes et espérâtes les acheter tous. Moraliste profond, vous saviez ce que le fanatisme de chacun valait,

quelques livres d'or de plus ou de moins nuançant à vos yeux la disparité des caractères.

« Vous vous trompâtes cependant : le faible fut bien ébranlé, mais fut épouvanté par l'horrible idée de déchirer le sein de la patrie. Il s'imagina voir le père, le frère, l'ami, qui périt en la défendant, soulever sa pierre sépulcrale, pour l'accabler de malédictions. Ces ridicules préjugés furent assez puissants pour vous arrêter dans votre course. Vous gémîtes d'avoir affaire à un peuple enfant ; mais, Monsieur, ce raffinement de sentiments n'est pas donné à la multitude ; aussi vit-elle dans la pauvreté et la misère, tandis que l'homme bien appris, pour peu que les circonstances le favorisent, sait bien vite s'élever. C'est à peu près la morale de votre histoire.

« En rendant compte des obstacles qui s'opposaient à la réalisation de vos promesses, vous vous proposâtes d'y faire venir le régiment Royal-Corse. Vous espériez que son exemple désabuserait nos trop bons et trop simples paysans, les accoutumerait à une chose où ils trouvaient tant de répugnance : vous fûtes encore trompé dans cette espérance. Les Rossi, Marengo et quelques autres fous, ne vont-ils pas enthousiasmer ce

régiment, au point que les officiers réunis protestent, par un acte authentique, de renvoyer leurs brevets plutôt que de violer leur serment ou des devoirs plus sacrés encore.

« Vous vous trouvâtes réduit à votre seul exemple. Sans vous déconcerter, à la tête de quelques amis et d'un détachement français, vous vous jetâtes dans Vescovato; mais le terrible Clément (1) vous en dénicha. Vous vous repliâtes sur Bastia avec vos compagnons d'aventure et leur famille. Cette petite affaire vous fit peu d'honneur : votre maison et celles de vos associés furent brûlées. En lieu de sûreté, vous vous moquâtes de ces efforts impuissants.

» L'on veut ici vous imputer à défi d'avoir voulu

(1) Clément Paoli, frère aîné du général Paoli, bon guerrier, excellent citoyen, vrai philosophe. Au commencement d'une action, il ne pouvait jamais se résoudre à se battre personnellement; il donnait ses ordres avec ce sang-froid qui caractérise le capitaine; mais, dès qu'il avait vu tomber quelqu'un des siens, il saisissait ses armes avec la convulsion d'un homme indigné, en faisait usage, en s'écriant : « Hommes injustes, pourquoi franchissez-vous les barrières de la na- « ture? Pourquoi faut-il que vous soyez les ennemis de la patrie? »

Austère dans ses mœurs, simple dans sa vie privée, il a toujours vécu retiré : ce n'était que dans les grands besoins qu'il venait aussi donner son avis, dont on s'écartait rarement.

armer Royal-Corse contre ses frères. L'on veut également entacher votre courage du peu de résistance de Vescovato. Ces accusations sont très-peu fondées; car la première est une conséquence immédiate, c'est un moyen d'exécution de vos projets, et, comme nous avons prouvé que votre conduite était toute simple, il s'ensuit que cette inculpation incidente est détruite. Quant au défaut de courage, je ne vois pas que l'action de Vescovato puisse le certifier; vous n'allâtes pas là pour faire sérieusement la guerre, mais pour encourager, par votre exemple, ceux qui vacillaient dans le parti opposé. Et puis, quel droit avait-on d'exiger que vous eussiez risqué le fruit de deux ans de bonne conduite, pour vous faire tuer comme un soldat; mais vous deviez être ému de voir votre maison et celles de vos amis en proie aux flammes. Bon Dieu ! quand sera-ce que les gens bornés cesseront de vouloir tout apprécier? Laissant brûler votre maison, vous mettiez M. de Choiseul dans la nécessité de vous indemniser. L'expérience a prouvé la justesse de vos calculs : on vous remit bien au delà de l'évaluation des pertes. Il est vrai que l'on se plaint que vous gardâtes tout pour vous, ne donnant qu'une bagatelle aux misérables que

vous aviez séduits. Pour prouver que vous l'avez dû faire, il ne s'agit que de savoir si vous l'avez pu faire avec sûreté : or, de pauvres gens, qui avaient si besoin de votre protection, n'étaient ni dans le cas de réclamer, ni même dans celui de connaître bien clairement le tort qu'on leur faisait : ils ne pouvaient pas faire les mécontents, et se révolter contre votre autorité : en horreur à leurs compatriotes, leur retour n'eût pas été plus sincère. Il est donc bien naturel qu'ayant ainsi trouvé quelques milliers d'écus, vous ne les ayez pas laissé échapper ; c'eût été une duperie.

« Les Français, battus malgré leur or, leurs brevets, la discipline de leurs nombreux bataillons, la légèreté de leurs escadrons, l'adresse de leurs artilleurs, défaits à la Penta, à Vescovato, à Loreto, à St-Nicolao, à Borgo, à Barbaggio, à Oletta, se retranchèrent excessivement découragés. L'hiver, le moment de leur repos, fut pour vous, Monsieur, celui du plus grand travail ; et, si vous ne pûtes triompher de l'obstination des préjugés profondément enracinés dans l'esprit du peuple, vous parvîntes à en séduire quelques chefs auxquels vous réussîtes, quoiqu'avec peine, à inculquer les bons sentiments, ce qui, joint aux trente bataillons qu'au printemps

suivant M. de Vaux conduisait avec lui, soumit la Corse au joug, obligea Paoli et les plus fanatiques à la retraite.

« Une partie des patriotes étaient morts en défendant leur indépendance, l'autre avait fui une terre proscrite, désormais hideux nid des tyrans; mais, un grand nombre n'avait dû ni mourir ni fuir : ils furent l'objet des persécutions. Des âmes que l'on n'avait pu corrompre étaient d'une autre trempe. L'on ne pouvait asseoir l'empire français que sur leur anéantissement absolu. Hélas! ce plan ne fut que trop ponctuellement exécuté. Les uns périrent victimes des crimes qu'on leur supposa; les autres, trahis par l'hospitalité, par la confiance, expièrent sur l'échafaud les soupirs, les larmes surprises à leur dissimulation. Entassés en grand nombre par Narbonne-Fridzelar dans la tour de Toulon, empoisonnés par de mauvais aliments, torturés par leurs chaînes, accablés des plus indignes traitements, ils ne vécurent quelque temps dans les étreintes de l'agonie que pour voir la mort s'avancer à pas lents... O Dieu, témoin de leur innocence, comment ne te rendis-tu pas leur vengeur!

« Dans ce désastre général, au milieu des cris et des gémissements de cet infortuné peuple, vous, cepen-

dant, commençâtes à jouir du fruit de vos peines. Honneurs, dignités, pensions, tout vous fut prodigué. Vos prospérités se seraient encore plus rapidement accrues, si la Dubarry, en culbutant M. de Choiseul, ne vous eût privé d'un protecteur, d'un appréciateur de vos services. Ce coup ne vous découragea pas; vous vous tournâtes du côté des bureaux; vous sentîtes seulement la nécessité d'être plus assidu. Ils en furent flattés, vos services étaient si notoires!... Tout vous fut accordé. Non content de l'étang de Biguglia, vous demandâtes une partie des terres de plusieurs communautés. Pourquoi les en vouliez-vous dépouiller, dit-on? Je demande, à mon tour, quels égards deviez-vous avoir pour une nation que vous saviez vous détester?

« Votre projet favori était de partager l'île entre dix barons. Comment! non content d'avoir aidé à forger les chaînes où votre patrie était retenue, vous vouliez encore l'assujettir à l'absurde régime féodal! mais je vous loue d'avoir fait aux Corses le plus de mal que vous pouviez; vous étiez dans un état de guerre avec eux, et, dans l'état de guerre, faire le mal pour son profit, est un axiome.

« Mais passons sur toutes ces misères-là; arrivons

au moment actuel, et finissons une lettre qui, par son épouvantable longueur, ne peut manquer de vous fatiguer.

« L'état des affaires de France présageait des événements extraordinaires : vous en craignîtes le contre-coup en Corse. Le même délire dont nous étions possédés avant la guerre, à votre grand scandale, commença à émouvoir cet aimable peuple. Vous en comprîtes les conséquences ; car, si les grands sentiments maîtrisaient l'opinion, vous ne deveniez plus qu'un traître au lieu d'un homme de bon sens, et pis encore, si les grands sentiments revenaient à agiter le sang de nos chauds compatriotes ; si jamais un gouvernement national s'ensuivait, que deveniez-vous ? Votre conscience alors commença à vous épouvanter. Inquiet, affligé, vous ne vous y abandonnâtes pas : vous résolûtes de jouer le tout pour le tout, mais vous le fîtes en homme de tête ; vous vous mariâtes pour accroître vos appuis. Un honnête homme, qui avait sur votre parole donné sa sœur à votre neveu, se trouva abusé. Votre neveu, dont vous aviez englouti le patrimoine pour accroître un héritage qui devait être le sien, s'est trouvé réduit à la misère avec une nombreuse famille.

« Vos affaires domestiques arrangées, vous jetâtes un coup d'œil sur le pays. Vous le vîtes fumant du sang de ses martyrs, jonché de victimes multipliées, n'inspirer à chaque pas que des idées de vengeance. Mais vous y vîtes le farouche militaire, l'impertinent robin, l'avide publicain, y régner sans contradiction, et le Corse, accablé sous ces triples chaînes, n'oser ni penser à ce qu'il fut, ni réfléchir sur ce qu'il pouvait être encore. Vous vous dîtes dans la joie de votre cœur : Les choses vont bien, il ne s'agit que de les maintenir, et aussitôt vous vous liguâtes avec le militaire, le robin et le publicain. Il ne fut plus question que de s'occuper à avoir des députés qui fussent animés de ces sentiments; car pour vous, vous ne pouviez pas soupçonner qu'une nation, votre ennemie, vous choisit pour la représenter. Mais vous dûtes changer d'opinion, lorsque les lettres de convocation, par une absurdité, peut-être faite à dessein, déterminèrent que le député de la noblesse serait nommé dans une assemblée composée seulement de vingt-deux personnes : il ne s'agissait que d'obtenir douze suffrages. Vos co-associés du conseil supérieur travaillèrent avec activité : menaces, promesses, caresses, argent, tout fut mis en jeu : vous réussîtes. Les

vôtres ne furent pas si heureux dans les communes : le premier président échoua, et deux hommes, exaltés dans leurs idées, l'un était fils, frère, neveu des plus zélés défenseurs de la cause commune ; l'autre avait vu Sionville et Narbonne, et, gémissant sur son impuissance, son esprit était plein des horreurs qu'il avait vu commettre. Ces deux hommes furent proclamés, et rencontrèrent le vœu de la nation dont ils devinrent l'espoir. Le dépit secret, la rage que votre nomination fit dévorer à tous, fait l'éloge de vos manœuvres et du crédit de votre ligue.

« Arrivé à Versailles, vous fûtes zélé royaliste : arrivé à Paris, vous dûtes voir avec un sensible chagrin que le gouvernement, que l'on voulait organiser sur tant de débris, était le même que celui que l'on avait noyé, chez nous, dans tant de sang.

« Les efforts des méchants furent impuissants ; la nouvelle constitution, admirée de l'Europe, est devenue la sollicitude de tout être pensant. Il ne vous resta plus qu'une ressource, ce fut de faire croire que cette constitution ne convenait pas à notre île, quand elle était exactement la même que celle qui opéra de si bons effets et qu'il fallut tant de sang pour nous arracher.

« Tous les délégués de l'ancienne administration, qui entraient naturellement dans votre cabale, vous servirent avec toute la chaleur de l'intérêt personnel. L'on dressa des mémoires où l'on prétendit prouver l'avantage dont était pour nous le gouvernement actuel, et où l'on établissait que tout changement contrarierait le vœu de la nation. Dans ce même temps, la ville d'Ajaccio eut vent de ce qui se tramait : elle leva le front, forma sa garde nationale, organisa son comité. Cet incident inattendu vous alarma. La fermentation se communiquait partout. Vous persuadâtes au ministre, sur qui vous aviez pris de l'ascendant pour les affaires de Corse, qu'il était urgent d'y envoyer votre beau-père, M. Gaffori, avec un commandement; et voici M. Gaffori, digne précurseur de M. Narbonne, qui prétend, à la tête de ses troupes, maintenir par la force la tyrannie que feu son père, de glorieuse mémoire, avait combattue et confondue par son génie. Des bévues sans nombre ne permirent pas de dissimuler la médiocrité des talents de votre beau-père : il n'avait que l'art de se faire des ennemis. L'on se ralliait de tous côtés contre lui. Dans ce pressant danger vous levâtes vos regards et vîtes Narbonne. Narbonne, mettant à profit un

moment de faveur, avait projeté de fixer dans une île, qu'il avait dévastée par des cruautés inouïes, le despotisme qui le rongeait. Vous vous concertâtes : le projet est arrêté, cinq mille hommes ont reçu les ordres ; les brevets, pour accroître d'un bataillon le régiment provincial, sont expédiés ; Narbonne est parti. Cette pauvre nation sans armes, sans courage, est livrée, sans espoir et sans ressources, aux mains de celui qui en fut le bourreau.

« O infortunés compatriotes ! de quelle trame odieuse alliez-vous être victimes ! Vous vous en seriez aperçu, lorsqu'il n'eût plus été temps. Quel moyen de résister, sans armes, à dix mille hommes ? Vous eussiez vous-mêmes signé l'acte de votre dégradation, l'espoir se serait enfui, l'espérance se serait éteinte, et des jours de malheur se seraient succédé sans interruption. La France libre vous eût regardés avec mépris ; l'Italie affligée, avec indignation ; et l'Europe, étonnée de ce degré sans exemple d'avilissement, eût effacé de ses annales les traits qui font honneur à votre vertu. Mais vos députés des communes pénétrèrent le projet et vous avertirent à temps. Un roi, qui ne désira jamais que le bonheur de ses peuples, éclairé par M. La Fayette, ce

constant ami de la liberté, sut dissiper les intrigues d'un ministre perfide, que la vengeance poussait toujours à vous nuire. Ajaccio montra de la résolution dans son adresse, où était peint avec tant d'énergie l'état misérable auquel vous avait réduits le plus oppressif des gouvernements. Bastia, engourdie jusqu'alors, se réveilla au bruit du danger et prit les armes avec cette résolution qui l'a toujours distinguée. Arena vint de Paris en Balagne, plein de ces sentiments qui portent à tout entreprendre, à ne craindre aucun danger. Les armes d'une main, les décrets de l'Assemblée nationale de l'autre, il fit pâlir les ennemis publics. Achille Murati, le conquérant de Caprara, qui porta la désolation jusques dans Gênes, à qui il ne manqua, pour être un Turenne, que des circonstances et un théâtre plus vaste, fit ressouvenir aux compagnons de sa gloire qu'il était temps d'en acquérir encore; que la patrie en danger avait besoin non d'intrigues, où il ne s'entendit jamais, mais du fer et du feu. Au bruit d'une secousse si générale, Gaffori rentra dans le néant d'où, mal à propos, l'intrigue l'avait fait sortir: il trembla dans la forteresse de Cortè. Narbonne, de Lyon, courut ensevelir dans Rome sa honte et ses projets infernaux. Peu de

jours après, la Corse est annexée à la France, Paoli rappelé, et, dans un instant, la perspective change et vous offre une carrière que vous n'eussiez jamais osé espérer.

« Pardonnez, Monsieur, pardonnez : j'ai pris la plume pour vous défendre; mais mon cœur s'est violemment révolté contre un système si suivi de trahison et de perfidie. Eh quoi ! fils de cette même patrie, ne sentîtes-vous jamais rien pour elle ? Et quoi ! votre cœur fut-il donc sans mouvement, à la vue des rochers, des arbres, des maisons, des sites, théâtres des jeux de votre enfance ! Arrivé au monde, elle vous porta sur son sein, elle vous nourrit de ses fruits. Arrivé à l'âge de raison, elle mit en vous son espoir, elle vous honora de sa confiance, elle vous dit : « Mon fils, vous voyez l'état « de misère où ma réduite l'injustice des hommes : « concentrée dans ma chaleur, je reprends des forces « qui me promettent un prompt et infaillible rétablis- « sement ; mais l'on me menace encore, volez, mon « fils, volez à Versailles, éclairez le grand roi, dissipez « ses soupçons ; demandez-lui son amitié. »

« Eh bien, un peu d'or vous fit trahir sa confiance, et bientôt, pour un peu d'or, l'on vous vit, le fer parricide à la main, entre-déchirer ses entrailles. Ah ! Monsieur,

je suis loin de vous désirer du mal; mais craignez..... il est des remords vengeurs. Vos compatriotes, à qui vous êtes en horreur, éclaireront la France. Les biens, les pensions, fruits de vos trahisons, vous seront ôtés. Dans la décrépitude de la vieillesse et de la misère, dans l'affreuse solitude du crime, vous vivrez assez longtemps pour être tourmenté par votre conscience. Le père vous montrera à son fils, le précepteur à son élève, en leur disant : « Jeunes gens, apprenez à respecter « la patrie, la vertu, la foi, l'humanité. »

« Et vous, de qui l'on prostitua la jeunesse, les grâces et l'innocence, votre cœur pur et chaste palpite donc sous une main criminelle? femme respectable et infortunée! . . . .

. . . .

Bientôt la cohue des honneurs, les lambris de l'opulence vont disparaître; le mépris des hommes vous accablera. Chercherez-vous dans le sein de celui qui en est l'auteur une consolation indispensable à votre âme douce et aimante? Chercherez-vous sur ses yeux des larmes

pour les mêler aux vôtres? Votre main défaillante placée sur son sein, cherchera-t-elle à se retracer l'agitation du vôtre? Hélas! si vous lui surprenez des larmes, ce seront celles du remords. Si son sein s'agite, ce sera des convulsions du méchant, qui meurt en abhorrant la nature, lui et la main qui le guide.

« O Lameth! ô Robespierre! ô Pétion! ô Volney! ô Mirabeau! ô Barnave! ô Bailly! ô La Fayette! voilà l'homme qui ose s'asseoir à côté de vous! Tout dégouttant du sang de ses frères, souillé par des crimes de toute espèce, il se présente avec confiance sous un habit de général, inique récompense de ses forfaits! Il ose se dire représentant de la nation, lui qui la vendit, et vous le souffrez! Il ose lever les yeux, prêter les oreilles à vos discours, et vous le souffrez! Si c'est la voix du peuple, il n'eut jamais que celle de douze nobles. Si c'est la voix du peuple, Ajaccio, Bastia et la plupart des cantons ont fait à son effigie ce qu'ils eussent voulu faire à sa personne.

« Mais vous, que l'erreur du moment, peut-être les abus de l'instant portent à vous opposer aux nouveaux changements, pourrez-vous souffrir un traître; celui

qui, sous l'extérieur froid d'un homme sensé, renferme, cache une avidité de valet? Je ne saurais l'imaginer. Vous serez les premiers à le chasser ignominieusement, dès que l'on vous aura instruits du tissu d'horreurs dont il a été l'artisan.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre très-humble
« et très-obéissant serviteur,

« Buonaparte.

« De mon cabinet de Milelli, le 23 janvier, l'an second. »

CHAPITRE IV.

Napoléon depuis février jusqu'au mois d'octobre 1791.

Napoléon part pour Valence. — Une de ses lettres. — Le général Bouillé. — Louis XVI. — L'Assemblée constituante. — Napoléon après la déclaration de Pilnitz. — Garde nationale soldée.

Après avoir écrit la lettre qu'on vient de lire, Napoléon quitta Ajaccio et se rendit de nouveau à Valence. Les partis, irrités par le froissement des intérêts et des ambitions, étaient plus que jamais acharnés les uns contre les autres. La révolution, après avoir ébranlé l'Europe, était à la vielle d'en être écrasée. La suppression des titres et des armoiries, la constitution civile du clergé, la code militaire avaient embrasé la France.

L'émigration se recrutait tous les jours; les nobles, les officiers et les partisans de l'ancien régime quittaient le royaume dans l'espoir d'y ramener les priviléges, et l'arbitraire. Ils allaient grossir les rangs des hordes qui méditaient l'envahissement de la patrie. Tel était l'égarement de leur haine, qu'elle les aveuglait sur la honte dont se couvre le citoyen qui livre sa nation à la merci de l'étranger.

Napoléon, dont le courage ne se démentait jamais, se récria hautement contre ceux de ses camarades qui chancelaient et paraissaient pencher pour l'émigration. Il soutenait que c'était lâcheté, trahison, folie même, que de quitter la France, lorsque l'Europe en armes se préparait à marcher contre elle. Son exemple, son langage et sa fermeté déconcertèrent les menées de ceux qui auraient voulu entraîner à la révolte le corps d'officiers qui se trouvait alors à Valence. Comme s'il eût eu le pressentiment que la révolution le couvrirait de gloire, il se mit, aussitôt arrivé, à voyager en Dauphiné, pour connaître l'esprit des paysans. Tout allait à souhait pour lui. La lettre qu'il écrivit pendant sa course ne sera pas déplacée ici. On la lira peut-être avec plaisir.

Serve, près St-Valery en Dauphiné, le 8 février.

« Je suis dans la cabane d'un pauvre, d'où je me plais à t'écrire après m'être longtemps entretenu avec ces bonnes gens... Il est 4 heures du soir, le temps est frais, quoique doux; je me suis amusé à marcher; la neige ne tombe pas, mais n'est pas loin... J'ai trouvé partout les paysans très-fermes sur leurs étriers — surtout en Dauphiné : ils sont tous disposés à périr pour le maintien de la constitution.

« J'ai vu à Valence un peuple résolu, des soldats patriotes et des officiers aristocrates ; exception cependant, puisque le président du club est un capitaine nommé Du Cerbeau. C'est un capitaine du régiment de Forez en résidence à Valence.

« Les femmes sont partout royalistes. Ce n'est pas étonnant; la liberté est une femme plus jolie qu'elles, qui les éclipse.

« Tous les curés du Dauphiné ont prêté le serment civique ; l'on se moque des cris des évêques.

« Il ne faut pas tant plaindre notre département; je

connais les personnes qui composent celui de Valence: elles ne valent pas les nôtres.

« Le club est ici composé de 200 personnes ; quand ils tiennent leurs sessions publiques ils s'assemblent dans une église, les femmes y vont alors.

« Ce qu'on appelle la bonne société est aux trois quarts aristocrate, c'est-à-dire qu'ils se couvrent du masque des partisans de la constitution anglaise.

« Il est vrai que Peretti a menacé Mirabeau d'un coup de couteau. Cela n'a pas fait honneur à la nation.

« Il faudrait que la société patriotique fît présent d'un habillement complet corse à Mirabeau, c'est-à-dire d'une barrette, veste, culotte et caleçon, cartouchière, stylet, pistolet et fusil ; cela ferait un bon effet.

« Dimanche prochain, le département de la Drôme nommera son évêque ; il est probable que ce sera un curé de Valence.

« Je n'entends, rien de nouveau, ainsi il faut que tout soit tranquille.

« La société patriotique de Valence a envoyé une députation pour tâcher de concilier Avignon avec Carpentras. Cette députation se joindra aux députa-

tions des sociétés de l'Escot, de Rouge, de Montélimart, etc., etc.

« Je vous embrasse, mon cher Fesch. La voiture passe, je vais la joindre, nous couchons à St. Valery.

« BUONAPARTE » (1).

On parla beaucoup à Valence de l'expédition du général Bouillé contre le régiment révolté à Nancy : on en disait du bien ou du mal, suivant le parti qu'on avait embrassé. Quant à Napoléon, il trouvait que ce général avait fait son devoir et mérité les félicitations de l'Assemblée. Il aimait la révolution, mais non pas la révolte.

La fuite et l'arrestation du roi produisirent dans les clubs, dans les sociétés, dans les réunions publiques ou

(1) Cette lettre conserve encore le cachet en cire rouge. L'empreinte n'a pas été bien prise, cependant on y remarque deux lions soutenant un écusson sur lequel on voit une raye ou zodiaque, une étoile surmontée d'une couronne. Il paraîtrait que le cachet contiendrait d'autres emblèmes, mais on ne peut pas les reconnaître ; il n'est pas plus grand qu'une pièce de dix sous. Ce sont évidemment les armes de la maison Bonaparte.

privées, des discussions orageuses. Les uns accusaient, condamnaient l'Assemblée; ils en auraient voulu la dissolution. Les autres demandaient, avec le *Patriote français*, la déchéance du roi. Napoléon évita, tant qu'il put, de prendre part à ces débats; mais, forcé un jour de s'expliquer, il dit « que le roi, poursuivi par une espèce de fatalité, marchait de faute en faute; que sa fuite était la plus grave comme la plus imprudente de toutes celles qu'il avait commises jusqu'alors; que néanmoins toute la responsabilité devait peser sur les conseillers perfides qui trahissaient la nation et le monarque, en les poussant tous les deux vers un gouffre de malheurs. A son avis, le parti le plus sage était celui qui avait été adopté par la majorité de l'Assemblée : il sauvait le trône et la France du fléau de la guerre civile. » La fameuse déclaration de Pilnitz jetait le gant à la révolution, en menaçant de l'étouffer. Napoléon ignorait que la lutte qui allait s'engager devait lui faire parcourir tous les extrêmes de la vie; il ne se doutait pas qu'il en serait le héros tout à la fois et la victime; néanmoins le sort des combats sourit à son âme avide de gloire. Il ne rêva plus que guerre et batailles. Son zèle égalait son enthousiasme et son patriotisme. Par-

tout, dans toutes les occasions, il ne cessait de se récrier contre les menaces et les rodomontades des puissances du Nord. « De quel droit, disait-il, se mêlait-on de nos affaires? Depuis quand la France se trouverait-elle sous la tutelle de l'étranger? Voulait-on la faire descendre au rang des puissances secondaires? Espérait-on la calomnier impunément? Prétendait-on lui faire oublier sa gloire et lui enlever le sentiment de ses forces et de ses droits! Notre siècle pouvait bien avoir ses Turenne, ses Condé. La France n'était point une nation déchue pour qu'on lui fît la loi; elle avait coutume de la dicter à l'Europe. On voulait la faire ressouvenir de sa puissance et de ses victoires. Malheur à ceux qui osaient la provoquer! Insensés! ne voyait-on pas que la révolution marcherait à pas de géants, à la conquête du monde; que l'attaque et la résistance multiplieraient ses forces, comme ses égarements! »

L'Assemblée constituante, dont le courage, la prévoyance et l'activité répondaient aux exigences de l'époque, ordonna une levée de cent mille hommes de garde nationale soldée, pour contribuer à la défense de la patrie. Ce fut alors que Napoléon entrevit pour la première fois qu'une grande carrière pouvait s'ouvrir

devant lui; il ne balança pas à s'y jeter; il devait la parcourir jusqu'au bout. Il crut à la possibilité d'obtenir un grade supérieur dans cette nouvelle organisation; il n'en fallut pas davantage pour qu'il se décidât à rentrer en Corse. Sa présence y était nécessaire pour l'accomplissement de ses desseins. Vers la fin d'août, il débarqua à Ajaccio.



CHAPITRE V.

Napoléon nommé commandant en second de la Garde nationale soldée.

Napoléon aspire à être chef de bataillon.—Cuneo.—Ornano.—Pozzo-di-Borgo.—Peretti.—Quenza.—Peraldi.—Napoléon à la tête d'un parti.—Une de ses réponses.—Napoléon appelle en duel Peraldi.—Dépenses de la famille Bonaparte. — Napoléon et sa mère.— Napoléon harangue ses partisans.— Projet du parti contraire. — Les commissaires. — Napoléon inquiet. — Il conseille un coup de main. — Bonelli.—Peraldi.— Les deux partis en présence. — Ouverture de l'Assemblée. — Le beau-frère de Pozzo-di-Borgo chassé de la tribune.— Quenza et Napoléon nommés commandants.— Admiration de Napoléon pour les grands hommes de l'antiquité. — César. — Alexandre.

On allait former deux bataillons en Corse. La manière dont ils devaient s'organiser éveilla l'ambition de tous ceux qui croyaient avoir quelque influence sur le peuple. Les soldats nommaient leurs chefs, idée heureuse dans une république de vrais citoyens, qui n'ont d'au-

tre guide que la vertu et la gloire nationale, mais source d'inconvénients et même de malheurs dans un gouvernement où le choc des intérêts particuliers en change constamment la forme et la tendance.

Tous ceux, à qui leur popularité ou leur fortune pouvait promettre une place dans ces bataillons, se mirent sur les rangs. Napoléon pouvait-il rester immobile dans ce mouvement presque général? Il n'était que lieutenant d'artillerie (1), ce qui ne l'empêcha pas de porter ses vues jusqu'à la place de chef de bataillon. Cependant il n'avait pas une grande fortune pour acheter les suffrages. Fort jeune encore, il devait craindre de ne pas inspirer assez de confiance. Tout autre que lui n'aurait osé porter son ambition au delà d'une place de capitaine et se serait estimé heureux de pouvoir l'obtenir. Des concurrents nombreux, riches, d'une influence reconnue, auraient découragé quiconque ne se sentait pas des forces et des moyens extraordinaires. Napoléon avait pour ainsi dire tout contre lui; mais son génie, sa volonté inébranlable, son étoile surtout devaient l'emporter.

(1) Il est positif que Napoléon était alors lieutenant; sa promotion datait, assure-t-on, du 1er avril de cette même année 1791.

C'était le commandement du bataillon d'Ajaccio que Napoléon ambitionnait. Mais Cuneo (Pietrino), Ornano (Lodovico) de sainte Marie, hommes riches, ayant beaucoup de relations, de crédit, se présentaient comme candidats pour la même place. Pozzo-di-Borgo (Mathieu) n'était pas moins à redouter ; il était lui aussi bien jeune, sans fortune, mais doué d'une âme ardente, possédant beaucoup de talent naturel. Son frère, alors membre du département (1), lui donnait une importance qui manquait aux autres.

Cependant celui des concurrents qui donnait le plus d'ombrage à Napoléon, c'était Peretti (Ugo) de Levie, alors capitaine de gendarmerie (2). Peretti joignait à une grande popularité une assez belle fortune, de plus la bienveillance de Paoli ; mais, content de son grade, il ne voulut pas courir les chances d'une élection. Quenza, son beau-frère, après une longue hésitation, fit cause commune avec Napoléon. Désirant lui-même obtenir le grade de commandant en premier ou celui

(1) Aujourd'hui ambassadeur de toutes les Russies à Paris (1827).

(2) Maintenant lieutenant-colonel en retraite, chevalier pensionné de l'ordre royal de Saint-Louis (1827).

de commandant en second du bataillon, il crut n'avoir d'autre parti à prendre et résolut de réussir ou de succomber avec lui.

Marius Peraldi, quoiqu'il ne fût pas sur les rangs, était néanmoins un de ceux qui devaient leur inspirer le plus de craintes, Candidat pour la prochaine députation à la Législative, il exerçait une influence des plus marquée. Il ne voulait pas de Quenza, moins encore de Bonaparte.

Il fallait donc monter la machine, s'emparer de tous les ressorts pour la faire agir au gré des circonstances. Napoléon ne songea plus qu'au grade de chef de bataillon dès qu'il eut arrêté dans son esprit de l'obtenir. Il devint d'un côté taciturne et pensif; de l'autre, plus aimable, plus caressant, plus familier avec tout le monde. Il se promenait plus souvent dans les rues, s'entretenait plus longtemps avec ceux qu'il rencontrait; il visitait ceux qu'il croyait pouvoir lui être utiles, les enchantait par ses manières nobles, loyales, par le feu et la vivacité de son caractère, par son patriotisme enfin, qu'il poussait jusqu'à l'enthousiasme

Il employait le jour à se captiver l'attachement de tous, la nuit à étudier ou à se concerter avec ses amis sur les mesures à prendre pour assurer le succès de

leurs desseins. Il dédaignait tout moyen, toute ressource pour peu qu'il y aperçût de la fraude, de la bassesse ou de la lâcheté. Il se laissait entraîner, au contraire, aux conseils hardis, généreux, même violents. Il s'écriait toujours « que l'honneur serait constamment son guide, qu'il se garderait bien de le souiller au début de sa carrière. »

Lorsque Napoléon se trouvait tout à fait seul, il se livrait à l'étude ou se promenait dans sa chambre, absorbé dans de profondes méditations. Le jour de l'arrivée du courrier de France, il était presqu'invisible : les journaux l'occupaient une bonne partie de la journée ; il passait le reste du temps à écrire des notes pour ou contre ce qui l'avait frappé le plus.

C'était une chose ordinaire au jeune Napoléon, que de commenter, le soir en société, les opinions politiques qu'il venait de lire pendant le jour. Il parlait, et surtout il jugeait en homme d'État. Personne n'était au courant comme lui des affaires du continent ; personne ne pouvait mieux les apprécier. Lorsqu'il prenait la parole, il entraînait tout le monde à son opinion, plus par la force de son intime conviction, que par ses mouvements oratoires. Ses idées cependant étaient nettes,

bien classées, sa parole était forte et vibrante ; son raisonnement juste marchait droit au but.

Toutes ces qualités ne tardèrent pas à faire oublier son extrême jeunesse, pour ne laisser apercevoir que son génie et son patriotisme. Son âme était pour ainsi dire un foyer, où son parti puisait tous les jours une nouvelle chaleur. Tout ce qui était extraordinaire, héroïque, faisait une profonde impression sur Napoléon. Ses discours, ses actions annonçaient l'homme indépendant et loyal. Fier avec ses adversaires, modeste, et presque sans amour-propre avec ses partisans, il répétait souvent : « Qu'autant valait ne rien faire, que de faire les choses à demi. » Son esprit se portait tout entier dans ce qu'il disait, comme dans ce qu'il faisait.

Un jour qu'il se promenait tout seul sur le cours (1), on lui fit observer qu'il se hasardait un peu trop; qu'étant le chef d'un parti, il ne devait rien aventurer. Il répondit, en portant la main sur son épée : « Si on m'attaque de front, je ne crains rien, » et il continua à se promener.

(1) Rue Royale, depuis 1815.

Peraldi s'efforçait de jeter du ridicule sur Napoléon, en plaisantant sur sa taille, sur son ambition, sur le peu de moyens qu'il avait pour réussir dans son entreprise. Il s'en moquait avec ses partisans. Napoléon n'ignorait pas les propos qu'il tenait sur son compte.

Jeune comme il était, à la tête d'un parti, il ne pouvait souffrir longtemps qu'on portât atteinte à sa réputation. Chaque fois qu'on lui parlait de Peraldi, il changeait de visage et finissait toujours par s'emporter. Il aurait voulu se venger; il l'aurait pu aisément; mais un sentiment d'honneur d'un côté, de mépris de l'autre, l'en empêchait. Aussi, dévorait-il en silence les propos outrageants qu'on lui rapportait. Un jour cependant, sa patience fut à bout. Il se jeta sur son épée, en jurant qu'il voulait à l'instant même obtenir réparation des injures qu'on lui prodiguait. Il fit dire à Peraldi de se trouver dans une heure, avec son second, à la chapelle des Grecs, pour vider leur querelle. Peraldi voulait accepter et aller sur-le-champ au rendez-vous; mais les conseils de ses parents, les prières de ses partisans, qui le conjuraient de ne pas les exposer tous dans sa personne, l'en détournèrent. Napoléon, après avoir vainement attendu jusqu'au soir, rentra en

ville, sinon tout à fait content, satisfait du moins d'avoir ainsi suffisamment humilié celui qui était son adversaire et son détracteur.

En moins de deux mois, le parti de Napoléon s'était tellement accru, qu'il menaçait d'absorber ses adversaires. Des défections journalières affaiblissaient les uns, pour fortifier l'autre.

La maison Bonaparte était ouverte à tous ceux de son parti, et sa table était toujours mise à leur intention. Le soir, on plaçait des matelas dans les salles, sur les escaliers, afin de pouvoir donner l'hospitalité de la nuit au plus grand nombre possible de partisans.

Rien ne coûtait à madame Bonaparte pour seconder les vues de son fils. Il n'y avait pas de sacrifice qu'elle ne s'imposât volontiers à cet effet. La confiance qu'elle avait en lui était déjà sans bornes.

Un mot de Napoléon était un ordre pour toute la famille Bonaparte. On ne discutait pas avec lui : il se fâchait des observations, s'emportait à la moindre résistance. Joseph même, qui était l'aîné, qui annonçait beaucoup de jugement dans les affaires, qui, président du district d'Ajaccio, était alors entouré d'une certaine considération ; Joseph enfin n'osait pas répli-

quer à son frère. A la vérité, ce frère avait toujours raison, car il voyait juste en tout. L'abbé Fesch était le seul qui, de temps à autre, se permît des observations. Il ne lui en revenait que des réponses respectueuses ; mais sèches. La seule personne avec laquelle le jeune Napoléon épanchait son cœur, avec laquelle il entrait en discussion, qu'il tâchait de convaincre, en lui faisant part de ses projets, de ses raisons; la seule personne qu'il écoutait paisiblement, qui pouvait le forcer à rendre compte de ses procédés parfois bizarres et d'une originalité extravagante en apparence, c'était sa mère. Il disait que c'était une femme qui pensait et raisonnait au mieux. « Ma mère pourrait gouverner un « royaume ; elle a l'esprit juste et ne se trompe jamais. « Son expérience et ses conseils me sont d'une grande « utilité. »

La dépense à laquelle se livrait alors la famille Bonaparte était énorme, comparativement à sa fortune. Madame Bonaparte s'en effraya et craignit de ne pouvoir faire face jusqu'au bout à la candidature trop onéreuse de Napoléon. « Je suis presque à bout de res« sources, lui dit-elle un jour tristement, et à moins de « vendre ou d'emprunter... » Le jeune officier fit un

geste. « Oh! ajouta sa mère noblement, ce n'est pas « la pauvreté que je crains, c'est la honte. »

« Ma mère, répondit Napoléon, touché comme il de- « vait l'être, ma mère, je vous en conjure, reprenez « courage et tâchez de me soutenir jusqu'à la fin. Il « faut marcher, nous sommes trop avancés pour recu- « ler. Dans dix jours, le bataillon sera organisé ; alors « mes gens ne vous seront plus à charge ; ils seront sol- « dés par le gouvernement. Si je réussis, comme j'en « ai l'espoir, notre fortune changera. Une fois officier « supérieur, mon chemin est fait. Une conflagration « générale va éclater en Europe ; une carrière brillante « se prépare pour ceux qui sauront hasarder à propos. « Le métier des armes va l'emporter sur tous les autres. « Je vous réponds que je saurai me frayer un chemin « à traver les erreurs d'une vieille routine. Je connais « tous ceux qui ont fait leurs études avec moi ; je puis « vous assurer qu'il n'y en a pas quatre qui soient ca- « pables de commander un régiment. J'espère qu'on « aura besoin de moi. Au reste, j'ai du cœur, je saurai « me rendre nécessaire. Les dangers, les fatigues ne « m'épouvantent pas. Si je ne rencontre à la guerre « une mort prématurée, j'y rencontrerai infaillible-

« ment la gloire et la fortune. Ma mère, faites ce que « vous pourrez ; surtout ne vous affligez pas ; votre « santé pourrait en souffrir. J'ai besoin de votre « constance comme de votre amour. »

Napoléon se retira tout ému, il passa dans son salon où on l'attendait. Le premier qu'il aborda, ce fut Ortoli de Tallano. « Eh bien ! avons-nous des nouvelles des « commissaires? — Oui, ils seront ici dans deux jours. « — Tant mieux, camarades, que chacun de nous fasse « son devoir ; le moment approche où notre union, no- « tre appui réciproque vont décider de notre sort. « Soyons fidèles à nos engagements; qu'on ne dise pas de « nous : Ils avaient des traitres parmi eux. Les bons pa- « triotes ne trahissent point. Quant à moi, vous me trou- « verez toujours prêt à vous seconder ; je tiendrai tout ce « que je vous ai promis : ma sollicitude, mon attachement « vous accompagneront partout. Nos destinées sont dé- « sormais les mêmes, liées à un même anneau ; nous « devons vaincre ou succomber ensemble. Mais, que « dis-je, succomber ! Nous devons vaincre ; nous vain- « crons ! soyons unis et la victoire est à nous. »

Cette courte harangue produisit son effet. Des applaudissements prolongés marquèrent l'exaltation des

esprits. Les promesses de fidélité, de dévouement réciproques furent renouvelées sous la foi de l'honneur et du serment. Chacun protestait de poignarder quiconque serait coupable de trahison; chacun voulait être le Caton, le Brutus de son parti. Bonaparte jouissait en lui-même du résultat qu'il avait produit, car il en prévoyait toutes les conséquences.

Le parti contraire n'était pas sans inquiétude; toutefois, il ne désespérait pas encore de l'emporter. Plusieurs chances de succès lui restaient. L'argent, les caresses, les menaces, étaient des armes dont il pouvait se servir. Mais la coopération surtout des commissaires, qui devaient organiser le bataillon, était celle sur laquelle il comptait le plus. C'était là que reposait l'ancre de salut.

On s'y était pris d'avance: Murati seulement alla mettre pied à terre chez Peraldi. Grimaldi alla tout droit chez Napoléon; Quenza, qui était le troisième, s'en alla chez Ramolino.

La manœuvre du parti contraire n'avait donc réussi qu'à demi; néanmoins, Napoléon sentait combien il importait de la déjouer tout entière. Il aurait voulu cependant que l'on devinât son projet, qu'on le mît à

exécution, sans qu'il eût besoin d'en prendre toute la responsabilité sur lui. Ses adhérents étaient certainement braves et décidés à tout entreprendre, même au risque de leur vie ; mais ils étaient peu capables de concevoir par eux-mêmes un projet aussi hardi, aussi difficile à exécuter. Son génie, ou pour mieux dire, son audace pouvait seule ne pas être effrayée à l'idée d'enlever de vive force Murati, en présence d'un parti nombreux, qui, par ses relations, son exaspération, était redoutable. Mais son étoile l'appelait à jouer un rôle fort extraordinaire sur la scène du monde ; ce premier pas ne devait être que l'avant-coureur des grands coups d'État qu'il devait frapper par la suite.

Les commissaires étaient arrivés le soir ; Bonaparte avait veillé toute la nuit. A peine le jour commençait à poindre qu'il se promenait dans la rue ; ses partisans ne tardèrent pas à le rejoindre, et l'accompagnèrent chez lui. Il avait l'air pensif, rêveur, la figure pâle. Tantôt il se promenait, tantôt il se jetait sur une chaise comme épuisé de fatigue, puis se relevait presqu'aussitôt, se promenait encore. L'inquiétude et la confiance, la crainte et l'espoir se peignaient tour à tour sur ses traits. Des mots entrecoupés lui échappaient comme mal-

gré lui; il interrogeait sans faire attention à la réponse; si on le questionnait, il ne répondait que par des monosyllabes, qui assez souvent prouvaient qu'il n'avait pas fait attention à la demande. Tout le monde enfin s'apercevait qu'il était fortement préoccupé, qu'il mûrissait un grand dessein; mais personne ne pouvait pénétrer sa pensée.

Trois heures de relevée étaient sonnées; les craintes, les inquiétudes de Napoléon s'étaient communiquées aux siens; sans songer encore à déserter, quelques-uns commençaient à regretter de n'avoir pas embrassé le parti contraire. L'approche de la nuit menaçait Napoléon d'une défection presque générale, et ses adhérents les plus dévoués prévoyaient qu'on aurait eu recours à tous les moyens pour l'obtenir. Il n'y avait donc pas un instant à perdre. Ce fut alors que Bonelli (1) de Bocognano, qui ne l'avait pas quitté de toute la journée, lui dit : « Depuis hier au soir, vous ne faites que « rêver; n'avez vous rien encore à nous commander? » Napoléon répartit, avec l'accent d'une indignation long-

(1) Connu sous le nom de Zampaglino, aujourd'hui chef de bataillon en retraite.

temps comprimée, mais d'une manière caressante et confidentielle : — « Ai-je besoin de vous donner des « ordres! Ne voyez-vous pas ce que l'on doit faire! » — « Non, expliquez-vous? — Il faut un coup de main. Il « faut enlever le commissaire de la maison Peraldi.— « Pour le conduire?—Quelqu'autre part... même chez « moi, si vous voulez. — Allez m'attendre, vous aurez « de ses nouvelles. »

Bonelli assemble les siens, leur fait part de ce qu'il va entreprendre. Il n'y en a pas un qui ne demande à partager avec lui les dangers d'une pareille entreprise. Chacun veut être le premier à enfoncer les portes de la maison Peraldi, quoique l'on soit presque certain d'y trouver la mort. Bonelli, en homme de tête, ne voulut avec lui que trois des plus braves; il ordonna aux autres de se glisser dans les maisons environnantes et de se tenir prêts à l'appuyer en cas de résistance. Tout fut fait en un clin d'œil.

On frappe à la porte de la maison Peraldi; un domestique ouvre pour dire que ses maîtres sont à table. Bonelli s'avance sans faire attention à la réponse, tandis que ses trois camarades se placent en échelon dans le corridor. Les convives, étonnés de la brusque appari-

tion de Bonelli, armé de pied en cap, se lèvent; celui-ci s'adresse au commissaire. « Monsieur, j'ai à vous parler « et il faut que vous me suiviez. — Où ? — Je vous le « dirai tout à l'heure. — Mais, Monsieur.... — Point « d'observations; voulez-vous des violences?—Oui, des « violences, précisément des violences, répartit madame « Peraldi outrée de colère , je ne souffrirai pas qu'on « vienne m'insulter chez moi... y pensez-vous !.. Sor- « tez ! » Ceux qui étaient dans le corridor, et jusque sur l'escalier, entrèrent : madame Peraldi fut écartée. Peraldi, Jean (1), voulait courir dans sa chambre pour prendre ses armes; mais Bonelli, le couchant en joue, lui cria :— « Si vous faites un pas, je vous tue. »

Pendant ce temps, le commissaire, objet de la dispute, était sorti; Bonelli le rejoignit dans la rue, le rassura, et l'emmena chez Bonaparte. Celui-ci l'accueillit avec beaucoup de politesse, se plaignit de ce qu'il ne l'avait pas honoré plus tôt de sa présence. « J'ai voulu, dit-il, « que vous fussiez à votre aise, libre, entièrement libre. « Vous ne l'étiez pas chez Peraldi. Ici, vous êtes chez

(1) Marius était parti pour Paris comme député à la Législative; son frère, Jean, le représentait en Corse.

« vous; personne ne vous parlera de l'objet de votre « mission. Vous pouvez, sans crainte, être juste et im- « partial. Si les protégés de Peraldi réunissent plus de « suffrages que moi, je ne me plaindrai ni d'eux, ni de « vous, mais seulement de ma mauvaise fortune. D'ail- « leurs vous êtes libre d'aller chez qui il vous plaira; « je ne prétends pas vous contraindre à demeurer chez « moi; vous y seriez trop mal pour que je veuille vous « y retenir malgré vous. » — Murati s'excusa en disant que n'ayant pas de relations dans la ville, il avait dû accepter l'hospitalité qu'on lui avait offerte (1); que du reste il était bien aise de se trouver chez Napoléon, qu'il n'en sortirait point pour aller dans une autre maison.

Cette audacieuse démarche impressionna fortement tout le monde, et inspira la frayeur aux uns, la confiance aux autres. On courait dans les rues, on s'assemblait sur les places, on engageait de vives discussions sur les mesures à prendre pour réparer la honte d'une pareille violence. Ceux-même qui n'avaient rien

(1) La ville d'Ajaccio n'avait même pas, à cette époque, une bonne auberge.

à faire dans les partis ne pouvaient pas endurer un affront fait, disaient-ils, à la ville plus qu'à la faction contraire. Cependant, les adhérents de Bonaparte s'étaient ralliés autour de sa maison; ils attendaient dans une attitude menaçante le signal de fondre sur la foule. Heureusement Peraldi vit tout le danger qu'il y aurait eu à vouloir reprendre par la force ce que la force lui avait enlevé. Il ne jugea pas à propos de s'engager dans un combat, où toutes les chances étaient contre lui, pour réparer un affront qu'il croyait devoir, à la longue, tourner contre ses adversaires. Puisqu'ils s'étaient si hautement compromis, il espérait pouvoir les écraser, les lois à la main, sous le poids de leur propre faute. Mais, il se trompa dans ses calculs; Napoléon, réduit à la nécessité de vaincre ou de paraître criminel, déploya une habileté extraordinaire, un sang-froid étonnant dans un jeune homme de son âge: il parvint à renverser tous les projets de ses ennemis et à faire triompher sa propre cause.

La nuit s'écoula dans des inquiétudes réciproques; chaque parti se tint sous les armes, comme si on eût été en présence de l'ennemi, à la veille d'une bataille. Le jour parut enfin, ce jour qui allait éclairer les pre-

miers pas de l'homme, dont les victoires et les infortunes devaient influer si puissamment sur la destinée des peuples.

Les commissaires firent annoncer que l'assemblée se tiendrait à Saint-François et que personne ne devait se présenter armé. On obéit de chaque côté. Les armes apparentes restèrent dans les maisons ; mais tous étaient pourvus d'armes cachées, de sorte qu'à la moindre irritation la mort pouvait partir de chaque bras, tout aussi bien que si l'on eût été armé de pied en cap.

Pozzo di-Borgo, Jérôme (1), recommanda aux siens la prudence et la modération : « Mes amis, dit-il, « nos adversaires ont fait une fausse démarche ; ils se « sont engagés dans une route qui les mène à une « perte certaine. N'allez pas, par quelque imprudence, « les tirer de l'abîme qu'ils se sont creusé à eux-mêmes. « Ne vous oubliez pas dans ce jour : modérez-vous « autant que possible ; souffrez tout : le moindre em- « portement de notre part pourrait être fort nuisible « à nos intérêts, en même temps qu'il serait d'un grand

(1) Ce Jérôme Pozzo-di-Borgo était le beau-frère de M. le comte Pozzo-di-Borgo, aujourd'hui ambassadeur de toutes les Russies (1827).

« secours à nos ennemis. Vous savez qu'ils ont enle-
« vé le commissaire; que, par cela seul, ils vont s'at-
« tirer l'animadversion du gouvernement. Ainsi, s'ils
« l'emportent, les opérations de l'assemblée seront
« pour le moins annulées ; s'ils ont le dessous, comme
« tout porte à le croire, ils seront infailliblement pour-
« suivis devant les tribunaux. Pour le moment, nous
« devons nous borner à protester contre la pression
« exercée sur l'assemblée, contre la violence faite au
« commissaire dans la journée d'hier... Enfin laissez-
« vous guider, je vous réponds du succès. »

En peu d'instants, ce discours fut répété par tous ses partisans : chacun ne songea plus qu'à se modérer, qu'à répondre à l'attente des chefs : on se berçait de l'espoir que, dans toutes les hypothèses, Bonaparte et les siens devaient échouer.

Les partis se présentent à l'église, la passion dans le cœur; mais la confiance sur les visages, les uns prêts à tout faire pour remporter la victoire, les autres décidés à tout endurer pour empêcher un éclat, qui pouvait amener des conséquences fâcheuses et compromettre leur cause. Un morne silence régna d'abord dans l'assemblée, comme si on eût dû assister à une céré-

monie religieuse. Pozzo-di-Borgo (Mathieu) profita de ce moment pour monter à la tribune, afin de protester contre la violence faite au commissaire, contre la nullité des opérations de l'assemblée. Aussitôt un chuchotement se fait entendre et presque en même temps un trépignement improbateur. Pozzo-di-Borgo continuait de rester à la tribune, dans l'espoir que le calme se rétablirait, qu'il pourrait remplir la mission dont il avait été chargé par son parti, lorsqu'une forte explosion de voix : *A bas l'orateur*, lui annonça l'impossibilité de se faire entendre. Cependant il gardait encore la place, s'efforçant d'une voix forte et assurée de réclamer un moment de silence. Peut-être serait-il venu à bout de se faire écouter, s'il n'avait pas été saisi par les jambes et traîné jusqu'au bas de la tribune. En vain cria-t-il aux armes, en vain demanda-t-il du secours ; ses partisans, sourds à ses cris, restèrent muets et spectateurs indifférents d'une scène aussi scandaleuse qu'effrayante. Napoléon seulement, ainsi que les gens modérés de chaque parti, et surtout le capitaine Casanova, Quilicus de Sartène, homme de bien et de cœur, indignés de cette violence, s'empressèrent de l'entourer, de lui faire un rempart de leur corps. Usant de leur influence,

à force de raisons et de menaces, ils parvinrent enfin à l'arracher d'entre les mains de ceux qui l'avaient saisi et à le mettre à l'abri de toute attaque ultérieure. C'est à eux seuls qu'il dut son salut.

D'après ce qu'on vient de voir, le résultat des opérations de l'assemblée ne peut désormais être incertain. Napoléon ignorait lui-même qu'il faisait alors son apprentissage, et que ces violences n'étaient que le prélude d'un autre drame politique; que cette séance n'était qu'une faible image de celle du 18 brumaire, dans laquelle il était appelé par sa fortune à jouer un rôle si décisif pour le repos de la France et du reste de l'Europe. Qui eût pensé que cette assemblée, que cette journée portaient dans leur sein les destinées du monde? Qui aurait pu lui prédire que ce jour-là lui frayait le chemin qui devait le mener au trône de Charlemagne et des anciens Césars?

Quenza fut nommé chef de bataillon en premier, Napoléon en second. Ce dernier se piqua de générosité et de reconnaissance. Quenza s'était abandonné à sa discrétion; il voulut prouver aux siens et aux autres qu'il n'abusait pas de la confiance qu'on plaçait en lui, qu'il savait même sacrifier son amour-propre et ses intérêts.

Les sentiments d'honneur, de vertu, de liberté, étaient profondément gravés dans son cœur. Athènes, Thèbes, Sparte, Rome étaient toujours dans sa bouche comme dans son esprit. A chaque instant, il citait l'exemple de quelques-uns des grands hommes de ces républiques. Il parlait avec enthousiasme des Thémistocle, des Epaminondas, des Léonidas, des Camille, des Fabricius, des Scévola, des Scipion, des Gracques, des Brutus, des Caton, des Pompée, de tous les héros de l'antiquité. Mais celui qui, dans son âme, l'emportait sur tous, c'était César : César était son idole. La lecture de ses *Commentaires* l'enflammait au point qu'il passait des nuits entières sur cet ouvrage. Il en savait plusieurs passages par cœur. Il était passionné pour le style de César, mais beaucoup plus encore pour ses exploits (1).

(1) Bonaparte en Italie est César dans les Gaules. En voyant l'un manœuvrer sur le Pô, en présence de Beaulieu, on croit voir l'autre opérer sur l'Allier (Elaver) pour tromper Vercingétorix. Sur une foule de points, le sort et les exploits de ces deux grands capitaines se ressemblent. Les dangers, le bonheur du départ, de l'un de Brunduze pour la Grèce, celui de l'autre, de Toulon ponr l'Egypte ; la défaite d'Afranius, la prise de Lérida, celles de l'archiduc Ferdinand, d'Ulm ; le débordement de la Sègre ; celui du Danube. Quels rapprochements !

Napoléon pensait que César avait été le plus grand capitaine du monde, le plus grand citoyen de Rome. « Sans la vanité, sans l'ambition envieuse de Pompée, « disait-t-il, César n'aurait jamais songé à se rendre le « maître de Rome. Il aimait la République plus que « Pompée, pour le moins autant que Brutus, autant « que Caton. Cependant il ne pouvait souffrir d'être « inférieur à personne, quoiqu'il se sentît la force d'être « l'égal de tous. Le grand édifice de la République « étant prêt à s'écrouler de fond en comble, il comprit « la nécessité de s'en emparer le premier pour en « changer la forme, et la tendance. Sans doute, il « aurait sauvé la République, si le poignard de Brutus « ne l'avait pas arrêté au milieu de sa carrière. D'ailleurs, quel est l'homme qui ne voudrait pas être poignardé à la condition d'avoir été César! Un faible « rayon de sa gloire dédommagerait bien largement « d'une mort prématurée! Alexandre est grand, ses « victoires, ses conquêtes éblouissent, mais elles n'intéressent pas, peut-être parce qu'il était roi, parce « qu'elles étaient marquées au coin de l'ambition et « d'un amour désordonné de la gloire personnelle. Je « suis fâché de trouver pour lui Montesquieu. Ce grand

« publiciste, qui juge si bien des gouvernements et des « peuples, n'aurait pas dû se faire l'apologiste d'un « roi despote (1). César, au contraire, nous transporte, « nous entraîne avec lui dans les Gaules, nous fait « prendre part à ses combats, à ses victoires; nous « associe, pour ainsi dire, à sa fortune. Jusque sur les « bords du Rubicon, au moment même où l'injustice « de Rome et l'ambition de Pompée le poussent à vio- « ler le sol sacré de la patrie, il inspire un vif intérêt, « un véritable attachement pour sa cause. On est, pour « le moins, indulgent envers un grand capitaine ré- « duit à l'affreuse nécessité de défendre sa gloire et « les braves qui la partagent avec lui! Oh! que César « dut avoir le cœur navré, lorsque ses aigles victo- « rieuses prirent le chemin de Rome? Ses intentions « ont été calomniées, parce qu'elles ont été mécon- « nues. En effet, qui est-ce qui pouvait planer assez « haut pour connaître, pour bien juger César! Pour « moi, quoi que l'on en dise, si je devais me choisir un « modèle, ce serait César, et seulement César, qui

(1) Voir les chapitres XIV du livre X et VIII du livre XXI de l'*Esprit des lois*.

« aurait la préférence. » Tels étaient les principes, les élans de Bonaparte, lorsque sa position actuelle, l'ordre naturel des choses semblaient devoir lui interdire tout espoir d'égaler le modèle qu'il devait surpasser un jour en victoires et en puissance.

Le parti de Napoléon, étant le plus fort, nomma tous les officiers et sous-officiers du bataillon. Presque tous furent contents, car tous obtinrent ce qu'ils désiraient. Jacques Peretti de Levie, Jean-Baptiste Ortoli de Tallano, Jean Peretti d'Olmeto, Antoine-Pierre-André Ortoli de Sartène, Grigiolo Pietri de Portovecchio, Ottavi d'Appietto, Costa de Bastelica, Bonelli et Orsoni de Bocognano, ainsi que Gabrielli de Ciamannaccie, furent nommés capitaines. Plusieurs autres eurent le grade de lieutenant, de sous-lieutenant, de sous-officier, suivant l'influence qu'ils avaient exercée et leur coopération au succès de la cause commune.

Après trois jours, les procès-verbaux furent clos et signés, aux cris de *vive le roi! vive la constitution! vive l'Assemblée législative! vive Bonaparte!* L'allégresse de la victoire était empreinte sur les visages des vainqueurs, et faisait contraste avec l'humiliation, le silence et l'abattement des vaincus. Ceux-là parcouraient la ville en

chantant, au milieu de bruyantes acclamations ; ceux-ci, au contraire, s'enfermaient chez eux, honteux de paraître en public après avoir essuyé une défaite aussi complète. Cependant ils trouvaient une sorte de consolation dans l'espoir presque certain de vaincre et d'humilier à leur tour les vainqueurs du moment. La haine a, elle aussi, des douceurs, en attendant l'heure de la vengeance.

« È dolce l'ira in aspettar vendetta. »

CHAPITRE VI.

Combat entre le bataillon Quenza-Bonaparte et les habitants d'Ajaccio.

Réciprocité d'estime entre Paoli et Napoléon.—Progrès des soldats.—Napoléon les harangue.—Effets des punitions qu'il leur inflige.—Rixe avec les habitants de la ville.—Napoléon accourt.—Son entretien avec sa mère.—Il se rend au quartier. — Un officier tombe à ses côtés. — Rapport de Napoléon sur cette affaire.

Malgré toutes les démarches, toutes les menées du parti qui avait échoué, Bonaparte et les siens furent confirmés dans leurs postes.

La bienveillance de Paoli envers la famille Bonaparte, l'estime surtout qu'il avait conçue pour Napoléon, imposèrent bientôt silence à ceux qui se récriaient contre les violences dont il s'était rendu l'instigateur. Paoli

ne se lassait pas de répéter publiquement, toutes les fois qu'il en avait l'occasion, « que Napoléon était un homme extraordinaire, que ses talents et son ambition pouvaient un jour le couvrir de gloire. » « Rien ne man-« que à ce jeune homme, disait-il, pour parvenir. A « Athènes, il aurait mérité les honneurs de l'ostra-« cisme. Cependant, malgré son patriotisme et son zèle « ardent pour la liberté, je n'aurais pas voulu de « lui à Sparte ni à Rome. Il aime trop César pour n'en « pas suivre l'exemple, si les circonstances lui en four-« nissaient l'occasion. Mais, en Corse, il ne peut que « nous être utile; il ne sera jamais l'oppresseur de « sa patrie. Peut-être en sera-t-il le soutien et la « gloire! »

Paoli était éminemment physionomiste. Son âme se portait tout entière dans ses grands yeux, lorsqu'il causait avec quelqu'un qu'il avait intérêt à bien connaître, comme s'il eût voulu pénétrer dans le cœur, pour en sonder tous les replis. Il ne se trompait presque jamais dans l'idée qu'il se formait d'un homme. Il aimait Napoléon et lui accordait sa bienveillance parce qu'il en avait conçu une haute opinion et le croyait destiné à servir la cause de la liberté. Ce fut donc Paoli qui

fit triompher la cause de Bonaparte. Cependant il ne se doutait pas alors qu'il donnait l'essor à l'aiglon qui, sous peu d'années, devait planer sur les Alpes, sur les Pyrénées et parcourir en triomphateur l'Europe, du nord au midi (1).

Napoléon, de son côté, était enthousiaste de Paoli : il l'appelait le précurseur de la révolution, le patriarche de la liberté. Il ne parlait de lui qu'en le comparant aux plus grands hommes de l'antiquité. Avide de tout ce qui avait trait à Paoli, il était charmé de rencontrer quelqu'un qui lui parlât de son gouvernement et de ses guerres. Les bons patriotes, c'est-à-dire ceux qui avaient combattu pour la cause de la liberté insulaire, étaient pour lui les hommes les plus respectables. Il suffisait de dire : *J'ai connu Paoli*, pour avoir accès auprès de lui. Ceux qui voulaient lui plaire n'avaient qu'à lui

(1) Après avoir vu ses espérances trahies par les Anglais qui s'étaient emparés de la Corse, Paoli fut forcé d'accepter l'asile qu'on lui offrait à Londres, pour éviter la guerre civile dans son pays. Mais lorsqu'il apprenait les victoires du général, du consul Bonaparte, il s'en réjouissait publiquement. Son patriotisme l'emportait sur toute autre considération. Hélas ! la mort les a frappés tous les deux sur une terre étrangère, et leur patrie, qu'ils ont tant aimée, tant honorée, n'a pas encore réclamé leurs cendres ! (30 juillet 1831).

raconter quelques anecdotes sur Paoli; il en était ravi. Il se proposait de marcher sur ses traces, et sans doute, avec l'âme noble et fougueuse qu'il possédait, il l'aurait surpassé en patriotisme, comme il a surpassé en gloire tous les grands hommes qui l'ont précédé.

Lorsqu'en 1790, Napoléon fut chargé d'un mémoire justificatif par la ville d'Ajaccio, il saisit cette occasion, ainsi qu'on vient de le voir, pour manifester les hauts sentiments d'estime et de dévouement dont il était pénétré envers Paoli. Il le regardait comme le héros nécessaire à la liberté et au bonheur de sa patrie. C'en était assez pour qu'il l'aimât passionnément. Paoli, qui savait tout ce qu'il avait dit et fait à son sujet, qui voyait en lui les germes du génie, lui était attaché par l'estime et par la reconnaissance.

Si cette réciprocité d'attachement et de bienveillance n'eût pas été altérée, ensuite, Dieu sait si notre siècle n'eût pas été perdu, oublié comme tant d'autres! La France, arrivée à deux doigts de sa perte, aurait peut-être succombé sous les coups de l'anarchie. L'Europe n'aurait pas été étonnée de tant d'exploits guerriers : elle n'aurait point à gémir aujourd'hui sous les infortunes

que la chute déplorable d'un empire colossal lui a léguées. On dirait que, dans les décrets de l'Éternel, le sort du monde se rattachait à l'accord ou à la mésintelligence de ces deux grands hommes.

Tout allait à souhait pour Napoléon, qui était alors en garnison à Ajaccio, au sein de sa famille : il vivait aussi heureux et aussi content que possible. Quenza étant presque toujours absent, il se trouvait à la tête d'un bataillon composé de dix compagnies redoutables par le nombre et par la discipline. Il se plaisait à l'instruire, à lui inspirer ses propres sentiments. Les dimanches, il le passait en revue, lui faisait faire des évolutions, des manœuvres et des marches; il ne négligeait rien de ce qui pouvait former le soldat et plaire à ses concitoyens.

Tous les jours il visitait les quartiers, s'informait de la moralité, de la bravoure, des besoins des soldats et causait avec eux, comme s'il eût été l'un des leurs. Il leur prêchait l'honneur, la probité, l'harmonie, le courage; il flattait leur amour-propre, échauffait leur imagination par des exemples historiques, et excitait leur ambition par tous les moyens possibles. Les soldats oubliaient souvent qu'ils s'adressaient à leur chef et lui parlaient en

camarades. Ils avaient tant à cœur de lui plaire, que non-seulement ils faisaient l'exercice sur la place aux heures prescrites, mais le continuaient au quartier à toute heure du jour. Lorsque Napoléon allait les voir et les trouvait occupés à l'exercice, ou à d'autres travaux militaires, il leur donnait des éloges. « Cela va bien, mes « amis, disait-il, dans quelques mois nous serons le pre- « mier bataillon de l'armée. Je brûle de me trouver « avec vous sur le continent, au milieu des bataillons « français, en présence de l'ennemi. C'est là que notre « courage et notre discipline nous couvriront de gloire. « Nous aurons sans doute pour camarade des braves, « car les Français sont les braves des braves ; mais ils « verront que leurs frères adoptifs méritent bien l'hon- « neur de leur appartenir. Il seront fiers, ils s'applau- « diront, j'en suis sûr, de nous avoir dans leurs rangs ; « ils verront que nous sommes les fils aînés de la « liberté. Nous prouverons à la France que nous som- « mes les descendants de Sampiero, d'Alphonse ; nous « rappellerons à l'Europe que Rome, la reine du « monde, au faîte de sa grandeur et de sa puissance, « vit ses aigles en fuite, devant la valeur de nos pères. « Nous apprendrons à l'univers que nous sommes les

« concitoyens de Paoli; que nous pouvons encore l'é-
« tonner, mériter une place parmi les peuples les
« plus vaillants de la terre, en un mot, accomplir la
« prophétie du philosophe de Genève. Je veux que
« nous soyons la troupe sacrée d'Epaminondas. »

Napoléon, comme on peut le penser, ne débitait pas froidement ces allocutions militaires. Emporté par la vivacité de son enthousiasme, il semblait se transfigurer en parlant. Son attitude devenait fière; son front rayonnait; son regard était une flamme. Ses soldats, groupés autour de lui, l'écoutaient, comme s'ils eussent écouté le dieu des armées.

Napoléon prenait part aux réjouissances, aux amusements et aux travaux des soldats. Il était père et camarade dans l'intérieur du quartier; chef sévère en public; toujours juste, toujours impartial. S'il lui arrivait quelquefois d'être obligé d'ordonner une légère punition, il en était affecté pendant quelques jours. Les soldats s'en apercevaient, mais, au lieu d'en abuser, ils redoublaient de zèle et d'exactitude pour leur service; d'attachement et de respect pour lui. Celui qui avait été puni était plus affligé d'avoir déplu à son chef que de la peine qui lui avait été infligée. Il saisissait la pre-

mière occasion qui se présentait pour le lui témoigner, pour l'assurer que la punition qu'il avait méritée n'avait point altéré son affection, et qu'il n'y avait été sensible que par la peine qu'il avait causée à son *camarade*. (C'est ainsi que les soldats appelaient Bonaparte, parce qu'il disait toujours *camarade*.)

En moins de deux mois, son bataillon en avait appris autant qu'il l'aurait pu faire, dans un an, sous un autre chef. Ses ennemis ne pouvaient pas lui pardonner la bonne réputation qu'il se formait, ni l'attachement des soldats qu'il s'était gagné. On s'empara avec empressement de la première occasion pour lui susciter des persécutions.

Le jour de Pâques, 8 avril 1792, des jeunes gens jouaient sur la place; tout à coup des différends s'élèvent entre eux, une rixe éclate. Le poste du séminaire se présente pour apaiser le tumulte, mais il oublie bientôt qu'il est là pour le maintien du bon ordre : il s'arroge le droit de donner tort aux uns, raison aux autres. La populace, indignée de ce qu'elle appelle partialité, entoure les soldats pour les désarmer; ceux-ci se défendent : le sang coule de part et d'autre. Le peuple prend les armes, les soldats courent au quartier et

menacent de brûler la ville, mais Quenza qui est là les retient.

Bonaparte rentrait de la promenade, accompagné du capitaine Ortoli; il est tout étonné de voir la foule en mouvement. Des voix criminelles se font entendre : *Tirate alle berette, tirate alle spalline;* « Faites feu sur les bonnets, faites feu sur les épaulettes. » Ignorant ce qui se passait et se doutant bien que c'était contre lui et contre son camarade qu'on provoquait la fureur populaire, il se retire chez lui. Bientôt, ses officiers le rejoignent, lui apprennent que les quartiers sont bloqués, qu'on menace d'égorger les soldats. Napoléon, qui jusqu'alors n'avait pas pu se rendre compte de ce qu'il avait vu, ni de ce qu'il avait entendu, voit d'un coup d'œil le danger, en mesure l'étendue avec la rapidité de l'éclair, prend la résolution hardie de traverser la foule et de se transporter au milieu de ses soldats pour courir un même sort avec eux. « Il faut, s'écrie-t-il, « se faire jour l'épée à la main, gagner le quartier, « mourir ou vaincre avec nos camarades. »

En disant ainsi il s'élance hors de son appartement; ses officiers le suivent; sa mère se précipite au bas de l'escalier, se jette entre ses bras tout en pleurs et le con-

jure avec toute la force de la tendresse maternelle de ne point sortir. « Ne t'expose pas, mon fils, à une « mort presque certaine ; ne me ravis pas en un seul « jour tout le bonheur que j'ai sans cesse attendu de « toi ; n'empoisonne pas le reste de mes jours ; épar- « gne à ta mère la douleur, le désespoir de te voir...... « Oh ! mon cher fils, quels affreux pressentiments dé- « chirent mon âme !... Tes ennemis... Mais, si tu « ne veux pas te rendre à moi, cède du moins aux « pleurs de tes sœurs et de tes frères qui t'en sup- « plient (1). Veux-tu exposer tes braves officiers à « être massacrés par ces forcenés? Tes soldats se « défendront ; la populace ne tiendra pas longtemps ; « tu pourras les rejoindre plus tard en toute sûreté. » Napoléon s'arracha des bras de sa mère, mit un baiser sur le front de ses sœurs et leur dit gravement : « L'honneur m'appelle au quartier et j'y vais ; « je ne transige pas avec l'honneur ; on ne peut fuir « sa destinée ; si je dois périr là-bas il vaut mieux « pour vous pleurer sur mon cadavre que sur ma « honte. »

(1) Toute la famille était accourue et fondait en larmes.

On se dirige sur le quartier du séminaire, comme étant le plus près de la maison, comme celui qui, en cas d'attaque, pouvait fournir le plus de moyens de résistance et assurer un débouché dans la ville. La caserne était plus éloignée, hors de l'enceinte des remparts; il aurait été impossible d'y arriver dans une effervescence presque générale. Le séminaire présentait le double avantage d'avoir un pied dans la ville, de dominer une des principales rues et de pouvoir, au besoin, balayer la place *Diamant*, ainsi que les approches de la caserne : telles furent les considérations qui déterminèrent le choix de Napoléon.

Les rues, les places et les croisées sont remplies de monde ; Napoléon, à la tête de ses officiers, s'avance dans une attitude fière à la fois et modeste, prêt à mourir ou à pénétrer dans le séminaire. La foule étonnée, confondue, incertaine de ce qu'il y a à faire, s'ouvre devant cette poignée de braves, qui pénètrent jusqu'à la cathédrale, au milieu d'une épouvantable rumeur, mais sans éprouver aucune résistance. Des cris de meurtre éclatent alors dans le lointain et se propagent comme le souffle de la tempête.

Napoléon tire son épée et veut déboucher dans la

rue Notre-Dame, lorsque la demoiselle Ternano (1), qui voit, de sa croisée, dans l'embranchement de la rue, plus de cinquante hommes prêts à faire feu à brûle-pourpoint, lui fait signe d'entrer dans le vestibule de sa maison, d'où l'on peut aisément, en traversant une basse cour, gagner le séminaire en toute sûreté. Napoléon, à qui il tardait de soustraire ses compagnons au danger qui les menaçait, profite de cet avis salutaire; mais il n'a pas plutôt franchi le seuil de la porte qu'une décharge part de l'embuscade; un officier tombe criblé de balles à ses côtés.

Napoléon n'écoute plus alors que son courage; il devient pâle de colère; il veut fondre l'épée à la main sur les assassins et tirer à l'instant même une vengeance éclatante de la perte de son camarade, ou mourir comme lui; mais ses officiers l'entraînent malgré lui dans le séminaire, les soldats se précipitent à sa rencontre. Rassurés pour eux-mêmes, ils tremblent encore pour leur chef; chacun veut l'interroger, le toucher pour s'assurer qu'il n'a pas été atteint.

Les chefs, se trouvant ainsi réunis, s'occupèrent de

(1) Aujourd'hui madame Rocca.

la défense de leurs bataillons ; mais ici on ne peut mieux faire que de laisser parler Napoléon lui-même.

MÉMOIRE JUSTIFICATIF

Fait par Napoléon au nom de son bataillon et adressé d'abord au Département, ensuite au Ministre de la Guerre et à l'Assemblée législative (1).

« Messieurs,

« Les méchants ont un cœur pour nourrir des mauvais sentiments, un esprit pour mal penser, une langue pour mal parler, et des bras pour mal agir : ils ont souvent plus de vigueur dans les facultés intellectuelles, et plus

(1) La copie, de laquelle j'ai tiré ce mémoire, se trouve entre les mains de M. Baciocchi-Adorno, ex-conseiller de préfecture à Ajaccio et porte le titre suivant : *Mémoire fait par les chefs du bataillon d'Ajaccio et présenté au Ministre et à l'Assemblée législative par Bonaparte, lieutenant-colonel en second au dit bataillon.* (*Extrait de l'original, ce 17 septembre 1792, l'an de l'anarchie et de la licence*). Elle paraît avoir été transcrite de l'un des originaux déposés aux archives du Ministère de la guerre et de l'Assemblée législative.

de force dans les nerfs que le juste ; mais celui-ci a pour lui ce sentiment du bien, qui lui trace une invariable loi de conduite, et donne à son tact et à toutes ses facultés une extension bienfaisante qui déconcerte les trames les plus adroitement tissues, les calomnies les plus probables et les plus savamment accréditées.

« C'est parce qu'ils étaient pleins de ces vérités, Messieurs, que les officiers du bataillon national volontaire d'Ajaccio et Tallano ont négligé de vous exposer les événements qui se sont passés depuis huit jours ; mais aujourd'hui, quoique animés par la même confiance, ils croient devoir à vous et à eux le récit simple et concis des avanies de toute espèce qu'ils ont essuyées, des assassinats les plus atroces qui ont été commis par suite d'un complot prémédité de longue main par les malintentionnés. Vous y verrez la conduite qu'ils ont tenue, vous louerez leur modération ; vos cœurs s'ouvriront à des sentiments de pitié, et le cri de la justice vous inspirera de punir les conspirateurs en sauvant la patrie.

« Depuis longtemps, le peuple d'Ajaccio était travaillé de toutes les manières par les malintentionnés ; l'arme principale dont ils se servaient était la religion, arme

redoutable et de tout temps funeste à la liberté des nations, lorsqu'elle est maniée par des hommes qui ne comprennent pas l'éminente sainteté de leur caractère.

« La municipalité, alarmée des progrès rapides que faisaient les perturbateurs, demanda au conseil du département, alors assemblé, que l'on mît à exécution la loi, et que les capucins évacuassent la ville; le conseil crut devoir demander l'avis du directoire du district, et celui-ci opina pour que les capucins restassent.

« Peu de temps après, le directoire du département, alarmé de la situation des esprits, autorisa le procureur général syndic, qui devait se transporter à Ajaccio, à rassembler par anticipation les quatre compagnies des gardes nationaux du district de cette ville, qui étaient déjà organisées. Le procureur général syndic se transporta à Ajaccio, et crut nécessaire d'ordonner leur rassemblement.

« Le 1er mars, sans que les mécontents s'en doutassent, les quatre compagnies arrivèrent et prirent garnison dans la ville.

« Les mécontents s'en alarmèrent à tel point que plusieurs s'embarquèrent pour se réfugier en Italie. Cette panique dura le temps nécessaire pour recevoir

des encouragements des pays étrangers, où l'on ne peut douter que ne soit le foyer principal du complot. L'on chercha d'abord s'il ne serait pas possible de gagner la garde nationale,... l'on vit que tout était inutile. L'on essaya alors de la rendre suspecte aux habitants de la ville ; l'on eut recours à cet effet à deux grands moyens : le premier, ce fut de la discréditer. L'on entendait tous les jours des personnes de poids crier dans les places publiques que les paysans avaient insulté telle ou telle personne : tantôt c'était une femme, tantôt un enfant. Les perfides savaient bien que le sentiment de l'innocence et de la faiblesse outragées était plus propre que toute autre cause à soulever les esprits. Plusieurs fois, croyant à la réalité de ces plaintes, les capitaines se donnèrent du mouvement pour découvrir les coupables.

« La municipalité, touchée des démarches faites par les officiers, leur découvrit ce qui en était, en leur disant que tout ceci n'était que de la calomnie ; que c'était un moyen d'intrigue pour discréditer des patriotes que les méchants craignaient.

« Le second moyen dont on se servit, ce fut de saisir toutes les occasions d'accroître cette espèce d'antipa-

thie qui existe entre les habitants des villes et ceux de l'intérieur. L'on a entendu des personnes en place crier publiquement contre le séjour des paysans dans la ville. La municipalité, si elle veut faire son devoir, pourra non-seulement témoigner de la vérité de ces faits, mais encore pourra dénoncer les personnes qui ont joué les principaux rôles dans toutes ces intrigues, puisque plusieurs fois elle a été sur le point de dresser procès-verbal contre les principaux auteurs.

« Lorsque ces messieurs, par la nonchalance de la municipalité, eurent bien travaillé le peuple et pris leurs mesures, ils fixèrent au temps des fêtes de Pâques le moment de l'exécution: ils furent encore portés à avancer cette époque par la crainte qu'ils eurent que l'évêque ne vînt avec son clergé, ce qui aurait pu déconcerter leurs mesures.

« Avant tout ils imaginèrent de faire prendre en suspicion le directoire du département. Ils firent une pétition pour qu'il fût fait une députation à Cortè, afin que le département renvoyât les capucins à Ajaccio. M. Tartaroli et ses coassociés ne pouvaient pas ignorer qu'il n'était point au pouvoir du département de transgresser la loi, mais ce n'était que pour le faire prendre lui-

même à partie; l'on s'en expliquait clairement dans la ville.

« Cette députation se fit, et le voyage fut calculé de manière qu'ils devaient être ici samedi au soir. Ils n'y furent pas, par le retard qu'ils eurent à Cortè.

« Le jour de Pâques, pour la première fois, les prêtres inconstitutionnels déclarèrent le schisme, se transportèrent au couvent de Saint-François, où ils officièrent publiquement et paroissialement.

« La fermentation des esprits était alors à son comble. Ce pauvre peuple, travaillé en tous sens, était tellement exaspéré, qu'il était prêt à toutes les démarches et prompt à faire toutes les folies.

« Le dimanche, plusieurs officiers reçurent des avis de se tenir sur leurs gardes, que l'on en voulait à leur corps, et en général aux patriotes. Ce n'est pas à des militaire sà craindre la mort... L'on ne fit que rire de ces conseils que l'on crut dictés par la pusillanimité.

« Le lundi, seconde fête de Pâques, devait se faire une procession que la prudence de la municipalité retardait depuis quinze jours : le corps des officiers des gardes nationaux fut invité à s'y trouver, mais l'on cher-

cha des prétextes pour qu'il ne s'y trouvât pas de gardes nationaux de piquet.

« Le bruit courait, mais un bruit sourd et inattendu, que le jour de lundi l'on devait chasser les prêtres constitutionnels de la procession et massacrer les paysans.

« Les chefs du bataillon s'étaient promis à eux-mêmes de prendre des précautions pour que rien de ceci n'arrivât, lorsque dimanche, jour de Pâques, 8 avril, à cinq heures de l'après-midi, des citoyens prennent dispute entre eux, et commencent à se battre à coups de stylet. Les femmes courent en foule au quartier du séminaire en priant la garde nationale de venir mettre l'ordre. Le poste de la police sort avec le lieutenant à la tête ; il commence à séparer les femmes, puis à engager les hommes à l'ordre et à la paix, mais à l'instant même, *les personnes qui se battent depuis un quart d'heure sans se faire du mal*, s'unissent et se jettent sur la garde nationale pour lui arracher ses armes. Elles parviennent à désarmer trois soldats ; le quatrième faisant résistance, on le perce de trois coups de stylet, et au même moment des coups de fusil partent de toutes les fenêtres contre la garde nationale, avec le cri de

ralliement : *Addosso alle berette :* Les gardes nationaux ne sont que douze et cherchent à se réfugier au quartier, où ils arrivent.

« M. Quenza, lieutenant-colonel, qui s'y trouve, leur fait observer qu'il n'y a point de gloire à acquérir contre des citoyens, et il a le pouvoir de les arrêter. Acte de subordination unique quand on saura qu'il y avait déjà plus de deux cents volontaires rassemblés au quartier.

« M. Bonaparte, lieutenant-colonel en second, se trouve dans la Grande-Rue; il entend crier : *Addosso alle berette*, il court pour arriver au quartier; mais en entendant des coups de fusil, il vole au corps de garde que le 42e régiment occupe à la porte et enjoint à l'officier de garde de faire battre la générale; celui-ci s'y refuse. D'autres personnes dans la municipalité proposent la même mesure, celle-ci s'y refuse également. L'on avait cependant entendu plus de cinquante coups de fusil, et les cris étaient unanimes : *Addosso alli Paesani!*

« Voyant qu'il n'y avait rien à espérer de ce côté, M. Bonaparte rallie autour de lui une douzaine d'officiers, et prend le chemin du quartier. La compagnie

de Pietri, qui était logée dans une maison en ville, se présente pour l'escorter; il la refuse et la fait rentrer, n'ayant pas besoin de l'aspect de la force lorsqu'il ne voulait employer que la persuasion, et ne pouvant pas s'imaginer que l'on pût être assez lâche et assez féroce pour attaquer des citoyens désarmés et amis.

« Arrivé près de la cathédrale, vis-à-vis la maison Ternano, il rencontre un homme avec deux fusils : c'étaient des mousquets que le capitaine Peretti (1) reconnut appartenir à deux soldats de sa compagnie; ce qui lui fit appréhender la mort de ces deux hommes. Il s'était passé un grand quart d'heure depuis les premiers coups de fusil. A la fenêtre de la maison Ternano sont des demoiselles qui, tout en pleurs, font signe de ne pas avancer parce que la cathédrale est prise par les brigands.

« Alors le capitaine Pietri et le lieutenant Pianelli prennent chacun un mousquet de la main du citoyen, porteur des deux armes, pour se défendre; un moment après et à quatre pas plus loin, venant à démasquer la

(1) Peretti d'Olmeto, qui couvrit plusieurs fois Napoléon de son corps, et dont le courage et la bravoure intimidaient les révoltés.

cathédrale, ils voient un jeune homme qui les met en joue. M. Bonaparte s'avance pour lui parler ; cet homme féroce paraît écouter la raison, retire son fusil, puis, voyant venir quatre ou cinq de ses camarades qui sortaient de la cathédrale pour le soutenir, il fait feu et tue le lieutenant Rocca-della-Serra. On entendit alors partout : *Addosso alle berette*, *addosso alle spallette.* Les officiers sans armes se dispersent.

« On refuse dans plusieurs maisons de les recevoir. Une heure après, le capitaine don Giacomo Peretti est assailli par une quarantaine d'hommes, qui lui tirent des coups de fusil; mais il a le bonheur d'échapper à leur férocité.

« Dans le même temps, d'autres se transportent à la demeure de M. Quenza et tirent trois coups de feu contre les fenêtres, s'encourageant toujours par le mot de ralliement : *Addosso alle berette.*

« Cinq *Talavesi* sont désarmés par la foule. Un de Portovecchio se voit environné, six fusils le mettent en joue, il traverse une rue poursuivi par les balles, et il arrive au quartier avec ses armes et sans aucun mal.

« L'adjudant-major, assailli par vingt-cinq ou trente hommes, se réfugie dans la maison Orto, où il se bar-

ricade, et, à l'abri de la fureur des brigands, il ne lui reste à craindre que pour les siens. De tout côté il n'entend que le bruit : *Addosso alle spallette.*

« Le capitaine Giovanni Orsoni se trouve dans la Grande Rue, il entend le cri de guerre : *Addosso alle berette!* Trois personnes lui tirent trois coups de pistolet. Sans armes, il cherche son salut dans la fuite ; arrivé dans la rue Cotaneo, il ne lui reste d'autre ressource, pour se garantir des coups de stylet, que de s'attacher à une femme et de s'en servir comme de bouclier jusqu'à la maison de M. Cotaneo, où il se réfugie. A peine y est-il entré qu'il entend les cris redoublés : *Addosso! brûlons la maison!*

« Nous finissons le douloureux récit de cette journée. Chaque officier, chaque soldat eut une injure particulière. Lorsqu'on pense aux horreurs auxquelles se portèrent les brigands, l'on croirait que ce peuple, si doux par lui-même, n'était composé que d'anthropophages... Mais l'on sait que le fanatisme, la superstition amènent toujours des excès. Ils dûrent être contents les instigateurs de tant d'horreurs. Ils avaient vu le sang couler, et c'était pour eux un garant que la discorde était enfin arrivée.

« Le corps du lieutenant Rocca-della-Serra resta quatre heures sur le pavé, exposé aux insultes des brigands. Un de ses parents de la ville se jeta dessus pour l'embrasser, le réchauffer... Rocca vivait encore ; il put entendre les menaces que firent à son parent ceux qui venaient de l'assassiner, en disant qu'ils le tueraient à son tour, s'il ne se retirait sur-le-champ. Rocca-della-Serra ne mourut qu'une demi-heure après... Il eut le temps de se voir outrager et de périr de la mort la plus cruelle, sans consolation et environné d'anthropophages. Sa dernière pensée, qui ne devait appartenir qu'à Dieu, fut troublée par un sentiment de crainte pour les siens. On l'entendit, d'une voix éteinte, demander des nouvelles de ceux de son corps et de ses amis.

« L'histoire de cette journée offre plusieurs faits importants. Des hommes se battent à coups de stylet, ne se font pas de mal, la garde nationale accourt, ils se réunissent contre elle : de tout côté l'on tire contre les volontaires nationaux, on les poursuit jusqu'à leur demeure pour les assassiner.

« Cet état d'insurrection dure trois heures, et ni la municipalité, qui était rassemblée ; ni le juge de paix, ni le district ne se donnent aucun mouvement ; ils ne

font pas même battre la générale, pas même arborer le drapeau rouge, pas même sortir dans les rues!

«Ignorent-ils donc, les magistrats, que leurs fonctions veulent du courage et que leur poste d'honneur, lorsque les citoyens se battent, est d'être au milieu des coups. Non, ils ne l'ignorent pas, puisque la municipalité s'est toujours montrée avec courage au milieu du danger... Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait cette fois-ci? Parce que, de ses membres, les uns ont agi par crainte, les autres par complicité.

« La nuit arrivée, les magistrats de tous les corps, qui étaient réunis, déposent le fardeau des affaires publiques pour aller dormir. L'ont-ils fait par insouciance? Ils seraient alors bien coupables... Mais ne l'auraient-ils pas fait par mauvaise intention? Qui doit être responsable des événements? La sûreté publique est violée, une conspiration s'est manifestée, des citoyens sont massacrés, et les magistrats, faits pour veiller lorsque les citoyens dorment, vont dormir quand indistinctement tout le monde veille!

« Les magistrats sont complices, ou, si l'on ne veut pas tirer cette induction de rigueur, il faudra dire que, voyant la situation désespérée des choses, chacun ayant

pardevers soi des notions de la conspiration qui devait éclater, toutes les imaginations étaient effrayées, les âmes étaient trop étroites pour s'élever au niveau des grandes affaires et chacun se cachait.

« Quelle a été la conduite du bataillon ? Douze hommes de garde sont sortis, parce qu'on les a sommés de le faire, en vertu de la loi des 26 et 27 juillet, qui met la garde nationale soldée en état de réquisition contre les attroupements tout comme la gendarmerie. Ils sont poursuivis, massacrés de tous les côtés, et ils patientent et prêtent obéissance à leurs chefs en attendant que les magistrats se montrent.... Mais la soirée, la nuit, une partie de la matinée se passent, et l'on ne voit pas de magistrats, et, sans munitions, ils restent exposés aux insultes et aux outrages.

« Passons à la journée du lundi.

« Après une nuit orageuse, la douleur dans le cœur, partagés entre les sentiments d'indignation, de vengeance et leur respect pour la loi, les gardes nationaux voient arriver huit heures du matin. Les chefs avaient été dans la nuit chez M. Maillard lui demander de garantir leur bataillon des insultes qu'il pouvait essuyer ; ils lui avaient demandé un fort détachement

pour garantir la garde nationale des attaques des brigands ; car l'on ne doutait point que d'après la résolution qu'ils avaient prise de se débarrasser de la garde nationale, ils ne continuassent à l'attaquer... Voyant que M. Maillard se refusait à cette mesure de nécessité, ils lui avaient demandé des munitions, lui promettant que l'on n'en ferait usage que dans le cas où l'on serait attaqué ; il ne voulut pas leur en donner. Ils lui avaient alors demandé de retirer la garde nationale dans la citadelle pour la garantir ; il s'y était refusé également. Seulement il avait promis de s'employer pour amener la réunion de tous les corps que la peur ou la complicité tenait dispersés, afin qu'ils prissent quelques moyens pour arrêter la conspiration et réprimer les brigands.

« Dans le fait, à la pointe du jour, il écrivit à tous les corps.

« A huit heures, les gardes nationaux, dans la crainte d'être attaqués, mirent deux sentinelles d'observation dans la petite cour qui avoisine le séminaire et qui domine la rue de la cathédrale.

« A huit heures et demie, trois coups de fusil partirent d'une maison avoisinant le quartier, traversèrent une

15

chambre du séminaire, allèrent casser deux bouteilles et se perdre dans une paillasse. Ce fut le signal... Les volontaires, qui s'étaient retenus jusqu'alors, ne purent plus comprimer leur indignation... Dans la nécessité de se défendre, abandonnés de tout le monde, sans munitions, ils courent aux armes.

« Le lieutenant Costa, de la compagnie Bonelli, passa derrière la ville et alla s'emparer du poste des Capucins, où était un détachement du 42e régiment. Il se dirigea ensuite vers la tour dite *Genovese,* et la trouva occupée par sept à huit citoyens qui à son aspect s'enfuirent et abandonnèrent le poste qu'ils paraissaient avoir gardé la nuit.

« Toute la journée l'on fit feu de part et d'autre. A une heure après midi, voyant que les gardes nationaux s'étaient emparés des postes et qu'ils s'y tenaient fermes, résolus à périr pour les conserver, la municipalité arbora le drapeau de paix et proclama partout que l'on eût à cesser les hostilités.

« Cependant, les coupables se promenaient publiquement dans la ville... La suspension dura peu... Les brigands n'avaient aucun respect pour la municipalité, et ne reconnaissaient d'autre frein que leurs passions, ni

d'autres conseils que ceux des conspirateurs ; ils prétendaient que la garde nationale sortît de ses postes et évacuât le séminaire.

« Ils profitèrent du moment de la suspension d'armes pour s'emparer de la maison Benielli, y faire des créneaux et s'y fortifier... Les coups recommencèrent au faubourg... A cinq ou six heures, on battit la générale, et, dans le même temps, la municipalité requit M. Maillard de nous faire évacuer le séminaire et de nous ordonner de nous réfugier à Saint-François.

« Cette proposition, si absurde dans les circonstances critiques où nous nous trouvions, n'était point faite du consentement de la saine partie de la municipalité ; elle était forcée, violentée par les brigands. Plusieurs fois ils voulurent déposer le maire et le remplacer par M. Tartaroli ou par M. Jean-Baptiste Baciocchi. Nous n'obtempérâmes pas à cette réquisition, parce qu'il était évident que la municipalité n'avait plus aucune autorité dans la ville puisqu'elle n'avait jamais pu obtenir que l'on cessât le combat au faubourg, ni dans aucun endroit.

« Ce fut dans cette position que la nuit arriva. Comment s'est conduite dans cette journée la garde na-

tionale ? comment s'est conduite la municipalité ?

« La première question de fait est de savoir qui a tiré le premier coup. Nous pensons bien que nos ennemis, si habiles dans l'art de l'intrigue, ne seront pas en peine de verbaliser pour nous faire paraître coupables. Si l'on veut des preuves légales, une grande partie du bataillon fera foi en justice de ce que nous avançons.

« Mais actuellement voyons les probabilités. Si la garde nationale avait tiré, elle ne l'aurait fait qu'en conséquence d'un conseil tenu la nuit; si elle avait pensé à se porter à cette mesure de rigueur, elle se serait emparée de nuit des postes des Capucins et de la tour *Genovese*, quand il est constant qu'elle ne s'est emparée de ces postes qu'après les premières hostilités commencées à environ neuf heures du matin.

« Si la garde nationale avait pris le parti de tirer, elle se fût emparée de la maison Benielli et du poste de l'Horloge; elle ne l'a pas fait parce qu'elle était pleine de confiance dans la justice et que, tout en cherchant à se mettre à couvert des coups des conspirateurs, elle était résolue d'attendre les ordres du département dans son poste et les effets des sollicitations que M. Maillard leur avait promis de faire pour que justice leur fût rendue.

Du côté des brigands, au contraire, on avait pris la modération de la garde nationale pour de la pusillanimité; ils l'avaient vue fuir la veille sans ressortir pour protéger ses frères dispersés et massacrés dans les rues : ils avaient pensé, suivant le préjugé, que les paysans perdent courage lorsqu'ils sont en plaine ou dans les villes, et qu'ils ne sont bons que dans les montagnes. On sait d'ailleurs combien la populace s'enhardit par le succès, aussi facilement qu'elle s'abat au moindre échec.

« La veille elle avait partout maltraité, vilipendé, assassiné la garde nationale, qui partout avait fui. C'était donc pour eux un fait acquis qu'au premier engagement sérieux, les paysans évacueraient la ville pour chercher leur sûreté dans les montagnes.

«D'ailleurs, comment peut-on douter que ceux qui avec tant de travail, de peine, de scélératesse, avaient porté les choses au point où elles en étaient ne voulussent achever leurs opérations? Voici comme ils raisonnaient: « La « garde nationale a le cœur ulcéré; si l'on tire quelques « coups de fusil, elle se croira attaquée en règle ; un des « deux : ou elle fuira et évacuera le séminaire et notre « but sera rempli, ou elle résistera et alors, opposant la « force à la force, toute la ville se trouvera attaquée ;...

« là voilà toute ennemie déclarée. Les corps administratifs, qui sont obligés de suivre l'impulsion de la ville, requerront le commandant militaire de la chasser, et, par une heureuse combinaison, nous verrons les soldats contre les soldats, les patriotes du continent contre les patriotes de l'île..... Quelques Français seront tués, le bataillon se trouvera perdu, et la ville toute d'un parti pourra se porter aux dernières extrémités. Elle aura pour se justifier le sang des soldats français qui aura coulé. » Beaucoup de monde se sentait coupable, beaucoup de monde avait intérêt à brouiller les choses de manière que le fil en devînt introuvable.

« Les brigands tirèrent donc le premier coup ; cela est hors de doute par le fait, cela est hors de doute par l'évidence. Ils l'ont fait, ils l'ont dû faire, il était de leur intérêt de le faire.

« Noubliez pas surtout qu'ils avaient pris la nuit la tour *Genovese*, preuve de leurs mesures hostiles.

Au milieu de tout ceci, le district ne paraît même pas pour donner avis au département de ce qui se passe et hâter l'arrivée des secours, pas même pour se conserver un air d'autorité qui en aurait imposé aux deux partis.

« Le district était un tribunal supérieur, indifférent aux localités, au-dessus des petites liaisons de famille... Quel bien n'aurait-il pu faire, s'il eût été composé de personnes éclairées et amies du repos public? Il avait en main l'autorité de requérir la force militaire, il pouvait requérir la garde nationale de l'intérieur dans la quantité qu'il jugeait nécessaire.

« N'en doutons pas, les brigands auraient fléchi le genou devant lui; le livre de la loi d'une main, le glaive de l'autre, il aurait tout empêché, tout rétabli, tout tranquillisé; mais il s'est conduit bien différemment. Il a été nul dans toute cette affaire comme corps administratif; une partie de ses membres ont contribué à mal faire comme individus; le procureur-syndic seul n'a jamais abandonné son poste. De la salle du directoire il a employé tout ce qui était en lui: réquisitions au commandant militaire pour éteindre le feu et casser les réquisitions ridicules que les brigands arrachaient à la municipalité; prières, exhortations, il a tout mis en œuvre, mais s'il a été insuffisant pour s'opposer au torrent, il en a fait assez pour avoir satisfait sa conscience et revêtir des formalités de la loi les opérations de la garde nationale.

« Vous le savez, Messieurs, en fait d'administration, le mal qu'un corps supérieur a laissé faire lorsqu'il pouvait l'empêcher, c'est comme s'il l'eût fait : le corps du directoire s'est caché au lieu de se trouver à son poste dans la journée de lundi, et plusieurs de ses membres se comportent depuis longtemps avec le plus grand scandale.

« Une conduite aussi étrange de la part des administrateurs ne peut être dictée que par la plus condamnable complicité. Un militaire qui laisse prendre son poste par négligence est condamné à mort... Messieurs, le poste qui est confié aux administrateurs est de défendre la vie des citoyens, de se prendre de sollicitude pour la tranquillité publique. La laissent-ils enlever la vie des citoyens, la laissent-ils troubler la tranquilité publique, sans s'en soucier, sans employer la force qui est déposée dans leurs mains? Ils paralysent l'action du gouvernement, ils sont coupables de tout ; mais ils le sont bien autrement lorsque leur conduite privée explique leur inaction publique. Alors plus de loi... Magistrats supérieurs, il faut un remède, ou le corps politique, attaqué dans ses canaux vitaux, commence par des convulsions et finit par la mort.

« MARDI 10 AVRIL.

« La journée du lundi, et la nuit du lundi au mardi, avait donné aux nouvelles le temps de se répandre dans toutes les campagnes. Voilà le récit des scènes déplorables qu'offre la ville d'Ajaccio. De tout côté des gardes nationaux de l'intérieur se mirent en marche pour arriver au secours de leurs frères et de la patrie, car, ne voyant aucune réquisition du district, ils crurent, que celui-ci était ou prisonnier ou complice, bien sûrs que lorsqu'il existe un grand mal et que les corps administratifs ne prennent aucune résolution, ce ne peut être que par une de ces deux raisons.

« Arrivés, ils se présentent à nous; nous fûmes touchés de leurs sentiments d'honneur et de fraternité ; nous les remerciâmes de leur zèle, mais nous leur observâmes que, n'ayant aucune réquisition, ils se rendraient coupables en restant, que leurs travaux les appelaient, qu'ils devaient y retourner sans délai, que si les affaires empiraient, ils seraient convoqués par le département ou même par nous, si l'absolue nécessité de conserver nos postes nous en faisait une loi; mais qu'aujourd'hui

notre courage, notre nombre et notre résolution étaient plus que suffisants pour résister aux ennemis de la nation.

« Que faisaient pendant ce temps les mécontents? Ils maltraitaient le maire et la partie de la municipalité qu'ils soupçonnaient de patriotisme. Ils assiégeaient la salle d'audience par des cris de guerre et dictaient des réquisitions fanatiques. Les insensés! toujours suivant leur projet, ils espéraient voir nos frères d'armes du 42e régiment tourner leurs baïonnettes et leurs canons contre nous. C'était là leur chimère.

« Dans l'après-midi, la municipalité et le juge de paix nous firent prier de nommer une commission pour se transporter à la citadelle, afin de se concerter sur les moyens de rétablir dans la ville l'ordre et la tranquillité. La garde nationale nomma les deux lieutenants-colonels MM. Quenza et Bonaparte, MM. Tavera, San-Severino, Peraldi et Paul-Antoine Mella, officiers. Ces messieurs se transportèrent à la citadelle, ils garantirent que leurs corps resteraient tranquilles attendant la commission du département qui ne pouvait pas tarder, exigeant seulement qu'on les laissât où ils étaient sans les inquiéter d'aucune manière, promettant pour les brigands

le corps municipal et le juge de paix, de les tenir dans le respect dû à la loi et à eux.

« Le même soir, l'on publia ladite convention dans la ville ; les commissaires du bataillon accompagnèrent les municipaux, escortés d'un piquet de grenadiers du 42e régiment ; l'on publia les articles. Arrivés au faubourg, un cri se fit entendre : *Si l'on veut la paix, que les paysans sortent.*

« Mercredi 11.

« Dès le matin, la municipalité nous informa que plusieurs des gardes nationaux venus à notre secours ravageaient la campagne. M. Bonaparte monta aussitôt à cheval pour se porter aux postes avancés ; il trouva deux ou trois cents hommes cantonnés dans le couvent des Capucins, qui demandaient à grands cris que les coupables fussent arrêtés et que justice fût faite à la garde nationale, non-seulement sur les instruments des crimes commis, mais encore sur les conspirateurs. M. Bonaparte les tranquillisa, en les assurant que la nation entière, qui avait été outragée, saurait prendre une revanche éclatante, proportionnée à l'offense et surtout

à la nécessité de réprimer les ennemis de la liberté.

« Un moment après arriva M. Santo Tavera, membre du district, avec un détachement de quinze à vingt grenadiers et un drapeau blanc. M. Santo Tavera ne parla pas en magistrat éclairé ; il dit que, dans les engagements qui avaient eu lieu, tant pis pour qui en avait été la victime, paroles qui sur-le-champ occasionnèrent une rumeur, une explosion telles qu'il fallut toute la prudence des gens de bien qui se trouvaient là, pour l'apaiser. Il demanda après aux gardes nationaux qui les avaient appelés ?... Ceux-ci lui répondirent à leur tour : « Pourquoi le district, qui dispose de toute la force armée, n'avait-il pas réprimé les brigands : qu'eux étaient venus au secours de la patrie, qu'ils demandaient que justice fût faite et qu'ils voudraient voir plus de sollicitude dans le directoire. —*Qui vous a appelés*, répliqua M. Santo Tavera ?.. — *Le sang de nos frères dégouttant sur le pavé de la ville, l'audace des conspirateurs et la coalition des ennemis de la patrie*, répondit avec énergie un garde national. A ces mots, M. Santo Tavera s'en retourna la confusion sur le visage ; il alla faire des rapports pleins de fausseté à la municipalité.

« M. Bonaparte se convainquit que les prétendus désas-

tres portés aux campagnes étaient ou faux ou exagérés. Cependant, comme il était possible que les bergers profitassent de ce moment pour se répandre dans les villes et dans les enclos, il proposa, au nom de tous les corps, de faire deux patrouilles composées de trente hommes de la ville, et de trente des gardes nationaux soldés.

« Le soir, comme la municipalité se plaignait de ce que les farines n'entraient pas, étant interceptées, M. Quenza fit un ordre positif et autorisa les gardes soldées à employer la force pour que les farines entrassent, sans délai, et les farines entrèrent. Mais la municipalité se plaignait toujours. Nous proposâmes de remettre tous nos postes au 42e régiment pourvu que la maison Benielli, l'Horloge et d'autres postes lui fussent également remis. Comment répondit-on à cette ouverture, qui était propre à concilier tout et qui montrait nos bonnes intentions? L'on nous envoya la réquisition d'abandonner le séminaire sous une heure. Dans le fait, l'on tira à six heures le coup de canon d'alarme.

« Nous n'obtempérâmes pas à cette réquisition de la municipalité, parce qu'il était évident qu'elle était maîtrisée par les brigands, parce que la première loi est le salut de la patrie et que les intérêts d'icelle deman-

daient que nous conservassions nos postes jusqu'à l'arrivée des commissaires du département ; parce qu'enfin nous avions la réquisition du procureur-syndic qui nous ordonnait de garder nos postes.

« La nuit arrive sur ces entrefaites.

« Jeudi 12.

« Le jeudi matin, nous vîmes braquer des canons contre notre quartier ; nous comprîmes alors évidemment que M. Maillard nous avait trompés, mais nous étions sûrs des dispositions et du patriotisme de nos frères d'armes du 42e régiment ; ainsi les intentions de M. Maillard, si elles étaient mauvaises, étaient impuissantes.

« Nous résolûmes alors de marcher en colonne pour enlever ses canons : il fallait enfin s'armer de courage puisque les complots avaient eu un plein succès, et l'on ne pouvait plus en dénouer la trame qu'avec l'épée.

« Dans ce moment, nous reçûmes l'avis que vous aviez été nommés, Messieurs, commissaires du département, et que vous étiez en marche pour prendre la direction de la force publique..... Cette nouvelle fut un coup de

foudre pour les perturbateurs et porta la consolation dans nos âmes. Nous savions que dans la crise terrible où l'on se trouvait, il fallait de la force, de l'énergie et même de l'audace; nous savions qu'il fallait un homme qui, si on lui demandait, après sa mission, de jurer de n'avoir transgressé aucune loi, fût dans le cas de répondre comme Cicéron ou Mirabeau : *Je jure que j'ai sauvé la République.*

« Cet homme, la garde nationale crut le voir représenté par vous, Messieurs; les malintentionnés s'étaient enhardis, parce que le bruit avait couru que Bastia et Bonifacio avaient arboré l'étendard de la rébellion et que dès lors la force publique se trouvait insuffisante.

« Ils se croyaient forts, parce que M. Maillard avait paru les favoriser, en leur donnant des canons et des munitions, et qu'ils se croyaient sur le point de massacrer les gardes nationales.

« Dans ce danger imminent, nous écrivons à M. Maillard pour nous plaindre de la conduite qu'il tenait. Ce n'était pas ainsi que la municipalité observait les conventions stipulées; ce n'était pas ainsi que lui-même remplissait le rôle de médiateur qu'il avait pris. Nous lui fîmes part de l'arrivée des commissaires, de l'auto-

rité que nous avait donnée le directoire de convoquer les gardes nationaux de l'intérieur, si nous le jugions nécessaire pour conserver nos postes, et nous lui enjoignîmes que si, sous une heure, les canons n'étaient pas ôtés des rues, nous expédierions des exprès dans l'intérieur et nous le rendrions responsable de tout ce qui pouvait arriver. La destruction de la ville serait imminente et ne pourrait être imputée qu'à lui.

« En peu de temps les canons furent ôtés, les préparatifs hostiles disparurent, et, en attendant votre arrivée, Messieurs, une suspension d'armes fit augurer la paix. Depuis le 12 jusqu'au 15, les choses sont restées dans la même position sauf quelques incidents de nulle valeur.

« C'est dans ces trois jours que l'administration du district donne enfin signe de vie..... Pour des objets de la plus grande importance, sans doute? quels sont-ils? — « Quelques paillasses ont été prises au couvent des « Capucins, nous sommes responsables de ce fait... « nous devons réparer cette faute..... » Tant de puérilité en présence d'événements si graves se peut-elle comprendre ?

« Le 13, ils nous écrivirent que les boutiques s'ouvri-

raient, quoique, nous disent-ils, *cela ne regarde pas l'administration*. Ainsi, dans une affaire où le salut de la ville d'Ajaccio a été compromis, où la vie des gardes nationaux s'est trouvée dans le danger le plus imminent, l'administration du district ne trouve digne de son attention qu'une chose, qui, de son aveu, ne la regarde pas, et la disparition de quinze ou vingt paillasses!

« Pour achever de démêler une trame ourdie avec tant d'audace, il est nécessaire d'observer la conduite des conspirateurs dans les journées des 10, 11 et 12, celle du corps municipal et enfin celle de M. Maillard.

« Dans la journée du 10, par l'intervention de la municipalité, comme nous l'avons dit, l'on était venu à un traité, par lequel il était statué que la garde nationale conserverait ses postes et qu'elle resterait dans le même état jusqu'à l'arrivée des commissaires du département; par cette seule disposition, on avait trouvé le secret de calmer tout, de finir tout.

« Mais ce ne pouvait pas être le compte des conspirateurs, ou des meneurs des brigands. Observez bien leurs manœuvres pour faire rompre toutes ces sages mesures et précipiter dans l'abîme ce peuple aveuglé et à plaindre.

« D'abord, ils le dirigent en foule à la municipalité ; là ils menacent et vocifèrent dans les rues ; les propos les plus sanglants, les plus emportés sont accueillis par la multitude.... Les boutiques se ferment et les débits de tabac eux-mêmes ne s'ouvrent plus dès qu'il s'agit de la consommation d'un garde national; tout cela malgré l'ordre réitéré de la municipalité, qui cherche en vain à calmer les esprits, et à faire exécuter la convention. Au contraire, plus elle se montre modérée, plus elle perd de crédit, parce que les meneurs la montrent au doigt. Comme la calomnie la plus absurde, lorsqu'elle est bien conduite, prend la force de la vérité la mieux constatée dans l'esprit du peuple, on lui fait accroire que la saine partie de la municipalité est d'accord avec les paysans. Cela bien inculqué, la voilà sans crédit pour l'ordre. Ce premier pas était nécessaire aux conspirateurs pour arriver à leurs fins.

« La municipalité, qui n'est plus que l'organe des brigands, depuis que les meneurs se sont introduits dans la salle et l'ont discréditée parmi le peuple, se plaint que les farines n'entrent pas. Nous lui répondons que, si l'on croit que ce soit la faute de la garde nationale, celle-ci consent à remettre entre les mains du 42e ré-

giment les postes de la Barrière, des Capucins, de la Tour génoise et du Parc, pourvu que la maison Benielli et l'Horloge soient dans les mains du même régiment. Les mécontents voient bien que cette proposition emporte pièce : ils comprennent que nous avons parfaitement saisi le fil de la trame, s'empressent de le brouiller, afin de nous commettre aux mains avec le 42[e] régiment. Ils ensevelissent dans l'oubli cette proposition si raisonnable faite pour terminer toute discussion et, au lieu de l'embrasser, la négligent et ne nous en tiennent aucun compte, pour se livrer à de nouvelles plaintes, à de nouvelles déclamations. A les entendre, toutes les campagnes sont ravagées. Nous leur répondons, après une visite sur les lieux, que ces bruits sont exagérés, mais que toutefois ils n'ont qu'à nommer une compagnie de 30 ou 40 personnes de la ville, les plus intéressées à la conservation des campagnes et les moins mêlées dans les affaires du moment, que nous nommerons de notre côté trente hommes du bataillon, choisis parmi les plus sages, pour défendre le territoire des incursions des bergers; pouvait-on formuler une proposition plus modérée, plus faite pour les satisfaire? Mais non, ce ne sont point les campagnes qu'ils veulent garantir, ce

sont les postes qu'ils veulent voir évacuer par les gardes nationaux, pour être libres d'exécuter leurs projets. Aussi, ne font-ils pas plus de compte de cette seconde proposition que de la première et, au lieu de la mettre à exécution, ils nous donnent l'ordre d'évacuer nos casernes.

« Pour leur ôter tout prétexte de violence, nous formons un peloton de choix et donnons l'ordre de ne rien épargner pour favoriser l'entrée des farines. Cela ne les empêche pas de nous faire requérir d'abandonner nos casernes, de nous faire tirer le canon d'alarme et de prétendre nous traiter en révoltés.

«Le soir du 11, ils allèrent dormir, la joie dans le cœur, car le canon avait été tiré, les postes français renfermés à la citadelle ; tout annonçait une scission et une scène des plus tragiques pour le lendemain. A la pointe du jour, les canons sont braqués, le signal de la mort, du carnage est prêt à se donner, le sang des patriotes du continent allait couler. C'était sur quoi ils fondaient leurs espérances pour se mettre à l'abri de tout. Mais ils ne savent pas, les insensés, que nos frères du 42e régiment sont hommes d'esprit, de cœur et animés de sentiments d'honneur. Ils ne savent pas que lorsqu'il

s'agit de combattre des frères et des citoyens, il est permis aussi à des soldats de réfléchir, de penser et de se souvenir que leurs armes, destinées aux ennemis de l'État, ne doivent être tournées que contre les conspirateurs et que les soldats du 42e régiment, venant de France, avaient déjà assez d'expérience, en fait de révolution et de complot, pour s'être aperçus que nous étions les amis de la patrie et qu'eux en étaient les ennemis. Ils ne savent pas que si leurs armes eussent dû se rougir de sang, elles se seraient teintes du leur.

« Apprécions la conduite qu'a tenue M. Maillard. Elle a été, durant cette affaire, très-circonspecte. M. Maillard paraît avoir eu de bonnes intentions ; il a fait de grands écarts, qui, à la rigueur, devraient le compromettre. S'il a fait quelques pas hors de la loi, il en a fait aussi dans le sens du bien et au delà de son devoir, qui, aux yeux de l'homme juste, se compensent.

« Les reproches qu'on lui fera toujours se réduiront à ne pas avoir obtempéré à la réquisition du procureur syndic, qui, par sa nature, est supérieure à celle de la municipalité et la rend nulle.

« On lui reprochera également d'avoir coopéré aux dispositions partielles d'attaque qu'a faites la municipali-

té, dominée par les brigands; il a fourni des canons et il ne devait pas en fournir. Les armes de la nation ne doivent jamais, selon la loi, sortir des mains des personnes qu'elle a choisies pour les leur confier.

« Si M. Maillard avait voulu nous regarder comme des rebelles à la loi, il aurait dû faire ses dispositions militaires, calculer son monde, disposer ses batteries et monter à l'assaut ; mais jamais confier les canons aux brigands, parce qu'ils auraient pu en faire l'usage le plus dangereux, parce que la loi ne le veut pas ; et qui sort du chemin de la loi, agit par caprice, et qui agit par caprice est mû par l'impulsion de ses passions, et ne peut jamais bien remplir ses devoirs.

« Tel est, magistrats, l'exposé des événements qui ont bouleversé l'ordre et manqué de ruiner la ville principale de Corse, la plus florissante par sa situation, son commerce, sa position, et même par le caractère fortement trempé de ses habitants. Les peuples, vous le savez, sont des vagues agitées par les vents. Sous une impulsion mauvaise, toutes leurs passions se déchaînent. Abandonnés à leurs propres instincts, ils sont tranquilles, calmes, doux et généreux.

« Nous ne nous sommes pas trompés; nous en avons

pour garants la pureté d'intention qu'inspire l'amour de son pays, l'absence de toute passion, le désir de voir la patrie tranquille; et vous, qui ambitionnez sans doute la gloire bien précieuse d'avoir ramené l'ordre et la confiance avec la justice, avancez dans votre mission d'un pas ferme, de manière à être maudits et calomniés par les méchants, plus que personne autre du département. C'est là, messieurs, le vœu le plus heureux que puisse accepter le magistrat intrépide.

« *Pour tous les officiers du bataillon qui ont signé l'original,*

« BONAPARTE. »

« Donné le 19 avril 1792, pour copie de l'original. »



CHAPITRE VII.

Napoléon à Cortè et Pontenovo.

Les commissaires Colonna-Cesari, Arrighi, Cervoni.—Le bataillon de Bonaparte part d'Ajaccio. — Quenza à Bonifacio. — Napoléon à Cortè. — Froideur entre Paoli et Napoléon.—Opinion de Napoléon sur le fort de Cortè. — Sa course à Pontenovo. — Ses observations sur la Stretta d'Omessa et Luminada. — Un vieillard lui raconte la bataille de Pontenovo.—Son avis sur le château de Serravalle. — Il propose d'ériger un monument aux martyrs de la liberté.

Le département ne pouvait pas demeurer indifférent aux événements d'Ajaccio. Il envoya sur les lieux Colonna-Cesari, Arrighi et Cervoni (1). Le rapport qu'ils

(1) Cervoni était jeune alors, avocat à Cortè et employé dans les bureaux de l'administration. Quoiqu'il n'eût d'autre rôle dans cette commission que celui de secrétaire, il en fut néanmoins le directeur. Il traita cette affaire avec zèle, intelligence et probité. Bonaparte

firent, après avoir examiné les choses, fut favorable au bataillon.

Cependant, les meneurs, appuyés par le commandant Maillard, ne cessaient de représenter qu'il était dangereux, après ce qui était arrivé, de laisser le bataillon à Ajaccio. « Le feu couve sous la cendre, disait-on; les haines sont assoupies, mais non pas éteintes. Il serait donc prudent d'envoyer le bataillon dans une autre garnison. » Les gens de bien paraissaient partager cette opinion. Il n'en fallait pas davantage pour que le général l'adoptât.

Cinq compagnies furent envoyées à Cortè, les autres à Bonifacio. Quenza partit pour cette dernière résidence, sans donner aucun ordre à Bonaparte. Ce dernier demeura donc quelques jours chez lui à attendre des instructions; mais, voyant qu'on paraissait vouloir l'oublier, il partit pour Cortè sous prétexte de voir son frère Joseph. Son véritable but était d'obtenir le com-

avait conçu dès lors de l'estime et de l'affection pour lui. Charmé de le rencontrer plus tard à l'armée d'Italie, il contribua à lui faire obtenir de l'avancement. En 1809, il avait le projet de l'élever à la dignité de maréchal de l'empire; mais une mort prématurée termina la brillante carrière de Cervoni dans les champs de Ratisbonne.

mandement des quatre compagnies qui y étaient stationnées. Paoli le reçut froidement : il en fut péniblement affecté, au point qu'il garda sa chambre pendant deux jours. Trouvant Paoli changé à son égard, il pensa qu'on l'avait desservi : mais, trop fier pour descendre à se justifier, il préféra la disgrâce à l'humiliation de demander une explication.

Napoléon voulut employer son séjour à Cortè pour connaître les alentours de cette ville, les lieux les plus célèbres par les faits d'armes que l'histoire et la tradition nous ont conservés.

Cortè lui paraissait une position susceptible de devenir une place de guerre importante, même une forteresse imprenable, pourvu que l'on couronnât de forts les hauteurs qui la dominent. Il riait de ceux qui regardaient le château actuel comme tenable. « Avec « deux pièces de canon bien pointées sur les hauteurs « de Tavignano, disait-il, je voudrais raser, en moins « de vingt-quatre heures, ce petit pain de sucre. Il n'a « d'autre avantage que d'être à l'abri d'un coup de « main : bâti, comme il est, sur un rocher taillé à pic « par la nature, ce serait folie et ignorance complète « de l'art militaire que de tenter de le prendre d'as-

« saut. Ce fort devrait être bloqué, dans le cas où l'on « manquerait de canons pour le battre. »

Pontenovo était depuis longtemps l'objet de sa curiosité. Il regardait ce fatal endroit comme le tombeau de la liberté, comme l'écueil contre lequel avait fait naufrage l'indépendance nationale. Il lui tardait, dans son impatience patriotique, de verser des larmes sur les cendres de tant de patriotes que la fortune ou les hommes avaient trahis. Il partit donc pour Pontenovo.

La *Stretta d'Omessa*, qui se trouve sur la route entre Cortè et Pontenovo, attira d'abord toute son attention. Cet endroit, célèbre dans l'histoire de la Corse par la résistance héroïque de Sampiero, lui parut une position éminemment militaire (1). Après en avoir levé le plan, il dit : — « Je reconnais Sampiero dans le choix de ce « défilé; mais ne pourrait-on pas tourner cette admirable « position, en côtoyant d'abord le Golo et en se dirigeant « ensuite sur Castirla? Cela vaut la peine de s'en as- « surer. »

(1) Filippini appelle cet endroit la *Stretta-Alla-Tinella;* mais il est évident qu'il s'est trompé. La *Stretta-Alla-Tinella* est plus bas, loin d'Omessa, à un quart de lieue du *Ponte-alla-Leccia* et n'est nullement une position militaire.

Napoléon longea la rivière jusqu'au pont de Castirla, en examinant chaque accident de terrain. Il examina également les rochers à pic et les ravins profonds de Santaregina et se rendit ensuite à Luminanda. En arrivant dans cette dernière position, il sentit le besoin de se reposer. Son guide (1) lui ayant demandé s'il était content de sa promenade : « Oui, répondit-il, car je « me suis convaincu qu'avec vingt mille hommes et « cinquante pièces de canon bien servies, on pourrait « défendre en même temps ce passage et celui de la « *Stretta d'Omessa* contre toute l'Europe en armes. »

Vers le soir, Napoléon et son guide redescendirent sur la grande route et la suivirent jusqu'à Ponte-Alla-Leccia, où ils s'arrêtèrent à une petite hôtellerie située à l'une des extrémités du pont. Cette hôtellerie n'avait rien du comfort moderne, c'était plutôt un caravansérail mauresque qu'une auberge. Point de meubles, hormis une longue table et quelques banquettes ; point de lits : on y dormait sur le plancher enveloppé dans sa cape ou dans son manteau ; point de mets recher-

(1) C'était un certain Ferracciolo, muletier de Cortè, de qui je tiens ces détails.

chés : il fallait se contenter d'un peu de pain, de viande salée et de fromage. Les voyageurs s'y arrêtaient cependant pour y passer la nuit ; l'assemblée était toujours nombreuse et animée. A peine eut-on appris du guide qu'il conduisait un jeune officier d'Ajaccio, qui voulait visiter Pontenovo pour rendre hommage aux martyrs de la liberté, que tous les voyageurs qui se trouvaient dans l'hôtellerie firent foule autour du nouvel arrivant et l'accablèrent de questions.

Napoléon leur parla avec une extrême bonté et leur demanda à son tour quelques détails sur le combat de Pontenovo. Alors tous les regards se portèrent du côté d'un vieux patriote qui y avait pris part et qui était heureux d'apprendre que le jeune Bonaparte avait entrepris un aussi long voyage, dans le but de visiter les lieux où tant de braves avaient succombé pour la cause commune. Ce vieillard, après avoir félicité le jeune officier d'une si louable résolution, lui dit combien il regrettait de n'avoir pu trouver la mort avec ses camarades et s'écria ensuite avec l'accent d'une conscience satisfaite. « Si je ne pus rencontrer une balle ennemie, « ce ne fut pas ma faute! je n'en évitai aucune! »

Charmé que le sort lui eut amené un homme qui

avait assisté à la journée de Pontenovo, Napoléon se plaça à ses côtés et le pria de lui raconter ce qu'il savait sur ce combat. Le vieillard ne consentit qu'avec peine à reporter sa pensée sur une époque qui lui rappelait de si cruels souvenirs ; ne voulant cependant pas le désobliger, il s'exprima en ces termes :

« Le comte de Vaux, chargé du commandement des « troupes d'invasion en remplacement du marquis de « Chauvelin qui venait d'être rappelé, était débarqué « à Saint-Florent dans les premiers jours du mois « d'avril 1769. Les renforts considérables qu'il avait « amenés avec lui, les munitions et les armes de toute « espèce dont il était abondamment pourvu, les mou- « vements qu'il fit faire à plusieurs de ses régiments « et le langage qu'il tenait contre l'indépendance in- « sulaire nous dévoilaient toute la pensée du duc de « Choiseul : ce ministre voulait à tout prix subjuguer la « Corse ; notre nationalité politique devait absolument « périr.

« Cependant, loin de nous décourager, nous nous « préparions au combat. Paoli établit son quartier gé- « néral à Rostino, afin de pouvoir mieux diriger les « opérations de la guerre. Persuadé que les Français

« auraient d'abord attaqué la Casinca ou le Nebbio, il « réunit dans ces deux provinces, après avoir fait éva- « cuer Borgo, Ortale et Biguglia, le tiers des contin- « gents qui étaient sous les armes (1).

« Le général français, voulant nous pousser à frac- « tionner nos forces qui du reste était bien inférieures « aux siennes, fit commencer la lutte dans la Balagne « ainsi que dans le pays d'outre-monts et se mit lui- « même en marche le 30 avril. Il partagea son armée « en trois colonnes, dont en effet la première devait « s'emparer du Nebbio, la seconde de la Casinca et la « troisième pénétrer par les gorges du Golo jus- « qu'à Pontenovo, pour nous prendre à dos, si nous « résistions encore dans le Nebbio, et pour nous « couper la retraite, dans le cas où nous eussions été « forcés de nous replier sur Lento. Celle-ci et la pre- « mière devaient donc nous placer entre deux feux, « nous obliger à déposer les armes et opérer leur « jonction à Pontenovo ou dans le Nebbio (2).

(1) Tous les Corses, depuis l'âge de seize ans jusqu'à celui de soixante, faisaient partie de la milice nationale et servaient par tiers alternativement.

(2) Les pièces du Dépôt de la Guerre, à Paris, que nous avons voulu compulser et auxquelles des historiens, qui se sont occupés

« Théoriquement, rien n'était plus mauvais que ce « plan; car ces trois colonnes, quoique les deux der- « nières eussent reçu l'ordre de s'avancer réunies jus- « qu'à la rivière de Golo, allaient être séparées pendant « deux jours, par un terrain très-accidenté et couvert « de maquis impénétrables à des étrangers, qui n'en « connaissent ni les sentiers, ni les débouchés. Il leur « était impossible de se donner la main, dans le cas « d'une attaque vigoureuse de la part des Corses. La « première colonne avait en outre une tâche bien dif- « ficile à remplir. A l'inégalité du terrain se joignait la « résistance qu'elle devait s'attendre à rencontrer dans « le Nebbio. Les hommes qui se trouvaient dans cette

d'une manière sérieuse de l'histoire de la Corse, paraissent avoir emprunté la plupart des détails qu'ils donnent sur le combat de Pontenovo, diffèrent de ce récit, surtout au sujet de la troisième colonne qui s'avança par les gorges du Golo. Nous n'en avons pas été surpris. Le général en chef, soit qu'il eût modifié les ordres reçus de Versailles, soit pour un tout autre motif, pouvait bien omettre quelques circonstances dans son Bulletin officiel. Mais ce qui ne peut pas se supposer, c'est qu'un vieillard, racontant à ses contemporains cette bataille si mémorable pour eux, étant d'ailleurs un des témoins oculaires, ait pu se tromper ou ait voulu induire en erreur. Aussi, nous en maintenons le récit dans toutes ses parties, parce que nous le croyons véridique.

(Notes de l'Éditeur.)

« province devaient, pour le moins, la tenir en échec « pendant quelques jours. En attendant, la troisième « colonne aurait été cernée dans les gorges du Golo « et défaite, avant qu'elle eût pu recevoir le moindre « secours. Ensuite, on serait tombé sur la première et « sur la seconde qui, peut-être, auraient éprouvé suc- « cessivement le même sort.

« Tel fut réellement le projet que forma le général « Paoli. Pour le mettre à exécution, il donna ordre, « dans tous les villages de l'intérieur, de se rassembler « au plus vite à Pontenovo. En peu de jours, quatre « mille patriotes étaient réunis et prêts à entrer en « campagne.

« Mais, le comte de Vaux déjoua nos calculs. Se trou- « vant à la tête de la première colonne, il surmonta « tous les obstacles de terrain par une manœuvre « habile et bien exécutée. Après avoir vainement « harcelé pendant plusieurs jours nos avant-postes « dans le Nebbio, il tourna par surprise ceux qui « les défendaient vigoureusement, s'empara de Murato « et envoya une partie de ses troupes sur les hauteurs « de Lento.

« Paoli ignorait ces avantages; car tous les courriers

« qui lui étaient expédiés et ceux qu'il envoyait lui-
« même étaient fait prisonniers par l'ennemi. Aussi,
« il ne changea rien aux dispositions qu'il avait prises.

« Des quatre mille hommes qu'il avait sous la main
« il en avait placé trois mille à Pontenovo et mille à
« Ponte-alla-Leccia. Le 8 mai, il enjoignit à ces der-
« niers de partir le lendemain, à la petite pointe du
« jour, de passer le Golo à Ponterotto, de gagner les
« hauteurs de Canavaggia et de prendre en flanc la
« troisième colonne ennemie aussitôt que le combat
« aurait été engagé à Pontenovo. — Ceux qui gardaient
« le Nebbio devaient envoyer un corps à Bigorno pour
« se jeter sur les derrières des Français au moment de
« l'action, les placer ainsi entre trois feux, les acculer
« à la rivière et les forcer à se rendre.

« Le terrain, il faut en convenir, n'avait pas été
« bien choisi; cependant les combinaisons avaient été
« si bien calculées, que si les ordres de Paoli eussent
« été ponctuellement suivis, nous aurions, j'en suis
« convaincu, remporté la victoire ou du moins em-
« pêché la défaite. Mais une triste fatalité parut peser
« sur toutes nos opérations. Ceux du Nebbio s'é-
« taient laissé tromper, se trouvaient isolés et ne

« recevaient plus aucun ordre du quartier général.
« Ceux du Ponte-alla-Leccia, avec lesquels j'eus le
« malheur de me trouver, au lieu de partir à la pointe
« du jour, ne se mirent en marche qu'à midi. Le chef
« que Paoli nous avait donné prit sur lui de différer
« notre départ à cause du retard des vivres qu'on at-
« tendait de Cortè. Je lui fis observer qu'il était d'une
« extrême importance pour la nation et même pour
« nous de partir à l'heure qui nous avait été indiquée;
« que quant aux vivres, il pouvait les faire apporter à
« Pontenovo. Mes observations et mes instances furent
« rejetées avec tant de hauteur que je fus sur le point
« de partir avec ma compagnie. Mais, réfléchissant que
« j'aurais été accusé d'orgueil et d'insubordination;
« que j'assumais une grande responsabilité, j'attendis
« avec résignation le signal du départ.

« Le corps de Pontenovo était informé, depuis le
« matin, que la colonne qu'il attendait n'était plus qu'à
« une petite distance et il brûlait d'impatience de se
« mesurer avec elle. A onze heures, l'avant-garde
« française se présenta à deux portées de fusil du
« pont. Les patriotes ne consultent plus alors que leur
« courage; malgré l'ordre précis de n'engager le com-

« bat que lorsque nous aurions occupé les penchants « de Canavaggia, ils se précipitent avec vivacité à la « rencontre des ennemis.

« L'avant-garde n'attendit pas le choc de ces braves, « se replia sur le gros de la colonne, laquelle se dé- « ploya sur un terrain d'environ quatre cents pas et « commença un feu bien nourri contre les assaillants. « Ceux-ci s'emparèrent de deux rochers qui dominent « le chemin, menaçant de lui couper la retraite. Cette « manœuvre hardie porta l'épouvante dans les rangs « des Français. On voyait déjà dans les mouvements une « hésitation qui annonçait le découragement, lorsque « la colonne, qui avait débouché sur les hauteurs de « Lento et qui depuis le matin cheminait par des sen- « tiers couverts de maquis, fond tout à coup sur le « flanc des patriotes et les place entre deux feux. On « s'aperçoit alors de l'imprudence que l'on a faite; on « se repent, mais trop tard, d'avoir méconnu les or- « dres du chef. On court vers le pont pour se couvrir « de la rivière, mais une compagnie de Suisses, d'Al- « lemands, de déserteurs français, qui était restée en « réserve dans le camp, s'en empare pour obliger « les fuyards à faire face à l'ennemi. Cette impru-

« dente résistance arrête les premières files, celles-ci « les secondes et ainsi de suite. En moins d'un quart « d'heure, les abords du pont sont couverts de patrio- « tes qui, tous, pressés par l'imminence du danger, « demandent à passer sur la rive opposée. Pendant « qu'on délibère, un régiment arrive sur une espèce de « plateau qui domine le pont, fait un feu roulant pres- « qu'à bout portant sur les malheureux qu'un excès « de zèle ou de méchanceté empêchait de se sauver. « Enfin, la compagnie est forcée, le passage est ouvert, « mais le pont et ses alentours sont jonchés de morts « et de mourants. La retraite n'est plus qu'une défaite « générale. La liberté du pays reste enchaînée au char « du vainqueur (1).

« J'avais demandé l'honneur d'être à l'avant-garde, « je l'avais obtenu. Inquiet sur le succès que pou- « vait avoir une pareille journée, fâché du retard « qu'on avait éprouvé jusqu'alors, je pressai mes gens. « Mais j'arrivais à peine à Ponterotto, lorsque les der- « nières détonations se faisaient entendre · je hâtai

(1) Paoli était à une lieue de là, sur la route de Rescamone, d'où il vit le combat et la défaite, sans avoir eu le temps d'y apporter aucun remède.

« le pas. Quels furent mon étonnement et ma dou- « leur en arrivant, quarante minutes après, sur le « versant de Canavaggia ! Je vis les patriotes en fuite, « les ennemis maîtres du pont, le sol couvert de morts, « et, groupés sur les côteaux les plus rapprochés du « pont, les femmes et les enfants des hameaux voisins « qui avaient envoyé tous leurs hommes valides au « combat, regardant le champ de carnage avec des « gestes de douleur et des cris déchirants. A cette « vue, je ne fus plus maître de moi. Je m'élançai vers « le pont plutôt dans l'intention d'y trouver la mort « que dans l'espoir de venger nos braves. Plusieurs « de mes gens me suivirent et voulurent partager mon « danger.

« Nous nous avançâmes à travers une grêle de balles « jusqu'à une demi-portée de fusil du pont, dans des « maquis touffus, qu'on trouvait alors sur les bords de « la rivière. Nous fîmes de là un feu si bien nourri que « l'ennemi n'essaya pas de nous déloger de cette « position. Nous espérions que nos camarades au- « raient suivi notre exemple ; que nous aurions laissé « indécis, du moins, le succès de la journée. Nous « fûmes trompés dans notre attente. Nos camarades,

« informés de la déroute, n'avaient pas dépassé Pon-
« terotto.

« A la nuit close, n'ayant plus ni poudre, ni balles, « craignant d'être cernés, nous nous retirâmes sur « les hauteurs de Canavaggia, où nous rencontrâmes « plusieurs de nos gens. Grand nombre de feux furent « allumés, afin de faire croire que nous étions en force. « Nous conservions encore l'espoir que les patriotes « seraient revenus de leur frayeur, qu'ils se rallieraient « à nous pour harceler l'ennemi jusqu'à la Stretta d'O- « messa, où il nous était possible de le devancer, de « lui fermer le passage et de prendre notre revanche. « Nos illusions s'évanouirent avec les ténèbres de la « nuit. Le jour nous fit voir l'immensité de nos « pertes, dans le silence et la solitude d'une vaste « campagne.

« Nous nous éloignâmes le cœur navré, ne sachant « plus quel parti prendre. A Francardo seulement, on « apprit que Paoli était parti pour Cortè. Je résolus de « le suivre avec ceux de mes gens qui conservaient « encore du courage, mais je ne pus le rejoindre qu'à « Vivario. Il avait peu de monde avec lui. En me « voyant, il me dit avec l'accent de la douleur : —

« Tout est perdu ! Je connais ta conduite à Ponte-
« novo; je regrette de ne pouvoir pas la faire savoir à
« toute la Corse; ce trait de dévouement et de bra-
« voure ne devrait pas être perdu pour l'histoire. »

« Nous marchâmes alors de malheurs en malheurs.
« Nos opérations manquant d'ensemble, tous nos ef-
« forts devenaient inutiles. Je suivis Paoli à Bocognano,
« à Bastelica, à Levie et à Porto-Vecchio : je voulais
« m'expatrier avec lui, mais il ne le permit pas.
« Retourne chez toi au plus vite, me dit-il, tâche
« de conjurer l'orage. Quant à moi, je vais quitter
« l'île; je chercherai un asile en Angleterre, j'em-
« mènerai ceux qui n'ont rien à perdre, ou qui, par
« des circonstances particulières, se trouveraient for-
« tement compromis. Tu n'es pas de ce nombre, je
« t'invite à rester. Si plus tard tu crois n'être pas
« en sûreté, tu viendras me trouver. Il m'embrassa
« et partit. »

Napoléon avait écouté ce récit avec une attention soutenue; par moments son regard profond s'allumait; quelquefois, une pensée soucieuse ridait ce beau front qui semblait fait pour les couronnes. Lorsque le vieux patriote eut fini, le jeune Bonaparte réfléchit un ins-

tant en silence et lui dit d'une voix agitée. — « Êtes-« vous sûr qu'il n'y ait pas eu trahison ? — J'aime « mieux croire, répondit tristement le vieillard (1), « que nous n'avons été trahis que par la fortune. »

Le lendemain Napoléon se rendit à Pontenovo, en leva le plan avec le plus grand soin et parut étudier de nouveau la bataille. Il alla visiter ensuite le château de de Serravalle, qui est sur la gauche, à environ une lieue du grand chemin. Ce château, qui date du ixe siècle, est situé sur un mamelon qui commande une jolie vallée agréablement accidentée d'une plaine, de ravins, de côteaux, et au fond de laquelle on voit couler une rivière dont les eaux vont se jeter dans le Golo.

De toutes les forteresses féodales de l'île, c'est sans contredit la plus vaste et la mieux conservée. Napoléon en trouva le site pittoresque, et, après avoir examiné ses murs crénelés et blanchis de mousse, il en leva le plan et déclara que ce château était assez fort pour l'époque reculée où il avait été bâti (2).

(1) Ce vieillard était mon père, Paul-Louis Nasica. Il m'a bien souvent raconté le combat de Pontenovo et son entretien avec Bonaparte.

(2) *Note de l'Éditeur.* — Ces excursions stratégiques et patriotiques dans les montagnes de la Corse ne sortirent jamais de la mé-

Sa longue excursion terminée, Napoléon revint à Cortè. « Qu'avez-vous appris dans votre pèlerinage? lui demanda quelqu'un. — Que nous avons toujours été malheureux, répondit-il. »

Quelques jours après, Napoléon proposa à Paoli de faire élever à Pontenovo une pyramide sur laquelle on graverait les noms de ceux qui y avaient péri le jour du combat, et cette courte épitaphe : — *Tombeau de la liberté et de ses martyrs.* Paoli répondit qu'il ne fallait pas célébrer nos disgrâces, ni en perpétuer le souvenir par des monuments. « Ce combat, répartit Napoléon, sera « malgré nous d'une malheureuse célébrité dans les « annales de notre pays, comme le sont, dans l'histoire « grecque et romaine, les batailles de Chéronée, de la

moire de l'Empereur. Il en parlait souvent à Ste-Hélène et se plaisait à détailler les grands traits de l'île et sa structure physique; il disait que les habitants des montagnes avaient une énergie de caractère et une trempe d'âme qui leur étaient particulières; il s'y voyait dans sa jeunesse au milieu des précipices, franchissant les sommets élevés, les vallées profondes, les gorges étroites et recevant partout les honneurs de l'hospitalité. Ces souvenirs lointains d'une terre à la fois agreste et gracieuse, où les orangers fleurissent au pied des montagnes chargées de neige, semblaient rafraîchir le sang de l'auguste captif, et lui faisaient oublier, pendant quelques instants, ses souffrances physiques et morales.

« Trébia et de Cannes. Il vaudrait donc mieux, peut-« être serait-il encore plus glorieux pour nous de trans-« mettre aux générations les plus reculées notre dou-« leur et notre reconnaissance pour les victimes de « Pontenovo. » Ce projet fut goûté par tous ceux qui étaient présents à cet entretien; on l'aurait probablement réalisé, si les événements n'eussent consommé la rupture qui germait déjà entre Paoli et Napoléon.

CHAPITRE VIII.

Voyage de Napoléon à Paris.

Napoléon va prendre sa sœur à Paris. — Maillard. — Servan. — Lajarre. — Napoléon manque de passer devant un conseil de guerre. — Ses démarches et ses relations avec les Girondins. — Le 20 juin. — Le 10 août. — Napoléon nommé capitaine d'artillerie. — Sa sœur le force de rentrer en Corse. — Une de ses lettres.

La situation du continent n'était pas rassurante. Les factions, les partis, les intérêts des grands et ceux de la multitude donnaient des inquiétudes sérieuses. Tout faisait présager un bouleversement; on ne savait quel parti prendre. Les puissances coalisées menaçaient la France d'une prochaine invasion, dont les conséquences ne pouvaient pas se calculer. Dans cet état de choses, madame Bonaparte sentit la nécessité de rappeler au-

près d'elle sa fille, Marie-Anne-Elisa, depuis grande-duchesse de Toscane, princesse de Lucques et Piombino, qui se trouvait à Saint-Cyr, à la veille d'achever son éducation.

Napoléon applaudit au projet de sa mère, revint à Ajaccio et partit pour Marseille vers la fin du mois de mai. Il espérait obtenir de l'avancement dans sa première arme; mais le commandant Maillard avait écrit contre lui à l'occasion des troubles de Pâques et il rencontra des obstacles.

Cependant l'agitation des esprits et l'instabilité des choses ne permettaient pas de s'arrêter sur un événement insignifiant; des affaires d'une tout autre importance appelaient l'attention du ministère. Les puissances du Nord levaient le bouclier contre la Révolution ; il fallait se préparer à les combattre. Ce n'était pas assez de les braver, il fallait encore les vaincre pour sauver nos frontières. Les officiers d'artillerie étaient fort rares, car l'émigration avait laissé un grand vide dans cette arme. D'ailleurs, d'excellentes notes existaient sur le compte de Napoléon. Servan se disposait à accueillir sa demande, en dépit des accusations de Maillard accréditées par quelques députés, qui auraient désiré le voir éliminer des

contrôles de l'armée; mais le 20 juin vint lui susciter de nouvelles difficultés.

Le changement de ministère faillit le transformer en criminel. Lajarre revint sur les désordres de Pâques. Heureusement, il ne trouva pas qu'il fût dans ses attributions d'en poursuivre les auteurs; il s'en remit à la prudence du ministre de la justice, qui apparemment n'en eut ni le temps, ni la volonté. La lettre ci-après que Lajarre s'empressa d'écrire à Maillard prouve assez le danger que courut alors Napoléon.

Paris, le 8 juillet, l'an IV de la liberté (1).

« J'ai reçu, monsieur, avec la lettre que vous avez écrite à M. de Grave le 25 avril, les pièces qui l'accompagnaient, concernant tous les excès commis à Ajaccio pendant les fêtes de Pâques, par le bataillon des volontaires nationaux corses.

« Après avoir examiné ces pièces avec la plus sérieuse attention, je me suis convaincu qu'il n'était pas

(1) Cette copie est tirée de celle qui se trouve entre les mains de M. Baciocchi-Adorno, ex-conseiller de préfecture à Ajaccio.

possible de montrer plus de prudence, de modération et de zèle, pour le bien public et pour le maintien du bon ordre, que vous ne l'avez fait dans les circonstances désagréables et très-délicates où vous vous êtes trouvé; que MM. de Quenza et Bonaparte étaient infiniment répréhensibles dans la conduite qu'ils ont tenue, et qu'on ne peut se dissimuler qu'ils aient favorisé tous les désordres et les excès de la troupe qu'ils commandaient.

« Si les délits qui ont été commis eussent été purement militaires, je n'aurais pas hésité à prendre les ordres du roi pour faire traduire ces deux officiers supérieurs par-devant la cour martiale, ainsi que tous ceux qui ont participé à ces excès; mais la connaissance de ces délits étant exclusivement réservée par les nouvelles lois aux juges ordinaires, attendu qu'ils intéressent essentiellement la sûreté publique et qu'il y a des particuliers impliqués avec des militaires, je n'ai pu que déférer cette affaire au ministre de la justice et m'en remettre à lui de donner les ordres qu'il jugera nécessaires pour faire punir les auteurs de tous ces désordres et leurs principaux complices.

« *Le Ministre de la guerre,*

« Signé, A. Lajarre. »

En vain espérait-il se laver aux yeux du ministre, en lui soumettant le mémoire qu'il avait fait pour la justification du bataillon : Lajarre n'y ajoutait pas foi, il persistait à le croire coupable. Des insinuations perfides contribuaient sans doute à entretenir la prévention du ministère.

Napoléon était désolé de se voir victime de la calomnie. Cependant, fort de sa conscience, il ne désespérait pas de venir à bout de se justifier. Voyant que son mémoire au ministre n'avait pas produit l'effet qu'il s'en promettait, il en présenta une copie à l'Assemblée législative. Cette copie se perdit dans les cartons.

Dans l'intervalle, il avait cherché à faire connaissance avec quelques-uns des girondins; mais ces relations ne pouvaient pour le moment lui être d'aucune utilité. Les girondins avaient perdu le ministère ; ils ne dominaient plus dans la Législative. Ce parti encore puissant avait essuyé des pertes. Le pouvoir lui échappait; son influence allait s'effaçant. Le 10 août lui ramena la force et la confiance : il reprit ses positions au ministère et à la Législative. La cour tombait; la montagne n'osait pas encore se confier à ses propres forces, ni en faire l'essai.

Napoléon profita du triomphe momentané de la Gironde pour renouveler sa demande d'avancement. Il fut nommé capitaine d'artillerie à l'armée de la Moselle, dont le commandement venait d'être confié à Dumouriez. Le désir de se trouver en présence de l'ennemi lui aurait fait aisément oublier qu'il devait ramener sa sœur en Corse; mais celle-ci, qui s'en aperçut, le lui rappelait tous les jours, le conjurait de ne pas la laisser partir seule. Il délibéra longtemps s'il devait accéder à ses prières, ou bien suivre le penchant de son cœur. Enfin, les ordres de sa mère, les pleurs de sa sœur l'emportèrent sur toute autre considération. Il fit connaître sa position au ministre qui lui permit de rentrer en Corse et d'y attendre les ordres qu'on lui transmettrait.

Les contrariétés qu'il avait essuyées, jointes à la connaissance qu'il avait acquise des hommes et des affaires, l'avaient entièrement dégoûté. La lettre qu'il écrivait à Lucien prouve l'état de son esprit, et fait voir l'homme qui observe bien et qui juge encore mieux. Voici cette lettre :

Le 3 juin.

« Je t'envoie le projet du comité sur l'éducation publique ; rien n'a encore été décidé, et ce n'est pas dans ce moment de combustion que l'Assemblée pourra s'en occuper.

« Lis-le avec attention, mon cher Lucien, et fais-en ton profit ; ce n'est pas un chef-d'œuvre, mais cependant il est bon.

« La démarche de Lafayette (1) a été trouvée, par l'homme sensé, nécessaire, mais bien dangereuse pour la liberté publique. En fait de révolution un exemple est une loi, et c'est un exemple bien dangereux que celui que ce général vient de donner. La faction jaco-

(1) De quelle démarche veut-il parler? Tout porte à croire qu'il fait allusion à la lettre que Lafayette écrivit de son camp de Maubeuge à l'Assemblée législative, le 16 juin 1792, et à sa brusque comparution devant la même assemblée le 28 suivant. Mais alors il faut admettre que Napoléon s'est trompé de date ; c'est-à-dire, qu'au lieu d'avoir écrit le 3 juin, il aurait écrit le 3 juillet. C'est une erreur qui arrive assez souvent, en faisant une lettre au commencement du mois, de la dater de celui qui précède.

bine marchera en avant; le peuple, c'est-à-dire, les dernières classes sont irritées et sans doute qu'il y aura un choc.

« Ce choc peut être de nature à accélérer la ruine de la constitution.

« Ceux qui sont à la tête sont de pauvres hommes. Il faut avouer, lorsque l'on voit tout cela de près, que les peuples valent peu la peine que l'on se donne tant de souci, pour mériter leur faveur. Tu connais l'histoire d'Ajaccio; celle de Paris est exactement la même; peut-être les hommes y sont-ils plus petits, plus méchants, plus calomniateurs et plus censeurs. Il faut voir les choses de près pour sentir que l'enthousiasme est de l'enthousiasme et que le Français est un peuple vieux, sans préjugés, sans liens.

« Chacun cherche son intérêt et veut parvenir; à force d'horreur, de calomnie, l'on intrigue aujourd'hui aussi bassement que jamais. Tout cela détruit l'ambition. L'on plaint ceux qui ont le malheur de jouer un rôle, surtout lorsqu'ils peuvent s'en passer : vivre tranquille, jouir des affections de la famille et de soi-même. Voilà, mon cher, lorsque l'on jouit de 4 à 5,000 francs de rente le parti que l'on doit prendre et que l'on a 25 à 40 ans,

c'est-à-dire, lorsque l'imagination calmée ne vous tourmente plus.

« Je vous embrasse et je vous recommande de vous modérer en tout; en tout, entendez-vous, si vous voulez vivre heureux (1). »

Napoléon avait suivi attentivement les mouvements du 20 juin et du 10 août. Le 2 septembre il était encore à Paris, mais il quitta bientôt la capitale, le cœur navré, mécontent des hommes et des choses.

(1) Cette lettre n'est pas signée, mais elle contient le paraphe ordinaire de Napoléon et l'écriture surtout est la sienne. Elle est sans adresse.

CHAPITRE IX.

Retour de Napoléon en Corse.



Danger et présence d'esprit de Napoléon. — Son départ de Toulon et nouvelle qu'il apporte. — Un guet-apens. — Rupture entre Paoli et Napoléon. — Rocca et Colonna-di-Leca. — Conseils du général Casabianca. — Napoléon quitte Corté. — Ses plaisanteries sur les Naïades de la Rustonica. — Son opinion sur la position de Vizzavona. — Regrets de Paoli.

Arrivé à Marseille, Napoléon courut un grave danger, dont il ne se tira que par sa présence d'esprit. Sa sœur avait un chapeau garni de plumes; en descendant de voiture, à la porte de l'auberge, elle fut remarquée par une foule de démagogues qui aussitôt se mirent à crier : « Aux aristocrates, mort aux aristocrates! — Pas plus aristocrates que vous, » leur répondit Bonaparte avec fierté; et prenant le chapeau qui avait soulevé

cette tempête populaire, il le jeta au milieu de la foule ébahie, qui changea ses vociférations en applaudissements prolongés.

Le 24 septembre, pendant qu'il était encore à Toulon à attendre le moment de s'embarquer avec sa sœur, un courrier extraordinaire (1) apporta la nouvelle que la Convention, par son décret du 21, avait aboli la royauté en France. Le lendemain, il mouilla dans le port d'Ajaccio. Aussitôt un courrier fut expédié à Cortè pour donner à Paoli cette importante nouvelle.

Dans les premiers jours d'octobre, Napoléon se rendit lui-même à Cortè pour voir son frère, pour sonder peut-être en même temps les dernières intentions de Paoli. Celui-ci n'avait plus pour lui les mêmes sentiments. De nouvelles raisons, de nouvelles circonstances avaient décidé son refroidissement vis-à-vis de la famille Bonaparte et de tous ceux qui tenaient pour la France.

Pendant son séjour à Cortè, Napoléon faisait journellement un tour de promenade du côté de St-François. Il était déjà signalé par ses opinions comme un de ceux qui

(1) Connu sous le sobriquet de *Moustache* et qui avait l'habitude d'aller de Paris à Toulon en trois jours.

soutenaient avec le plus d'opiniâtreté le parti de la France, parti alors fort décrié, haï par la presque généralité des habitants. Les prêtres craignaient le renversement des autels, l'anéantissement de la religion de nos pères. Paoli, qui voyait le naufrage du continent, qui aurait voulu sauver l'île, témoignait de l'aversion pour la France. Les Corses, naturellement religieux, sentaient le besoin de séparer leur cause de celle d'un peuple qui marchait à l'impiété, que le chef de l'Église réprouvait. Un jour, au moment où Napoléon se disposait à faire sa promenade avec son parent Ramolino, Vincentello Ortoli de Tallano, lieutenant dans son bataillon, vint l'avertir que des gens étaient apostés contre lui au détour de la route, entre les dernières maisons de la ville et le premier pont.

Fort de sa conscience il ne jugeait pas à propos de changer la direction de sa promenade ; mais tous les officiers du bataillon, accourus chez lui, s'y opposèrent jusqu'à ce que l'on eût reconnu les gens qui avaient été aperçus. On envoya des soldats; il n'y avait plus personne. On parla beaucoup alors de ce guet-apens. On eut des soupçons, on fit des conjectures. Paoli ordonna des patrouilles.

Napoléon prétendait pouvoir concilier son grade de chef de bataillon de la garde nationale soldée avec celui de capitaine d'artillerie, qu'il venait d'obtenir; mais on lui faisait des difficultés, on traînait en longueur la décision de l'affaire. Ennuyé enfin de rester à Cortè dans l'impuissance à laquelle on voulait le réduire, il prend la résolution d'obtenir, par une démarche hardie, ou la justice qu'il réclame ou bien la certitude qu'on ne veut pas de lui. Il se présente un beau jour à Paoli, au moment où Colonna-di-Leca et Rocca, capitaine du bataillon, l'avocat Tiberj et Grimaldi étaient avec lui. Il se plaint devant eux, d'une manière respectueuse et en même temps libre et ferme, de l'injustice qu'il croit lui être faite. Il demande que le commandement des cinq compagnies qui se trouvaient encore à Cortè, lui soit confié sur-le-champ; faute de quoi, il déclare vouloir partir le lendemain pour Ajaccio et de là adresser ses réclamations à Paris, afin de faire mettre un terme aux tracasseries d'une faction anti-nationale. Paoli, qui n'était accoutumé à recevoir ni menaces, ni reproches, eut de la peine à se contenir; mais son âge, sa dignité comprimèrent un premier mouvement de colère. « Vous pouvez partir, répondit-il, si vous le voulez. »

Napoléon traversa la salle, descendit l'escalier en prononçant des mots que les deux capitaines qui sortaient avec lui ne purent pas recueillir. Il était animé; il porta plusieurs fois la main sur son épée, ce qui fit présumer qu'il regrettait que son grade ne lui permît pas de demander satisfaction à Paoli de l'affront qu'il croyait recevoir.

Le général Casabianca devait partir le lendemain pour Ajaccio, afin d'y préparer l'expédition de Sardaigne; Napoléon alla le trouver pour lui faire part de la conférence qu'il venait d'avoir et pour lui dire qu'il désirait partir avec lui. Ce général, qui connaissait sa famille, qui avait pour lui de l'amitié, écouta ses doléances avec bonté, lui fit ensuite des remontrances amicales, lui parla comme un père pourrait le faire à son fils. Il lui fit observer que probablement Paoli avait été mal prévenu sur son compte, mais que sa conduite, ses talents, ne tarderaient guère à le justifier, à lui conquérir de nouveau la confiance et l'amitié d'un homme tel que Paoli qui aimait la vérité et la patrie par-dessus tout; qu'il ne fallait pas, au début de sa carrière, se brouiller avec ses chefs. Enfin, le général Casabianca le conjura de prendre patience, lui offrit

ses bons offices auprès du général Paoli. Napoléon le remercia et persista dans la résolution de partir pour Ajaccio.

Le lendemain, Napoléon se mit en chemin, brouillé avec Joseph, qui ne voulait pas qu'il partît. En passant sur le pont de Rustonica il apostropha les Naïades de cette rivière, leur prédisant qu'elles prendraient bientôt le titre de nymphes de la Tamise. « Mais que ce ti-
« tre pompeux ne vous enorgueillisse pas, ajouta-t-il,
« vous le perdrez... Le titre modeste de Naïades de
« la Rustonica vous sied mieux ; les airs patriotiques
« que vous chantez sur ces rochers, sont plus doux,
« plus harmonieux que les sifflements qu'on entend
« sur les bords nébuleux de la Tamise. »

Pendant tout le reste du voyage, Napoléon fut rêveur, pensif. A Vizzavona, il mit pied à terre pour visiter le fort. Après l'avoir bien reconnu, il dit qu'il n'était pas tenable, mais qu'avec une poignée de braves, il se faisait fort de défendre les défilés de Vizzavona contre une armée de cent mille hommes.

Le général Paoli fut péniblement affecté d'avoir perdu un homme dans lequel il avait placé d'abord tant d'espérances. Ses confidents tâchaient de le consoler,

en atténuant les talents, les connaissances de Bonaparte. Il répondait toujours « que le parti national avait perdu en lui son meilleur appui, son meilleur défenseur; qu'il le rachèterait au prix de son sang, s'il pouvait changer quelques-unes de ses idées. »



CHAPITRE X.

Napoléon encore une fois à Cortè.

Motif de la rupture entre Paoli et Napoléon. — Napoléon est chargé de lever le plan des fortifications de St-Florent. — Paoli lui ordonne de retourner à Ajaccio. — Il reprend le commandement de son bataillon.

La rupture entre Paoli et Napoléon était désormais un fait accompli. Leurs tendances respectives et leurs vues politiques en avait été la seule cause.

Paoli, qui craignait qu'après la tourmente révolutionnaire la Corse ne retombât sous le joug de Gênes, avait conçu le projet de la séparer de la France. Connaissant l'attachement que Bonaparte avait pour cette nation, il regrettait d'avoir en quelque sorte contribué

à le faire nommer chef de bataillon et cherchait à détruire, à diminuer du moins son influence.

Napoléon, de son côté, avait deviné les craintes et les intentions de Paoli. Ne partageant par les unes, il ne pouvait pas seconder les autres. Il saisissait toutes les occasions pour se récrier contre le projet du général. La France lui paraissait la seule nation qui convînt à la Corse. Du reste, il l'aimait par inclination, par habitude; rien au monde n'aurait pu l'en détacher.

A peine était-il de retour à Ajaccio qu'il reçut l'ordre du ministre de la guerre de se rendre à St-Florent, pour dresser le plan des fortifications de cette place. Le ministre attachait beaucoup d'importance à s'assurer de ce golfe, parce qu'il était le plus à la portée du continent et que la puissance ennemie qui s'en emparerait pourrait de là tenir en échec les escadres de Toulon.

Napoléon ne perdit pas un instant pour se mettre en route; mais, dès qu'il fut arrivé à Cortè, Paoli, qui ne trouvait pas nécessaire, dans le moment, que St-Florent fût mis en état de défense, lui ordonna de retourner sur ses pas, afin de se joindre à l'expédition de Sardaigne qui se préparait dans le golfe d'Ajaccio. Napoléon ne voulait pas obéir à l'ordre du général et disait qu'il devait avant

tout s'acquitter de la commission dont le ministre l'avait chargé. Il fallut que Paoli le lui ordonnât par écrit.

Il revint donc à Ajaccio en même temps que les cinq compagnies de son bataillon, stationnées à Cortè, dont il fut, pour ainsi dire, forcé de prendre le commandement en route. Officiers, soldats, tous furent bien aises de se trouver sous les yeux de leur ancien supérieur, après en avoir été séparés pendant sept mois. Le capitaine Ortoli, qui était à leur tête, s'empressa de résigner ses pouvoirs entre les mains de leur véritable chef.

A Bocognano, on reçut l'ordre du général Casabianca de s'arrêter à Mezzana. Les soldats, auxquels il tardait de revoir Ajaccio, restèrent, à cette nouvelle, comme frappés de la foudre; puis, revenant de leur surprise et de leur abattement, ils se plaignirent avec énergie qu'on voulût les humilier et déclarèrent qu'ils sauraient se faire rendre raison d'une telle mesure. Ce fut alors que Napoléon se détermina à ressaisir le commandement, afin d'empêcher la désobéissance et la révolte des soldats. Il ne fallut rien moins que la déférence qu'ils lui témoignaient, pour qu'ils consentissent à s'arrêter à Mezzana. Quenza y arriva le même jour avec le reste du bataillon. En conséquence, Napoléon se rendit le soir à

Ajaccio, accompagné du capitaine Ortoli. Tous les deux se présentèrent en arrivant au général Casabianca, qui leur dit qu'il avait placé leur bataillon à Mezzana, dans la crainte que sa présence à Ajaccio ne rallumât la querelle avec les habitants. Napoléon le tranquillisa sur ce point; aussi, le bataillon eut ordre d'avancer jusqu'aux Capucins, ancien monastère situé aux portes de la ville, où il fut provisoirement caserné.

CHAPITRE XI.

Expédition de Sardaigne.

Motifs de l'expédition.—Truquet.—Les sans-culottes à Ajaccio.—Ils pendent trois soldats corses. — Napoléon irrité contre les sans-culottes. — Conséquences de ces faits. — Truquet sequestré. — Napoléon et Colonna di Leca apaisent le tumulte. — Les bataillons corses destinés à faire une fausse attaque.—Colonna-Cesari choisi pour les commander.—Motifs d'un pareil choix. — Napoléon à Bonifacio. — Il manque d'être *lanterné*. — Marinaro tue un marin.—Force de l'expédition.—Regrets de Napoléon.—Départ de la flottille.—On aborde le rivage.—Napoléon débarque le premier, chasse l'ennemi et fait cinq prisonniers. — L'artillerie commence à jouer. Intentions de Napoléon. — Son entretien avec Colonna-Cesari. — Il jette une bombe dans l'église de la Madeleine. — Signal du départ. — Une compagnie de grenadiers abandonnée.—Conseil généreux de Napoléon.—Retour à Bonifacio.

La cour de Turin, fidèle à ses vieilles habitudes, avait tenu depuis l'ouverture des états généraux une conduite équivoque à l'égard de la France. Elle donnait à entendre que ses intentions étaient pacifiques, qu'il était

dans son plan comme dans ses intérêts de garder une parfaite neutralité, dans le cas où l'Europe ébranlée voudrait courir aux armes.

Cependant, à travers cette profession de foi perçaient son aversion pour les idées nouvelles, son penchant pour l'arbitraire, ses craintes, ses désirs. Alarmée de l'incendie qui embrasait la France, elle sentait son impuissance à l'empêcher de franchir les Alpes, si l'on ne s'empressait pas de l'arrêter sur la Seine. Elle voyait avec une secrète joie les progrès de l'émigration et les armements du Nord. Elle ignorait que, malgré toutes ses tergiversations, elle devait être la première à tomber sous les coups de la liberté naissante. La France désirait conserver la paix avec la cour de Turin. En effet, libre de ce côté, elle pouvait porter toutes ses forces dans les Pyrénées, en Belgique et sur le Rhin ; elle avait, par cela même, un grand intérêt à pénétrer la politique d'une puissance qui pouvait tout à coup lui tomber sur le flanc, pendant qu'elle portait ailleurs ses efforts. On lui demanda satisfaction d'une insulte faite à la nation française dans la personne de M. de Semonville. Cette satisfaction fut refusée. La guerre fut déclarée sans délai ; le sort des combats fut appelé à décider entre la

France et l'Europe. Les préparatifs étaient immenses; la lutte ne pouvait être que longue, rude et sanglante; mais une grande nation, réduite à la terrible nécessité de défendre sa gloire et surtout son indépendance, ne compte jamais ses ennemis.

L'expédition de Sardaigne fut arrêtée. En attendant que les victoires de la Belgique permissent de franchir les Alpes, on voulait se venger de la cour de Turin sur ses possessions d'outre-mer. La conquête de la Sardaigne faisait tomber sa couronne, fermait aux Anglais la mer de Provence, et facilitait la surveillance des ports espagnols.

Truguet, avec la flotte destinée à cette expédition, arriva dans le golfe d'Ajaccio vers la mi-novembre.

Il avait à bord la légion marseillaise composée de gens sans aveu, de tout ce qu'il y avait de plus mauvais, de plus impur dans la Provence. Chaque soldat était pourvu d'une corde qu'il portait constamment dans sa poche pour *lanterner*, disait-il, ceux qu'il lui plaisait d'appeler aristocrates. Cette légion fut casernée dans la citadelle, en attendant les préparatifs du départ.

La renommée des sans-culottes n'avait malheureusement que trop retenti d'un bout à l'autre du royaume.

Ajaccio fut effrayé de les avoir dans son sein pour quelques jours : les rues, les places furent désertes. En effet, à peine avaient-ils mis le pied dans la ville qu'ils coururent danser une carmagnole autour de l'arbre de la liberté. Dans leur féroce impatience, ils auraient voulu faire, à Ajaccio, ce que leurs compagnons avaient fait à Paris ; mais les prisons étaient vides, les habitants sur leurs gardes. Irrités de ce que la contenance ferme et prudente des Ajacciens les empêchait d'accomplir les massacres qu'ils avaient projetés, ils déchaînèrent toute leur fureur contre trois soldats, dont un du bataillon Grimaldi et Colonna-di-Leca, les deux autres du bataillon de Quenza et Bonaparte.

Ces trois malheureux avaient eu la curiosité d'aller se promener dans la citadelle ; les sans-culottes, qui ne respiraient que carnage, les avaient aussitôt entourés, saisis, pendus, sous prétexte qu'ils étaient des aristocrates. Les deux bataillons corses, informés de la barbarie des sans culottes, prennent les armes, se précipitent furieux vers la citadelle pour venger la mort tragique de leurs camarades. Napoléon est à leur tête, l'épée à la main ; il veut mettre en pièce les sans-culottes, ces monstres qui souillent et déshonorent la Révolution : mais les

Marseillais, n'ayant pas le courage de se mesurer avec eux, avaient fermé les portes. On les provoque, on les traite de bourreaux, on les insulte de toutes les façons pour les décider à sortir; mais ils tremblent dans leur caserne et n'osent se montrer.

Les Corses assiégent la citadelle, se tiennent toute la nuit sous les armes et se préparent à escalader, le lendemain, les remparts. Le général Casabianca eut soin de déjouer leur projet. Profitant de la nuit et d'une porte secrète qui donne sur la mer, il fit passer la légion marseillaise à bord des frégates. Le jour venu, les portes furent ouvertes ; on courut, on fouilla partout, on se répandit en menaces, en injures contre les misérables qui s'étaient sauvés. La vengeance fut ajournée. Cet incident ne contribua pas peu à faire échouer l'expédition. L'inconduite des sans-culottes avait irrité les bataillons corses, qui, dans leur juste ressentiment, soupiraient après une rencontre. Aussi, étaient-ils toujours aux aguets pour visiter les chaloupes qui venaient à terre. Vigilance inutile : les meurtriers ne quittaient plus les frégates.

Il aurait été impossible d'empêcher une catastrophe, si les deux bataillons et la légion se fussent rencon-

trés. Il fallait donc aviser aux moyens de les tenir à distance les uns des autres. Mais comment faire lorsqu'on aurait abordé en Sardaigne? La jonction de ces deux corps pouvait devenir nécessaire pour attaquer ou repousser l'ennemi. Les circonstances pouvaient être telles que l'un eût besoin de l'autre pour se couvrir, se soutenir ou se renforcer. Pour Napoléon, son opinion était qu'il fallait renvoyer à Toulon la légion marseillaise et avec elle toute la flotte. « L'expédition, disait-il, avait manqué son but. On ne pouvait plus espérer de surprendre l'ennemi; on avait mis trop de lenteur, trop d'appareil dans les préparatifs; de plus, on n'avait pas les moyens nécessaires pour réussir. Il fallait se disposer à combattre : on manquait de forces suffisantes pour vaincre. Dans le cas même où, par un coup de main, ou par un tout autre événement, on s'emparerait de Cagliari, on ne pouvait se flatter de le garder contre le gré des Sardes, contre les troupes du roi. On ne pouvait compter sur les premiers, on devait s'attendre à avoir les autres sur les bras. Un peuple, quelque mécontent qu'il soit de son gouvernement, ne voit pas avec satisfaction que l'étranger intervienne d'autorité dans ses affaires. Il fallait donc avoir plus

de monde, choisir mieux son temps, pour conquérir la Sardaigne, surtout pour s'y maintenir. »

D'autres étaient d'avis que nos armes auraient une meilleure fortune en Sardaigne ; mais qu'il fallait, sous peine de voir une mêlée, empêcher la réunion des Corses et des sans-culottes. Dans ce but, il fallait destiner les uns ou les autres pour une fausse attaque du côté de la Madeleine. De cette manière, on mettrait l'ennemi dans la nécessité de partager ses forces ; les Corses et les sans-culottes, en combattant les uns loin des autres, concourraient néanmoins à un seul et même succès.

Le général flottait entre ces deux avis ; il n'osait pas prendre sur lui de suspendre l'expédition, ni de changer le plan qu'on lui avait tracé. Un second incident, survenu dans ces entrefaites, fixa cependant ses incertitudes.

Truguet, ayant des malades parmi les marins de son équipage, les fit mettre à terre dans un camp qu'il forma au jardin des Capucins. Les bataillons corses n'avaient jamais cessé de demander le châtiment légal des sans-culottes, ou du moins leur débarquement : dans ce dernier cas, ils se chargeaient eux-mêmes de les

punir. Toutes leurs réclamations, toutes leurs démarches avaient été infructueuses.

Voyant qu'on ne voulait, qu'on n'osait peut-être pas leur accorder la juste satisfaction qu'il sollicitaient et que le massacre indigne de leurs frères d'armes restait sans expiation, les gardes nationaux rôdaient continuellement sur les bords de la mer. Là, tout en faisant des gestes de mépris, ils proféraient des défis et des menaces, dans l'espoir que quelques sans-culottes, las d'endurer lâchement les injures, se décideraient enfin à venir à terre pour se mesurer corps à corps et pour vider leur querelle.

C'était, peut-être, le meilleur parti à prendre; mais les sans-culottes n'étaient pas de cette trempe; d'ailleurs, les chefs ne l'auraient pas permis. Dans ces circonstances, Truguet descend un jour pour visiter ses malades; il se fait débarquer sur la grève de la Charabola (1), d'où il se dirige avec ses officiers vers les Capucins. Quelques soldats corses le reconnaissent, forment aussitôt le projet de se saisir de sa personne et de le retenir jusqu'à ce qu'il fasse mettre à terre les

(1) Aux portes de la ville.

sans-culottes. Concevoir, mettre à exécution ce projet n'est que l'affaire d'un moment. Truguet, avec sa suite, est entouré, arrêté, sommé, s'il veut sa liberté, de faire débarquer la légion marseillaise. En vain cherche-t-il à calmer les soldats et à les dissuader; ils ne se portent à aucune autre violence contre lui, protestent même de leur respect pour sa personne; mais ils n'en persistent pas moins dans leurs demandes.

Peu s'en fallut que la ville ne fût rasée. Les frégates, qui avaient aperçu l'arrestation de l'amiral, manœuvraient pour se mettre en ligne. Heureusement le général Casabianca tenait conseil dans ce moment. Des gens de bien lui donnèrent avis de ce qui se passait. Napoléon et Colonna-di-Lecca furent envoyés sur-le-champ pour veiller à la sûreté de l'amiral et le faire délivrer, s'il était possible. La présence des chefs en imposa aux mutins; Truguet et sa suite furent relâchés.

Cet incident amena le projet d'envoyer les bataillons corses, faire une diversion à l'île de la Madeleine.

L'expédition se trouva ainsi doublement affaiblie : elle compta 1,800 hommes de moins et ne put s'aider

des talents de Napoléon, qui valait à lui seul toute l'armée d'expédition.

Il fut décidé que les deux bataillons iraient s'embarquer à Bonifacio, afin de pouvoir plus aisément aborder la Sardaigne.

Mais il fallait un chef à cette petite armée. Le choix appartenait à Paoli; il le fit tomber sur la personne de Colonna-Césari, ex-constituant, colonel de gendarmerie en retraite. On se doutait bien que la conquête de la Sardaigne contrariait les vues de Paoli, qu'il n'en souhaitait pas la réussite. Le choix d'un tel chef en était une preuve, car il avait contre lui la loi et l'opinion. Colonel de gendarmerie en retraite, il ne pouvait être appelé à l'activité par un simple général; d'ailleurs on ne lui reconnaissait pas les talents nécessaires pour faire réussir une pareille entreprise. Il avait, en revanche, la confiance de Paoli.

Les commissaires protestèrent contre cette nomination. Napoléon ne voulait pas de ce chef; Quenza, quoique son parent, n'osait le soutenir.

Napoléon proposa de ne pas le reconnaître en cette qualité et de donner le commandement à Colonna-di-Leca, celui-ci étant le plus ancien. Mais il s'en excusa

par une défiance peut-être excessive de lui-même.

Il proposa au contraire de reconnaître Colonna-Cesari, après avoir toutefois vainement tâché d'amener Napoléon à prendre lui-même le commandement ; car, selon lui, Napoléon était le seul qui le méritât et qui pût inspirer de la confiance et de la subordination aux soldats. Napoléon refusa à son tour, parce qu'étant le plus jeune, il ne voulait ni risquer un coup d'autorité, ni être accusé d'une ambition déplacée.

Toutes ces incertitudes amenèrent la reconnaissance de Colonna-Cesari. Napoléon se rendit le premier à Bonifacio avec son bataillon.

Celui de Colonna-di-Leca (1) fut placé à Sartène en attendant le moment du départ. Soit insouciance naturelle, soit inexpérience, soit qu'il eût des instructions secrètes, le chef ne se donnait aucun mouvement pour accélérer l'expédition, ni pour se pourvoir de vivres, d'ambulances et d'hôpitaux; en un mot, de tout ce qui était nécessaire à la guerre. Cependant, on assurait qu'on avait mis à sa disposition des fonds suffisants pour toutes les dépenses.

(1) Grimaldi, chef de bataillon en premier, s'était retiré chez lui.

Le bataillon Colonna-di-Leca se trouva tout à coup dans la détresse : point de vivres, point de solde. On écrit à Ajaccio pour en avoir, et la réponse qu'on reçoit donne l'assurance que Colonna-Cesari était pourvu de tout. Le capitaine Rocca, de Vico, est alors détaché à Bonifacio afin de réclamer la solde et les vivres pour son bataillon. Ses démarches restèrent sans effet. Colonna-Cesari lui répond qu'il n'a que ce qu'il faut pour les troupes qui sont à Bonifacio. Napoléon était dans un coin de la salle, assis auprès d'une table, se soutenant le front des deux mains. Absorbé dans l'étude de quelques cartes qu'il avait sous les yeux, il ne s'était point aperçu de l'arrivée du capitaine, ni de son entretien avec Colonna-Cesari. On causait depuis une demi-heure, lorsqu'il se leva en fredonnant, et plia les cartes. Apprenant alors de quoi il s'agissait, il garda un morne silence pendant tout le reste de la conférence. Ensuite, il emmena Rocca dîner avec lui. Cet officier ne pouvait se rendre raison des refus de Colonna-Cezari. « Cependant, dit Napoléon, on les explique assez facilement : « notre commandant veut garder l'argent pour un « meilleur usage (1)... »

(1) On doit à la vérité de dire que Colonna-Césari était un homme

Une frégate et d'autres bâtiments sont envoyés à Bonifacio; mais rien n'est préparé pour le départ. On doit encore attendre qu'on envoie d'Ajaccio les vivres, les autres objets nécessaires.

Dans cet intervalle, Napoléon faillit être tué. Les marins de la frégate venaient souvent à terre. Un jour que plusieurs de ces marins couraient les rues comme des furieux, dansant la carmagnole, chantant le fameux refrain *ça ira*, Napoléon sort pour se promener accompagné du capitaine Ortoli. Il a l'air de désapprouver ces clameurs sanguinaires : aussitôt les marins se tournent contre lui, l'accusent d'être un aristocrate et le menacent de la lanterne.

En vain cherche-t-il à leur parler raison, ils l'entourent pour se saisir de sa personne. Il ne lui reste plus de salut alors que dans son courage; la présence du danger redouble ses forces et son agilité. Il se jette sous un portique, met l'épée à la main, prêt à donner

honorable, qui jouissait d'une grande considération dans l'île. Incapable de trahir, incapable de forfaire à l'honneur, patriote zélé, il est descendu dans la tombe entouré de l'estime de ses concitoyens. Il faut croire que sa conduite, dans le cours de cette expédition, ne fut que le résultat des instructions secrètes qui lui avaient été données par Paoli, pour lequel son dévouement était sans bornes.

la mort au premier qui osera approcher. Ortoli en fait autant; mais on persiste à les assiéger. Sur ces entrefaites, vient à passer dans la rue un soldat du bataillon; Napoléon l'aperçoit, lui crie *A moi*, ***Marinaro***(1). Celui-ci n'est pas sourd à la voix de son chef; il s'élance dans la foule, frappe d'un coup de stylet et renverse le marin le plus près de la porte; il se jette sur les autres, mais les lâches ne l'attendent pas. Effrayés de tant d'audace, ils se sauvent à toutes jambes, croyant ressentir les atteintes de l'arme meurtrière.

Délivré de ce danger, Napoléon n'eut rien de plus pressé que d'apporter du secours au marin qu'il croyait seulement blessé; mais le coup avait porté droit au cœur.

Napoléon était encore à Bonifacio, lorsqu'on connut le décret de la Convention du 3 décembre 1792, qui ordonnait la mise en jugement de Louis XVI. En le lisant, il s'écria : « Pauvre France, le malheur t'a frappée! Ton sang va couler par torrents. » Il tint d'autres propos qui, rapportés à Paoli, lui firent, pour un

(1) Ce Marinaro était natif de Bastelica et soldat dans la compagnie Costa.

moment, espérer de pouvoir le ramener dans son parti; mais il fut bientôt désabusé.

Napoléon aimait le roi comme son bienfaiteur, mais il n'aimait pas l'ancienne monarchie. Tout ce qu'il témoigna de chagrin et d'indignation n'était que l'effet de l'attachement, de la reconnaissance qu'il avait pour le roi personnellement. Pour le fond des idées, il était ravi de se trouver tout à coup membre d'une république redoutable par ses ressources. La carrière qui s'ouvrait devant lui était plus brillante, plus conforme à ses principes, à son ambition. Tout en s'affligeant sur le sort d'un roi qu'il aimait, il était bien aise de voir de son vivant les Gaulois reconquérir leur ancienne indépendance sur les Francs.

Enfin, tout est prêt pour le départ. Les vivres, les munitions viennent d'arriver dans le port. Les ordres sont pressants. Le bataillon Quenza-Bonaparte est embarqué avec une compagnie d'artilleurs, deux compagnies du régiment limousin, dont une de grenadiers. Le bataillon Colonna-di-Leca, mandé d'abord, est renvoyé à Sartène sous prétexte qu'il n'y a pas assez de bâtiments pour le transporter. Du reste, Colonna-Cesari prétendait avoir assez de monde pour s'acquitter de sa mis-

sion. Cependant il avait tout au plus 1,200 hommes de débarquement.

Napoléon prévoyait le sort de l'expédition et s'en affligeait. Il en était d'autant plus désolé qu'il perdait, disait-il, un temps précieux.

Les victoires de Dumouriez retentissaient dans son âme, l'embrasaient tout entière. Il regrettait de n'avoir pas été insensible aux larmes de sa sœur. S'il eût rejoint l'armée comme il en avait eu le désir, il aurait assisté sans doute aux journées de Valmy, de Jemmapes. Un faible rayon de la gloire de Kellermann, de Dumouriez serait arrivé peut-être jusqu'à lui. Il aurait été charmé d'avoir pris part à la conquête de la Belgique... Infortuné grand homme! il ne prévoyait pas alors que son naufrage y était marqué!....

Il ignorait qu'après avoir noyé dans sa propre gloire celle de Kellermann, de Dumouriez, il devait venir se briser dans les plaines de cette Belgique qui échauffait tant alors son imagination!! Il épanchait son cœur dans le sein de quelques-uns de ses capitaines. Ses camarades, disait-il, allaient se couvrir de gloire dans la campagne de Hollande que préparait alors Dumouriez, tandis que lui courait les chances des combats sans espoir

d'en acquérir. Il était vraiment contristé de se trouver loin du théâtre de la guerre, lorsque de grands faits d'armes s'y préparaient. La Sardaigne ne pouvait donner l'immortalité à ceux qui l'auraient conquise. Le théâtre était trop petit pour se flatter que l'Europe y assistât.

Au commencement de février 1793, à huit heures du soir, on mit à la voile contre l'avis des marins. A peine eut-on pris le large que l'on rencontra une mer houleuse et un vent contraire. Le temps devint mauvais. On essaya de rentrer dans le port; mais plusieurs bâtiments furent obligés de courir jusqu'à Portonovo. La frégate sur laquelle était Colonna-Cesari resta en pleine mer, pendant deux jours, sans pouvoir gagner le rivage. Le troisième jour le vent se calma; le signal du départ fut donné, mais on attendit jusqu'à huit heures du soir; alors on cingla vers la Madeleine par un vent favorable.

Napoléon montait un chebek avec les compagnies Bonelli et Ottavi : il souffrait beaucoup des effets de la mer; néanmoins il voulut se tenir constamment sur le pont pour donner l'exemple du courage dans les souffrances de la traversée.

Deux heures avant le jour, la petite flottille côtoyait

l'île de la Madeleine. Napoléon voulait relâcher à la pointe de cette île pour tomber à l'improviste sur la ville, qui était située à la pointe opposée (1); mais Colonna-Cesari fit signal de continuer à faire route vers l'île de St-Étienne, où les habitants de la Madeleine avaient conduit, les jours précédents, quantité de gros et menu bétail. L'expédition n'aurait peut-être pas manqué si l'on eût suivi l'avis de Napoléon, car les habitants étaient fort divisés. Il y en avait beaucoup qui n'eussent pas aimé mieux que de voir flotter sur leur rivage le pavillon républicain de la France.

La liberté, en exaltant l'imagination des continentaux, avait échauffé celle des insulaires. Une apparition aussi brusque ne pouvait manquer de produire son effet. Les uns, encouragés dans leurs vœux, se seraient réunis aux Français, bien loin de faire résistance. Les autres, en se voyant assaillis à la fois par terre et par mer, et abandonnés par une partie notable de leurs compatriotes, n'auraient même pas osé tenter de repousser l'invasion. Il faisait encore nuit, quand on mouilla dans

(1) C'était aussi l'avis de Bonelli père que Napoléon avait amené comme ayant une parfaite connaissance des hommes et des parages de la Madeleine.

une anse en face d'une tour qui la dominait. Aussitôt Napoléon se prépare à débarquer avec ses deux compagnies. Il brûlait de se voir à terre. Le jour commençait à peine à poindre qu'il monte sur une chaloupe, et s'avance vers le rivage, suivi des plus braves de ses soldats, qui tous, au reste, rivalisent de zèle, de courage, en le voyant à leur tête.

On était à une demi-portée de fusil du rivage; un grand silence régnait dans la tour et aux environs. Tout à coup une décharge part de cette position, où plusieurs sardes étaient apostés. On se presse : on arrive. Napoléon, l'épée à la main, s'élance dans la mer, gagne le premier le rivage au milieu d'une grêle de balles. Ses braves suivent son exemple ; la fusillade s'engage. L'ennemi, quoique retranché derrière des rochers et protégé par des murailles, ne peut garder ses postes contre une attaque aussi vigoureuse. Il est forcé de lâcher pied pour se réfugier dans l'intérieur de l'édifice, mais, poursuivi l'épée dans les reins, il se débande et se disperse dans l'île. La tour, les vivres, les munitions sont au pouvoir de Napoléon. Pendant qu'on débarquait le reste du bataillon et les artilleurs, Napoléon se mit à parcourir le rivage, accompagné seulement

du capitaine des grenadiers du régiment du Limousin, qui avait eu soin de prendre ses pistolets. Cinq hommes, qui se tenaient cachés dans des rochers, les apercevant venir croient pouvoir s'emparer d'eux. Ils quittent leur grotte et tombent brusquement sur les deux officiers. Napoléon ne les a pas plutôt vus qu'il arrache un pistolet à son camarade, et fond sur eux l'épée d'une main, le pistolet de l'autre, en s'écriant: « Soldats, à « nous ! » Le capitaine en fait autant. Les ennemis n'ont pas le courage de faire feu et regagnent leur position. Napoléon et le capitaine les font prisonniers et les emmènent au camp. Ils repartent accompagnés d'un détachement, et s'arrêtent sur un mamelon en face de l'île de la Madeleine, d'où l'on pouvait aisément bombarder la ville. Les ordres sont aussitôt donnés pour faire débarquer l'artillerie et les munitions. En attendant, on travailla avec activité à ouvrir un chemin. Les artilleurs, aidés par les soldats, sous la direction immédiate de Napoléon qui, après avoir tracé la ligne, se tenait constamment sur les lieux, ne tardèrent guère à venir à bout de rendre praticable un chemin de la mer au mamelon.

Dans l'après-midi, un mortier et deux canons furent

pointés contre la Madeleine. On plaça le mortier derrière le mamelon, les deux canons sur les côtés. Quelques boulets furent envoyés le soir même et jetèrent l'alarme parmi les habitants de la Madeleine.

Le débarquement des soldats eut lieu dans la journée même; mais tous restèrent sur le rivage, à l'exception de la compagnie des grenadiers du régiment du Limousin, qui, avec les compagnies Bonelli et Ottavi, fut destiné à couvrir les batteries.

Le lendemain, l'artillerie commença à donner sans interruption contre la Madeleine; mais les boulets arrivaient amortis sur le rivage et ne faisaient presque aucun mal aux habitants. Quant aux bombes, Napoléon avait la précaution de les envoyer dans les alentours de la ville, afin de causer le moins de dommage possible. Il voulait intimider les habitants pour les amener à capituler, mais il n'avait nulle envie de leur faire du mal. Presque tous ces habitants tirent leur origine de la Corse; aussi ne voulait-on que les rattacher à la mère-patrie.

Cependant, ces fiers insulaires conservaient encore le courage de leurs pères. Un sentiment d'honneur, qui n'est jamais éteint chez un peuple qui a la gloire de ses

aïeux à défendre, ou l'impossibilité de se réunir aux Français sans s'exposer à de grands malheurs, fit taire tous les partis pour ne songer qu'à la défense commune.

L'ennemi s'était occupé pendant la nuit à transporter des canons à la pointe de l'île de la Madeleine, précisément à l'endroit où Napoléon avait proposé d'aborder; de là, il dominait en écharpe l'anse de Saint-Etienne, où la flotille se tenait à l'ancre.

On en avait transporté également sur la côte de la Sardaigne, vis-à-vis et à peu de distance de l'anse.

Ces deux batteries répondirent à celle que Napoléon avait placée sur les penchants du mamelon : quoiqu'elles ne fussent pas aussi bien servies, elles obligèrent néanmoins les bâtiments à s'embosser.

On remarqua que presque tous les boulets étaient dirigés contre une grosse polacre, qui était chargée de munitions de guerre, comme si l'on eût pu savoir ce qu'elle contenait. La batterie établie sur la côte de la Sardaigne tirait à boulets rouges. On crut remarquer pareillement qu'on épargnait la frégate, quoiqu'elle fût plus à portée d'être battue.

Cependant, elle eut la précaution de s'embosser aussi

bien que les autres bâtiments, pour ne pas rester à la discrétion des ennemis.

Le premier coup de canon tiré par les Sardes fut dirigé contre la tente de Napoléon. Il prenait alors son repas avec le capitaine Costa. Tous les deux étaient debout. Costa, en entendant passer le boulet près d'eux, se baissa; Napoléon resta immobile à sa place et se prit à rire du mouvement de son camarade, en lui disant: « Est-ce que tu aurais peur? » Colonna-Cesari, voyant que la canonnade était engagée, quitta un instant la frégate pour descendre à terre : Napoléon, qui ne bougeait pas des batteries, fut mandé sur le rivage, où il eut un long entretien avec lui et Quenza. La discussion fut des plus chaudes. Les officiers et les soldats, qui se tenaient à quelque distance, purent s'apercevoir que Colonna-Cesari et Napoléon n'étaient point d'accord. Ce dernier paraissait s'opposer avec beaucoup de vivacité à ce que l'autre proposait. Quenza semblait n'avoir d'autre rôle que celui de spectateur.

On a pensé plus tard que Colonna-Cesari proposait d'abandonner l'entreprise, pour se retirer de nouveau à Bonifacio.

Le conseil se termina sans qu'on eût pu s'accorder.

Pour Napoléon, c'était son premier fait d'armes ; il voulait réussir à tout prix. Colonna-Cesari, qui avait peut-être toute la pensée de Paoli, s'en souciait fort peu. On lui supposait, au contraire, le projet de faire échouer l'expédition.

L'un regagna le bord de sa frégate, l'autre se rendit à ses batteries, qui commencèrent alors à donner avec plus de force. Quenza continua à se tenir sur le rivage avec le reste des soldats.

Le lendemain, la canonnade recommença avec plus de vigueur que les jours précédents. Les bombes étaient envoyées plus près de la ville, où l'on commença à craindre qu'une plus longue résistance n'eût des suites fâcheuses : d'ailleurs, l'ennemi n'avait point d'espoir d'être secouru de sitôt.

Dans ces circonstances, les habitants s'assemblent dans l'église pour délibérer sur les mesures à prendre. Napoléon, qui épiait tous leurs mouvements, conçoit aussitôt l'idée de les effrayer par un coup d'adresse. Ses gens sont prévenus qu'il va jeter une bombe vide dans l'église. Chacun a l'œil fixé sur cet édifice pour voir s'il réussit. Le projectile part, tombe juste dans l'église et s'enfonce dans un sépulcre souterrain. On pense bien

que ce fut à qui gagnerait le premier la porte. Tous se précipitèrent sur la place ; l'épouvante et la consternation se répandirent dans la ville. Napoléon, qui avait prévu la frayeur qu'il jetterait parmi les délibérants, rit beaucoup de les voir sortir avec tant de désordre.

Les habitants de la Madeleine conservent religieusement la bombe qui tomba sans éclater, miracle qu'ils attribuent au saint patron de leur église. Ils ignorent sans doute qu'elle était vide.

Tout paraissait assurer la reddition de la place avant qu'il fût nuit ; mais quels furent l'étonnement et la douleur de Napoléon, lorsqu'on vint lui dire que la frégate prenait le large ; que tout le monde s'embarquait à la hâte ; que les bâtiments avaient déjà levé l'ancre, et se disposaient à partir. Il ne voulut pas d'abord y ajouter foi, mais s'en étant assuré de ses propres yeux, se voyant pressé par les soldats, qui craignaient avec raison d'être abandonnés sur un rocher, à la merci de l'ennemi, il consentit à lever le siége et à suivre les autres. En attendant, il envoya Bonelli père avec une dixaine de soldats pour retenir des bateaux jusqu'à son arrivée.

Il était temps, car Bonelli arriva au moment où tous les bâtiments quittaient le rivage. Par bonheur, ils

n'étaient pas encore loin. On les somma d'approcher de terre, mais ce ne fut qu'à coups de fusil que l'on parvint à en faire revenir quelques-uns.

Un marin des plus mal disposés tomba criblé de balles; les autres, intimidés, devinrent plus humains.

Napoléon fit ramener l'artillerie sur le rivage; mais il fut impossible de l'embarquer. Les bateaux qu'on était parvenu à retenir ne suffisaient pas pour le transport des soldats.

Les compagnies Bonelli et Ottavi, étant arrivées les premières, s'étaient emparées des deux seuls bateaux qui restaient.

Il n'y avait pas de place pour la compagnie de grenadiers du régiment du Limousin.

Napoléon est furieux contre Colonna-Cesari, et mécontent de Quenzà qui ne l'a pas attendu. Il s'embarque avec le capitaine des grenadiers sur l'un des deux bateaux, dans l'espoir de pouvoir décider quelques-uns des patrons des autres bâtiments à venir chercher les grenadiers; mais il s'épuisa en vain à crier, à faire des signaux. Tout le monde fait la sourde oreille, car la frégate s'éloignait et des demi-galères paraissaient dans le lointain.

Les grenadiers, se croyant abandonnés, faisaient retentir la plage et la mer de leurs cris. Ils longeaient le rivage en proie au plus affreux désespoir.

La nuit approchait, le danger était imminent. Napoléon ne se possède pas de colère, en voyant des braves abandonnés à la vengeance des Sardes.

Leur capitaine, désespérant de pouvoir les secourir, se saisit d'un pistolet et veut se brûler la cervelle. Napoléon l'arrête en lui criant: « Faisons un meilleur « usage de la vie; gagnons la frégate, reprochons à « ceux qui commandent leur cruauté, et, si nous ne « pouvons rien obtenir, revenons ensemble combattre « et mourir avec vos soldats. »

Il s'élance sur un petit esquif, le capitaine le suit.

Ils accostent bientôt la frégate, et après une chaude altercation, un chebek, commandé par un certain Ghibba, de Bastia, marin courageux et expérimenté, reçoit l'ordre de faire passer sur la frégate les soldats qu'il avait sur son bord, et d'aller prendre les grenadiers, dont les cris commençaient à se perdre dans les airs et dans les ténèbres de la nuit.

Ghibba brave tous les dangers de sa mission; passe près d'une batterie sarde, lui lâche deux bordées en al-

lant et deux en revenant, fait taire le feu ennemi et sauve une compagnie de braves.

Toute la nuit fut employée à tourner les îles Saint-Etienne et de la Madeleine. Un peu avant le jour, pendant que le chebek, où étaient enfin remonté Napoléon, Costa et une partie de leurs soldats, côtoyait la Sardaigne, une décharge de coups de fusil partit soudain des rochers et des maquis qui bordent la mer. Les soldats voulaient riposter; mais Napoléon le leur défendit.

Il chargea en un clin d'œil un canon à mitraille, le braqua contre les rochers et y mit le feu. Dès lors on n'entendit plus que quelques coups de fusil, qui ne portaient même pas.

Le lendemain, on se trouva en pleine mer par un temps orageux. Napoléon souffrait jusqu'à rendre le sang et ne pouvait se tenir debout. On remarqua que son uniforme était criblé de balles. On manœuvra pour gagner Bonifacio; mais les marins du chebek, moins habiles peut-être que les autres, s'épuisaient en efforts inutiles en vue du port. La frégate n'était pas plus heureuse.

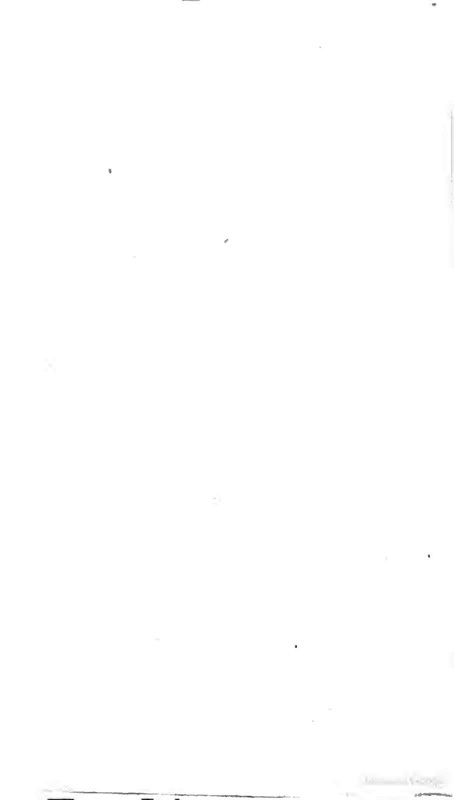
Un certain Oletta, de Bastia, sortit sur une grosse

chaloupe avec de bons marins pour leur donner du secours ; mais, au lieu d'aller droit au chebek, qui était le plus près et le plus en danger, il se dirigea vers la frégate. Napoléon, en ayant été averti, reprend tout à coup ses forces, monte sur le tillac, braque deux pièces de canon contre la chaloupe et menace de la couler bas si on ne prend pas le chebek à la remorque. Les soldats et l'équipage courent aux armes. Oletta est obligé de céder à la force, mais il proteste contre la violence qu'on lui fait.

On prétend même qu'ils portèrent plainte l'un contre l'autre, sans que cela eût aucune suite.

En attendant, la frégate alla se réfugier à Portovecchio, où l'on assure que Colonna-Cesari avait de bonnes raisons pour la faire relâcher.





CHAPITRE XII.

Dangers de Napoléon et son départ d'Ajaccio.

Mission des Commissaires de la Convention. — La Corse divisée en trois factions. — Enthousiasme des Corses pour Paoli. — Saliceti. — Joseph à Bastia. — Licenciement du bataillon Bonaparte. — Regrets de Napoléon à la mort du roi. — Ses pressentiments. — Mission de Bonelli. — Napoléon nommé inspecteur. — Sa mission et ses projets pour s'emparer de la citadelle d'Ajaccio. — Colonna-di-Leca. — Ornano. — Un guet-apens. — Bagaglino. — Napoléon part pour Bastia. — Son arrestation à Bocognano. — Napoléon dans une grotte. — On le cache dans une alcôve. — Présence d'esprit de Jean-Jérôme Levie. — Napoléon s'embarque pour Bastia. — Paoli. — Pozzo-di-Borgo.

Sur ces entrefaites, la Convention avait envoyé en Corse les commissaires Saliceti, Lacombe-St-Michel et Delcher pour surveiller de plus près la conduite de Paoli, dont les intentions étaient suspectées. Ils étaient chargés de le destituer et de le faire conduire à la

barre de l'Assemblée; mais cette mission n'était pas facile à remplir.

On ne pouvait guère compter sur la ruse, moins encore sur les forces que la République avait dans l'île. Paoli se défiait des unes, et ne craignait pas les autres. Pour arriver jusqu'à lui, il aurait fallu marcher sur le corps de trente mille patriotes.

Pozzo-di-Borgo, alors procureur général syndic, se trouvait frappé par le même décret que Paoli et faisait cause commune avec lui.

La Corse était divisée en trois partis : les républicains, ou les Français; les Paolistes, ou les Anglais; les Gafforistes, ou les Espagnols. Ces derniers étaient les moins forts; ils n'avaient point de racine, et se trouvèrent bientôt en dehors de la nation. La lutte s'engagea entre les deux premiers, les seuls qui pussent se mesurer avec plus ou moins de chances de succès.

Le nom de Paoli était un talisman pour les Corses; ils se précipitaient avec confiance dans le parti qu'il voulait. Les vieillards, qui avaient combattu sous ses ordres, quoique courbés sous le poids de l'âge, oubliaient leur faiblesse, leurs infirmités et leurs malheurs; désirant vivement seconder les vues de leur général, ils

étaient heureux de répondre encore à son appel.

Les républicains, qui, par intérêt, par inclination, ou par politique, suivaient le parti de la France, correspondaient ensemble et tâchaient de se réunir. Joseph s'était rendu à Bastia, sur l'invitation secrète de Saliceti; de là, il s'efforçait de tenir en haleine son parti.

Paoli avait dissous le bataillon Quenza-Bonaparte, afin d'ôter à ce dernier toute sorte de pouvoir; mais il aurait voulu le réorganiser, pour n'y placer que des hommes de son choix. A cet effet, il avait envoyé l'ordre à Bonifacio de faire partir pour Cortè plusieurs capitaines du bataillon avec leurs compagnies. Bonelli et Orsoni étaient du nombre, car Paoli croyait pouvoir compter sur leur dévouement. Ces deux officiers étant de Bocognano, il voulait apparemment s'assurer par eux du passage de Vizzavona. Bonelli ne répondit pas à son attente. Il avait appris à ses dépens combien il était dangereux d'embrasser une autre cause que celle des Français. D'ailleurs, il était très-attaché à Bonaparte.

Napoléon, en débarquant à Bonifacio, n'apprit pas sans peine le licenciement de son bataillon. Il vit que c'était un coup porté plutôt contre lui que contre son parti;

mais il s'en consola vite. Les journaux le mirent bientôt au courant des affaires du continent. Il déplora sincèrement la mort d'un roi qu'il se plaisait à regarder comme le bienfaiteur de sa famille; mais il ne put se défendre d'une émotion de joie, en voyant la guerre allumée de toutes parts. Dans un de ces premiers mouvements qui électrisent les âmes ardentes et font sentir le besoin de s'épancher, il dit à Ortoli, un de ses capitaines : — « Si tu pouvais lire au fond de mon « cœur, et voir de quoi s'enivre mon âme, tu me trai- « terais de téméraire ou d'insensé. Je m'abstiens de te le « dire, parceque j'ose à peine me l'avouer à moi-même.»

Avant de quitter Bonifacio, il congédia le bataillon. Bonelli cependant fut chargé de se rendre à Cortè, pour dire à Paoli que ses soldats avaient refusé de le suivre au delà des monts, et que, s'il voulait le mettre en garnison à Ajaccio, à Vico ou à Cargèse, il se faisait fort de les rallier.

Napoléon se rendit ensuite chez lui, d'où il ouvrit une correspondance secrète, mais active, avec les représentants du peuple. Ceux-ci étaient au moment de rompre ouvertement avec Paoli; aussi, auraient-ils voulu s'assurer de toutes les places maritimes. Ne pouvant

compter sur Colonna-di-Leca que Paoli avait nommé provisoirement commandant de place à Ajaccio les représentants chargèrent Napoléon de s'emparer de la citadelle ou par force ou par ruse. Pour lui faciliter cette entreprise, on le nomma inspecteur général de l'artillerie de la Corse.

Mais, comment faire ? Colona-di-Leca était partisan dévoué de Paoli ; il n'était pas homme à trahir la confiance que celui-ci avait placée en lui. Il fallait donc le vaincre, ou le surprendre.

Napoléon avait un fort parti dans la ville, une nombreuse clientèle que son père avait laissée dans les villages environnants : on aurait pu risquer un coup de main. C'est ce qu'il voulait faire ; mais Colonna-di-Leca tenait constamment plusieurs pièces de canon braquées sur la ville, et plus particulèrement contre le faubourg où était le plus grand nombre des partisans de Bonaparte. Il avait déjà déclaré, qu'au plus léger mouvement, il raserait la ville. Ces menaces ne pouvaient rien sur Napoléon, mais elles ne laissèrent pas que de faire impression sur les habitants de la ville. Ses partisans les plus dévoués reculèrent devant le danger. En vain chercha-t-il à rappeler à Ajaccio la compagnie

Bonelli. Paoli n'avait pas été entièrement dupe des ruses de ce dernier. Il lui avait permis de rallier sa compagnie à Vico ; mais il y avait placé aussi Orsoni avec la sienne. Orsoni lui était entièrement dévoué. Il croyait pouvoir compter sur lui, pour comprimer au besoin les mouvements hostiles de Bonelli. Celui-ci était cependant d'une grande utilité à Bonaparte, car il lui facilitait sa correspondance avec les représentants par le chemin de Vico et du Niolo.

Dans ces circonstances, Napoléon eut recours à un stratagème qui faillit le mettre en possession de la citadelle. Lorsque Truguet avait mouillé dans le golfe d'Ajaccio, *le Vengeur*, gros vaisseau de guerre, avait échoué en arrivant. On avait sauvé presque toutes les munitions, les agrès et on les avait déposés dans le séminaire. Plusieurs pièces de canon étaient restées sur la place de la Sciarabola. Un dimanche, au sortir de la messe paroissiale, Napoléon se présente ; il s'adresse au peuple et lui démontre l'imprudence de laisser des canons sur la plage. Dans une émeute, les paysans pouvaient s'en emparer et les tourner contre la ville. Rien n'est plus capable d'entraîner les habitants des villes en Corse que l'idée de se mettre à l'abri des

attaques des paysans. On applaudit l'orateur ; on court s'atteler aux canons pour les transporter dans la citadelle.

Napoléon, content de l'enthousiasme qu'il a excité, se prépare à en tirer parti. Il communique son plan à ses affidés, assigne à chacun son rôle et son poste, réservant pour lui tout ce qu'il y a de plus hardi et de plus périlleux. Dès qu'on aurait pénétré dans la place, il devait le premier se saisir du commandant ; les uns devaient alors courir dans les casernes, s'emparer des armes, les autres se porter aux canons, qui étaient braqués sur la ville, les tourner contre la citadelle et faire feu si l'on opposait de la résistance.

Les choses ainsi disposées, on s'approchait de la citadelle. La foule était immense : la curiosité, la nouveauté avaient attiré presque toute la ville. Le commandant, homme d'honneur, mais par trop confiant avait donné dans le piége. Il avait consenti à recevoir les canons et la foule qui y était attelée.

Pour endormir davantage la vigilance de ses adversaires, Napoléon s'arrêta dans la rue, à causer avec une de ses tantes, dès qu'il fut arrivé à Fontanaccia, comme s'il n'eût pas eu l'intention de s'avancer jusqu'à

la citadelle. Cependant il était à portée de voir, lorsque la foule aurait dépassé les portes pour y accourir aussitôt.

Tout paraissait aller à souhait; on touchait presqu'au glacis, lorsque le capitaine Colonna-di-Leca, frère du commandant, attiré par le bruit sur les remparts, voit la foule, se doute de quelque stratagène, se précipite vers les portes sans consulter son frère, arrive à temps pour faire dresser le pont-levis. Les portes sont fermées, les remparts sont couronnés de soldats en armes, les canons pointés, et la foule effrayée de cet appareil de guerre s'écoule sur-le-champ devant les sommations qu'on lui fait.

Cette tentative manquée, Napoléon tâcha de persuader aux siens de hasarder un coup de main sur la place; mais il ne put les y déterminer. Il proposait deux moyens, dont l'un était dangereux pour la ville, l'autre périlleux pour ceux qui devaient le mettre à exécution.

Le premier consistait à élever pendant la nuit, dans la rue à Fontanaccia, un rempart de sacs de sable, haut et épais de quinze pieds. Derrière ce boulevard, Napoléon voulait pointer des canons en guise de mortier et envoyer ainsi dans la place assez de boulets pour faire

écrouler tous les bâtiments; ce qui aurait amené la capitulation de la garnison composée en grande partie de recrues. Mais on ne voulait rien entendre. Les canons braqués sur la ville avaient frappé les esprits d'une terreur panique.

L'autre moyen consistait à placer, pendant le silence de la nuit, quatre pièces de canon devant les portes, à se tenir cachés dans les maisons jusqu'à ce que le pont-levis fût abaissé. On devait alors mettre le feu aux canons qui auraient infailliblement enfoncé les battants, s'élancer ensuite dans la citadelle, et exterminer la troupe, si elle résistait. On ne s'arrêta pas non plus à ce moyen.

Ne pouvant pas compter sur le courage des siens, Bonaparte voulut essayer d'arriver à son but par la défection de ses adversaires. La garnison se composait d'une compagnie de troupe de ligne du régiment de Limousin, commandée par le capitaine Arcamont, d'une compagnie de canonniers français sous les ordres d'un lieutenant, dont on ignore le nom, enfin du bataillon Colonna-di-Leca. Napoléon n'eut pas de peine à mettre dans ses intérêts la troupe de ligne et les canonniers, mais il n'en fut pas de même des soldats du bataillon.

Ils étaient tous républicains par principes et par intérêt, plus attachés à la France qu'à l'Angleterre; mais il fut impossible de leur faire comprendre qu'il n'y avait pas de honte pour eux à seconder les intentions des commissaires. Le capitaine Rocca, sur lequel Napoléon comptait le plus, comme ayant épousé depuis peu mademoiselle Ternano, d'une famille dévouée aux Bonaparte, rejeta toute proposition et déclara qu'il combattrait jusqu'à la mort pour défendre son poste. La troupe de ligne et les artilleurs n'osèrent pas se mesurer avec le bataillon; ainsi l'espoir de s'emparer de la place s'évanouit. D'ailleurs, toute tentative à force ouverte aurait été inutile, car le commandant était résolu, s'il se voyait poussé à la dernière extrémité, à mettre le feu au magasin à poudre et à s'ensevelir avec ses ennemis sous les ruines de la ville.

Napoléon faisait souvent des courses dans les alentours d'Ajaccio, tantôt pour se distraire, tantôt pour lever le plan des fortifications de la ville. Un jour de grand matin, accompagné de Michel-Ange-Ornano, il se rendit aux îles des Sanguinaires pour lever le plan des vieilles tours qu'on y remarque encore. En revenant, il aperçoit de loin, le long de la route, un homme

qui marchait avec précaution dans les broussailles, et paraissait craindre d'être vu. Se doutant de quelque embuscade, il met pied à terre, arme son fusil, et se dirige de manière à tomber à revers sur l'assaillant. Son compagnon en fait autant. Mais comme ils approchaient de l'homme qu'ils avaient aperçu, celui-ci se lève, jette son fusil et va à leur rencontre. C'était un habitant de Calcatoggio, qui leur dit qu'il y avait des hommes postés sur la route pour les assassiner; qu'il s'était réuni à eux dans l'espoir de déjouer le complot; et que, par le conseil du fameux *Trentacoste*, il s'était placé au point le plus avancé, pour leur en donner avis. Napoléon jugea alors prudent de rebrousser chemin; son compagnon et lui firent le tour des Sanguinaires, prirent le chemin de St-Antoine où était un certain Bagaglino de Bocognano, berger de la famille Bonaparte qui, avec les siens, les escorta jusqu'à Ajaccio (1).

Persuadé qu'il n'y a plus rien à faire à Ajaccio, Napoléon prend la résolution de se rendre à Bastia. Il part,

(1) Napoléon a toujours conservé un bon souvenir pour cette famille; il lui a fait des cadeaux en argent et en biens immeubles. Lors même qu'il était à l'île d'Elbe, Bagaglino étant allé lui offrir ses services, en reçut une forte somme d'argent.

mais il ne veut avec lui qu'un certain Frate de Bocognano, homme de main, qui, armé de pied en cap, lui sert de guide. Dans les défilés de Vizzavona, il rencontre Marius Peraldi et Cauro revenant de Cortè; pendant qu'il cause avec ce dernier, Frate arme son fusil et lui demande la permission de brûler la cervelle à Peraldi qui venait de passer devant eux sans rien dire : il le lui défend et continue son voyage.

Entre Vivario et le pont de Vecchio, il rencontre Jean-Paul Meuron qui se rendait à Ajaccio. Celui-ci apprend que, s'il s'avance jusqu'à Cortè, il sera infailliblement arrêté et lui donne le conseil de retourner sur ses pas. Napoléon méprise d'abord cet avis; mais plus il s'avance, plus il en reconnaît la sagesse.

Après une heure de fluctuation, après avoir bien réfléchi sur la possibilité et sur les suites de son arrestation, il se détermine à rentrer à Ajaccio. Mais, il n'est pas plutôt arrivé à Bocognano, qu'il se voit arrêté par une foule de paysans. Peraldi en passant avait, à tout hasard, enjoint à ceux de son parti de se saisir de Napoléon, si jamais il revenait, et d'en donner aussitôt avis à Paoli.

Le parti républicain se décide à le sauver à tout prix.

On l'avait mis dans une chambre, presqu'au rez-de-chaussée : des factionnaires en gardaient la porte. Par bonheur, une croisée donne sur la grande route. Les républicains trouvent le moyen de l'avertir de se tenir prêt à la chute du jour. L'heure arrivée, on l'aide à franchir la croisée on l'accompagne jusqu'à une certaine distance du village, où l'on fait parvenir d'avance son guide avec son cheval. Ses geôliers, s'apercevant presqu'aussitôt de son évasion, veulent courir après lui, mais ses libérateurs, postés sur la route, s'y opposent. Paoli reçoit en même temps l'avis de l'arrestation de Napoléon et celui de sa délivrance.

Dans la nuit même, Napoléon rentra à Ajaccio; mais la scène de Bocognano lui donnait des inquiétudes. Il ne pouvait plus douter que son arrestation ne fut décidée; aussi, se félicitait-il d'avoir suivi le conseil de Mcuron. Ses adhérents étaient aux aguets pour empêcher qu'on l'arrêtât, si l'ordre en arrivait. On savait que la place n'oserait pas mettre à exécution une telle mesure, sans l'avoir préalablement communiquée à la municipalité. On espérait donc être informé en temps utile. Cette prévision ne fut point trompée. Deux jours après, on voit sortir tout à coup de la cita-

delle un gros détachement de soldats, avec des gendarmes qui viennent se ranger en bataille devant la municipalité, à vingt pas de la maison Bonaparte. Un capitaine monte à la salle pour communiquer ou prendre des ordres. Les curieux s'approchent des soldats et les questionnent pour savoir l'objet de cette sortie. Jean-Baptiste Ternano, homme rusé, devine le secret; il court à la maison Bonaparte, mais Napoléon n'y est pas; il va chez Paravisini, il n'y est pas non plus. Alors il témoigne ses inquiétudes. Paravisini accourt chez Ramolino où il venait de le laisser; heureusement, il y était encore. Il l'emmène par des rues détournées hors de la ville, dans son jardin de St-François. En attendant la nuit, on le fait cacher dans une grotte couverte de broussailles, pour le soustraire à toutes perquisitions.

Ses partisans avaient couru aux armes, craignant qu'il ne fût chez lui; mais, ayant appris qu'il était en lieu de sûreté, ils se retirèrent. La troupe demeura pendant deux heures sous les armes et rentra ensuite dans la citadelle, peu satisfaite de sa sortie. Elle n'avait pas osé faire des recherches dans la maison Bonaparte, soit par crainte d'une collision, soit peut-être encore par-

ce qu'elle avait acquis la certitude que toutes ses démarches seraient inutiles.

Napoléon resta dans sa grotte jusqu'à la nuit; alors son oncle alla le trouver pour veiller sur lui; mais quelle ne fut pas sa surprise en le voyant plaisanter sur sa mésaventure! Paravisini était encore ému du danger qu'il venait de courir. Napoléon, au contraire, riait aux éclats de la bêtise de ses ennemis. — « Ces gens-là, « mon oncle, sont trop formalistes; mais, cette fois-ci, « la forme a emporté le fond. Les imbéciles! Ils pou- « vaient m'arrêter avec moins d'appareil, mais la pro- « vidence veille sur les républicains. Allez dire à ma « mère qu'elle m'envoie mes effets et de l'argent chez « Jean-Jérôme Levie. Qu'elle se tranquillise, car je « me sauverai dans la nuit. » Il embrassa son oncle et partit.

La gendarmerie irritée d'avoir manqué son coup et menacée par les soi-disants patriotes, était au désespoir. Elle aurait voulu pouvoir deviner l'asile du fugitif pour donner une preuve de son zèle et de son savoir-faire. Quelqu'un va jusqu'à soupçonner la maison de Jean-Jérôme Levie. On décide qu'on y fera une perquisition.

Napoléon était à peine entré dans la maison que la porte retentit de coups. On reconnût de suite que ce sont des gendarmes. Napoléon veut sauter par la croisée ou se défendre, persuadé que les siens ne tarderont pas à venir le dégager ; mais Levie, plus calme et plus accoutumé à conjurer l'orage, lui conseille de passer dans une alcôve, et de se tenir là tranquillement, sans crainte, comme sans colère. Napoléon n'ose pas résister à un homme dont l'amitié, le bon sens et la prudence lui sont connus.

La porte est ouverte : Levie, son bonnet de nuit sur la tête, se promène lentement dans la salle. A peine aperçoit-il les gendarmes qu'il marche à leur rencontre d'un air empressé. — « Eh bien ! me demandez-vous « le pot de vin pour l'arrestation de ce coquin de Bo- « naparte ! Vite, ajouta-t-il en s'adressant à ses gens, « apportez du vin de quinze ans pour ces patriotes. J'ai « été son ami, tant que j'ai pu croire qu'il était celui « de Paoli ; mais aujourd'hui je veux être son plus cruel « ennemi. Où était-il ? qu'a-t-il dit, lorsque vous l'a- « vez arrêté ? Citoyen, nous le cherchons encore. « C'est égal, buvez toujours à la santé de Paoli, à « l'honneur de la patrie. Mes amis, Bonaparte doit être

« encore en ville chez quelqu'un de ses parents. Cher-
« chez-le bien, venez me le dire, lorsque vous l'aurez
« arrêté. Je promets, de la part de Paoli, cent gros
« écus à celui qui l'aura saisi le premier. Buvez encore. »
Cet accueil dérouta les gendarmes, les fit rougir de leurs soupçons. Ils se retirèrent honteux d'avoir porté leur défiance sur un homme qui était entièrement dévoué au parti insulaire. Après que les gendarmes furent sortis, Conti et Po furent mandés, avec les principaux de ses partisans, qui habitaient le faubourg. Un bateau fut préparé sur-le-champ, monté par des marins habiles et dévoués à sa personne. Il s'embarqua précipitamment pour se soustraire à toute recherche ultérieure.

Il débarqua à Maginajo, dans les premiers jours de mai, après une heureuse traversée. Il partit immédiatement pour Bastia, où il arriva à la nuit tombante. Le soir même, il vit les représentants qui le reçurent à bras ouverts. Le rapport qu'il fit sur la situation des affaires à Ajaccio ne fut certainement pas rassurant. Il montra un commandant qui tenait bon, des habitants peu disposés à soutenir la cause de la République, quoiqu'au fond ils fussent tous républicains.

Ce fut à Bastia qu'il apprit que Paoli et Pozzo-di-

Borgo avaient arboré le pavillon de la révolte, qu'ils refusaient ouvertement d'obéir à la Convention, qui les appelait à la barre. Il fut vivement affecté de se voir pour toujours séparé du héros de son enfance et de sa première jeunesse. Il sentait encore pour lui un attachement bien sincère, en dépit des circonstances, en dépit de leurs positions respectives. Paoli n'était pas moins peiné que lui de leur séparation; mais leur gloire, plus encore que leurs intérêts personnels, les avait engagés dans des routes opposées; ils devaient les parcourir jusqu'au bout. La destinée du monde y était attachée.

On s'assemble plusieurs fois pour délibérer sur l'état de la ville d'Ajaccio. Il importait à la cause de la République d'enlever cette place aux révoltés, afin qu'ils ne pussent pas la céder aux Anglais qui croisaient dans nos mers. Il fut arrêté qu'on ferait une expédition. On espérait que la présence d'une flotte dans le golfe relèverait le courage des républicains et intimiderait leurs adversaires.

CHAPITRE XIII.

La maison Bonaparte livrée au pillage.

On intrigue contre la famille Bonaparte.— Ordre de l'arrêter.—Madame Bonaparte se retire à Milelli.—Sa maison livrée au pillage, sa fuite à travers les champs et sa retraite dans un bois.

Cependant madame Bonaparte et sa famille étaient menacées. La jalousie, l'envie, toutes les passions étaient en mouvement. On parlait de saccager leur maison et de les faire jeter dans un cachot. Une irruption de paysans paraissait inévitable. Les meneurs d'Ajaccio la sollicitaient vivement auprès de Paoli qui sous différents prétextes en ajournait la permission. Il répugnait à son cœur de sévir contre une famille, qu'il avait aimée, qui lui avait toujours donné des preuves d'atta-

chement et de patriotisme; mais enfin il se détermina à donner un exemple, à effrayer les républicains, et à satisfaire un parti qui ne cessait de l'importuner de ses instances.

L'ordre est donc donné de marcher contre Ajaccio pour arrêter la famille Bonaparte, pour en saccager la maison. Tartaroli et Ugo Peretti sont chargés ou se chargent de cette mesure de rigueur. En apprenant cette nouvelle, madame Bonaparte se décida à opposer aux agresseurs une résistance opiniâtre et à périr sous les ruines de sa maison, plutôt que d'en ouvrir les portes. Elle rejette le conseil qui lui est donné de se réfugier quelque part avec sa famille et se prépare à une défense courageuse et désespérée. Résolue à mourir, elle peut tout entreprendre, tout hasarder. Des jeunes gens de Bocognano et de Bastelica sont là pour la seconder de tous leurs efforts; ils jurent de succomber avec elle et de vendre chèrement leur vie; ils vont même, dans un premier élan d'indignation et de fureur, jusqu'à lui proposer de prendre les devants sur ses ennemis et de faire main basse sur ceux qui sont à Ajaccio. Elle refuse d'y consentir, en s'écriant : « Non, « mes enfants; combattons avec honneur, et, s'il le

« faut, mourons ; mais sans honte et sans remords. »

Enfin, la nuit tombait et la crise devenait imminente. Un exprès, envoyé de Bocognano en toute hâte, vient annoncer qu'il précédait de peu d'instants une colonne de paysans animés des plus mauvaises intentions. Alors Costa, dont l'intrépidité et le dévouement étaient fort connus de madame Bonaparte, prend la liberté de lui faire des observations pour l'engager à changer d'avis : il va jusqu'à l'en supplier. Ne pouvant vaincre son courage, il se replie sur ses affections. Il lui représente combien les suites d'un assaut, qu'accompagnerait probablement un incendie et auquel on ne pourrait résister longtemps, seraient affreuses pour sa famille; il peint la douleur, le désespoir de Napoléon et de Joseph, si elle périssait, comme tout portait à le craindre ; il s'étend sur les angoisses et sur les dangers auxquels se trouveraient exposées ses filles Marie-Anne et Pauline, il la conjure d'épargner tous ces malheurs à ses enfants.

Ces considérations l'emportèrent. « Gagnons du « temps, dit la noble mère de famille ; cédons à la né« cessité. » Et après avoir fait rapidement quelques préparatifs de départ, elle quitta la ville à la faveur des ténèbres pour se rendre à sa terre de Milelli.

Fesch, Louis, Marie-Anne et Pauline partent avec elle ; Jérôme et Caroline restent cachés dans la maison de leur aïeule maternelle. Lucien était déjà parti, dès le mois de janvier, pour Toulon. Les clefs de la maison sont remises à Braccini, homme de confiance de la famille qui pendant la nuit enlève, comme on l'en avait chargé, quelques effets et une grande quantité de papiers.

Les gens de Bastelica et de Bocognano, qui suivent la famille à Milelli, prennent toutes les précautions pour éviter une surprise.

La maison venait à peine d'être évacuée qu'un gros détachement de troupes sort de la citadelle et vient la cerner, dans l'espoir d'arriver à temps pour empêcher l'évasion de la famille ; mais, instruit de l'inutilité de cette démarche, il se retire.

Le lendemain, 25 mai 1793, Tartaroli et Peretti firent leur entrée à Ajaccio, où ils apprirent bientôt que le but principal de leur expédition était manqué : la famille Bonaparte avait disparu. La journée se passa en conjectures et en projets, en recherches et en perquisitions dans l'intérieur de la ville.

Le soir, l'abbé Coti, procureur syndic du district,

craignant d'être arrêté comme partisan des Bonaparte, se rend secrètement à Milelli où il jette l'alarme. On craint d'être assailli pendant la nuit; on voit que la maison de Milelli, quoique remplie de jeunes gens décidés à repousser la force par la force et qui y montent la garde comme dans une place de guerre, n'est pas une position tenable; on se souvient que les représentants avaient résolu de faire une expédition contre Ajaccio, et, après quelques minutes de délibération, on se détermine à gagner la côte au delà de la tour de Capitello, pour y attendre la flotte française; pour y prendre conseil des circonstances.

Cette côte est entrecoupée de creux assez profonds et embrasse à droite le beau golfe d'Ajaccio. Des bois surmontés d'un rempart de montagnes la dominent au loin et lui donnent un aspect à la fois pittoresque et imposant. Des nappes de ronces, de hautes bruyères, des massifs d'arbrisseaux épineux, qui forment çà et là un épais taillis, la recouvrent dans toute son étendue. Le vent de la mer et le cri des oiseaux de proie sont les seuls bruits qui animent la solitude de ces maquis. C'est vers cet endroit que s'achemina la famille de Napoléon pour y chercher un asile.

La fuite de madame Bonaparte avait quelque chose d'une retraite militaire : à l'avant-garde étaient les jeunes gens de Bastelica; ceux de Bocognano fermaient la marche. Entre ces deux troupes, armées de carabines et de stylets, s'avançait la famille proscrite. Madame Bonaparte tenait par la main sa petite Pauline, tandis que Marie-Anne et Louis ne s'éloignaient pas de l'abbé Fesch, leur oncle, qui ne pensait guère alors qu'il deviendrait un jour cardinal. Les amis les plus dévoués se tenaient constamment à leurs côtés et cherchaient à guider leurs pas.

La nuit était profondément obscure; pas une étoile ne brillait au firmament. Les chemins qui sont étroits, tortueux, presqu'impraticables pendant le jour, échappent à l'œil au milieu des ténèbres. Aussi, le voyage devenait-il singulièrement difficile. Ici, on était arrêté par un ravin, là par un massif de broussailles; tantôt c'était un torrent qu'il fallait traverser, tantôt c'était un mur ou un fossé qu'on avait à franchir. Ceux-ci étaient accrochés par un arbuste, ceux-là déchirés par des ronces. Les soupirs étouffés qui échappaient aux fugitifs, interrompaient seuls le silence de la nuit et en augmentaient l'horreur. Les enfants

surtout, plus gênés que les autres, donnaient un libre cours à leurs gémissements et chaque plainte retentissait cruellement dans le cœur de leur mère, dont cependant le courage paraissait s'accroître par la multiplicité même des obstacles et des souffrances.

Après des détours incroyables, on arriva sur les hauteurs d'Aspreto où l'on se reposa un instant. L'horloge de la ville sonnait minuit, et ces sons lointains, lents, cadencés, ressemblaient à de tristes adieux. A quelque distance, la mer brisait sur la plage avec ses lamentations infinies. C'était une scène morne et désolée comme le groupe qui l'animait. Le cortége de la famille fugitive resta debout, appuyé sur ses armes; les enfants accablés de lassitude se couchèrent sur l'herbe autour de leur mère, qui s'assit elle-même et qui, en reposant sa tête sur ses mains, tomba dans une profonde rêverie. Une foule de souvenirs tendres et mélancoliques viennent assaillir à la fois son âme si fortement émue. Le passé se déroule à ses yeux et la comparaison qu'elle en fait avec son état actuel lui montre l'affreuse gravité de ses maux. Errante, sans fortune, à la merci des événements et du sort, que va-t-elle devenir? que vont devenir ses enfants? Malgré sa

force d'âme si bien prouvée, son cœur se brise et elle se prend à verser en silence un torrent de larmes.

A une heure, le voyage est repris dans le même ordre. On traverse la plaine de Campodiloro, toujours loin du chemin et en faisant encore de nombreux détours. Quoique le terrain soit inégal, glissant et couvert de blé, on croit marcher sur un tapis après la pénible traversée de Milelli à Aspreto. Enfin, ils arrivent harassés par la fatigue et l'insomnie sur les bords de Capitello. Il faut se jeter à l'eau pour passer le torrent. Madame refuse de soumettre ses enfants à cette dernière épreuve. On n'ose pas monter un chétif cheval qui avait été amené chargé de provisions; il en faudrait un accoutumé à l'eau; car le torrent est rapide et profond. On ne peut pas attendre le jour dans cet endroit, sans courir le risque d'être découvert par les paysans, qui de toutes parts accourent à Ajaccio. Il faut passer à tout prix. Costa se rappelle fort à propos que, dans un de ses enclos, non loin de là, se trouve le cheval de son ami, le capitaine Rocca. Il court le prendre, fait passer la mère et les filles sur la rive opposée. Fesch, Louis et Coti franchissent pareillement le torrent; tous les autres sont congédiés, remerciés et priés de gagner

les salines avant le jour, afin de répandre la nouvelle qu'ils ont accompagné la famille jusqu'à Sagona, où elle s'est embarquée pour Saint-Florent.

Costa les conduit par des sentiers peu connus dans l'intérieur des maquis. Tous sont mouillés, mais dans la crainte d'être aperçus, ils n'osent allumer du feu pour sécher leurs habits. Les souffrances de l'esprit rendent moins sensibles celles du corps. Madame Bonaparte et ses filles, accoutumées à l'aisance et aux commodités d'une vie délicate, et quoique en proie aux plus vives inquiétudes, s'endorment au milieu des privations de tout genre. Celles que la Providence appelait à coucher dans les palais des rois se trouvent heureuses alors de pouvoir enfin s'étendre dans un bois, à la belle étoile. Etrange retour de la fortune humaine !

Le jour vint éclairer toute l'horreur de leur position. Chacun voit dans l'autre l'image de ce qu'il est lui-même; les vêtements sont en lambeaux, les meurtrissures, les contusions, les piqûres sans nombre. Les femmes surtout sont abattues et souffrantes. Cependant, il faut se tenir caché et renoncer à toute espèce de secours. Un incident vint augmenter leurs appréhensions, ranimer leur courage et déterminer leur constance.

Dans l'après-midi, on entend une bande de paysans traverser le bois, en suivant un sentier qui, de la côte, mène à Campodiloro. Ce sont des habitants de Zevaco, ennemis de Coti, qui vont à Ajaccio se joindre à Tartaroli. Ils s'entretiennent de ce qu'ils se proposent de faire à leur arrivée. « Coti doit périr sous leurs coups; ils veulent piller la maison Bonaparte et vaincre de vive force la résistance qu'on pourrait leur opposer. » Madame Bonaparte et ses filles, furent effrayées par des propos si cruels et faillirent s'évanouir. Mais, reprenant bientôt leurs forces, elles crurent ne plus sentir leurs souffrances; elles oublièrent qu'elles étaient dans un bois, dénuées de tout, pour se consoler d'avoir échappé à de plus grands malheurs. Madame se félicita d'avoir suivi le conseil de Costa, lui en fit des remercîments et rendit grâce au ciel de l'avoir soustraite, avec ses enfants, à la fureur de ces forcenés.

Le jour même, jour de dimanche, la maison Bonaparte fut livrée au pillage. On enleva jusqu'aux gonds des portes et des fenêtres. On l'aurait même incendiée, sans la crainte d'endommager les maisons voisines qui appartenaient aux soi-disant patriotes.

CHAPITRE XIV.

Napoléon et sa famille quittent la Corse.

Expédition des commissaires contre Ajaccio. — Napoléon à Provenzale. — Il est sur le point d'être arrêté ou tué. — Il rencontre sa mère et la fait embarquer pour Calvi. — Napoléon à la tour de Capitello, et son départ pour le continent.

Pendant que la famille Bonaparte était ainsi persécutée, la flotte partie de Bastia s'avançait vers Ajaccio. Dans les premiers jours de juin, quelques bâtiments parurent aux Sanguinaires, entrèrent dans le golfe et furent bientôt suivis du reste du convoi.

Napoléon, qui montait un chebek bon voilier, avait pris les devants et relâché à Provenzale où étaient ses bergers. Il voulait avoir des nouvelles de sa fa-

mille et s'informer de l'état de la ville. En apprenant que sa mère et ses sœurs avaient pris la fuite ; que sa maison était entièrement saccagée, il fut ému jusqu'aux larmes. « Ma pauvre mère, s'écriait-il souvent, ma « pauvre mère, que je te suis à charge ! n'aurais-je « donc reçu la vie, que pour remplir la tienne d'amer- « tumes ! que ne puis-je verser tout mon sang pour te « consoler, pour te faire oublier toutes les peines que « je te cause ! mes pauvres sœurs ! vous voilà donc er- « rantes, et votre frère, votre tendre frère, impuissant « pour vous prêter main forte, pour vous secourir ! »

Les bergers furent chargés de courir les campagnes, de pousser jusqu'à Bastelica, de savoir à tout prix ce qu'étaient devenus les siens et de le lui apprendre sans délai. Il passa la nuit en proie aux plus terribles agitations : il comptait les heures et suivait de la pensée les jeunes pâtres, qui, dans son impatience, lui paraissaient trop lents à revenir.

A Ajaccio, on avait appris que Napoléon venait de débarquer à Provenzale. Ses ennemis se mettent aussitôt en mouvement ; ils demandent un détachement de la garde nationale soldée. Colonna-di-Leca le refuse, sous prétexte que tout son monde lui est nécessaire

pour défendre la place contre les frégates qui viennent de mouiller dans le golfe. On menace, on proteste contre ce refus; mais le commandant tient ferme. Il craignait que l'on ne se portât à quelques excès contre Napoléon, si on parvenait à l'arrêter; il ne voulait ni directement, ni indirectement se souiller d'un crime.

Les exaltés, ne pouvant pas avoir un détachement de la garde nationale soldée, en forment un de paysans, de prolétaires; on le dirige le lendemain vers Provenzale, avec ordre de se saisir de Napoléon et de l'amener mort ou vivant. Ce détachement semble avoir des ailes aux pieds; il s'avance en silence pour ne pas éveiller l'attention sur son passage. Napoléon était descendu à terre, dès l'aurore, et attendait toujours avec anxiété les nouvelles de sa famille : assis à l'ombre d'un rocher, il ne se doutait pas que l'on fut à sa poursuite.

Un berger aperçoit tout à coup des hommes armés courir sur le sable, et il lui crie : « Sauvez-vous, sauvez-vous. » Napoléon se lève, voit que l'on marche à sa rencontre; seul et sans armes, il se jette à la mer. Les prolétaires hâtent le pas et font une décharge sur lui, presque à bout portant. Quelques-uns veulent même le suivre à la nage; mais le chebek, qui

voit le danger de Napoléon, riposte par une décharge à mitraille. Heureux d'avoir échappé à la première volée, les paysans se sauvent à toutes jambes. Napoléon gagne son bord ; il fait aussitôt mettre à la voile pour rejoindre la flotte.

Paoli aurait bien désiré que l'on eût arrêté Napoléon ; il écrivit à Colonna-di-Leca, qui l'avait informé de cet événement, qu'il approuvait son refus, vu que son monde lui était indispensable pour défendre la place ; mais qu'il était à regretter pour la nation qu'on eût laissé échapper cette occasion de se saisir de Bonaparte.

Le chebek entra le jour même dans le golfe d'Ajaccio. En suivant la côte, on aperçoit des gens sur le rivage qui font signe de venir à eux. Napoléon se jette sur la chaloupe pour reconnaître qui ils sont ; mais quelle n'est pas sa surprise, sa joie, lorsqu'en approchant, il voit sa mère, ses sœurs, qui, le reconnaissant à leur tour, lui tendent les mains. Dans son émotion, ne pouvant pas attendre qu'on cherche un lieu propre à débarquer, il se précipite à la mer et court les embrasser, en fondant en larmes.

La famille Bonaparte fut conduite sur-le-champ à bord du chebek et partit dans la nuit pour Calvi, où

elle fut reçue par Giubega. Costa voulut se retirer à Bastelica, son pays natal; il fut tendrement remercié de toutes les peines qu'il s'était données (1). Coti fut reçu sur la flotte qui était à l'ancre dans le golfe.

Napoléon, rassuré sur le sort de sa famille, monta sur une frégate, résolu à tout entreprendre pour s'emparer de la ville. Il se dirigea vers Capitello, se fit descendre à terre et occupa la tour, n'ayant avec lui que quelques soldats et une pièce de canon. On avait promis de lui envoyer un renfort et des munitions, car il se proposait d'attaquer la ville par terre, tandis que les frégates l'attaqueraient par mer. Mais le temps devint mauvais et les embarcations ne purent approcher de la côte : la situation de Napoléon fut critique pendant deux jours. Ses adversaires, s'étant aperçus qu'il avait peu de monde avec lui, qu'il ne pouvait recevoir aucun secours de la flotte et qu'il lui était impossible de se rembarquer, coururent lui prodiguer des injures. Ils auraient voulu s'avancer jusqu'à la rivière de Capitello et serrer de près la tour, pour forcer Napoléon à

(1) Napoléon s'en est souvenu dans son testament et lui a légué cent mille francs.

se rendre ; mais ils n'osaient pas le faire. La mitraille les intimidait et les tenait à distance.

Napoléon se flattait de recevoir du secours, aussitôt que le temps permettrait de lui en envoyer, de chasser alors de poste en poste les ennemis et de s'emparer de la ville presque sans coup férir. Le bruit du canon devait tout faire. Mais il fut trompé dans son attente. A peine put-on descendre à terre qu'on lui envoya l'ordre de regagner la flotte, avec armes et bagages. En vain s'efforça-t-il de prouver que rien n'était plus facile que de prendre la citadelle : il suffisait d'une démonstration énergique. Le représentant St-Michel, qui commandait en chef, ne voulut rien entendre. Effrayé par les boulets rouges que la place lançait par milliers, il fit mettre à la voile pour Calvi. C'est de cette ville que Napoléon partit pour le continent. Peu de temps après, il paraissait au siége de Toulon et désormais il appartenait à l'Histoire.

FIN.

APPENDICE.

I

DISCORSO

PRONUNZIATO DA CARLO BONAPARTE IN OCCASIONE DELLA CONSULTA DELLA NAZIONE, IN MAGGIO 1768.

Valorosa gioventù di Corsica,

Tutte le nazioni che hanno ambito alla libertà sono state soggette alle grandi vicissitudini, le quali formano il trionfo delle medesime. Ve ne sono state delle meno valorose, delle meno possenti di noi; eppure coll' intrepidezza dell'animo hanno superato il gran punto.

Se la libertà si ottenesse col desiderio, tutto il mondo sarebbe libero; una virtù costante, superiore a tutte le difficoltà, che non si pasce d'apparenza, ma di sostanza, si trova di rado negli uomini; epperciò quelli

che la posseggono sono considerati come tante divinità.

Lo stato e le prerogative d' un popolo libero sono un oggetto troppo grande per potersi adequatamente esprimere, e però degno dell' ammirazione e dell' invidia degli uomini più grandi del mondo. Oh! così non fosse, come la maggior parte ci piomba sopra le spalle, per togliersi dagli occhj una nazione che, avendo più grande il cuore della di lei fortuna, sotto ruvidi panni, rimprovera quasi tutta l' Europa, e le fa vedere come essa giace vilmente oppressa da quelle catene che la circondano.

Valorosa gioventù, ecco l'epoca fatale : se non si supera l'imminente tempesta, finiscono, ad un tempo stesso, il nostro nome e la nostra gloria. Invano abbiamo vantato finora sentimenti d'eroismo; invano i nostri maggiori hanno sparso tanto sudore, tante fatiche e tanto sangue. Ombre onorate de' nostri antichi che, per lasciarci la libertà, a costo della vita, trasportati vi siete nel tempio immortale della gloria, non temete, nò, d'arrossirvi che i vostri nepoti son risoluti, o di viver liberi, o di seguire il vostro esempio glorioso.

I nostri nemici ci fanno apprendere che noi dovremo

combattere colle truppe di Francia. Noi non possiamo persuaderci che il Re Cristianissimo, che è stato mediatore delle nostre differenze coi Genovesi, voglia al presente divenirci nemico, e sposare l'ingiusto impegno della repubblica di Genova, per distruggere un popolo che ha sempre sperato nella di lui protezione. Tuttavia, se è scritto in cielo che il più gran monarca della terra debba combattere col popolo più piccolo del mondo, noi abbiamo giusto motivo d'insuperbirci, mentre siamo sicuri di vivere egualmente e di morir gloriosi.

Quelli che non si sentono in petto un cuore capace di tanta virtù non si sgomentino che non si parla con loro. Sì, giovani valorosi, con voi soli si parla: questo è il tempo di conoscere che non siete indegni di tal nome. Per promuovere gl' interessi e sostenere l'ingiusto impegno della repubblica, si pretende che gente straniera venga a mettere in dubbio la sua vita; e noi, che combattiamo per promuovere gl' interessi di noi medesimi e dei nostri nepoti, per sostenere il giusto impegno dei nostri antenati, non esporremo la nostra?

Valorosi giovani, ognuno è persuaso che la vostra virtù è incapace di sopravvivere alla perdita della libertà. Fate dunque che la vostra prontezza superi la co-

mune espettazione, e che i nostri nemici si persuadano che non è cosi lieve l' impresa, ch' essi van meditando. Vivete lungamente felici alla patria, ed a voi medesimi.

II

SONNET

COMPOSÉ PAR CHARLES BONAPARTE (1).

SONETTO

IN OCCASIONE DELLE FELICISSIME NOZZE DI S. E. IL SIGNOR CONTE DI MARBŒUF, ETC.

Vincitor dell' invidia e della morte,
Fortunata di Cirno alma fenice,
Se i fausti eventi prevenir mi lice,
Vivi contento di si bella sorte.

E giusto è ben che goda e si conforte
Tua stirpe illustre, a cui 'l destin predice

(1) Pour l'intelligence de cette pièce, il est bon de dire que M. de Marbœuf relevait de maladie et venait d'obtenir la préférence sur M. de Narbonne, qui lui avait disputé le commandement de la Corse.

Di figli e di nepoti un stuol felice,
Sempre uguale allo sposo e alla consorte.

Sì, si vedrà ben presto un gentil figlio,
Che, mostrando di te l' imagin vera,
Farà bagnar per allegrezza il ciglio.

E seguendo de' suoi l'alta carriera,
Sarà di lustro al triplicato giglio,
A voi di onore, o nobil coppia altera.

III

MORT DE CHARLES BONAPARTE.

—

« L'an 1785, et le 24 février est décédé messire « Charles Bonaparte, mari de dame Lætitia de Ramo- « lino, ancien député de la noblesse des états de Corse, « à la cour, âgé de trente-neuf ans à peu près.

« Registre de la paroisse de Saint-Denis à Montpel- « lier, dont copie.

« *Signé* MARTIN, *curé.*

Et plus bas,

« Joseph BONAPARTE, FESCH. »

Rapport présenté au premier consul de la République par le ministre de l'intérieur, le 13 *messidor an* X, 2 *juillet* 1802.

CITOYEN PREMIER CONSUL,

« Vous n'avez pas voulu que vos contemporains consacrassent par des monuments publics votre gloire

et leur reconnaissance; mais la postérité, que votre modestie ne saurait contraindre à se taire, acquittera cette dette de la génération présente. En attendant, la commune de Montpellier vous présente un hommage que la piété filiale vous interdit de refuser; il s'adresse à l'auteur de vos jours dont les restes reposent dans le sein de cette commune.

« J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation la délibération du Conseil municipal de cette ville.

« Salut et respect.

« CHAPTAL. »

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Montpellier.

« Le Conseil municipal de la ville de Montpellier, extraordinairement assemblé dans une des salles de l'Hôtel commun, et les membres qui le composent se trouvant réunis au nombre exigé par la loi.

Un membre a dit : « Le père de Bonaparte est décédé « dans cette commune le 24 février 1785. Il y a été « inhumé. Je propose de saisir cette intéressante cir- « constance pour élever un monument à la gloire du

« premier consul. Voici de quelle manière je voudrais « rendre mon idée : à gauche, un piédestal; au milieu, « la ville de Montpellier, accompagnée de la Religion « et autres figures, montrant de la main droite le pié- « destal et soulevant de la main gauche le couvercle « du tombeau; au-dessous cette inscription :

« SORS DU TOMBEAU,

« TON FILS, NAPOLÉON, T'ÉLÈVE A L'IMMORTALITÉ. »

« Le Conseil municipal a accueilli avec empressement cette heureuse idée, qui, déjà communiquée par le même membre à ses collègues, avait fait naître vivement dans leurs cœurs le désir de son exécution.

« Il a pensé que ce monument serait à la fois celui de la gloire paternelle, de la piété filiale et de la reconnaissance publique, et que c'était un avantage de circonstance, précieux pour la ville de Montpellier, que d'avoir occasion de reudre à la mémoire du père d'un grand homme un hommage que lui mérite le bonheur dont son illustre fils fait jouir les Français.

« Il a pensé que, quoique la plus haute élévation de gloire ne dût être que personnelle, tous les cœurs devaient éprouver un sentiment de respect et de recon-

naissance pour l'auteur des jours de Bonaparte, de ces jours si précieux à la France.

« Il a pensé qu'honorer la cendre du père, c'était parler au cœur du héros, et lui donner un touchant témoignage du respect, de l'amour et du dévouement des habitants de cette ville.

« Le Conseil municipal a adopté à l'unanimité le projet d'un monument à élever aux mânes du père de Bonaparte, a ajourné la discussion du plan et de l'exécution, et a délibéré que le vœu qu'il vient d'émettre serait transmis, dans le plus court délai et dans les formes légales, au gouvernement pour obtenir son autorisation.

« Fait et délibéré en Conseil municipal de la ville de Montpellier, le 5 prairial an X de la République française. »

(*Suivent les signatures.*)

Napoléon ne crut pas devoir accéder à ce vœu ; il dit à ce sujet : « Ne troublons point le repos des « morts; laissons leurs cendres tranquilles. J'ai perdu « aussi mon grand-père, mon arrière-grand-père ;

« pourquoi ne ferait-on rien pour eux ? Cela mène « loin. Si c'était hier que j'eusse perdu l'auteur de « mes jours, il serait convenable et naturel que j'ac- « compagnasse mes regrets de quelque haute mar- « que de respect ; mais il y a vingt ans ; cet événe- « ment est étranger au public, n'en parlons pas. »

Louis Bonaparte fit postérieurement exhumer le corps de son père, auquel il consacra un monument privé, à Saint-Leu.

IV

MANIFESTO

DEL CORPO MUNICIPALE DELLA CITTÀ D' AJACCIO.

L'opinione pubblica è il Palladio della libertà delle nazioni : le sue censure umiliano, e le sue lodi glorificano i principi e i magistrati ; essa non fu mai impunemente disprezzata dagli uomini potenti. L' esempio del Governo il più dispotico soccombente sotto i suoi proprj colpi e quello dell' augusta assemblea, che da se sola trionfa de' pregiudizj e de' tiranni, devono far tremare coloro, che affidati agli sforzi di una fazione, l' hanno oltraggiata senza riguardo e non hanno fatto mostra di giustificarsi che per insultarla.

La nostra città, che dette sempre l' esempio del più disinteressato patriottismo e fu la prima a riconoscere le virtù e la saviezza dell' uomo grande che ci

guidò sì rapidamente alla libertà; la nostra città tanto maltrattata dall' amministrazione, che per 20 anni ci ha desolati, sedotta dall' intrigo, è caduta in errori che forse hanno indisposto contro di lei la pubblica opinione.

L' opera di pochi e la seduzione di alcuni interessati nella proscritta amministrazione, esagerate in lontananza da' loro cooperatori, sono state capaci di far dubitare un momento de' nostri sentimenti. Per tali riflessi i legittimi rappresentanti del popolo si sono risoluti ad abbozzare, colla franchezza conveniente alla loro dignità, la serie dei fatti che si sono succeduti dal mese di agosto a questa parte.

Vi era tuttavia ignota, cari compatriotti, la felice rivoluzione che si operava nel Continente, e noi avevamo già organizzate le Guardie nazionali ed inalberata la coccarda per il sostegno della Costituzione.

Voi eravate sempre sottoposti al caos di una amministrazione, ora ben conosciuta, ed i membri di un *Comité* legalmente eletti erano quì gli organi del popolo.

Se fosse stato imitato il nostro esempio, se allora fosse seguita la tarda rivoluzione di Bastia, l' unione sarebbe stata facile, nessun ostacolo vi si sarebbe oppos-

to, ed i progetti immaginati fra le tenebre della cabala, e riprodotti sotto tanti diversi aspetti da' capi dell' amministrazione sì interessata nel nostro avvilimento, o sarebbero stati sventati al loro spuntare, o si sarebbero dissipati prima di nascere. Non avremmo veduti i suoi partigiani unirsi, corrispondersi, prodigare l' oro e le menzogne per sedurre, guadagnare, soffiare la divisione, fare ovunque proseliti e creare fra noi, per vergogna eterna del nome corso, un corpo d'aristocratici. Non si sarebbe veduto il figlio di un gran patriotta predicare per tutto il despotismo, rivestirsi del suo illegittimo potere, disarmare i cittadini, convocare assemblee, percorrere le Pievi alla testa delle sue truppe, e battere le tracce de' Narbona e de' Sionville; in tale caso ci saremmo condotti con lo spirito che ci è stato supposto; padroni di tutta l' isola, uniti e armati avremmo con fierezza attesi i decreti dell' Assemblea nazionale : gli avremmo accolti se, come è accaduto, ci avessero resa la libertà; e gli avremmo rigettati se il partito reale avesse dominato, se invece di un' Assemblea nazionale la Francia non avesse avuti che gli stati generali; avremmo allora richiamato quell' uomo grande, l' oggetto del nostro entusiasmo, che solo 40,000 baio-

nette, e disgraziate circostanze hanno potuto strapparci; noi gli avremmo detto: « O tu il solo in cui il Corso con-« fidi, riprendi il timone di un naviglio, che tu sapesti « sì ben condurre; il nostro amore, inalterabile come « le tue virtù, si è aumentato per mezzo delle tue dis-« grazie; degli scellerati ci hanno comandati.... il nos-« tro suolo è coperto delle loro vittime, ma non hanno « potuto avvilirci: comparisci; siamo ancora degni « di te. » Ecco come il dipartimento di Corsica avrebbe dovuto condursi, ecco come si sarebbe condotto se Bastia avesse imitato Ajaccio, e se le due capitali unite non avessero lasciato aperto asilo veruno a' nostri nemici. La cosa andò altrimenti: Bastia, e il resto della Corsica rimasero sepolti nel silenzio; tutti gli sforzi della cabala, i di cui motori erano a Parigi, si volsero contro di noi; resistemmo per molto tempo, ma convenne finalmente soccombere; la Guardia nazionale lasciò il suo servizio e fu distrutta sotto il peso de' pregiudizj di ogni specie; la moltitudine abbagliata era in una incertezza, che la rendeva suscettibile di qualunque impressione, quando vi giunse il signor Gaffori per spiegare tutto l' apparato della forza militare. I suoi discorsi, e la sua condotta furono quelli di un satellite

della tirannia e sorpresero i patriotti, i quali presentendo che si macchinava qualche cosa contro la causa comune, si riunirono per dirigere all' Assemblea nazionale la prima memoria che conteneva, e le nostre lagnanze contro l' amministrazione sotto la quale gemevamo, e i nostri voti. In tale stato di cose i nostri fratelli di Bastia spezzarono in mille parti la catena, con cui si pretendeva avvilupparci; gli spiriti erano prevenuti, il partito era unito, e la cabala troppo potente e troppo appoggiata da non permetterci di partecipare a' loro movimenti.

Finalmente la municipalità fu organizzata, e tutti prestarono omaggio alla saviezza del legislatore; la trama, tessuta dall' interesse privato con tanta arte e fortificata dall' ignoranza, non potè più resistere alle commozioni del patriottismo, al sentimento della libertà innato ne' cuori corsi, dal punto che fu permesso al popolo di vedere che sarebbe stato ajutato a dissipare le nubi che oscuravano la verità; d' allorain poi la Costituzione è divenuta l' oggetto delle universali sollecitudini.

Vigorosamente secondati dal Consiglio generale, abbiamo senza dubbio contribuito, per quanto era in

nostro potere, a questa felice rivoluzione ; abbiamo illuminati i nostri concittadini, e gli abbiamo fatte evitare le insidie tese alla loro semplicità : è questo il più essenziale de' nostri doveri ed il più caro a' nostri cuori.

Dovemmo superare ostacoli di ogni specie ; sul bel principio convenne avvezzare a rispettarci liberi quelli che ci avevano disprezzati schiavi ; impiegammo la forza della legge contro l' arroganza, l' orgoglio ed i pregiudizj : benchè fremendo, divennero più umili e si avvezzarono a rispettare ed obbedire il magistrato rappresentante del popolo.

Lo stato del di quà da' Monti esigeva che si prendessero delle risoluzioni ; ne furono adunate le comunità, ma con sommo rincrescimento in seno de' nostri compatriotti della montagna non ci vedemmo in sicurezza contro la maligna influenza della cabala esecrabile ; fu fomentato qualunque progetto per stabilire la disunione fra le due parti dell' isola ; coloro che si erano opposti ad ogni sorte di novità, quando si poteva sperare di ritenerci nella letargia, si fermarono principalmente all' idea di stabilire un comitato nel di quà da' Monti.

Ma la città di Ajaccio parò il colpo funesto nelle

sue conseguenze, e sacrificò allora la vanità di essere capitale al vantaggio della cosa pubblica.

L'abate Peretti, deputato, inviò una stampa incendiaria, e sediziosa ne' suoi fini, assurda ne' suoi mezzi, ultimo, ma vantato sforzo della spirante aristocrazia; ognuno ne fu sdegnato. Il Capitolo penetrato da' veri principj del Vangelo la rigettò con indignazione; il Consiglio generale della comunità la condannò ad essere bruciata, e nel suo discorso all' Assemblea nazionale si lamentò vivamente de' signori Buttafuoco e Peretti che l' avevano sottoscritta.

Obbligati al silenzio i nemici della Costituzione, dissipati i loro intrighi, non si tardò a sentire la necessità della Guardia nazionale; le classi del popolo, ultime per le loro sostanze, ma non le meno zelanti per la patria, furono le prime a dare l'esempio : vedemmo con vera gioia questi felici effetti de' lumi e del buon spirito.

Per compimento de' nostri voti non ci restava più a desiderare che vedere prontamente ultimata la Costituzione, e rivedere il Padre della nostra libertà. Noi eravamo intimamente convinti che, al suo aspetto, i cattivi o cambierebbero condotta, o nasconderebbero nel profondo de' loro cueri i loro pericolosi proggetti e il loro

detestabile fiele, quando venerdì, 25 corrente, il popolo si commuove, prende le armi e costituisce prigionieri i signori de Raquine giudice reale, Cadenol ingegnere de' ponti ed argini, Lajaille maggiore d'artiglieria, Souiris suddelegato, e Descamps direttore dell' ospedale.

Pensate quali perplessità dovettero agitarci; da un canto vedevamo de' cittadini, che l' opinione accusava e denotava da gran tempo come i fautori dell' aristocrazia ; ma gli vedevamo dall' altro canto arrestati per forza, senza che la decisione del magistrato fosse stata intesa ; vedevamo una generale cospirazione : cittadini di ogni classe, ricchi, e poveri erano uniti. Era questa una potentissima ragione, e poteva legittimare ogni passo; ma le conseguenze da temersi, e gli accidenti che potevano sopravvenire erano tali da inquietare altamente coloro, che la legge denota per protettori della pubblica sicurezza. Tutto passò tranquillamente : l' ordine, e la fermezza caratterizzarono tutti i passi di quel giorno ; i prigionieri furono trasferiti al convento de' Cappuccini, e immediatamente li prendemmo sotto la protezione della legge.

Oltre le ragioni, che da molto tempo indisponevano la pubblica opinione contro i detenuti, ne esistevano

delle momentanee ed occasionali, che riscaldarono il popolo, e fecero rinnuovare de' lamenti, che la loro umiliazione gli aveva fatti scordare.

Il signor Cadenol incaricato della costruzione del ponte d' Ucciani ha cominciata in questo villaggio la divisione, parlando e operando contro la Costituzione; da qualche tempo cercava di fuggire, come consta dal passaporto domandatoci; egli aveva in sua custodia i fogli, materiali, ferramenti, ed altri utensili; interessava perciò sotto diversi rapporti, la Pieve, l' assicurarsi della sua persona; conseguentemente le varie municipalità di Celavo si unirono per presentarci a tale effetto una memoria; nel tempo stesso costui rendevasi reo d' infrazione al regolamento di polizia: il corpo municipale fu costretto a ordinargli la carcere.

Il signor. de Raquine, di cui tutti conoscono l'inezia, e contro di cui fino dal 1778 la giurisdizione non ha mai cessato di esclamare, fino a proporre di bonificargli i suoi appuntamenti purchè si ritirasse; per capriccio, spiegabile soltanto col suo carattere, lo pose in libertà senza processo, senza interrogatorj e senza sentenza legale; il corpo municipale mandò a rappresentargli l' inconseguenza della sua condotta e a prendere delle

istruzioni sui motivi che l' avevano indotto ad una sì erronea determinazione : ma il signor de Raquine rispose al deputato chiudendogli la porta in faccia. Tutto ciò divulgatosi nel pubblico accrebbe il malcontento tante volte manifestato contro questo magistrato; il popolo allora corse all' armi, convinto che non vi era più che l' alternativa, o di sostenere con vigore e con tutti i mezzi l' onore ed il rispetto dovuto ai suoi rappresentanti, o di vederli avviliti con ogni sorte di mancanza.

Il signor de Lajaille, maggiore d' artiglieria di residenza, era accusato di discorsi sediziosi, a' quali la sua condotta durante la traslazione de' prigionieri aumentava la credenza : ci costò molta fatica l' impedire che non si giungesse alle ultime estremità.

In quanto al signor Souiris, troppo interessato alla conservazione dell' antica amministrazione, giacchè riuniva nove impieghi sulla sua testa, era stato fino dal mese di agosto l' oggetto delle reclamazioni del popolo; era allora accusato di avere cooperato alla perdita del libro rosso, e sembra che le sue giustificazioni non abbiano prodotto nel pubblico l' impressione che egli si aspettava : qualche dilazione nell' affissazione del de-

creto sulla gabella del sale ha compito di rivoltare gli spirti.

Questo decreto, registrato a Bastia il 3 di maggio, quì non lo era ancora il 20 giugno; sapendosi che il sale si vendeva altrove pubblicamente fù permesso a' negozianti di andare a procurarsene, assicurando loro la libertà della vendita; gli amministratori, visto ciò, affissero precipitatamente questo decreto senza avvisarne il corpo municipale; fù affisso il martedì; si diceva comunemente: « Come mai è possibile che il decreto sia stato sei settimane per venire da Bastia in Ajaccio? » e nell' ipotesi la più favorevole questo decreto doveva essere giunto al più tardi colla posta del sabato, e non è stato affisso che il martedì, mentre il lunedì è uno de' giorni della settimana in cui è più considerabile la vendita di tale derrata; così ragionando il popolo accusava il signor de Souiris di concussione.

Soddisfatto il popolo, tutti ritornarono alle loro case, e l' ordine successe rapidamente al primiero tumulto. Durante questo affare, il signor de la Ferandière ci sollecitò di pubblicare la legge marziale; ma eravamo bene lontani da adottare le sue premure.

Il signor de la Ferandière, che senza dubbio s' im-

maginava di essere a' tempi ne' quali la potenza militare nel nostro sfortunato clima, faceva tremare sotto il peso della sua atrocità, adunò nella notte del venerdì un consiglio di guerra, in cui fu proposto di liberare per forza i prigionieri posti sotto la salvaguardia della municipalità; fu tentato ogni mezzo per indurre la truppa in una colpevole ribellione, ma il patriottismo illuminato de' bassi ufiziali salvò la città e la guarnigione da' mali che avrebbero seguito un passo irregolare; un giovane sargente che si è principalmente distinto per il suo zelo, in sostenere in quel consiglio di guerra i decreti dell' Assemblea nazionale, ha meritata la nostra riconoscenza; voi vedrete con indignazione, cari compatriotti, che si tengano dei consigli di guerra, nei quali si tratti della nostra sorte; non possono altrimenti chiamarsi che complotti infami contro la legge, e principj di una ribellione pericolosa nelle sue conseguenze.

In questo nuovo stato di cose non era più possibile che i signori de Raquine e de Lajaille restassero fra noi; il primo, oltre alle sue mancanze, è assolutamente privo di talenti; noi lo abbiamo indotto ad andarsene. La stessa risoluzione sarebbe stata presa per il signor de

Lajaille, ma credemmo di dover cedere ai signori ufiziali e bassi ufiziali della guarnigione, che vennero a pregarci di rimetterlo sotto la loro custodia; non influì poco sulla nostra decisione l'oratore che era il medesimo sargente che aveva saputo così ben difendere i nostri diritti: ciò non ostante, temendo che il popolo non fosse malcontento, e non trovasse inopportuna una indulgenza, di cui non vedeva il motivo, il corpo municipale lo adunò, e benchè a fatica aderì alle prese risoluzioni.

In quanto al signor Cadenol, abbiamo convocate le municipalità della Pieve di Celavo per sentire la loro risoluzione, e le loro doglianze.

Il signor Souiris fu subito trasferito alla cittadella: ma avendo di poi fatto osservare al popolo che le mancanze, delle quali era accusato, erano di natura da poterlo processare tranquillamente, ristabilito l'ordine e organizzato il dipartimento, lo abbiamo reso alla di lui famiglia.

Tale è, o compatriotti, l'esposto che c' incombeva di porvi sotto gli occhi; in questi momenti sopratutto, ne' quali uomini superbi e venduti alla tirannìa procurano di oscurare la verità, e di accreditare de' rumori che favoriscono i loro rei progetti, i buoni cittadini de-

vono cercare di dissiparli. Possano i loro intrighi e le loro mensogne volgersi in loro danno : possa la nazione riunita far loro conoscere la loro debolezza : oimè! saremo noi delusi da alcuni ambiziosi, da alcuni uomini corrotti? la loro impostura potrà ella ingannarvi?

Le ceneri de' patriotti sono qualche volta profanate; famiglie illustri per immensi sacrifizj sono istantaneamente disonorate dalle indegne azioni di un figlio, di un fratello, di un nipote : questi grand' uomini domandano allora alla patria in nome della loro virtù, contro questi indegni discendenti, vendetta, il più dolce incenso da bruciarsi su' loro sepolcri.

Cari compatriotti, permetteteci nell' effusione del nostro cuore una riflessione da cui siamo penetrati : volgete gli occhi sul nostro disgraziato paese : nudo, spogliato, spopolato, bagnato dal sangue de' suoi martiri, lo rimiriamo coperto di uomini che nella loro esaltazione tutto sacrificarono all' acquisto della libertà; volgete gli occhj su' nostri annali vi vedrete perpetuamente un popolo che lotta con entusiasmo contro sforzi stranieri, essere sempre vinto dalla sua disunione, e tradito da' suoi figlj : ci ritroveremo noi dunque in simile situazione? Noi, che siamo chiamati i precursori

della libertà? ci lasceremo impunemente tradire da coloro che vivono fra noi? da quelle anime vili che furono le prime a gettarsi in braccio a' Francesi, quando questa illustre nazione non poteva tutto al più offrirci che una cima della catena che la violentava? da quelle anime vili, che prosperarono nell' universale avvilimento e che detestano adesso una Costituzione che ci rende a noi stessi, ci permette di vivere senza arrossire e ci restituisce finalmente l' uomo creato per la comune consolazione? .... nò, nò : fremano costoro : si avvicina il momento, in cui sarà scoperto il loro complotto : il loro castigo consoliderà la rigenerazione della nostra sfortunata patria.

Sottoscritti coerentemente
all' originale : TAVERA.
BUONAPARTE.
GUITERA.
SEBASTIANO COLONNA.
ROBAGLIA.
FRASSETTO.
CONTI.
MEURON.
LEVIE, MAIRE.

RECCO, Procuratore della comunità.



TABLE DES SOMMAIRES.

CHAPITRE I.

NAPOLÉON JUSQU'A SON ENTRÉE A BRIENNE.

CHAPITRE II.

NAPOLÉON A BRIENNE, A PARIS, A VALENCE, EN CORSE, JUSQU'A LA RÉVOLUTION DE 1789.

CHAPITRE III.

NAPOLÉON JUSQU'AU MOIS DE FÉVRIER 1791.

CHAPITRE IV.

NAPOLÉON DEPUIS FÉVRIER JUSQU'AU MOIS D'OCTOBRE 1791.

CHAPITRE V.

NAPOLÉON NOMMÉ COMMANDANT EN SECOND DE LA GARDE NATIONALE SOLDÉE.

CHAPITRE VI.

COMBAT ENTRE LE BATAILLON QUENZA-BONAPARTE ET LES HABITANTS D'AJACCIO.

CHAPITRE VII.

NAPOLÉON A CORTÈ ET PONTENOVO.

CHAPITRE VIII.

VOYAGE DE NAPOLÉON A PARIS.

CHAPITRE IX.

RETOUR DE NAPOLÉON EN CORSE.

CHAPITRE X.

NAPOLÉON ENCORE UNE FOIS A CORTÉ.

CHAPITRE XI.

EXPÉDITION DE SARDAIGNE.

CHAPITRE XII.

DANGERS DE NAPOLÉON ET SON DÉPART D'AJACCIO.

CHAPITRE XIII.

LA MAISON BONAPARTE LIVRÉE AU PILLAGE.

CHAPITRE XIV.

NAPOLÉON ET SA FAMILLE QUITTENT LA CORSE.

FIN DE LA TABLE.

